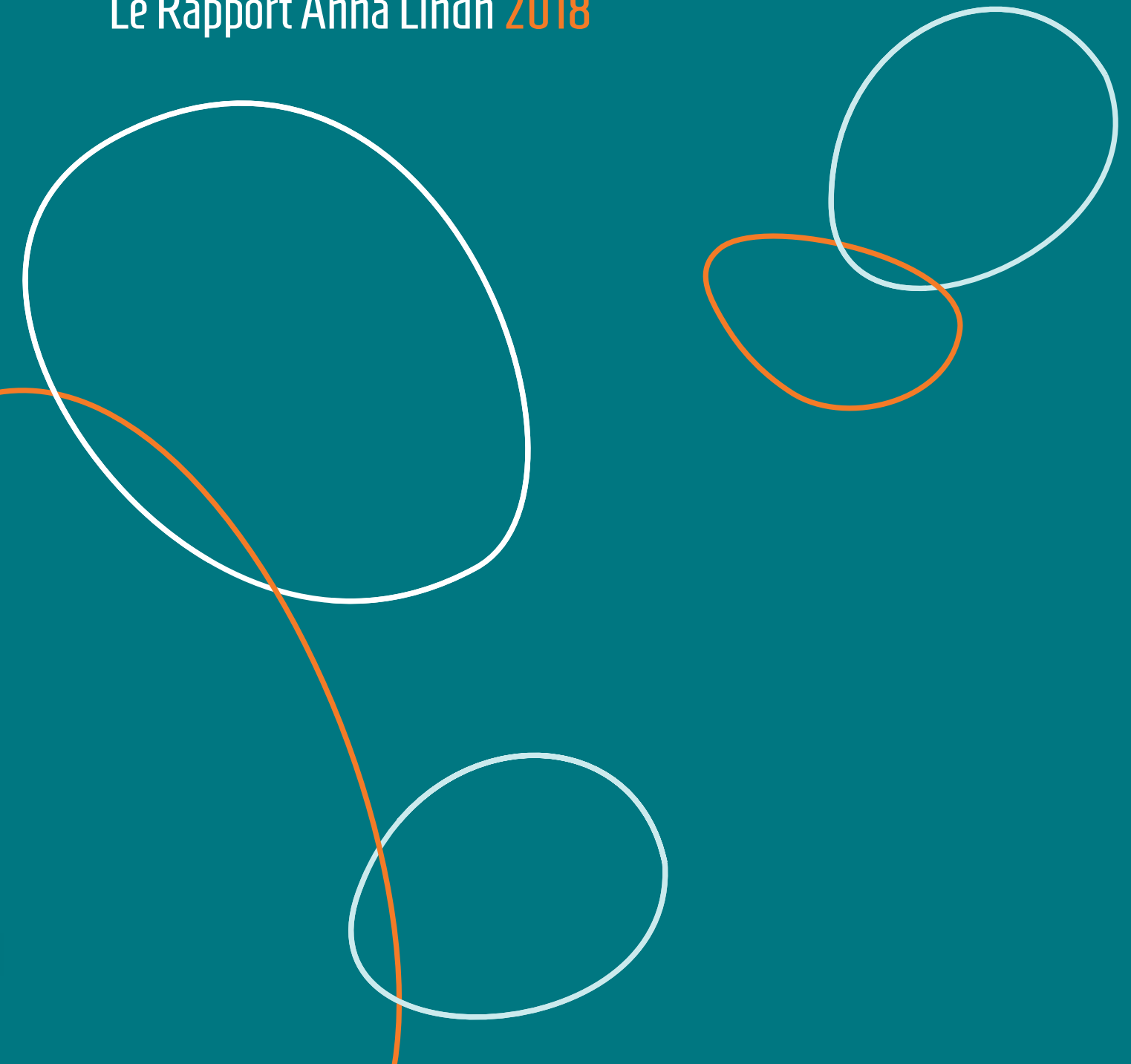


# Tendances Interculturelles et Changement Social dans la Région Euroméditerranéenne

Le Rapport Anna Lindh **2018**



# Tendances Interculturelles et Changement Social dans la Région Euroméditerranéenne

Le Rapport Anna Lindh 2018



# Colophon

## Direction et édition

Eleonora Insalaco (*directrice de la recherche interculturelle et de la programmation, Fondation Anna Lindh*)  
Basem Mahmoud (*administrateur de programme pour la recherche interculturelle à la Fondation*)  
Christine Rizkallah (*assistante de programme pour la recherche interculturelle à la Fondation*)

## Communication et sondage d'opinion

Paul Walton (*Directeur de la stratégie et des partenariats, Fondation Anna Lindh*)  
Femke De Keulenaer (*Directrice de recherche – IPSOS*)  
Sofie Pauwels (*Chargée de recherche – IPSOS*)

*Un remerciement particulier s'adresse à l'ambassadeur Hatem Atallah, ancien directeur exécutif de la Fondation Anna Lindh, pour sa direction dans la programmation triennale de la Fondation pour la période 2015-2017.*

## Comité scientifique

Ann-Belinda Preis (*chef de la section du dialogue interculturel, UNESCO, France*) – Caroline Robertson von Trotha (*directrice du centre d'études culturelles et générales de l'Institut de technologie de Karlsruhe, Allemagne*) – Mohamed Tozy (*directeur de l'École de gouvernance et d'économie de Rabat et professeur de sciences politiques à l'Université Hassan II de Casablanca, Maroc*) – Paul Gillespie (*chroniqueur et éditorialiste, Irish Times, et chargé de recherche principal à la School of Politics and International Relations, University College Dublin, Irlande*).

## Diffusion académique

Union des Universités de la Méditerranée - UNIMED

---

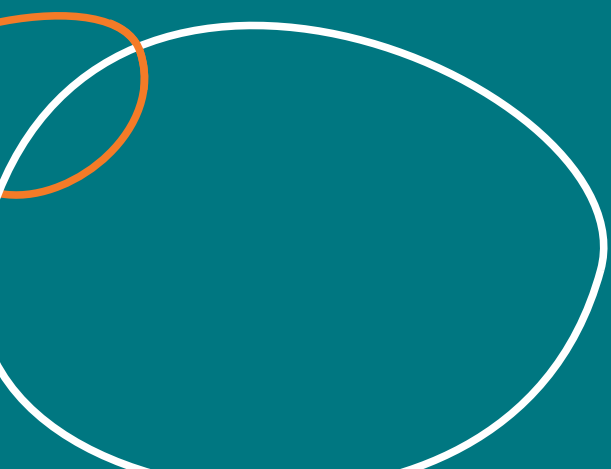
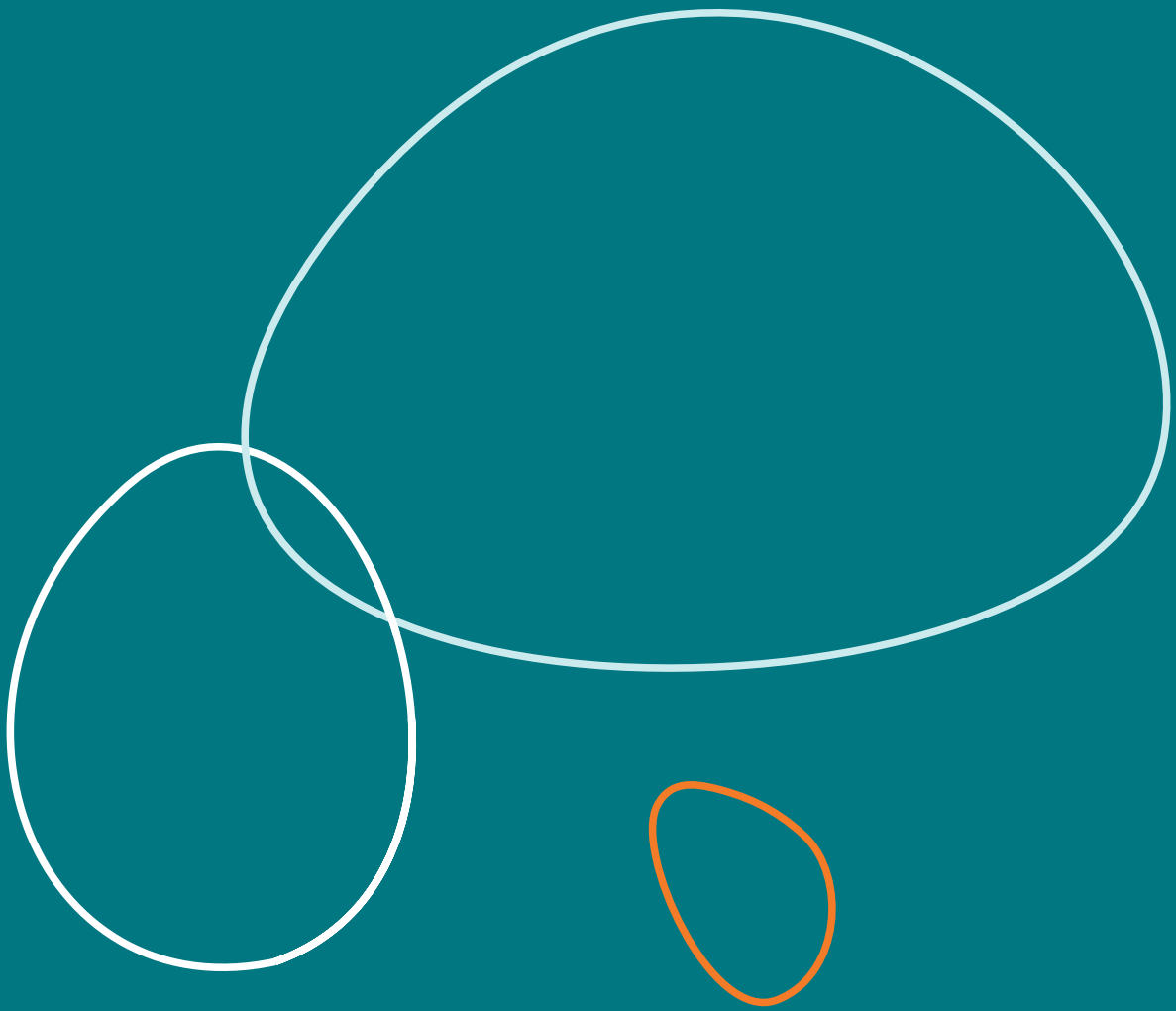
## Relecture et traduction

Belga Translations et Lucien Arino

## Design, impression et publication

Victoria Agency (design)  
Drifosett (impression)  
Consult and Design International (*publication en ligne*)

**Les opinions exprimées par les auteurs dans cette publication sont des évaluations personnelles et professionnelles et ne reflètent pas nécessairement les points de vue de la Fondation Anna Lindh, de l'Union européenne ou des pays membres de l'Union pour la Méditerranée.**



## Federica Mogherini

*Haute Représentante de l'Union Européenne pour les Affaires Étrangères et la Politique de Sécurité*

De part et d'autre de la Méditerranée – en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique du Nord - nous faisons face au même défi. Trop de jeunes estiment que leur voix n'est pas entendue et qu'ils ne sont pas à même de faire une différence véritable dans la vie publique de leur pays. Trop souvent, les gouvernements et les institutions sont perçus comme lointains, voire inaccessibles. Dans la plupart de nos pays, le chômage des jeunes est trop élevé. Le manque d'opportunités a certes entraîné diverses formes de contestation, mais aussi un sentiment croissant de désillusion et de désespoir.

Cette nouvelle édition du Rapport Anna Lindh sur les Tendances Interculturelles montre qu'une vaste majorité de gens dans nos régions – que ce soit au nord, au sud, à l'est ou à l'ouest – ont compris que les jeunes doivent participer davantage à la vie publique. Ils demandent de meilleures opportunités pour notre jeunesse : la possibilité de bénéficier de l'enseignement dont ils ont besoin pour trouver un bon emploi ; la possibilité d'exprimer leur potentiel ; la possibilité d'avoir un impact sur le débat public et l'élaboration des politiques.

Cette recherche confirme l'orientation des travaux que nous avons réalisés à ce jour avec le Fondation Anna Lindh : investir, en particulier, dans l'enseignement et la formation interculturels, et promouvoir les dialogues portés par les jeunes ainsi que les échanges virtuels.

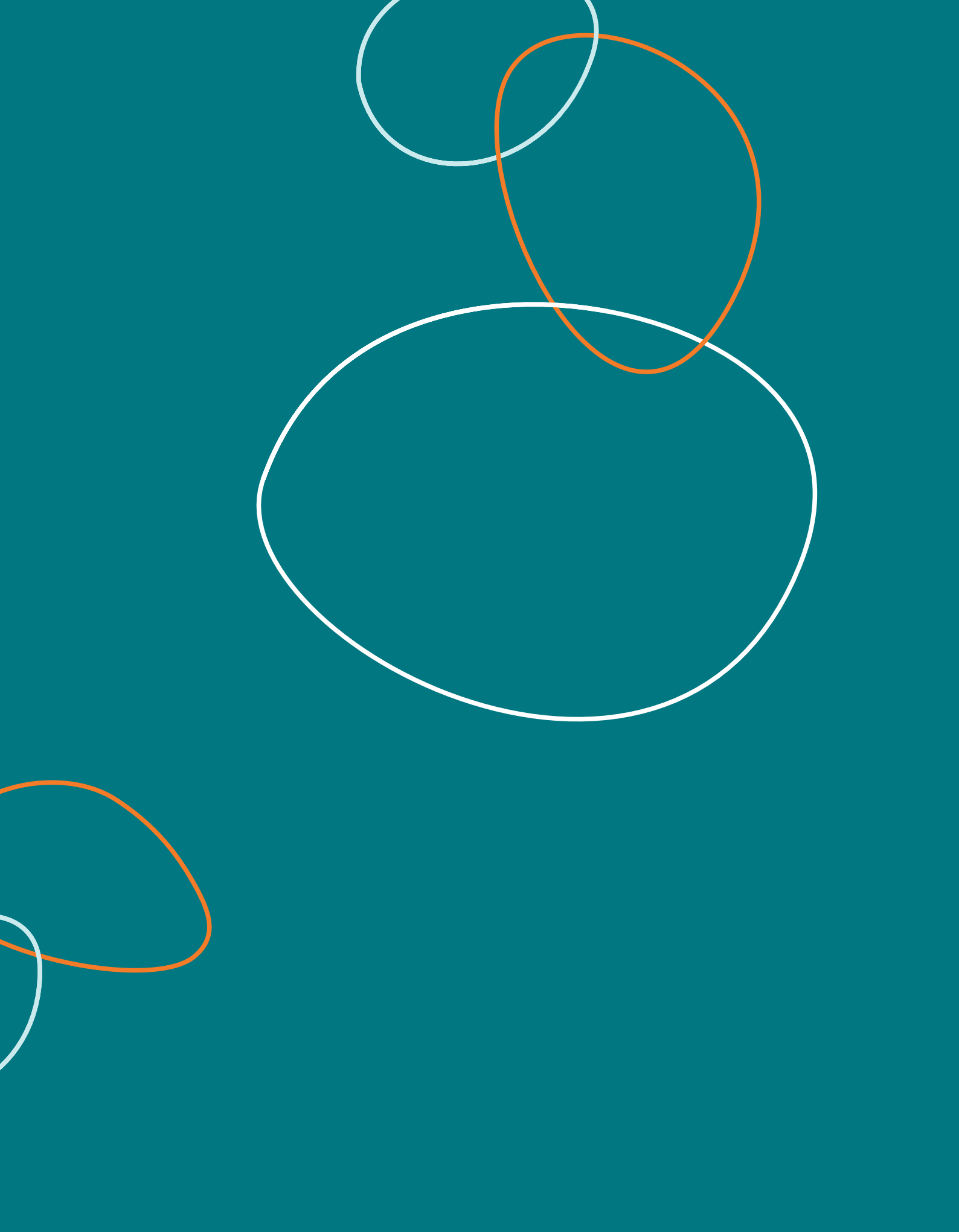
Depuis le début de nos travaux communs, l'un de nos principaux objectifs a été d'ouvrir de nouvelles voies qui permettent aux jeunes de s'engager dans la vie publique et l'élaboration des politiques. C'est cette idée qui, il y a bientôt deux ans, nous a amenés à mettre en place, avec la Fondation Anna Lindh et le Forum européen de la jeunesse, Young Mediterranean Voices Plus. Cette initiative est destinée à permettre aux jeunes originaires de part et d'autre de la Méditerranée de nouer un dialogue avec des décideurs européens.

Depuis lors, nous avons organisé des initiatives similaires avec des jeunes de toute l'Europe, d'Asie, du Sahel et de toute l'Afrique. J'ai eu l'occasion de rencontrer des jeunes formidables - travaillant pour des organisations de la société civile, issus des meilleures écoles et universités, bourrés de talent et d'esprit d'entreprise. Ils ont énormément à apporter aux processus de prise de décisions.

Ecouter leur voix et leurs propositions, ce n'est pas leur accorder une faveur. C'est rendre service à nos sociétés. Si nous voulons que nos politiques aboutissent, que nos sociétés se développent et deviennent résilientes, nous avons besoin de l'engagement et des conseils de notre jeunesse.

Ce Rapport montre qu'il y a toutes les raisons d'étendre ce genre d'initiative et d'impliquer un nombre bien plus important de jeunes de différents pays et de différents horizons, et aussi un nombre bien plus important de gouvernements.

Et l'expérience me dit que la demande des jeunes est forte partout dans notre région. Oui, les jeunes manifestent de plus en plus leur frustration et même leur ressentiment. Mais je perçois aussi une passion et une énergie incroyables : un désir d'engagement, de faire le bien pour eux-mêmes et pour leurs communautés. Répondre à cet appel, c'est une opportunité que nous ne pouvons pas nous permettre de manquer, une entreprise dans laquelle nous ne pouvons pas nous permettre d'échouer.



# Ahmed ABOUL GHEIT

*Secrétaire Général de la Ligue des États Arabes*

Je souhaite féliciter la Fondation Anna Lindh à l'occasion de la publication de ce Rapport fondamental sur les tendances interculturelles dans la région euro-méditerranéenne. La troisième édition de ce Rapport, fruit d'une enquête d'opinion à grande échelle menée dans 13 pays, constitue un recueil complet des tendances culturelles et des avancées sociales partout en Europe ainsi que dans la région méridionale et orientale de la Méditerranée.

Les recherches présentées dans le Rapport, réalisées par IPSOS à la demande de la Fondation Anna Lindh, passent en revue divers aspects importants des rencontres interculturelles et des méthodes d'interaction dans la région euro-méditerranéenne, y inclus dans les quatre pays arabes concernés par cette recherche, à savoir l'Algérie, la Jordanie, la Palestine et la Tunisie.

Les résultats de l'enquête mettent en exergue la perception, les priorités et les aspirations d'un large pan des populations des deux côtés de la Méditerranée sur des thématiques aussi variées que les valeurs partagées, l'identité culturelle, l'immigration, la couverture médiatique, le dialogue interculturel ou encore la diversité culturelle et religieuse.

Le Rapport renferme par ailleurs des données essentielles illustrant le degré de tolérance manifesté par les sondés à l'égard de personnes de différents milieux culturels. Le résultat reste extrêmement positif sur des questions comme l'égalité des droits et des chances pour les personnes d'origine culturelle et religieuse différente et la valorisation de la diversité culturelle et religieuse comme pilier de la prospérité des sociétés.

Il souligne également le rôle essentiel que jouent l'éducation et les programmes à destination de la jeunesse, non seulement dans la prévention des conflits et de la radicalisation dans la région euro-méditerranéenne, mais aussi dans la réponse à y apporter. Ce sujet représente sans conteste un défi pressant pour les gouvernements des deux côtés de la Méditerranée.

Le Rapport se distingue enfin sur un point qui est peut-être le plus fondamental : il montre clairement qu'une majorité des sondés croient toujours en l'importance d'une coopération renforcée entre les deux groupes de pays et en l'apport d'avantages mutuels entre les pays méditerranéens, plus particulièrement dans les domaines des nouvelles perspectives, de l'éducation, de la formation, de l'entrepreneuriat, de l'innovation et de l'emploi des jeunes.

Le Rapport et ses principales constatations constitueront sans aucun doute un outil de référence de premier ordre pour les hommes politiques, les décideurs et les chercheurs. Pour sa part, la Ligue des États arabes reste déterminée à promouvoir les partenariats multilatéraux avec l'Union européenne, ses institutions et États membres. Aussi, je suis persuadé que ce Rapport et ses importants constats continueront de nous fournir à l'avenir d'inestimables analyses qui nous permettront de poursuivre nos objectifs communs.





# Miroslav LAJČÁK

*Président de la 72ème Assemblée générale des Nations unies  
et Président du Groupe de contact méditerranéen de l'OSCE*

C'est de tout cœur que je salue la parution du Rapport sur les Tendances Interculturelles de la Fondation Anna Lindh, car il présente les résultats d'importantes recherches et travaux de terrain testés dans le laboratoire de la région méditerranéenne.

Historiquement, la Méditerranée a toujours été le théâtre du meilleur comme du pire. Toutes les méthodes possibles de domination, ou presque, y ont été essayées. Et il est juste de dire qu'elles ont toutes échoué. En 2018, je puis affirmer avec conviction que dans cette région, le seul mode opératoire efficace est la coopération. Au cours des siècles, voire des millénaires passés, les guerres n'ont pas apporté de solutions durables. Nous ne pouvons prospérer qu'à condition de nous respecter les uns les autres et de coopérer dans l'ensemble de la région méditerranéenne. Pour ce faire, nous devons faire usage de plateformes multilatérales, et en particulier des Nations unies.

Mais pour développer notre dialogue et le faire progresser, il nous faut des faits. Nous devons connaître la situation sur le terrain. Et c'est exactement ce que nous apporte ce Rapport : un ensemble de preuves dont nous avons absolument besoin pour comprendre et développer des politiques. Tout en compilant les données issues des sondages, le Rapport pose également des questions essentielles sur les Etats, le multilatéralisme, l'intergouvernementalisme et la gouvernance. Les tendances socioculturelles qu'il révèle ont une pertinence à l'échelle planétaire dans le cadre du développement de politiques et de stratégies dans de nombreux domaines : la sécurité et la prévention des conflits mais également la migration et la cohésion sociale.

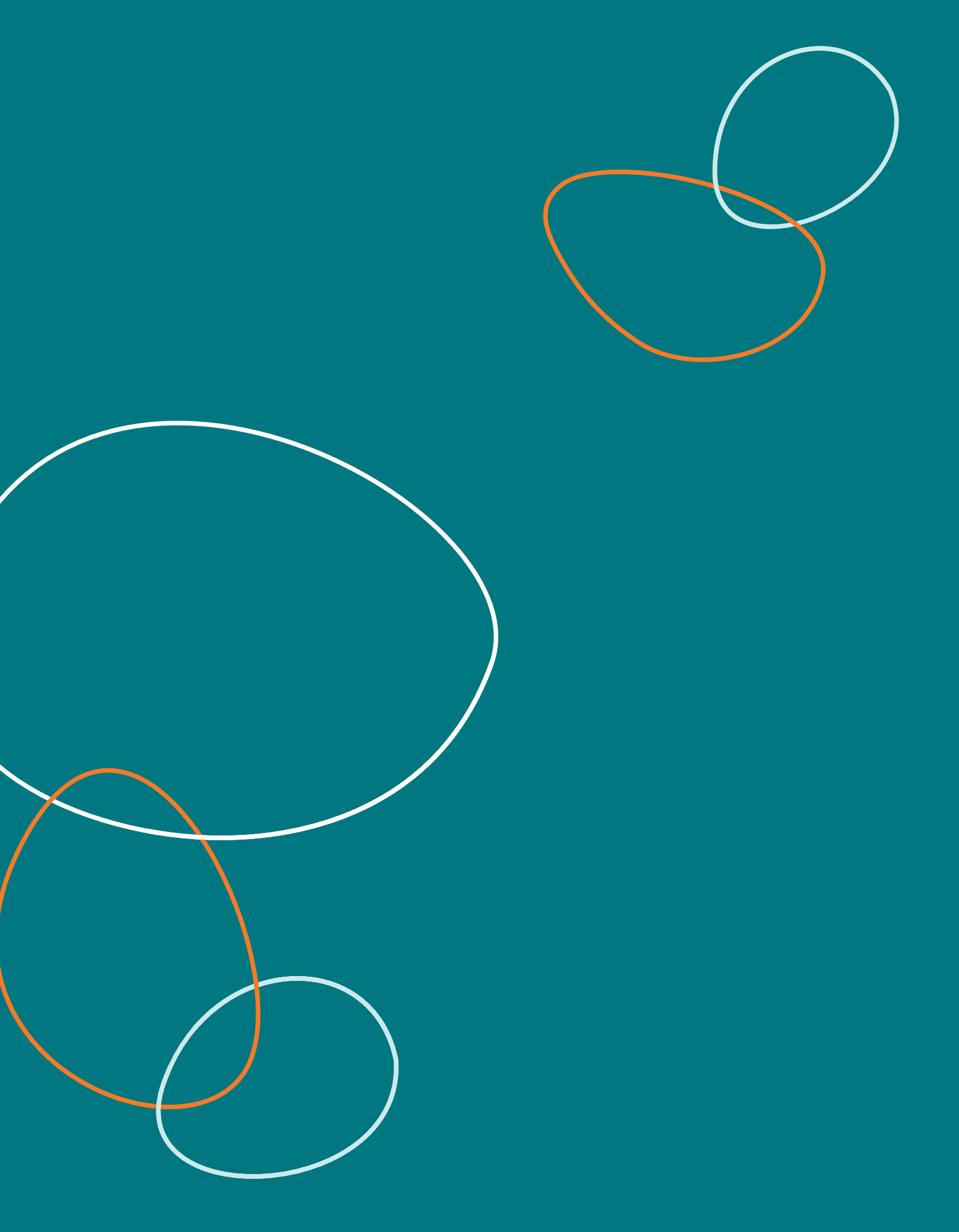
Les conclusions du Rapport sont tournées vers l'avenir et soutiennent de façon encourageante les nouvelles politiques de l'ONU sur la jeunesse et la prévention des conflits. Je suis particulièrement satisfait de ses contributions à ces deux derniers domaines, car la jeunesse et la prévention des conflits étaient les priorités de la 72ème Assemblée générale.

De plus en plus, et dans le monde entier, les jeunes demandent à être inclus et à ce que leur voix leur permette d'agir et même de jouer un rôle moteur. Aux Nations unies, ces voix sont entendues. En décembre 2015, le Conseil de sécurité a adopté à l'unanimité la Résolution 2250 sur les jeunes, la paix et la sécurité. Il s'agit de la toute première résolution entièrement dédiée au rôle essentiel et positif que jouent les jeunes femmes et les jeunes hommes dans le maintien et la promotion de la paix et de la sécurité internationales.

Il est heureux que l'enquête du Rapport se soit déroulée en parallèle avec les travaux de la Fondation avec l'ONU sur les jeunes, la paix et la sécurité mandatés par cette Résolution, et que le Rapport contienne encore davantage de faits qui viennent étayer le nouveau plan d'action à long terme de l'ONU pour l'investissement dans les initiatives portées par les jeunes.

Le présent Rapport constitue une contribution inestimable à nos efforts pour donner une voix à tous, pour ouvrir des portes et traiter dans son ensemble la violence de l'exclusion. Il nous fournit des informations nouvelles, des considérations utiles ainsi qu'une stratégie à long terme pour investir dans le dialogue porté par les jeunes et la prévention des conflits. Et il concerne la région méditerranéenne, où les jeunes sont nombreux.

Je salue donc avec enthousiasme le travail et le dévouement de toutes celles et de tous ceux qui ont contribué à ce Rapport, et je souhaite que ses conclusions informent nos travaux actuels sur le leadership des jeunes.



# TABLE DES MATIÈRES

## PRÉFACE

Federica Mogherini – <i>Haute Représentante de l'Union Européenne pour les Affaires Etrangères et la Politique de Sécurité</i> .....	5
Ahmed Aboul Gheit - <i>Secrétaire General de la Ligue des Etats Arabes</i> .....	7
Miroslav Lajčák - <i>Président de la 72ème Assemblée Générale des Nations Unies et Président du Groupe de Contact Méditerranéen de l'OSCE</i> .....	9

## APERÇU D'ENSEMBLE

Élisabeth Guigou et Nabil Al Sharif - <i>Une nouvelle approche pour la coopération régionale</i> .....	16
Eleonora Insalaco – <i>Analyse du sondage interculturel pour une programmation à long terme</i> .....	17
Femke De Keulenaer and Sofie Pauwels – <i>A l'intérieur de l'enquête Anna Lindh/Ipsos</i> .....	20

## ANALYSE DES TENDANCES INTERCULTURELLES EUROMED

La Méditerranée entre ce qui est réalisable et ce qui est souhaité - <i>Mohamed Tozy</i> .....	36
Compréhension et engagement pour surmonter la polarisation <i>Nabil Fahmy et Emilia Valsta</i> .....	40
Lutter contre la radicalisation par le dialogue - <i>Alpaslan Özerdem</i> .....	44
La ville du XXIe siècle sera interculturelle ou ne sera pas - <i>Aliki Moschis - Gauguet</i> .....	48
Du multiculturalisme à l'interculturalisme : les données confirment le changement - <i>Ricard Zapata-Barrero</i> .....	52
L'éducation interculturelle entre valeurs locales et principes universels - <i>Nayla Tabbara</i> .....	56
Convergences indépendamment du niveau de religiosité - <i>Shana Cohen</i> .....	60
Le défi des médias : répondre au souhait du public d'une couverture meilleure <i>Paul Gillespie</i> .....	64
Le rôle des réseaux sociaux dans la formation des perceptions : la curiosité humaine comme médiateur - <i>Rima Marrouch</i> .....	68

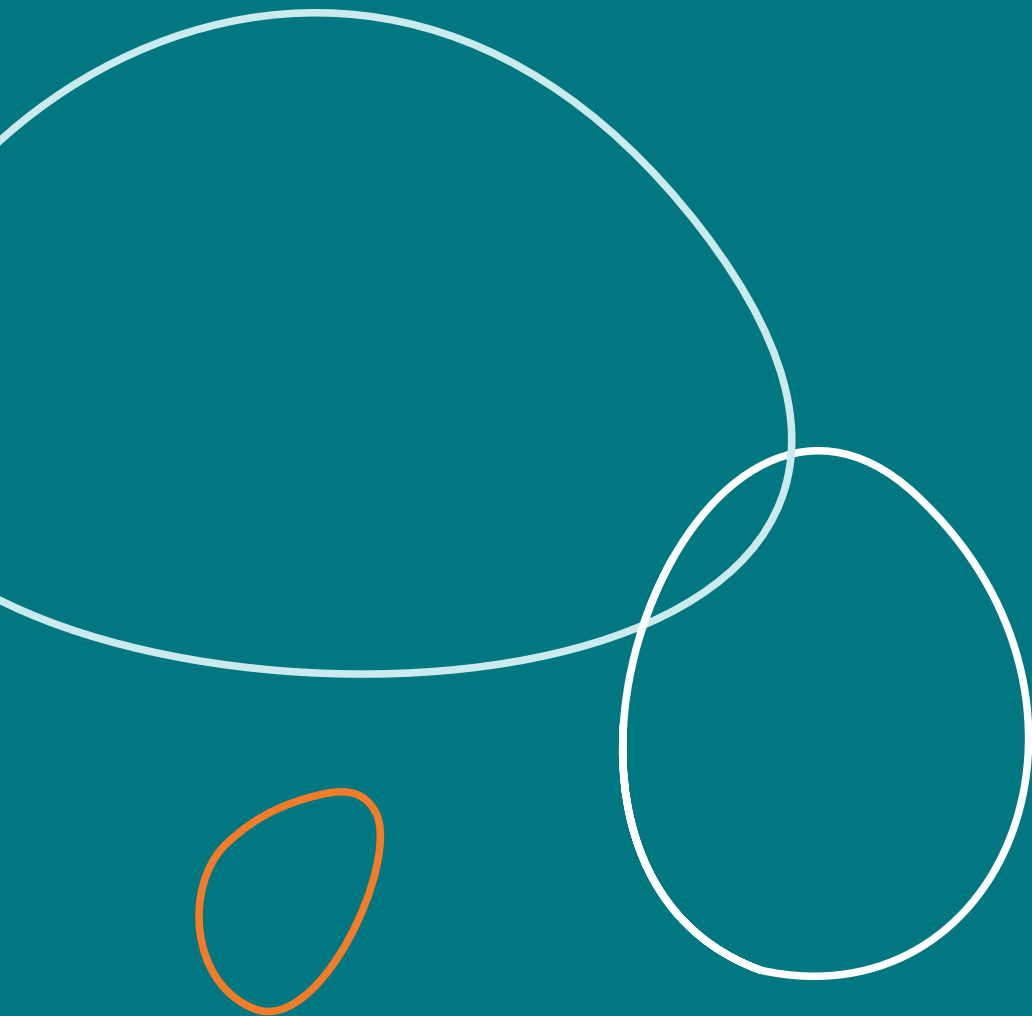
Vers une déconstruction commune des stéréotypes de genre - <i>Inès Safi</i> .....	72
La jeunesse, un investissement intelligent pour une région méditerranéenne stable - <i>Abdelrahman Aldaqq</i> .....	76
Les voyages forment-ils la jeunesse ? - <i>Bernard Abrignani</i> .....	80
La dimension sociale de la migration dans les pays euro-méditerranéens - <i>Ayman Zohry</i> ....	84
Discours anciens et nouveaux : le rôle de la traduction dans le dialogue interculturel aujourd'hui - <i>Alexandra Büchler</i> .....	88
L'entrepreneuriat social créatif pour la cohésion et le développement - <i>Teresa Bean</i> .....	92

### TENDANCES EN ÉVIDENCE

L'intérêt renouvelé de la France pour la région euro-méditerranéenne - <i>Taynja Abdel Bagh</i> .....	98
L'hospitalité italienne face aux flux migratoires croissants - <i>Khalid Chaouki</i> .....	102
Maintenir la cohésion sociale dans une population croissante et diverse en Jordanie - <i>Mustapha Tabba et Nedal Masri</i> .....	106
Tendances interculturelles et changements sociaux en Pologne - <i>Konrad Pędziwiatr</i> .....	110
Les Tunisiens et leur affiliation à la région méditerranéenne - <i>Dalenda Larguèche</i> .....	114

### ANNEXES

Questionnaire de l'enquête Anna Lindh/Ipsos sur les tendances interculturelles .....	119
Index des tableaux .....	128
Bibliographie .....	131
Biographies .....	135



# APERÇU D'ENSEMBLE

# Une nouvelle approche pour la coopération régionale

*Élisabeth GUIGOU - Présidente de la Fondation Anna Lindh  
Nabil AL SHARIF - Directeur exécutif de la Fondation*

Nous vivons actuellement une époque historique où la méfiance et la polarisation ne cessent de croître entre et à l'intérieur de nos sociétés. Un grand nombre de certitudes anciennes concernant la gouvernance et le rôle des états, des organisations intergouvernementales et de la société civile ont été érodées et minées par la contestation et la violence de l'exclusion dans nos communautés. Les discours de haine tenus par certains médias et la multiplication des glissements électoraux vers les partis populistes témoignent de cette désaffection.

Les liens de confiance qui unissaient les gens et les institutions et les gouvernements traditionnels se sont distendus, particulièrement chez les jeunes. Dans le cadre de nos efforts pour regagner cette confiance, nous ne pouvons pas nous permettre de perdre une génération. Ce n'est pas nous qui risquons de les abandonner ; ce sont eux qui pourraient nous abandonner. La voix de la jeunesse est le chaînon manquant de ces liens.

Comment réagir à ce sentiment de déshérence et de désillusion chez les jeunes femmes et les jeunes hommes de notre région ? En les incluant, en investissant dans leur voix, leur capacité d'action, leur leadership ; en leur donnant le sentiment de participer véritablement aux politiques qui affectent leur vie et leur capacité à la gagner.

La nouvelle édition du Rapport sur les Tendances Interculturelles de la Fondation Anna Lindh fournit une grande quantité de données qui viennent étayer ces affirmations. Les informations qu'il contient doivent servir de point de départ à une réflexion nouvelle sur la façon de bâtir la coopération régionale ainsi que les relations au niveau de la planète. Nombreux sont celles et ceux qui souhaitent une approche ascendante du dialogue, un dialogue interculturel porté par les jeunes. Dans nos initiatives, nous devons passer d'une culture de l'offre à une culture de la demande.

Les conclusions du Rapport sont tournées vers l'avenir et – c'est encourageant – confirment la programmation et la stratégie nouvelles de la Fondation, que nous avons cocréées avec nos Etats membres et les réseaux de la société civile. Elles comprennent les actions suivantes : investissement dans l'enseignement et l'apprentissage interculturels ; promotion d'échanges virtuels et d'un dialogue porté par les jeunes ; travail avec les villes et

partenariats internationaux afin de développer des cercles de confiance ; mise en place d'une première plateforme médiatique sur les tendances interculturelles ; renforcement de la coopération au sein de la société civile.

Au cours de ses 15 années d'existence, la Fondation a survécu à de nombreux orages, s'est réinventée, a étendu ses réseaux et ses domaines d'intérêt. Ce faisant, elle a toujours maintenu les principes et les valeurs qui sous-tendaient la philosophie qui a conduit à sa création par Romano Prodi, Président de la Commission européenne. Suite à ce processus de maturation, la Fondation arrive à l'âge adulte ; elle est l'institution centrale que nous partageons tous, ainsi qu'une référence pour la jeunesse et le dialogue interculturel.

Nos travaux sur le terrain nous ont permis de mettre au point dans l'ensemble de la région méditerranéenne des pratiques qui, aujourd'hui, sont de plus en plus reconnues dans le monde : notre programme de dialogue porté par les jeunes, développé au Maghreb/Machrek et qui s'étend actuellement aux pays de l'UE, a également donné lieu à des initiatives pionnières au Sahel, en Afrique de l'Ouest, en Afrique méridionale ; nos sondages interculturels et d'opinion, basés sur des méthodologies développées avec des leaders de la recherche sociale, contribuent à l'élaboration conjointe de politiques avec les Nations unies et la Banque mondiale ; enfin, notre partenariat de plus en plus solide avec les Etats membres sur l'Agenda 2030 contribue à une approche holistique de l'utilisation des ressources, des instruments et des partenaires dans le cadre des politiques de transformation.

Le Rapport sur les Tendances Interculturelles réaffirme la place centrale de la Méditerranée et de la génération du millénaire sur l'agenda international ; il reproduit au niveau mondial les méthodologies transformatives expérimentées dans le laboratoire de l'une des régions les plus complexes et les plus changeantes du monde. Le Rapport fournit également le plan d'une transition radicale de l'investissement dans la sécurité « dure » basée sur le risque vers un investissement dans la société civile et un dialogue porté par les jeunes et fondé sur la résilience.



# Analyse du sondage interculturel pour une programmation à long terme

*Eleonora Insalaco - Directrice de la recherche interculturelle et de la programmation*

L'édition 2018 du Rapport sur les tendances interculturelles, réalisé par Ipsos et la Fondation Anna Lindh, arrive à un moment particulièrement opportun pour la FAL et pour la région. En effet, pour la Fondation, il apporte des éléments concrets et fondés sur des faits, sur lesquels se baseront les programmes et activités de la phase suivante, car ils reflètent les attentes de larges portions des sociétés de la région. De manière plus générale, il arrive à un moment où plusieurs pays, institutions et gouvernements tentent de trouver les meilleures solutions à une multitude de défis auxquels font face leurs pays et leurs populations.

Cette édition fournit des données importantes que nous avons complétées par un grand nombre d'études et de commentaires d'experts recueillis dans différents pays de la région, dans le but de donner une signification aux résultats que nous mettons en avant et une interprétation immédiate aux chiffres présentés dans le Rapport. Toutefois, la richesse des données, permet des interprétations multiples et une analyse et un débat continus.

Cinq de ces analyses nous plongent dans les données recueillies dans des pays sondés deux fois depuis 2009. Taynja Abdel Baghy, explorant les attitudes des sondés français face à la diversité, découvre une population qui croit en la signification du vivre-ensemble et en l'importance de la tolérance et de la méritocratie, qui voit en sa jeunesse une ressource pour l'avenir et qui voit le potentiel de la coopération régionale.

L'analyse de Khalid Chaouki de la réponse italienne à l'intensification de la vague migratoire fait apparaître une Méditerranée fortement associée aux valeurs d'hospitalité et de solidarité. Cette tendance est contrebalancée par une perception d'instabilité et de trouble accrus qui appelle à une approche coordonnée de la communauté internationale.

Mustapha Tabba et Nedal Masri nous font voir en la Jordanie un pays qui, au cours des dernières années, a accueilli un nombre sans cesse croissant de réfugiés et de déplacés de pays voisins, exposant la population locale aux cultures et aux normes de nouveaux résidents. Les résultats de l'enquête font apparaître une foi résolue en la diversité comme source de prospérité sociale, mais

montrent également les inquiétudes des Jordaniens dans une société où les jeunes ont davantage de difficulté à trouver des opportunités d'emploi.

Konrad Pędziwiatr décrit une société polonaise plus satisfaite des opportunités offertes par le pays et présentant, par Rapport à 2012, un taux bien moindre de personnes prêtes à s'exiler vers d'autres pays d'Europe ; une société peu exposée à des ressortissants de pays du sud-est méditerranéen et ayant un niveau de tolérance relativement faible par Rapport à d'autres pays européens.

Dalenda Larguèche relève que, parmi les populations sondées, les Tunisiens sont les moins enclins à quitter leur pays pour refaire leur vie ailleurs. La population tunisienne, malgré la diminution des opportunités d'interactions culturelles, due principalement à la baisse du tourisme, montre une haute propension à accepter la diversité et à inculquer le respect des autres cultures aux enfants, tout en préservant les valeurs religieuses traditionnelles.

Dans les autres articles thématiques du Rapport, des experts issus de 15 pays de la région contribuent à identifier les champs d'action prioritaires pour la promotion du dialogue interculturel dans la région, et pour la Fondation Anna Lindh, en contextualisant les réponses données à l'enquête sur les tendances interculturelles.

D'une part, nous obtenons une image claire des principales tendances en termes de valeurs au sein des sociétés, et les auteurs nous aident à identifier les similitudes et les différences qui vont au-delà des dichotomies traditionnelles nord-sud et est-ouest. Mohamed Tozy nous montre la vision positive partagée que les Méditerranéens ont de l'espace auquel ils appartiennent : un espace d'hospitalité, un mode de vie et une cuisine spécifique et un patrimoine culturel commun, et bien moins qu'en 2010 un espace caractérisé par les conflits et l'insécurité. Il présente également une analyse des valeurs prioritaires inculquées aux enfants et montre que des pays aussi proches et aussi divers que la Palestine, l'Autriche, Israël et la Finlande peuvent être assez proches dans leur appréciation de l'indépendance et de la curiosité.

L'analyse d'Inès Safi nous permet de comprendre les perceptions quant au rôle attendu des femmes dans la société. Nous constatons ainsi une vision relativement similaire entre les pays d'Europe et du sud-est méditerranéen quant au rôle accru des femmes dans la sphère économique, mais une vision dissemblable pour ce qui concerne la sphère sociale et culturelle, le pourcentage de personnes souhaitant qu'un rôle plus important soit dévolu aux femmes dans ces domaines étant sensiblement plus élevé dans les pays SEM. À l'inverse, un pourcentage plus important de sondés SEM souhaite voir décroître le rôle des femmes dans la sphère politique. Inès Safi invite à donner aux femmes la possibilité de choisir librement leur trajectoire d'évolution, au-delà des programmes établis d'autonomisation des femmes.

L'analyse de Shana Cohen nous permet de dépasser les idées préconçues quant à l'impact de la religiosité sur l'attitude envers les personnes d'autres convictions et cultures, en nous expliquant les différences qui existent parmi les personnes croyantes et non croyantes, surtout en Europe. Elle met en lumière un souhait d'un discours plus cohérent axé sur le bien public dans une société diverse, et de politiques publiques encourageant les citoyens de toutes croyances à interagir dans le milieu éducatif, sur le lieu de travail et dans la vie de quartier.

D'autre part, les auteurs identifient des domaines d'intervention prioritaires clairs en faveur du dialogue sur la base des opinions et suggestions des citoyens. En analysant les différents spectres de valeurs des sociétés des deux rives de la Méditerranée et leur perception de la diversité, Nayla Tabbara souligne l'importance d'investir dans l'éducation interculturelle. Comme priorité, elle voit un besoin de fonder cette éducation sur l'universalité des principes des droits de l'homme et des valeurs qui y sont associées ; de repenser l'éducation interculturelle à l'époque de la crise des réfugiés ; de promouvoir la citoyenneté inclusive comme un modèle et de promouvoir la collaboration entre décideurs politiques du domaine de l'enseignement et du domaine de l'enseignement religieux.

Reconnaissant les pressions que la radicalisation fait peser sur les sociétés multiculturelles et l'utilité de mettre en place des stratégies anti-radicalisation, Alpaslan Özdem analyse les perceptions de l'efficacité des mesures de dialogue face à ces menaces. L'auteur conclut que même s'il existe un consensus sur l'efficacité des mesures suggérées par l'enquête, il est nécessaire d'adapter ces mesures aux réalités, aux conditions de vie et aux perceptions particulières des communautés directement affectées par la radicalisation.

Sur le même sujet, Abdelrahman Aldaqqa souligne l'importance d'investir dans le développement et l'autonomisation des jeunes, qui forment le groupe le plus susceptible d'être attiré par l'extrémisme. L'éducation est

un facteur clé de changement et Aldaqqa souligne que ce sont les jeunes eux-mêmes, et dans une plus large mesure ceux des pays SEM, qui reconnaissent l'efficacité des programmes axés sur la jeunesse et l'éducation pour prévenir et combattre la radicalisation. Les jeunes considèrent également que la coopération euro-méditerranéenne peut contribuer à soutenir de telles mesures.

Nabil Fahmy et Emilia Valsta tentent d'évaluer les raisons complexes pouvant provoquer la transformation de la polarisation idéologique à la radicalisation ou à l'extrémisme violent. S'appuyant sur les conclusions de l'enquête Anna Lindh/Ipsos, les auteurs soutiennent que des interventions sont nécessaires dans les domaines d'éducation aux médias, de l'enseignement et du dialogue mené par les jeunes pour stimuler la pensée critique et créative, favoriser la capacité à récuser les stéréotypes et les discours extrémistes et faciliter les interactions interculturelles.

Sur le thème de la mobilité dans la région, deux auteurs proposent deux points de vue différents. Ayman Zohry souligne que les questions migratoires se sont installées au cœur du discours public, et qu'une vaste proportion de sondés considère que l'espace méditerranéen est fortement caractérisé par des problèmes de migration. Se basant sur l'enquête, il rectifie également l'idée fautive selon laquelle un grand nombre de citoyens des pays SEM serait prêt à émigrer, et souligne que les rencontres interculturelles ont un impact positif plus important sur les opinions des personnes SEM, même si celles-ci sont moins exposées que les Européens.

Bernard Abrignani se penche sur l'importance des échanges, et en particulier parmi les jeunes, pour la compréhension mutuelle et interculturelle, le développement linguistique, la mise en place de relations durables et d'acquisition de compétences de participation active. L'auteur explique que les sondés à l'enquête FAL/Ipsos voient les différences et stéréotypes culturels comme des obstacles aux rencontres interculturelles, et considèrent les programmes de dialogue axés sur les jeunes comme un moyen efficace de mieux vivre dans une société multiculturelle.

Teresa Bean et Alexandra Buchler mettent en avant l'importance de la sphère culturelle pour la promotion du dialogue interculturel. Buchler analyse les tendances de l'intérêt mutuel dans l'ensemble de la région, les schémas de rencontre interculturelle et la prépondérance croissante des médias numériques dans la sphère culturelle. Elle souligne la nécessité d'investir dans la traduction de productions culturelles, de diversifier les politiques de traduction dans la région en plaçant les jeunes et les nouveaux médias au centre du processus, et de concevoir de nouveaux outils et discours pouvant susciter l'empathie et permettre de mieux comprendre

la question de la coexistence. Teresa Bean illustre comment l'entreprise sociale créative peut « apporter des solutions innovantes aux problèmes sociaux » et constitue « un moyen efficace de promouvoir le dialogue interculturel, les valeurs partagées et la conscience culturelle ». En effet, les données de l'enquête montrent que la majorité des citoyens de la région s'accordent à dire que la diversité culturelle et religieuse est importante pour la prospérité de la société et que les événements multiculturels et les initiatives culturelles et artistiques sont efficaces pour lutter contre la radicalisation et promouvoir la conscience interculturelle.

Les médias sont reconnus comme étant un autre facteur important dans les relations interculturelles, comme le relèvent Rima Marrouch et Paul Gillespie. Ce dernier explique que l'attention des médias – en particulier en Europe – pour les événements dramatiques liés aux réfugiés et aux migrants d'une part, et les atrocités terroristes d'autre part, favorisent des attitudes de fermeture. Il plaide pour la création d'un observatoire des médias où journalistes, rédacteurs et éditeurs pourraient discuter de questions liées aux relations interculturelles avec des analystes et des représentants de la société civile. Rima Marrouch met en exergue l'importance des reportages sur la culture et le style de vie comme médiateurs entre les deux rives de la Méditerranée. Cependant, s'étant penché sur l'impact de ces reportages, l'auteur soutient que les médias ne jouent pas toujours un rôle positif, et qu'en conséquence, malgré la survie de la télévision comme source d'information dominante de part et d'autre de la Méditerranée, les réseaux sociaux acquièrent un rôle plus important dans la formation des perceptions, en particulier chez les jeunes.

Enfin, Alik Moschis et Ricard Zapata nous proposent un modèle pour que les villes interculturelles d'aujourd'hui et de demain soient de véritables laboratoires de dialogue dans la région. Alik Moschis soutient que le nombre accru de migrants et de réfugiés, et par conséquent le niveau accru d'exposition à la diversité culturelle et religieuse pour les citoyens de la région, peuvent être vus – pour autant qu'ils soient gérés de façon adéquate – comme un avantage concurrentiel pour les villes euro-méditerranéennes. Pour encourager les villes dans leurs politiques interculturelles, elle plaide pour la création d'un prix de la Capitale euro-méditerranéenne du dialogue. Ricard Zapata explique le cadre théorique du paradigme interculturel qui voit la diversité comme un avantage et une ressource et qui est caractérisé par son efficacité au niveau de la ville, par son pragmatisme et par la promotion des relations face-à-face. Par le biais d'une analyse des résultats de l'enquête, Zapata fait apparaître une corrélation positive entre le mode et le lieu d'interaction avec l'autre, l'importance accordée aux valeurs de socialisation et la propension à changer positivement d'opinion à propos de l'autre et à apprécier la diversité.

Les données et les faits recueillis dans le cadre de l'enquête sur les tendances interculturelles ont constitué un élément central de la nouvelle programmation à long terme de la Fondation Anna Lindh à partir de 2018, qui a obtenu le soutien du conseil de 42 pays de la Fondation et qui vise à renforcer la Fondation comme point de référence pour la promotion du dialogue interculturel dans la région euro-méditerranéenne en travaillant dans les domaines prioritaires identifiés par la voie de partenariats.

Cette programmation en expansion se fonde sur une vision stratégique et opérationnelle visant à placer les citoyens, les jeunes voix et les sociétés civiles de la région au cœur de la prochaine génération du dialogue méditerranéen. Dans cette perspective, le Rapport Anna Lindh fournit un plan pour une action collective.

# A l'intérieure de l'enquête Anna Lindh/Ipsos

*Femke DE KEULENAER - Directrice de recherche à l'Institut international de recherche sociale d'Ipsos*  
*Sofie PAUWELS - Chargée senior de la recherche à l'Institut de recherche sociale d'Ipsos à Bruxelles*

Le Rapport sur les tendances interculturelles de la Fondation Anna Lindh, démarré en 2010, constitue une étude de référence sur les tendances transculturelles et les évolutions sociales à travers l'Europe et la région du Sud et de l'Est de la Méditerranée. Le Rapport, qui en est à sa troisième édition en 2017, s'appuie sur des sondages d'opinion réalisés avec des citoyens de la Méditerranée, et représente un instrument pour mesurer les tendances dans les relations culturelles et un levier pour le changement au niveau des politiques de coopération régionale.

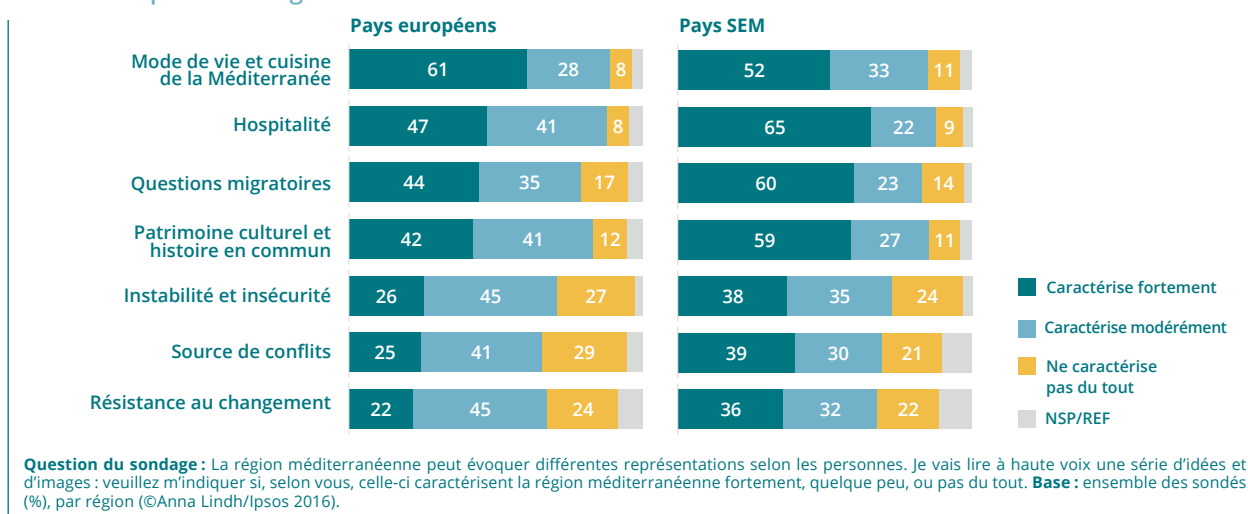
Le Sondage sur les Tendances interculturelles, commandé par la Fondation Anna Lindh et réalisé par Ipsos, s'est déroulé dans huit pays européens (Autriche, Croatie, Finlande, France, Italie, Pologne, et Pays Bas) et cinq pays/territoires du Sud et de l'Est de la Méditerranée (SEM) (Algérie, Israël, Jordanie, Palestine et Tunisie) ; il s'adressait aux individus âgés de 15 ans et plus vivant dans ces pays/territoires. Les enquêtes se sont déroulées entre le 19 septembre 2016 et le 8 novembre 2016. Pendant cette période, 1000 entretiens ont été réalisés dans chaque pays/territoire couvert par le sondage. Dans la plupart des pays, la méthodologie ITAO (Interview Téléphonique Assistée par Ordinateur) a été utilisée. En Israël et en Palestine, des interviews en face-à-face ont été réalisées.

Ce Rapport analytique initial résume certaines conclusions importantes observées au travers du sondage. Les résultats du sondage sont analysés au regard de chaque groupe de pays – pays européens et pays du SEM, ou pour chaque pays pris individuellement. Pour certaines questions, des variations entre les réponses sont également observées en fonction des catégories sociodémographiques. L'ensemble des conclusions présentées dans ce Rapport sont basées sur des données pondérées. Un second calcul de pondération (stratification à postériori) permet de réajuster les déséquilibres, dans les échantillons représentés, par Rapport au genre, à l'âge, et à l'activité des personnes interrogées.

## Caractéristiques de la région méditerranéenne

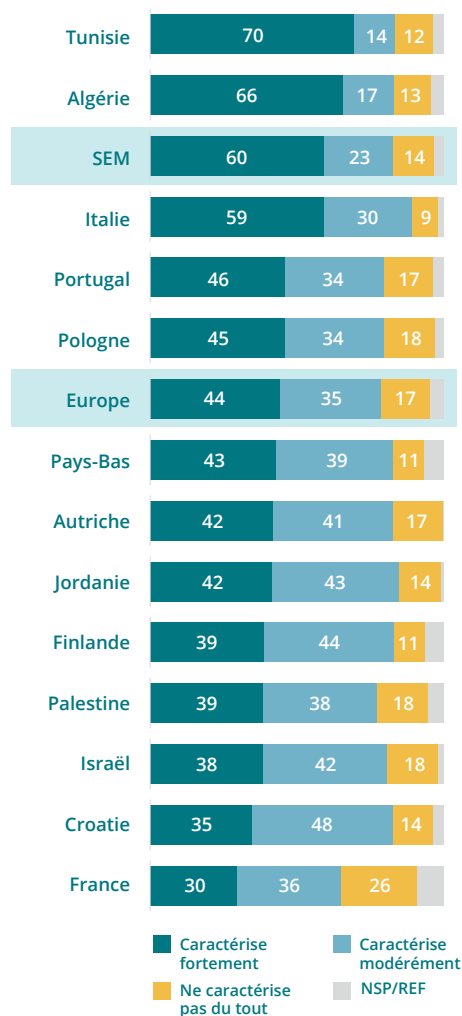
Au début de l'entretien, les personnes interrogées se voient présenter plusieurs associations d'idées qui peuvent être faites lorsque la Méditerranée est évoquée. La majorité des sondés, parmi les pays européens couverts par l'enquête (61%), pensent que la région est fortement caractérisée par le mode de vie et l'alimentation méditerranéens. A l'instar des dernières éditions du Rapport, les sondés parmi les pays du SEM couverts par l'enquête associent davantage la région à l'hospitalité, suivie d'une Histoire et d'un patrimoine communs (65% et 59% de réponses 'caractérise fortement').

**Chart 1.1**  
 Caractéristiques de la région méditerranéenne



Bien que les sondés des deux groupes de pays tendent à choisir des associations positives plutôt que négatives, une exception concerne la question des migrants. Parmi les pays européens, une minorité de sondés répondent que la région méditerranéenne se caractérise fortement par sa résistance au changement, comme source de conflits, ou par des questions d'instabilité et d'insécurité (entre 22% et 26% de réponses 'caractérise fortement') ; en outre, lorsqu'on leur demande les questions migratoires caractérisent fortement la région méditerranéenne, ils sont 44% à répondre par l'affirmative. Les associations négatives se trouvent plus communément parmi les sondés des pays du SEM que parmi ceux des pays européens (entre 36% et 39% de réponses 'caractérise fortement' à 'résistance au changement', 'source de conflit', et 'instabilité et insécurité'), et 60% des sondés des pays du SEM estiment que les questions migratoires caractérisent fortement la région (Graphique 1.1).

**Chart 1.2**  
La région méditerranéenne est-elle caractérisée par les questions migratoires ?



**Question du sondage :** La région méditerranéenne peut évoquer différentes représentations selon les personnes. Je vais lire à haute voix une série d'idées et d'images : veuillez m'indiquer si, selon vous, celle-ci caractérisent la région méditerranéenne fortement, quelque peu, ou pas du tout.  
**Base :** ensemble des sondés (%), par région (©Anna Lindh/Ipsos 2016).

Le graphique 1.2 montre qu'il existe une grande variation à travers les pays dans la proportion de personnes sondées répondant que la région méditerranéenne est fortement caractérisée par les questions migratoires. Dans deux pays du SEM et un pays européen, une majorité de sondés partagent l'opinion selon laquelle la région méditerranéenne est fortement caractérisée par les questions migratoires : la Tunisie (70%), l'Algérie (66%) et l'Italie (59%). Bien que la Jordanie accueille un grand nombre de réfugiés, les personnes sondées dans ce pays sont moins susceptibles d'associer fortement la région méditerranéenne aux questions migratoires ; les résultats pour la Jordanie sont très proches de ceux de certains pays européens, tels que l'Autriche et les Pays Bas. Les personnes sondées en France sont celles qui associent le moins la région méditerranéenne aux questions migratoires.

Les médias en Europe rendent souvent compte des questions migratoires et de la crise des réfugiés, et cela peut avoir influencé les associations que les personnes sondées ont pu faire lorsqu'on leur évoquait la région méditerranéenne. Il était demandé aux sondés s'ils avaient vu ou entendu des informations susceptibles d'influencer leur opinion sur les populations des pays du SEM. Parmi les sondés européens qui ont vu ou entendu des informations sur les pays du SEM, 47% ont déclaré que la région méditerranéenne était fortement caractérisée par les questions migratoires. Néanmoins, parmi les sondés n'ayant pas été exposés aux couvertures médias sur les pays du SEM, seulement 33% partagent l'opinion selon laquelle la région méditerranéenne se caractérise fortement par les questions migratoires.

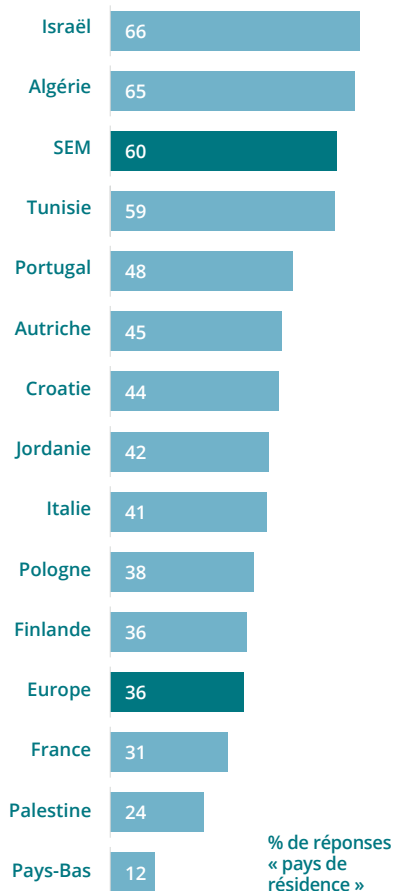
### Attractivité de l'Europe et des pays du SEM pour vivre

Afin de mieux connaître l'attractivité de l'Europe et des pays du SEM comme lieux pour vivre, il a été demandé aux sondés dans quel pays du monde ils choisiraient de démarrer une nouvelle vie. Un tiers des personnes sondées dans les pays européens ont déclaré qu'elles resteraient en Europe si elles étaient en mesure de choisir (parmi les sondés, une majorité a répondu qu'elle démarrerait tout simplement une nouvelle vie dans son propre pays). Toutefois, les personnes sondées dans les pays du SEM couverts par l'enquête ont été bien plus nombreuses à répondre que, si elles avaient le choix, elles démarreraient une nouvelle vie dans leur pays de résidence (60% dans les pays du SEM contre 36% dans les pays européens).

Si l'on regarde les résultats par pays, les Pays Bas apparaissent comme le pays dans lequel les personnes sondées sont le moins susceptibles de démarrer une nouvelle vie dans leur propre pays (12% démarreraient une nouvelle vie aux Pays Bas, contre 43% qui préféreraient démarrer une nouvelle vie dans un autre pays européen, 15% en Amérique du Nord et 15% en Australie ou en Océanie). La Palestine se trouve également au bas du



**Chart 1.3**  
Pays de résidence comme premier choix pour démarrer une nouvelle vie



**Question du sondage :** Si vous pouviez démarrer une nouvelle vie, quel pays du monde choisiriez-vous ? **Base :** ensemble des sondés (% "pays de résidence"), par pays (©Anna Lindh/Ipsos 2016).

classement, avec seulement 24% des personnes sondées déclarant vouloir rester en Palestine si elles avaient le choix (à peu près la même proportion des sondés en Palestine préférerait démarrer une nouvelle vie dans un autre pays du SEM – 16%, dans un pays du Golfe – 17%, ou en Europe – 21%). A l'autre bout du classement figurent l'Algérie et Israël,

dont près des deux-tiers des personnes sondées indiquent que leur pays de résidence serait leur premier choix pour démarrer une nouvelle vie (65% et 66% respectivement). La Tunisie montre une proportion légèrement plus faible, mais toutefois élevée (59%) (Graphique 1.3).

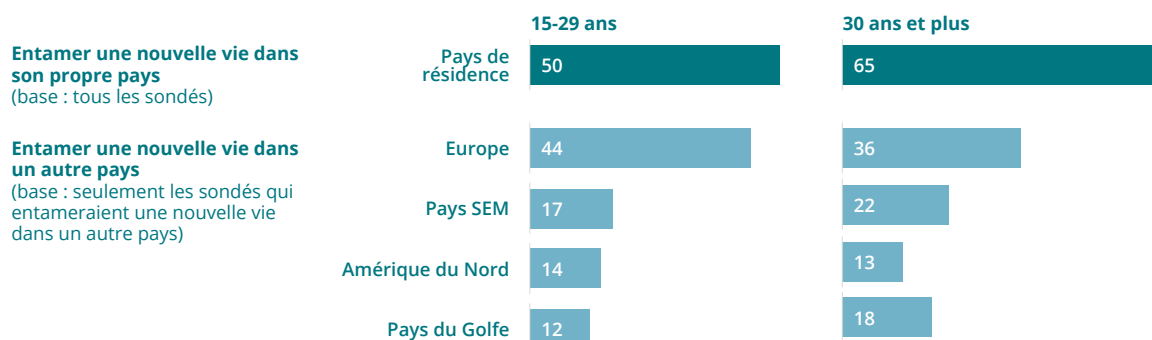
Dans les deux groupes de pays, les jeunes sont moins susceptibles de déclarer vouloir démarrer une nouvelle vie dans leur pays de résidence. Dans les pays européens, cette réponse a été choisie par 40% des sondés âgés de 30 ans ou plus, comparé à 17% des personnes en-dessous de 30 ans. Dans les pays du SEM, cette différence était de 65% contre 50% (voir graphique 1.4).

Si l'on se réfère uniquement aux personnes sondées des pays du SEM ayant répondu qu'elles démarreraient une nouvelle vie dans un pays différent de leur pays de résidence (voir le bas du graphique 1.4), on peut constater que les sondés âgés de moins de 30 ans orientent leur choix davantage vers l'Europe, comparé aux personnes de 30 ans ou plus (44% contre 36%). En comparaison des jeunes, les personnes de 30 ans ou plus ont davantage choisi un autre pays du SEM (22% contre 17% pour les personnes de moins de 30 ans) ou un pays du Golfe (18% contre 12%).

**Couverture média transculturelle : l'intérêt pour les actualités et informations**

Des proportions similaires de personnes sondées dans les pays européens et du SEM ont déclaré être très intéressées par les actualités et informations à propos de la vie culturelle et des modes de vie, de la situation politique, et des conditions économiques des autres pays. Par exemple, environ 3 sondés sur 10 dans chacun des groupes de pays ont répondu être très intéressés par les actualités et informations sur la vie culturelle et les modes de vie dans les pays de l'autre groupe. Néanmoins, si l'on regarde le niveau général d'intérêt (en additionnant les réponses 'très' et 'quelque peu' intéressés), une différence nette apparaît entre les pays européens et ceux du SEM. Dans les pays européens, les personnes sondées sont

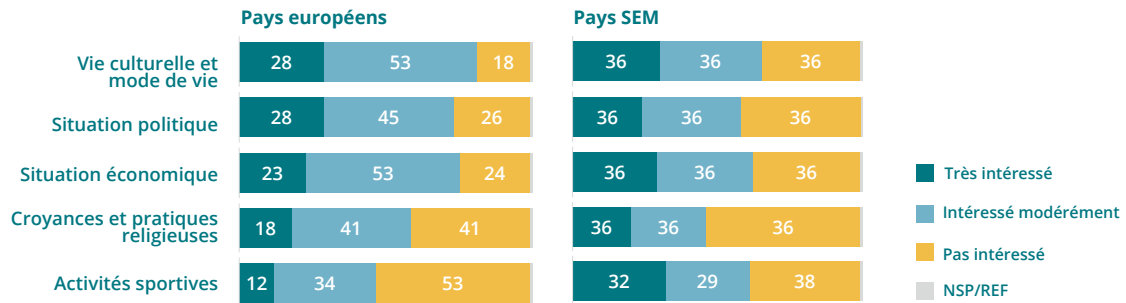
**Chart 1.4**  
Pays préférés pour démarrer une nouvelle vie parmi les personnes sondées dans les pays du SEM



**Question du sondage :** Si vous pouviez démarrer une nouvelle vie, quel pays du monde choisiriez-vous ? **Base :** ensemble des sondés (graphique du haut) et sondés qui démarreraient une nouvelle vie dans un autre pays (graphique du bas), pays du SEM (%), par tranches d'âge (©Anna Lindh/Ipsos 2016).

### Chart 1.5

#### Intérêt pour les actualités et informations provenant des pays du SEM/pays européens



**Question du sondage :** Si vous pensez aux pays des rives Sud et Est de la Mer méditerranée (question demandée aux sondés européens) /aux pays européens (question posée aux sondés des pays du SEM), quel intérêt accordez-vous aux actualités et aux informations les concernant sur les questions [SUJETS A-E] ?  
**Base :** ensemble des personnes sondées (%), par région (©Anna Lindh/Ipsos 2016).

plus susceptibles de répondre qu'elles sont 'quelque peu intéressées' par les actualités et informations, alors qu'un nombre moins élevé d'entre elles déclarent ne pas être intéressées. Par exemple, 28% des sondés dans les pays européens déclarent être très intéressés par les actualités et informations à propos de la situation politique dans les pays du SEM, et 45% déclarent être quelque peu intéressés, comparé aux 26% n'étant pas intéressés. En revanche, dans les pays du SEM, 41% des sondés déclarent ne pas être intéressés par les actualités et informations sur la situation politique en Europe (Graphique 1.5).

Bien qu'une majorité de personnes sondées dans les deux groupes de pays était au moins quelque peu intéressée par les actualités et informations à propos de la vie culturelle et des modes de vie, de la situation politique et économique des autres pays, ce niveau se révèle moins élevé lorsqu'il s'agit des questions liées aux pratiques religieuses et croyances.

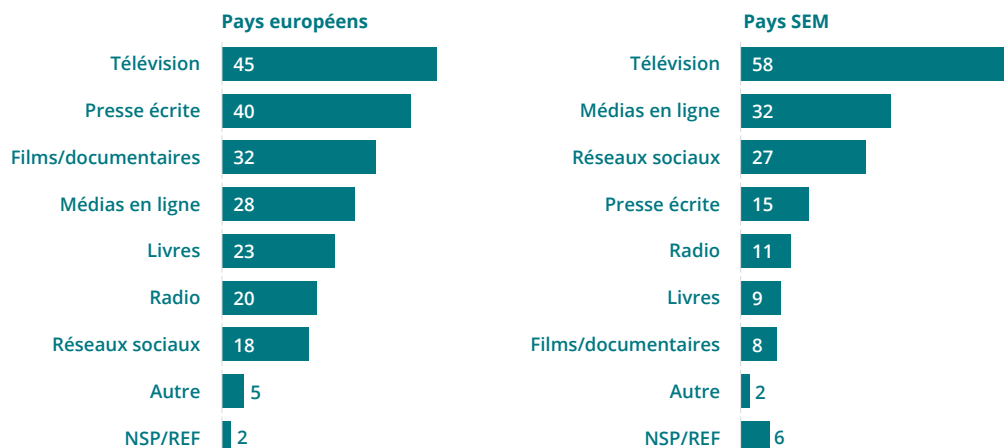
Les niveaux d'intérêt les plus élevés dans les actualités et informations sont observés parmi les personnes

sondées des pays européens ayant des amis ou parents dans des pays du SEM. Par exemple, 34% des sondés en Europe ayant indiqué avoir des amis ou parents dans un pays du SEM étaient également très intéressés par les actualités et informations sur la situation politique de ces pays. Parmi les sondés n'ayant ni amis ni parents dans les pays du SEM, seulement 25% d'entre eux ont déclaré être très intéressés par les actualités et informations sur ce sujet.

Les personnes sondées dans les pays européens sont celles montrant le moins d'intérêt dans les actualités et informations sportives provenant des pays du SEM ; pour cet élément, une courte majorité d'entre elles (53%) a choisi la réponse 'non intéressé'. En revanche, les personnes sondées des pays du SEM montrent un niveau d'intérêt dans les actualités et informations sportives provenant des pays européens (32% 'très intéressés et 29% 'quelque peu intéressés') similaire aux niveaux observés pour les autres sujets tels que la vie culturelle et les modes de vie, la situation politique et les conditions économiques.

### Chart 1.6

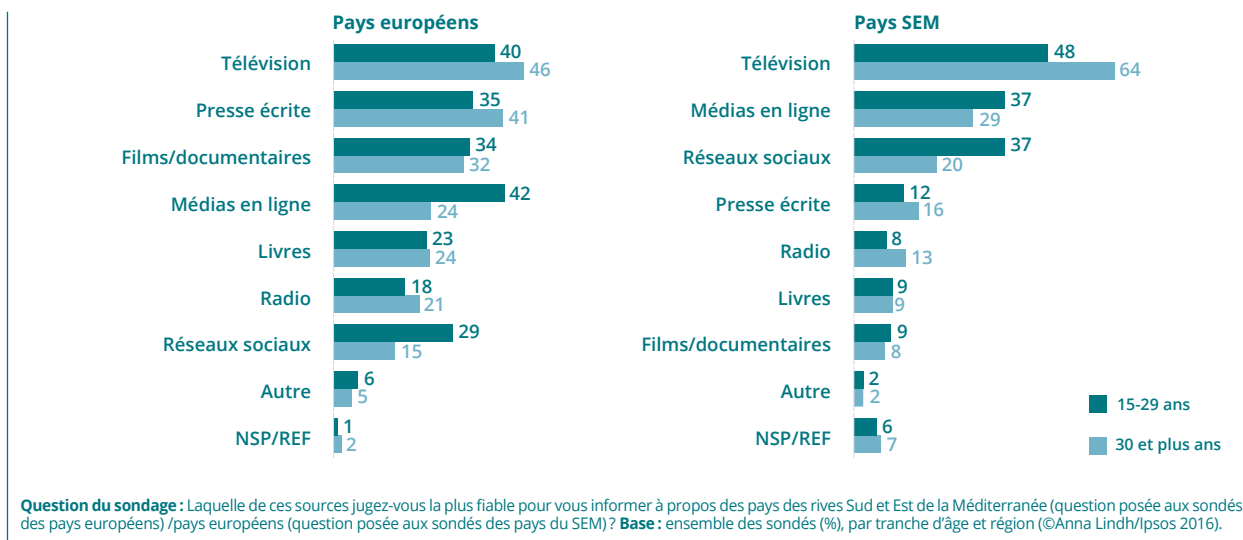
#### Médias jugés les plus fiables pour s'informer sur les pays du SEM/pays



**Question du sondage :** Laquelle de ces sources jugez-vous la plus fiable pour vous informer à propos des pays des rives Sud et Est de la Méditerranée (question posée aux sondés des pays européens) /pays européens (question posée aux sondés des pays du SEM) ? **Base :** ensemble des sondés (%), par région (©Anna Lindh/Ipsos 2016).

**Chart 1.7**

Médias jugés les plus fiables pour s'informer sur les pays du SEM /pays européens, par tranche d'âge



### Médias jugés les plus fiables pour s'informer sur les pays de l'autre groupe

Dans chacun des groupes de pays, la télévision est la source privilégiée et jugée la plus fiable pour s'informer sur les pays de l'autre groupe. Dans les pays européens, la télévision (mentionnée par 45% des personnes sondées) est suivie par la presse écrite (40%) et les films/documentaires (32%). Dans les pays du SEM, la télévision a été mentionnée par 58% des personnes sondées, tandis que la mention aux autres types de médias est nettement moins élevée, notamment 32% pour les médias en ligne et 27% pour les réseaux sociaux (Graphique 1.6).

Alors que la presse écrite représente une source d'informations importante en Europe, celle-ci n'est mentionnée que par 15% des personnes sondées dans les pays du SEM. Les réseaux sociaux, en revanche, constituent une source d'informations importante et crédible sur les pays européens, pour les personnes sondées dans les pays du SEM, tandis qu'ils sont mentionnés moins fréquemment par les sondés européens lorsque ces derniers s'informent sur les pays du SEM. Dans les pays du SEM, les sondés en Jordanie sont ceux qui accordent la plus grande confiance aux réseaux sociaux (46% des sondés les citent comme la source d'information la plus fiable), suivis par la Tunisie, la Palestine et Israël (entre 29% et 33%).

Dans chacun des groupes de pays, la télévision constitue la source d'informations privilégiée pour les personnes sondées âgées de 30 ans et plus, par rapport aux personnes entre 15 et 29 ans ; la différence la plus nette est constatée dans les pays du SEM, où 64% des personnes sondées âgées de 30 ans et plus privilégient la télévision comme pour s'informer à propos de l'Europe, comparé à 48% des sondés de moins de

30 ans. Les médias en ligne et les réseaux sociaux constituent en revanche une source d'information plus crédible et plus populaire pour les jeunes dans les deux groupes de pays. Toutefois, même en se concentrant uniquement sur l'utilisation des médias par les jeunes, le constat que les réseaux sociaux représentent une source d'information plus importante dans les pays du SEM se confirme (37% des personnes de moins de 30 ans ont choisi les réseaux sociaux dans les pays du SEM, contre 29% dans les pays européens) (Graphique 1.7).

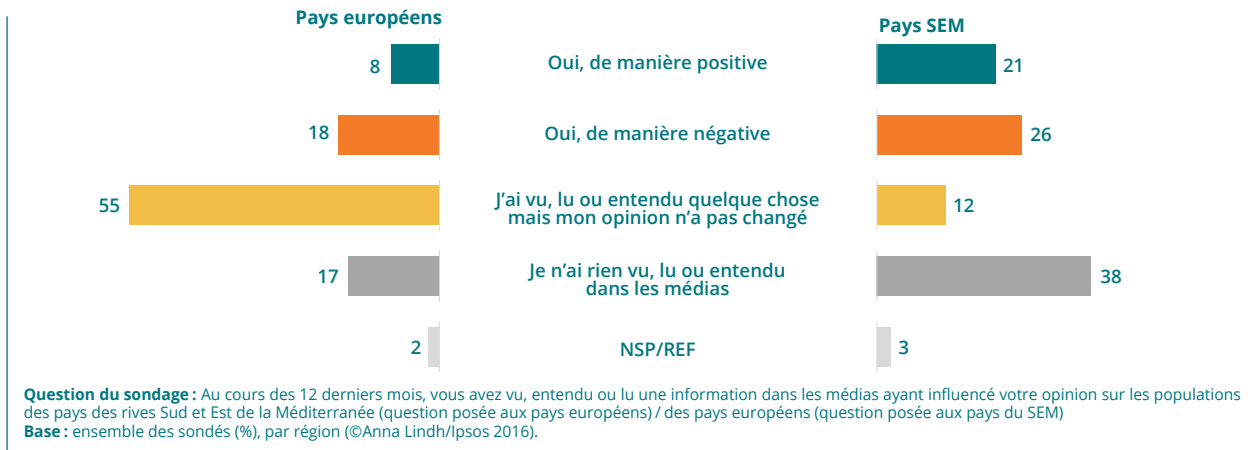
### Impact de la couverture média sur les perceptions

Tandis que 81% des personnes interrogées dans les pays européens déclarent avoir vu, entendu ou lu une information dans les médias à propos de personnes vivant dans les pays du SEM, cette proportion est moins élevée dans les pays du SEM, où 59% ont vu, entendu ou lu une information à propos de personnes vivant en Europe. Une autre différence dans les résultats des deux groupes de pays concerne l'impact des médias dans le façonnement des perceptions. Une courte majorité (55%) de sondés dans les pays européens déclare que son opinion n'a pas changé, comparé à 26% ayant déclaré une modification de sa perception (8% de changement 'positif' contre 18% de changement 'négatif'). Dans les pays du SEM, seuls 12% des sondés ont déclaré que leur opinion n'a pas changé, contre 21% ayant déclaré que leur opinion avait changé de manière positive et 26% de manière négative. Force est de constater que cette différence au niveau du rôle des médias dans le façonnement des perceptions avait également été observée dans le sondage de 2009, où une large majorité des personnes interrogées en Europe déclaraient que les médias de leurs pays ne donnaient pas une image positive des populations des pays des rives Sud et Est de la Méditerranée (Graphique 1.8).



### Chart 1.8

#### Rôle des médias dans le façonnement des perceptions à propos des populations des pays du SEM/pays européens



Dans presque tous les pays de l'enquête, le nombre de sondés ayant déclaré que la couverture média avait modifié leur opinion de manière négative dépasse ceux faisant état de changements positifs. Par exemple, aux Pays Bas, 30% des sondés ont maintenant une image dégradée des populations des pays du SEM, alors que 8% ont changé d'opinion de manière positive. En Israël et en Palestine, en revanche, les réponses positives dépassent les réponses négatives (30% de 'changement positif' contre 22% de 'changement négatif' en Israël, 39% contre 15% en Palestine).

L'impact des médias dans le façonnement des perceptions ne varie pas seulement selon les pays, mais aussi selon les catégories sociodémographiques. Par exemple, dans chacun des groupes de pays, les sondés ayant un niveau d'éducation plus élevé sont davantage susceptibles d'avoir vu, entendu ou lu une information dans les médias à propos des populations vivant dans l'autre groupe de pays. Les sondés des pays européens possédant un niveau d'éducation plus élevé sont plus nombreux à déclarer que leur opinion n'a pas été modifiée par l'impact des médias (61% contre 40% pour les personnes ayant le niveau d'éducation le moins élevé), et une mince différence existe dans la proportion déclarant un changement positif (19% contre 16% respectivement). Dans les pays du SEM, en revanche, les sondés titulaires d'un diplôme universitaire déclarent plus largement que les médias ont changé leur opinion sur les européens de manière négative (32% contre 21% pour les personnes ayant le niveau d'éducation le plus faible).

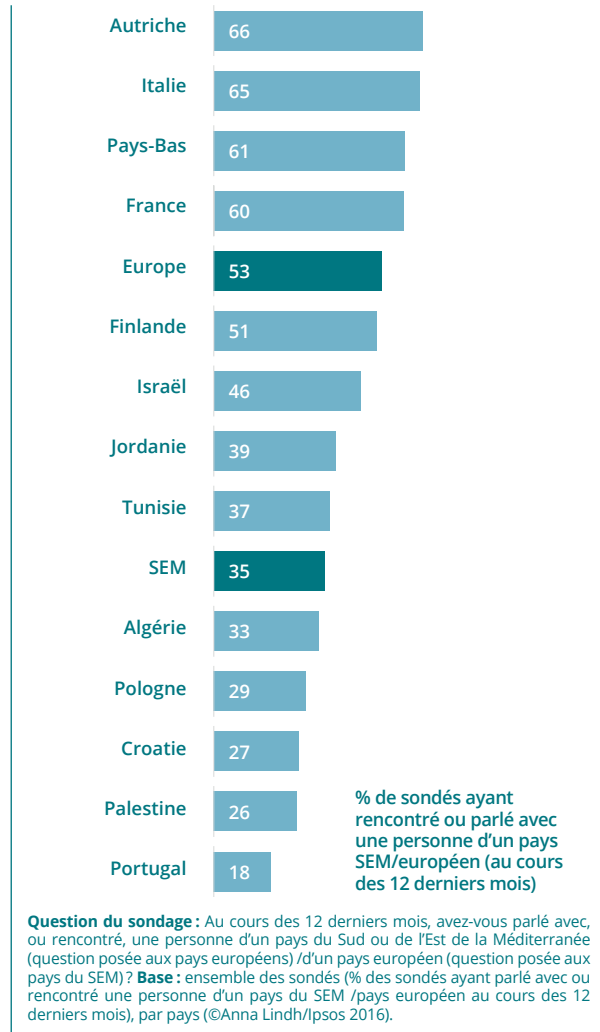
### Dialogue et méthodes d'interaction

Lorsque nous observons les possibilités de dialogue entre les régions, nous constatons que les interactions sont plus fréquentes dans certains pays européens de l'enquête. En moyenne, 53% des sondés dans les pays européens déclarent avoir, au cours des 12 derniers mois, parlé avec, ou rencontré, une personne d'un pays

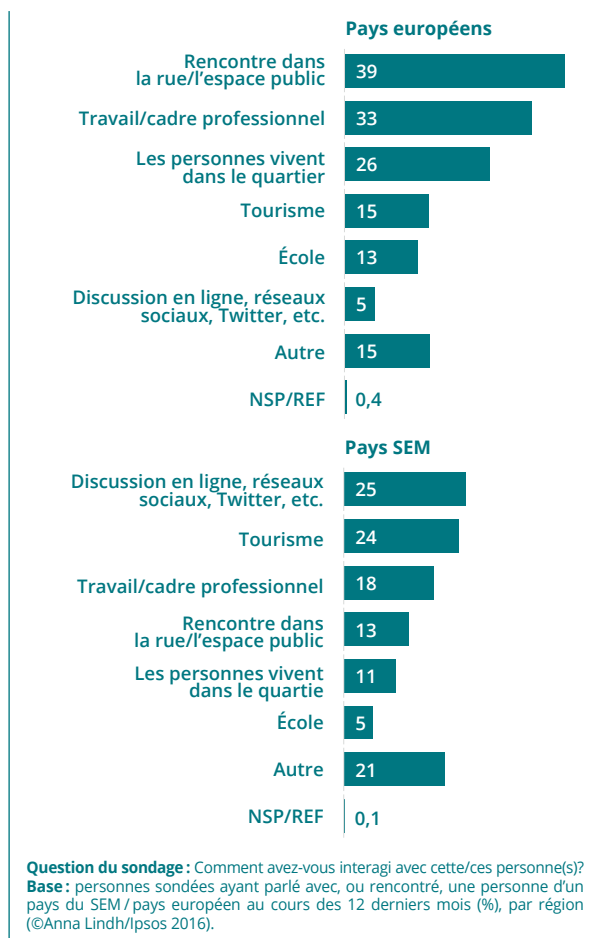
du SEM. Dans les pays du SEM, sur le même laps de temps, 35% des sondés ont parlé avec, ou rencontré, une personne d'un pays européen.

### Chart 1.9

#### Rencontres avec des personnes des pays du SEM / pays européens



**Chart 1.10**  
Rencontres transculturelles : méthodes d'interaction



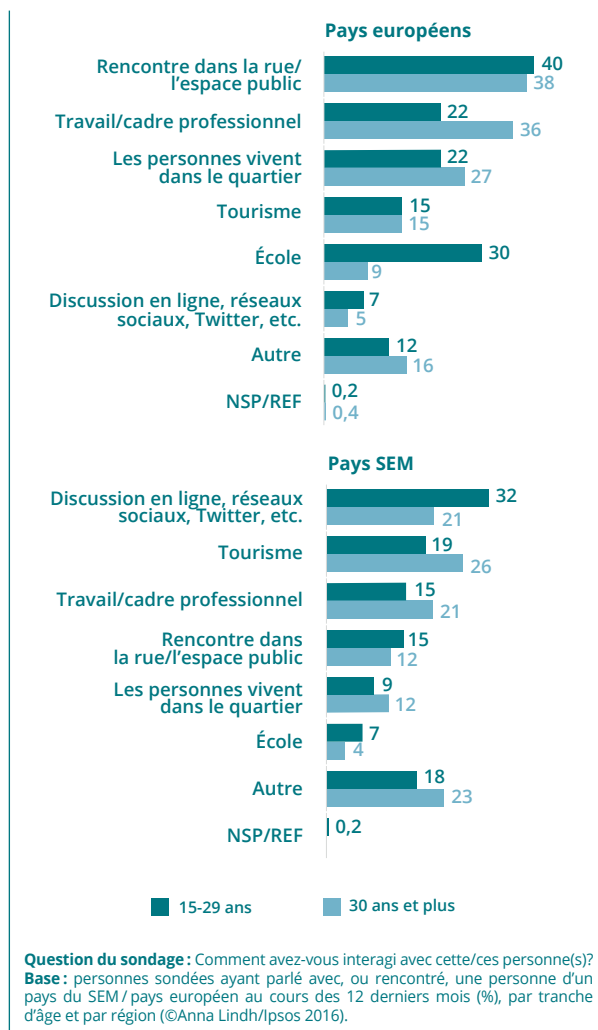
En France, aux Pays Bas, en Italie et en Autriche, entre 60% et 66% des sondés déclarent, avoir au cours des 12 derniers mois, parlé avec, ou rencontré, une personne d'un pays du SEM. La situation est différente au Portugal, en Croatie ou en Pologne, où seulement 3 sondés sur 10 ont une réponse similaire (entre 18% et 29%). Dans les pays du SEM, de la même manière que les résultats du précédent sondage, les interactions transculturelles sont moins fréquentes que dans certains pays européens : entre 26% et 46% des sondés des pays du SEM ont parlé avec, ou rencontré, une personne d'un pays européen au cours des 12 derniers mois (Graphique 1.9).

Non seulement la fréquence des interactions diffère selon les pays, mais aussi selon son mode opératoire. 39% des sondés des pays européens ayant parlé avec, ou rencontré, une personne d'un pays du SEM au cours des 12 derniers mois, déclarent que l'interaction a eu lieu dans la rue ou des lieux publics, et 26% déclarent également que des personnes des pays du SEM vivent dans leur quartier. En revanche, des telles rencontres informelles, dans la rue ou les lieux publics, sont moins fréquentes dans les pays du SEM, tandis que les méthodes d'interaction principales sont les réseaux sociaux, les discussions en ligne (mentionnées par 25% des personnes ayant

parlé avec, ou rencontré, une personne provenant d'un pays européen) et le tourisme (24%). Encore une fois, à l'instar des précédents résultats, l'enquête vient confirmer l'importance d'Internet dans les pays du SEM, non seulement comme source d'informations mais aussi comme moyen de communication.

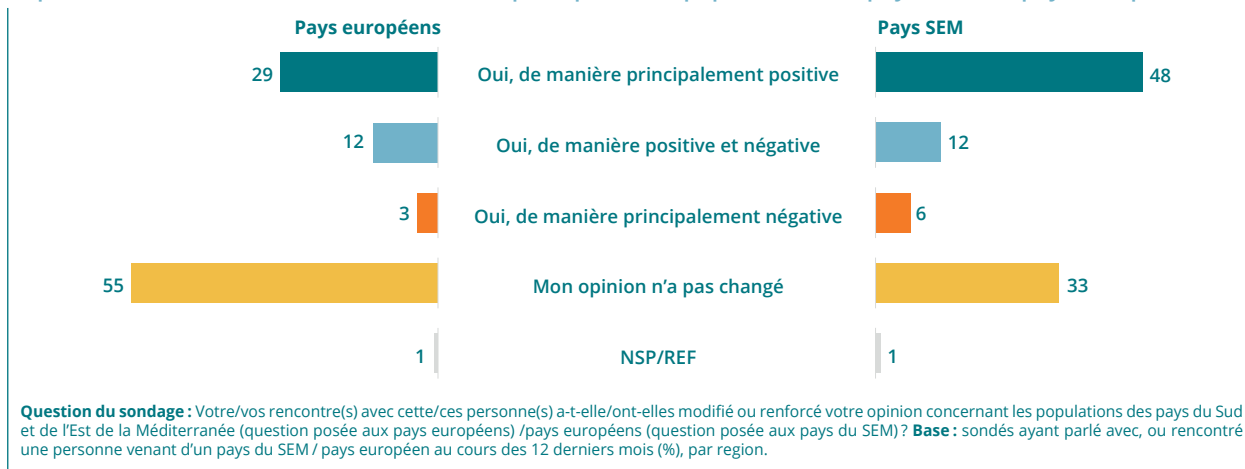
Le graphique 1.10 illustre que les interactions via les réseaux sociaux (discussions en ligne, consultation de publications sur Twitter, etc.) constituent le type d'interaction transculturelle le plus important pour les jeunes des pays du SEM, tandis qu'elles ne sont pas importantes pour les jeunes des pays européens (32% contre 7% respectivement). Une autre différence importante entre les jeunes des deux groupes de pays est liée à l'éducation : tandis que 30% des sondés de moins de 30 ans dans les pays européens ayant parlé avec, ou rencontré, une personne d'un pays du SEM au cours des 12 derniers mois, déclare que cette interaction a eu lieu dans le cadre scolaire, le chiffre correspondant pour les personnes sondées des pays du SEM n'est que de 7% (Graphique 1.11).

**Chart 1.11**  
Méthode d'interaction dans les rencontres transculturelles, par tranche



**Chart 1.12**

**Impact des rencontres transculturelles sur la perception des populations des pays du SEM /pays européens**



**Impact des rencontres transculturelles sur l'opinion des personnes interrogées**

Il a été observé ci-dessus que les rencontres dans les pays européens tendent à être plus informelles que dans les pays du SEM (davantage d'interactions dans la rue, les lieux publics, etc.). Cette différence du point de vue des méthodes d'interaction pourrait expliquer d'autres résultats de l'enquête. L'enquête permet aussi d'analyser la manière dont l'opinion des personnes sondées ayant parlé avec, ou rencontré, une personne d'un pays de l'autre groupe au cours des 12 derniers mois, a changé à la suite de ces rencontres. Dans les pays européens, dans lesquels une part importante de ces rencontres a eu lieu dans des lieux publics, 55% des sondés déclarent que ces rencontres n'ont pas eu d'impact sur leur opinion concernant les personnes des pays du SEM, tandis que 29% déclarent que ces rencontres ont modifié leur opinion de manière positive. Les résultats pour les pays du SEM sont quasiment symétriques, avec 48%

des personnes sondées déclarant que ces rencontres ont modifié leur opinion de manière positive, tandis que 33% ne constatent aucune modification de leur opinion (Graphique 1.12).

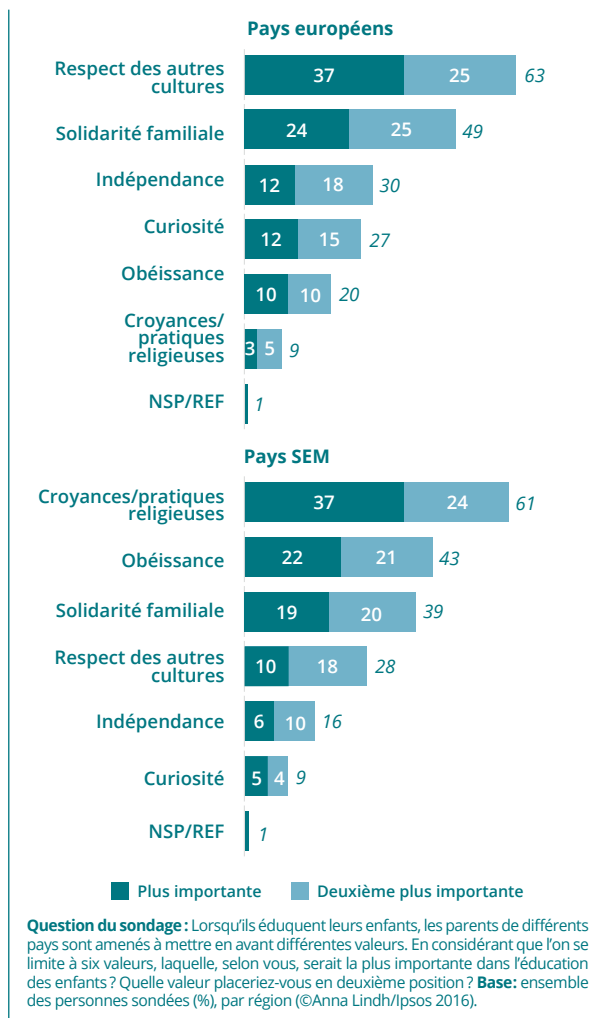
De la même manière que les résultats de l'impact différentiel des médias selon la catégorie sociodémographique, l'impact des rencontres transculturelles sur les perceptions dépend des caractéristiques de la personne sondée. Par exemple, dans les pays européens de l'enquête, les sondés ayant tendance à être plus tolérants à l'égard des autres cultures ont non seulement déclaré avoir parlé avec, ou rencontré, une personne venant d'un pays du SEM au cours des 12 derniers mois, mais elle ont en outre plus fréquemment déclaré que ces rencontres avaient modifié leur opinion de manière positive (31% contre 23% des personnes sondées faisant état d'un faible niveau de tolérance à l'égard des autres cultures); une tendance similaire est également observée dans les pays du SEM.

**Chart 1.13**

**Obstacles aux rencontres transculturelles**



**Chart 1.14**  
Valeurs clés dans l'éducation des enfants



### Obstacles aux rencontres transculturelles

Au sein des pays européens, la langue est considérée comme l'obstacle le plus important aux rencontres transculturelles (sélectionné par 57% des sondés). Bien que la barrière de la langue soit également en haut du classement parmi les pays du SEM (choisie par 39% des sondés), le tableau qui émerge est assez différent. Les rencontres transculturelles ont certes lieu moins souvent dans les pays du SEM, mais le type d'interaction est également moins informel (les discussions en ligne peuvent permettre de maintenir un contact régulier). Cette différence dans le type de rencontres transculturelles offre une explication, même partielle, du fait que davantage de personnes sondées dans les pays du SEM estiment qu'il n'existe en réalité par de barrières aux rencontres transculturelles (23% contre 5% en Europe) (Graphique 1.13).

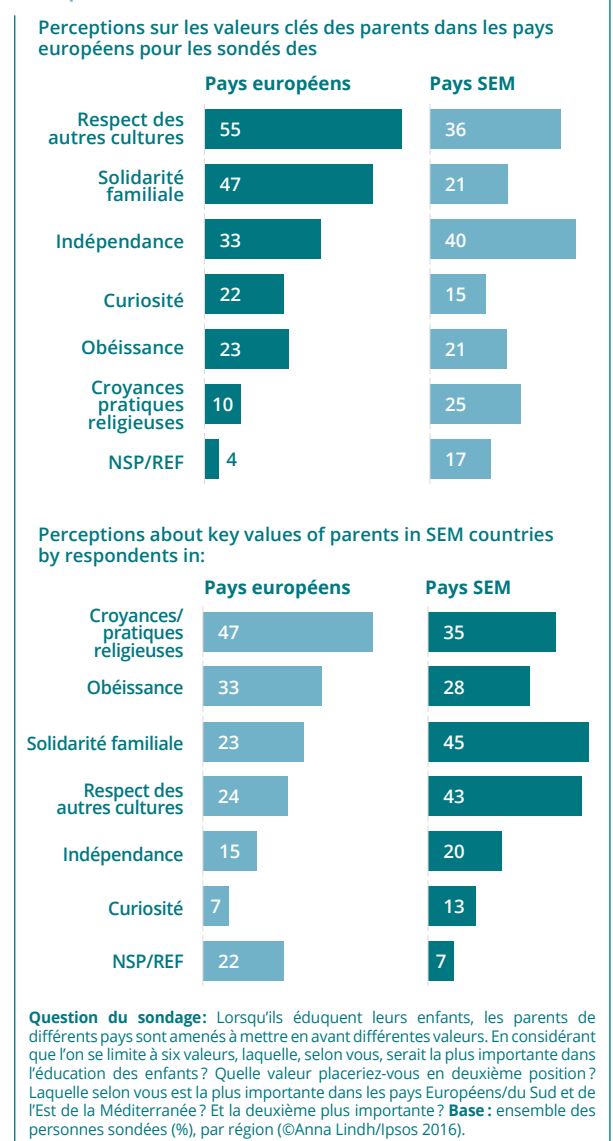
### Valeurs clés dans l'éducation des enfants

De la même manière que pour les précédentes éditions, l'un des objectifs de cette enquête est de comprendre

si des valeurs sont partagées ou diffèrent entre les différentes personnes interrogées dans les pays européens et les pays du SEM. Afin de mieux saisir les valeurs clés, il est demandé aux personnes sondées d'identifier les deux principales valeurs (parmi une liste de six valeurs) qui sont, selon eux, les plus importantes dans l'éducation des enfants.

Les sondés dans les pays européens ont placé le respect pour les autres cultures (63%) et la solidarité familiale (49%) en tête de leurs choix. En Autriche, France, Italie, Pays Bas et Portugal, le respect pour les autres cultures arrive en haut du classement (placé en première ou seconde position, entre 64% et 71% des sondés), tandis qu'en Pologne, Croatie et Finlande, la solidarité familiale (entre 57% et 62%) arrive devant le respect des autres cultures. Les croyances et pratiques

**Chart 1.15**  
Perceptions des valeurs clés pour les parents élevant leurs enfants dans les pays du SEM/pays européens

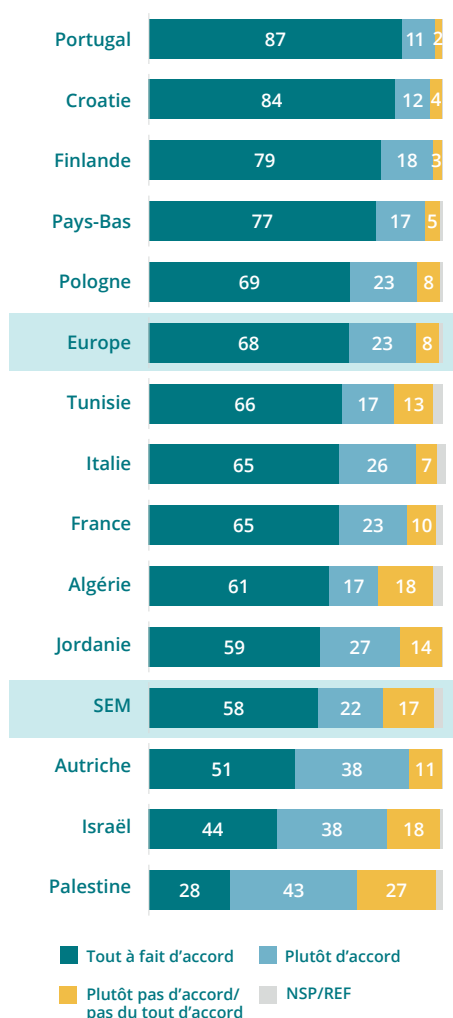


religieuses sont en bas du classement pour l'ensemble des pays européens de l'enquête.

Dans les pays du SEM, en revanche, les croyances et pratiques religieuses sont en tête des valeurs les plus importantes dans l'éducation des enfants : elles apparaissent en première ou deuxième position pour 61% des personnes sondées. L'obéissance et la solidarité familiale ont été choisies par respectivement 43% et 39% des personnes sondées. L'importance des croyances et pratiques religieuses est constatée à travers toutes les tranches d'âge et a été sélectionnée en première ou deuxième valeur clé dans l'éducation des enfants : 61% des 15-29 ans, 63% des 30-49 ans et 60% des 50 ans et plus (Graphique 1.14).

En regardant de plus près les résultats pour les pays européens, nous constatons que les personnes qui

**Chart 1.16**  
Acceptation de l'énoncé : "Les personnes issues de cultures et de religions différentes doivent bénéficier des mêmes droits et opportunités"



**Question du sondage :** Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou pas avec l'énoncé suivant? **Base :** ensemble des personnes sondées (%), par pays (©Anna Lindh/Ipsos 2016).

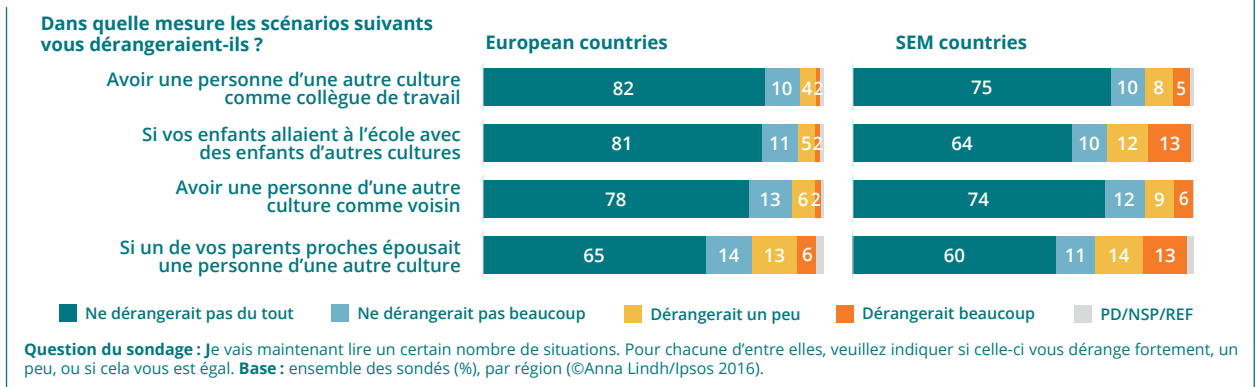
se déclarent 'très religieuses' (score de 8 ou plus sur une échelle de 0 à 10) attachent moins d'importance à la curiosité (20% contre 41% des sondés se déclarant 'non religieux' parmi les pays européens) et à l'indépendance (19% contre 33%), tandis qu'ils mentionnent davantage la solidarité familiale (53% contre 40%) et les croyances et pratiques religieuses (23% contre 2%). Cependant, le respect pour les autres cultures est de loin la valeur la plus importante pour les personnes 'très religieuses' et 'non religieuses' (mentionné par respectivement 61% et 65% des sondés). Alors que les croyances et pratiques religieuses sont mentionnées par 23% des sondés se déclarant comme 'très religieux' dans les pays européens de l'enquête, ce chiffre contraste fortement avec les 61% des personnes sondées qui placent cette valeur en première position dans les pays du SEM.

Il est également demandé aux personnes sondées quelles seraient les valeurs clés, selon elles, dans leur propre pays, et dans les pays de l'autre groupe. Les sondés dans les pays européens non seulement s'attendent à ce que les valeurs qu'ils ont eux-mêmes placées en premier (respect des autres cultures et solidarité familiale) soient les mêmes pour les parents des autres pays européens, mais ils estiment que ces mêmes valeurs sont importantes aux yeux des parents des pays du SEM pour l'éducation de leurs enfants (45% ont sélectionné la solidarité familiale et 43% le respect pour les autres cultures comme valeurs les plus importantes dans les pays du SEM). Cela reflète une sous-estimation en Europe de l'importance accordée aux croyances religieuses par les parents élevant leurs enfants dans les pays du SEM (35%, comparé aux 61% observés dans les pays du SEM – voir partie de droite du Graphique 1.15). De la même manière, les sondés dans les pays du SEM surestiment l'importance des croyances religieuses des parents des pays européens (25%, comparé aux 9% observés dans les pays européens – voir partie de gauche du Graphique 1.15), mais aussi l'importance de l'indépendance (40%, comparé aux 30% observés dans les pays européens).

### Perceptions de la diversité culturelle et religieuse

Le chapitre précédent montre que le respect pour les autres cultures arrive en tête des réponses données par les personnes interrogées parmi les pays européens de l'enquête. L'importance de cette valeur peut se vérifier également par la réaction à l'énoncé 'les personnes issues de cultures et de religions différentes doivent bénéficier des mêmes droits et opportunités'. En moyenne, 91% des personnes sondées dans les pays européens sont tout à fait d'accord ou plutôt d'accord avec cet énoncé, tandis que seuls 8% ne sont pas d'accord. Dans les pays du SEM, 79% des personnes sondées sont tout à fait

**Chart 1.17**  
Tolérance à l'égard des personnes issues de cultures différentes



d'accord ou plutôt d'accord. Une personne interrogée sur six n'est pas d'accord, parmi les pays du SEM.

Le Graphique 1.16 illustre le fait que, dans quatre pays, 5% ou moins des personnes sondées expriment des doutes à l'égard de l'énoncé proposé : Portugal, Croatie, Pays Bas et Finlande. Dans ce dernier pays, 71% des sondés sont plutôt ou totalement en désaccord avec le fait que la diversité culturelle et religieuse pose une menace à la stabilité de la société. En revanche, aux Pays Bas, Portugal et Croatie, une plus grande part des sondés qu'en Finlande considère que la diversité pourrait représenter une menace (entre 45% et 55% sont plutôt ou totalement en désaccord). En Tunisie, Algérie et Palestine, les sondés sont les plus favorables à l'énoncé selon lequel la diversité peut constituer une menace à la stabilité (entre 54% et 63% sont plutôt ou tout à fait d'accord).

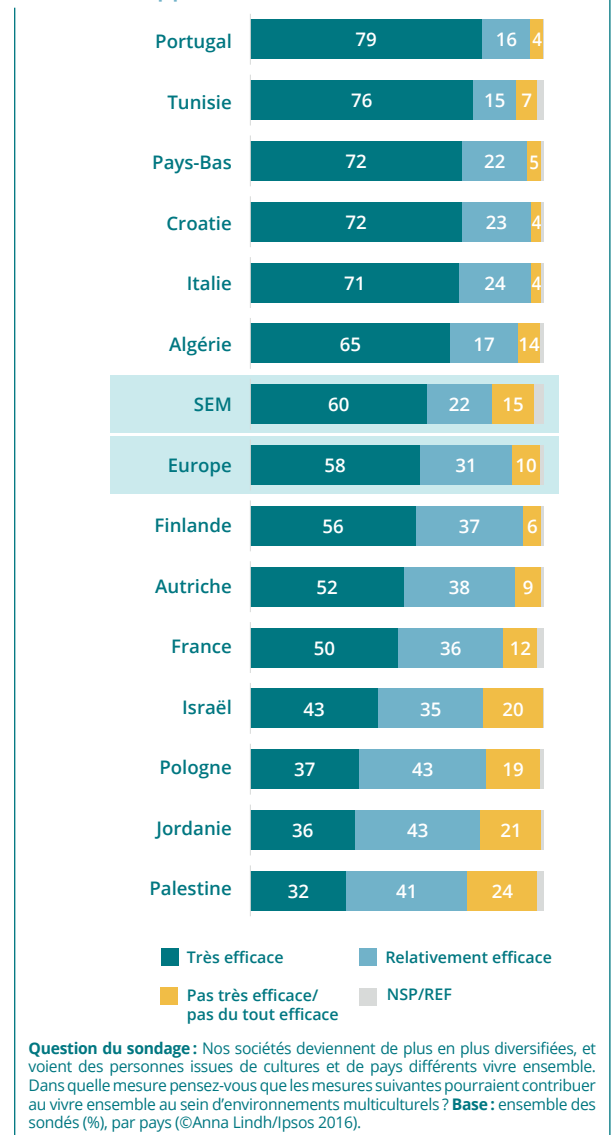
La Jordanie se rapproche des résultats des pays européens du point de vue de son désaccord avec l'énoncé selon lequel la diversité constituerait une menace (62% sont plutôt ou totalement en désaccord). En outre, les personnes interrogées en Jordanie sont les plus susceptibles d'être tout à fait ou plutôt d'accord avec le fait que la diversité culturelle et religieuse est importante pour la prospérité de leur société (89%). Les sondés en Pologne sont divisés sur leur perception de la diversité religieuse en tant que menace à la stabilité (45% d'accord et 53% en désaccord).

### Niveau de tolérance des sondés à l'égard des autres cultures

La question suivante a pour but d'évaluer le niveau de tolérance à l'égard des personnes issues de différentes cultures. La majorité des sondés en Europe indique qu'il leur serait égal d'avoir un collègue de travail (82%) ou un voisin (78%), issus d'une culture différente, ou que leur enfant aille à l'école avec un enfant issu d'une culture différente (81%). Quant à la question du mariage d'un parent proche avec une personne issue d'une culture différente, seules 65%

des personnes interrogées en Europe déclarent que cela leur serait égal, alors que le reste se partage entre 'un peu dérangées' et 'très dérangées'.

**Chart 1.18**  
Vivre ensemble dans des environnements multiculturels : les écoles sont des endroits où les enfants apprennent à vivre dans la diversité





Dans les pays du SEM, les trois-quarts des sondés répondent qu'il leur serait égal d'avoir un collègue de travail (75%) ou un voisin (74%), issus d'une culture différente, tandis que ce nombre est moins élevé lorsqu'il s'agit que leur enfant aille à l'école avec un enfant issu d'une culture différente (64% ne seraient 'pas du tout dérangés') (Graphique 1.17).

Le niveau de tolérance à l'égard des personnes issues de cultures différentes est plus élevé parmi les personnes ayant déjà parlé avec, ou rencontré, une personne d'un pays de l'autre groupe au cours des 12 derniers mois, et ayant indiqué que cette interaction avait été positive. Les personnes sondées n'ayant pas interagi avec des personnes venant des pays de l'autre groupe, ou qui ont eu des expériences négatives avec ces personnes, expriment en revanche un certain degré d'intolérance à l'égard des groupes issus de cultures différentes. Par exemple, alors que 87% des sondés européens ayant interagi avec des personnes venant des pays du SEM déclarent qu'avoir un voisin issu d'une culture différente leur serait égal, ce chiffre descend à 73% pour ceux n'ayant pas interagi avec une personne venant d'un pays du SEM et 72% pour ceux ayant vécu une interaction négative. Les résultats correspondants pour les sondés des pays du SEM sont 77%, comparé à 74% et à 65%, respectivement.

### Vivre ensemble dans des environnements multiculturels

Dans les pays européens, 89% des personnes interrogées déclarent que s'assurer que les écoles soient des endroits où les enfants puissent apprendre à vivre dans la diversité serait une mesure efficace pour permettre aux populations de mieux vivre ensemble

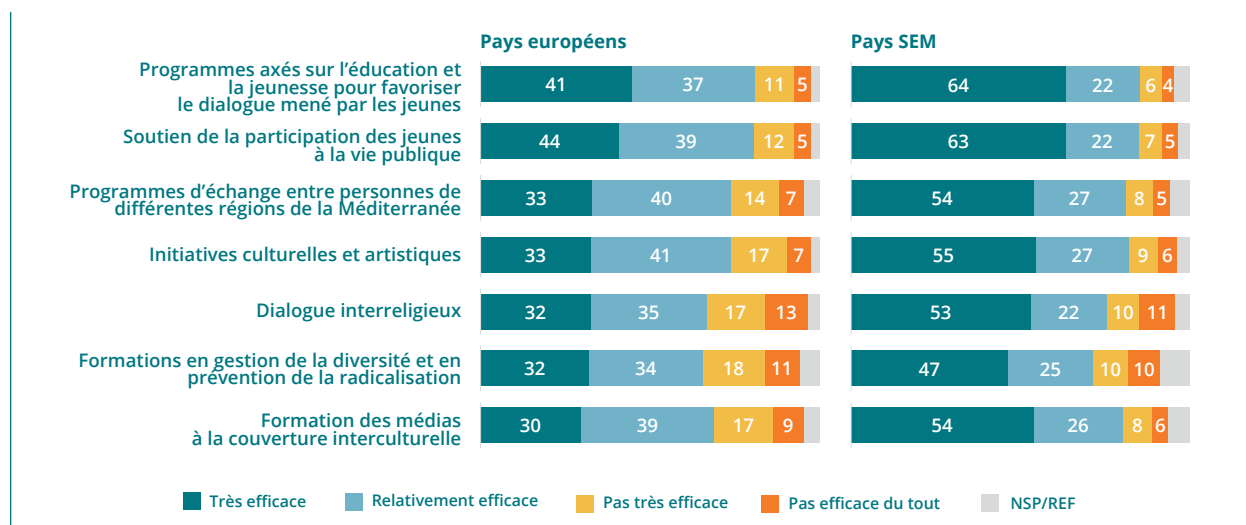
dans un environnement multiculturel ; le chiffre correspondant pour les pays du SEM est 82%.

Le Graphique 1.18 présente la variation, selon le pays, de la proportion de personnes interrogées estimant cette mesure très efficace pour permettre aux populations de mieux vivre ensemble au sein d'environnements multiculturels. En Finlande et en France, respectivement 56% et 50% des personnes partagent cet avis. Dans l'ensemble, le niveau le plus élevé est observé au Portugal (79% considèrent cette mesure 'très efficace'). Dans quatre pays, moins de la moitié des sondés ont choisi la réponse 'très efficace': Palestine (32%), Jordanie (36%), Pologne (37%) et Israël (43%).

Les personnes sondées se voient également demander si selon elles la promotion d'événements multiculturels pourrait permettre aux populations de mieux vivre ensemble au sein d'un environnement multiculturel. La proportion de personnes jugeant cette mesure 'très efficace' est toutefois bien inférieure dans tous les pays de l'enquête. Aux Pays Bas, par exemple, 72% des sondés déclarent que permettre aux populations de mieux vivre ensemble peut se faire très efficacement en s'assurant que les écoles soient des endroits où les enfants apprennent à vivre dans la diversité, tandis que seuls 29% des sondés pensent qu'il en va de même par la promotion d'événements multiculturels.

Les sondés avec un niveau de tolérance élevé à l'égard des personnes issues de cultures différentes, comparés à ceux ayant un niveau de tolérance moins élevé, sont davantage susceptibles de penser que les écoles sont des endroits où les enfants apprennent comment vivre dans la diversité et que la promotion des événements

**Chart 1.19** Efficacité des dispositifs pour prévenir et traiter des conflits et de la radicalisation



**Question du sondage :** De nombreux pays, en Europe et dans le SEM, sont confrontés aux défis de la radicalisation et des conflits. Dans quelle mesure pensez-vous que chacun des dispositifs suivants peut prévenir et traiter ces défis ? **Base :** ensemble des sondés (%), par région (©Anna Lindh/Ipsos 2016).

multiculturels constitueraient des mesures efficaces pour permettre un meilleur vivre ensemble. En outre, les sondés avec un niveau de tolérance élevé à l'égard des autres cultures sont également plus susceptibles de penser que l'expression de la diversité culturelle devrait être facilitée sur le lieu de travail et dans l'espace public. Par exemple, dans les pays européens de l'enquête, deux-tiers des sondés avec un niveau de tolérance élevé ont répondu qu'il était plus facile pour des personnes issues de cultures différentes de vivre ensemble si l'expression de la diversité culturelle était autorisée sur le lieu de travail (67% de réponses 'très efficace' et 'plutôt efficace'); en revanche, ceux avec un niveau de tolérance moins élevé ne sont que 41% à partager cet avis.

### Prévenir la radicalisation à travers le dialogue

Lorsqu'on leur demande d'évaluer l'efficacité de différents dispositifs pour prévenir et traiter des conflits et de la radicalisation en région euro-méditerranéenne, 81% des sondés dans les pays européens déclarent que l'éducation et les programmes pour la jeunesse encourageant les initiatives de dialogue entre jeunes seraient 'très efficaces' ou 'plutôt efficaces'. De la même manière, 80% pensent que soutenir la participation des jeunes dans la vie publique serait, au moins, plutôt efficace. L'efficacité des autres mesures est considérée dans une moindre mesure par les sondés européens.

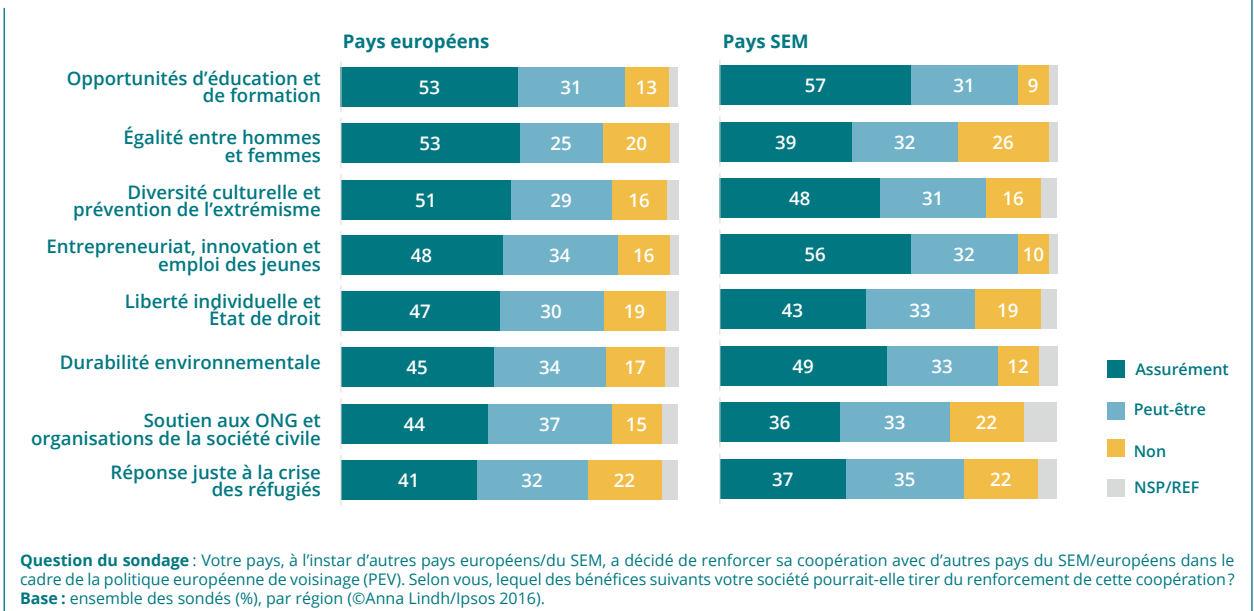
Plus de 80% des personnes sondées dans les pays du SEM déclarent que l'éducation et les programmes pour la jeunesse encourageant les initiatives de dialogue de

jeunes, et le soutien à la participation des jeunes dans la vie publique, constitueraient une mesure efficace pour traiter des conflits et de la radicalisation. Les résultats montrent que les personnes interrogées dans les pays du SEM tendent plus largement à considérer chacun de ces dispositifs comme 'très efficace' ou 'plutôt efficace' que dans les pays européens. Il faut noter toutefois que ce plus haut niveau de confiance est principalement observé en Algérie, Jordanie et Tunisie (Graphique 1.19).

Si nous comparons les résultats à travers les différents dispositifs présentés, une observation peut être faite pour l'ensemble des pays de l'enquête : la proportion de réponses 'très efficace' est plus élevée pour les dispositifs destinés à la jeunesse. La même observation peut être faite lorsque nous segmentons par tranche d'âge. Non seulement les sondés de moins de 30 ans, mais l'ensemble des sondés, quelle que soit la tranche d'âge, tendent majoritairement à penser que les dispositifs destinés aux jeunes seraient 'très efficaces' pour prévenir et traiter des conflits et de la radicalisation.

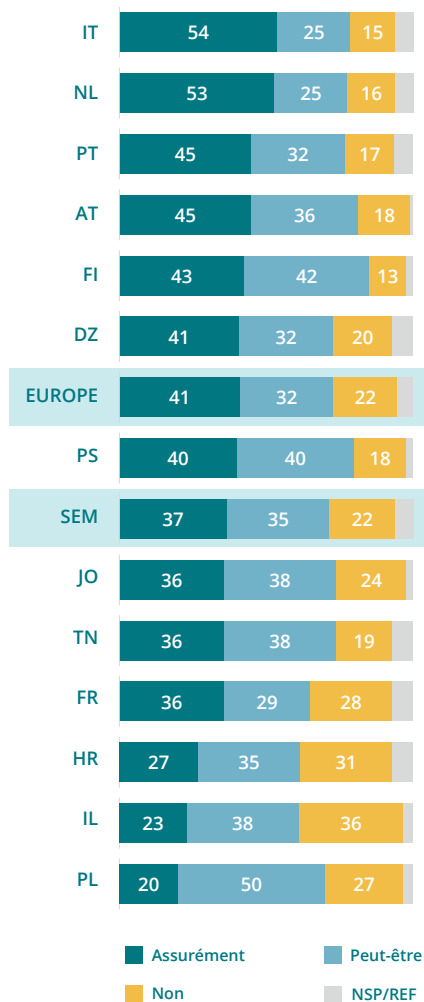
L'efficacité des différents dispositifs n'a pas été évaluée de manière uniforme, et l'évaluation des personnes interrogées dépend de leurs expériences et centres d'intérêts. Par exemple, dans les pays européens, les sondés ayant déclaré être intéressés par les actualités et informations sur les pays du SEM se montrent plus confiants à l'égard des différents dispositifs de dialogue. Dans les deux groupes de pays, les personnes sondées montrant un haut niveau de tolérance à l'égard des autres cultures supportent plus largement les dispositifs de dialogue.

**Chart 1.20** Bénéfices potentiels liés à la coopération euro-méditerranéenne





**Chart 1.21**  
**Bénéfices potentiels tirés de la coopération euro-méditerranéenne : une réponse juste à la crise des réfugiés**



**Question du sondage :** Votre pays, à l'instar d'autres pays européens/du SEM, a décidé de renforcer sa coopération avec d'autres pays du SEM/européens dans le cadre de la politique européenne de voisinage (PEV). Selon vous, lequel des bénéfices suivants votre société pourrait-elle tirer du renforcement de cette coopération ? **Base :** ensemble des sondés (%), par pays (©Anna Lindh/Ipsos 2016).

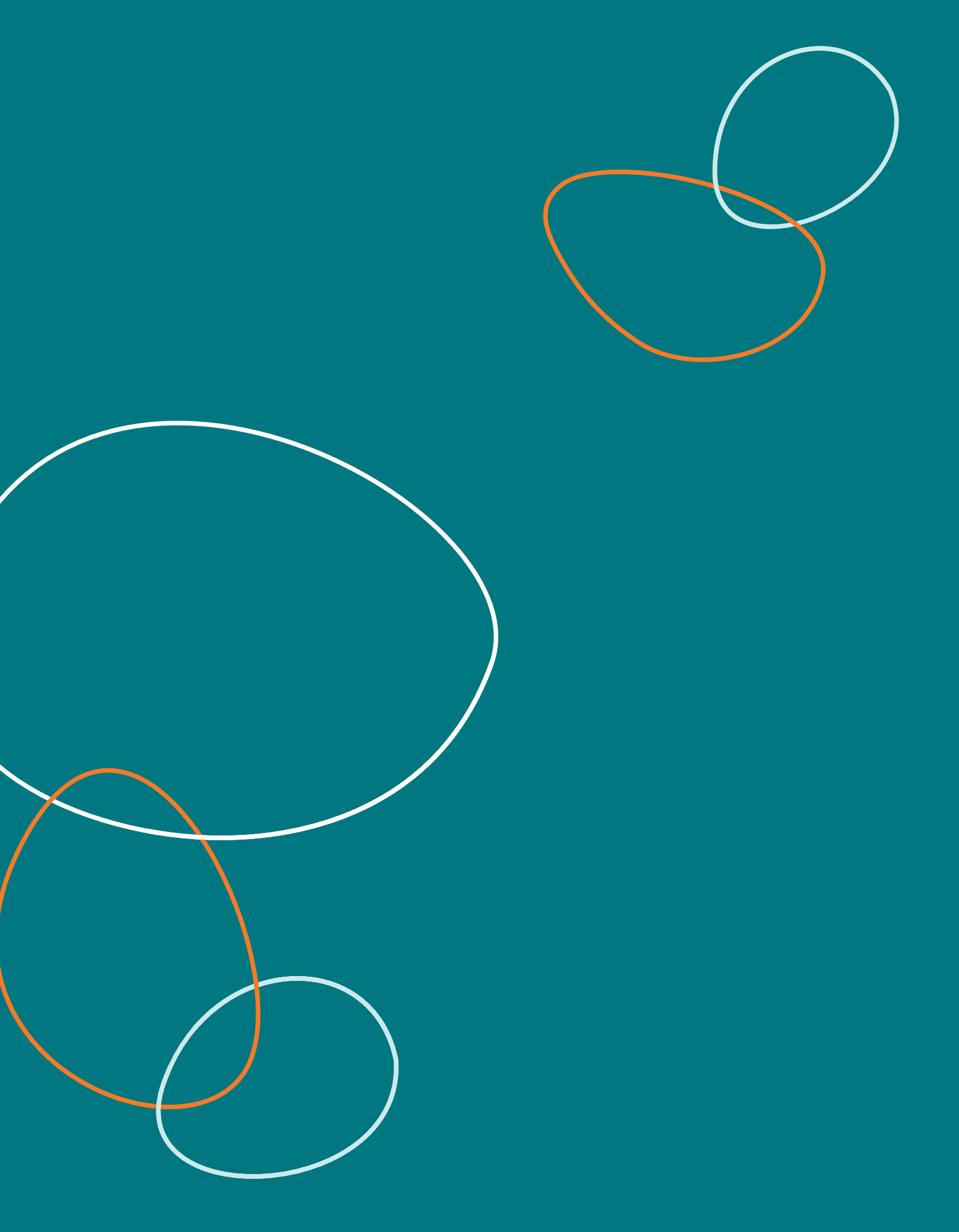
### Bénéfices de la PEV

Parmi l'ensemble des bénéfices associés à la coopération euro-méditerranéenne, l'opinion majoritaire dans les deux groupes de pays consiste à considérer que le renforcement de la coopération pourrait être bénéfique, alors qu'une minorité estime que cette coopération n'apporterait aucun bénéfice à leur société. Dans les pays du SEM, 88% des personnes interrogées voient des bénéfices pour leurs sociétés dans les nouvelles opportunités d'éducation et de formation, et la même proportion voit également des avantages dans les domaines de l'entrepreneuriat, de l'innovation et de l'emploi des jeunes. Dans les pays européens, 84% voient des bénéfices potentiels dans les domaines de

l'éducation et de la formation, tandis que pour 82% ces bénéfices concernent l'entrepreneuriat, l'innovation et l'emploi des jeunes.

Dans les pays européens, c'est la question de 'réponse juste à la crise des réfugiés' (22%) qui enregistre le plus de réponse 'aucun bénéfice'. Dans les pays du SEM, 26% des personnes interrogées considèrent qu'il n'y aurait aucun bénéfice en termes d'égalité hommes-femmes alors que 22% n'y voient aucun avantage pour apporter une réponse juste à la crise des réfugiés ou pour soutenir les ONG et la société civile (Graphique 1.20).

Nous avons démarré ce Rapport par l'observation selon laquelle il existe une large variation par pays dans la proportion de personnes sondées estimant que la région méditerranéenne se caractérise fortement par les questions migratoires. Le Graphique 1.21 illustre également la forte variation existant parmi les sondés des différents pays de l'enquête du point de vue de leur perception des bénéfices potentiels tirés d'une coopération renforcée dans le cadre de la Politique Européenne de Voisinage pour apporter une réponse juste à la crise des réfugiés. Tandis que moins de 3 sondés sur 10 en Pologne (20%), Israël (23%) et Croatie (27%) y voient un bénéfice certain, cette opinion est partagée par deux fois plus de personnes sondées aux Pays Bas (53%) et en Italie (54%).



# ANALYSE DES TENDANCES INTERCULTURELLES EUROMED

# La Méditerranée entre ce qui est réalisable et ce qui est souhaité

Mohamed TOZY

Dans cet article, Mohamed Tozy nous montre la vision positive partagée par les «Méditerranéens» de l'espace auquel ils appartiennent: un espace d'hospitalité, avec un style de vie et une cuisine spécifiques et un patrimoine culturel commun, et pas très caractérisé par le conflit et l'insécurité comme en 2010. L'auteur présente une analyse des valeurs prioritaires dans l'éducation des enfants et de la manière dont des pays aussi divers que la Palestine, l'Autriche, Israël et la Finlande peuvent, par exemple, être assez proches dans leur compréhension de l'indépendance et de la curiosité.

La présentation des résultats de trois vagues du sondage menés depuis 2010 pour le Rapport Anna Lindh par pays a permis de relativiser l'arbitraire des catégories construites UE/PSEM. Elle libère l'imagination des analystes et permet une meilleure visibilité des paradoxes.

Du point de vue de la sociologie historique du politique dont je défends les thèses dans mes travaux, le piège de l'instantanéité du commentaire ne peut être évité qu'en convoquant dans un premier lieu la durée et le temps long. Ce qui permet de se servir de ce type d'enquête non pas pour fournir des réponses mais pour poser des questions. Et dans un second temps donner toute sa place au contexte dans ses multiples dimensions politique, économique et psychologique, au moment de l'élaboration des questions, leur administration et leur analyse.

Quand on convoque le contexte pour rendre compte de la dynamique des représentations, on est obligé de procéder de façon non exhaustive. Les marqueurs pour cette troisième campagne ne sont plus des événements comme le 11 septembre, ou le printemps arabe mais un mouvement de fond qui touche des variables démographique et politique. Ce contexte marqué par un mouvement de population presque inédit entre les deux rives, une consolidation des mouvements d'extrême droite conjuguée à des crispations identitaires aux pays de l'UE et une mise en échec des modèles de transition démocratique avec le retour en grâce des régimes à forte poigne aussi bien auprès des sociétés des pays du Sud que de leur partenaires du Nord, informe de la possibilité d'une bifurcation historique qui donne à ce moment le statut d'une « coupure épistémologique » comme le furent la bataille de Lépante pour les historiens de la méditerranée ou le règne de Philippe II pour Braudel.

La préparation du Rapport 2018 se situe entre deux attentats celui de Nice le 14 juillet 2016 et de Barcelone Aout 2017. La séquence dessine une macabre grammaire de la violence qui devrait mettre en principe à une distance de plusieurs années lumières tout commentaire positif sur

un horizon partagé. Pourtant les résultats de l'enquête contredisent cette hypothèse très réaliste et ce de façon croissante depuis le premier sondage de 2010.

La Méditerranée est principalement associée à des valeurs positives : d'accueil (56, % contre 50,5% en 2013), de la nourriture et le style de vie méditerranéen (56,5 % contre 56,4 % en 2013) et une histoire commune (52% contre 49,5 % en 2013), les pourcentages sont plus élevés qu'en 2010. En même temps, la Méditerranée représente toujours une source d'inquiétude voire d'angoisse. Elle est considérée comme source d'insécurité et d'agitation même si paradoxalement et malgré le contexte cette appréciation est en recul depuis 2010. 26% personnes interrogées au Nord et 38% des PSEM pensent que la « mare nostrum » représente une source de conflit.

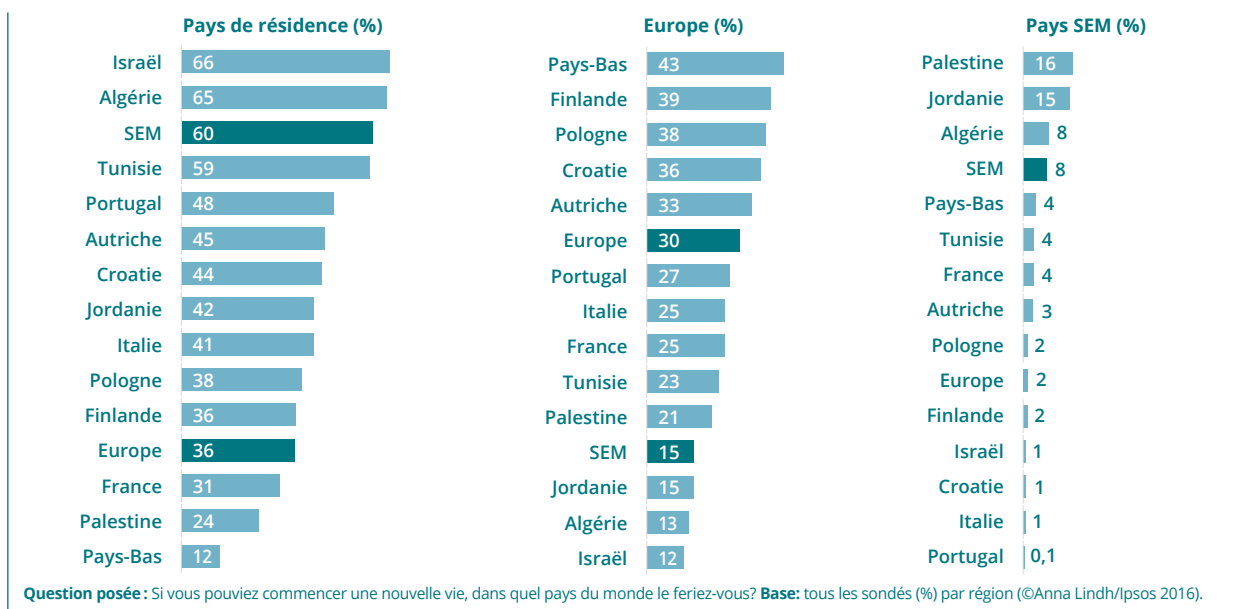
## Une mobilité plus subie que voulue

Quand on consulte les statistiques de l'OMI, on est frappés par le caractère inédit de l'ampleur de la mobilité au niveau de l'aire méditerranéenne mais on l'est davantage par l'empressement relativement faible que nous livre l'enquête Anna Lindh/IPSOS pour un rêve ailleurs des populations du Sud comparativement à ceux de l'UE.

Certes, entre le 1er Janvier et le 20 Août 2016 et le 1er janvier et 20 août 2017 les chiffres donnent le vertige. L'Italie a enregistré en 2017 97 931 arrivés et 2244 victimes en mer, contre 103 691 et 2725 victimes en 2016. La Grèce n'a reçu que 13320 en 2017 contre 162015 migrants et demandeurs d'asile. Le Maroc et l'Espagne ont déploré en 2017, 121 victimes contre 108 en 2016 et enregistré l'arrivée sur la rive nord de 8385 jusqu'à juillet 2017 contre 3805 soit une progression de plus de 100%.

La carte de la mobilité au niveau mondiale relativise l'ampleur de ces statistiques et permet de souligner leur caractère exceptionnel de ce flux migratoire en provenance du Sud, lié principalement au passé colonial (Maghreb et Afrique de l'Ouest) ou à des événements récents de guerre civile (Syrie).

**Chart 2.1**  
Pays préférés pour commencer une nouvelle vie



Pour illustrer ce propos je vais donner quelques éléments statistiques tirés de la carte dynamique des mouvements de populations de l'OMI (OMI, 2017). Presque 2 millions 3% de la population française est en expatriation, une désignation moins stigmatisante que migration. La France reçoit 7,7 millions dont – si l'on excepte le cas particulier des maghrébins principalement les algériens (1,9 million) - la majorité viennent des pays voisins (713 158 portugais, 367 593 italiens, 304 422 espagnols et 233 627 allemands.

Le cas de la Pologne est tout aussi intéressant, le pays reçoit 619 403 migrants et envoie 4 444 978 dont presque 2 millions en Allemagne et 703 000 en GB.

Dans notre enquête le volet interactions entre citoyens de l'UE et ceux des Pays du Sud et de l'Est Méditerranéen ne livre rien de nouveau par rapport aux campagnes précédentes. Dans les douze mois précédant l'administration du questionnaire les citoyens du Nord et du Sud sont rentrés massivement en contact. Les premiers à la faveur du tourisme, et des affaires, et les seconds par des raccourcis qu'offrent le monde virtuel et la diffusion du haut débit. Du coup les liens qui en découlent sont tout aussi fugaces que superficiels. Il en résulte une conception stéréotypée de l'autre.

Ce qui par contre représente un enseignement majeur de cette troisième campagne, c'est le pays élu pour un éventuel projet de nouvelle vie.

Les résultats globaux sont très instructifs. 60% des sondés des pays du SEM contre 36% des pays de l'UE souhaitent redémarrer une nouvelle vie chez eux (Graphique 2.1). Par pays les résultats sont encore plus surprenants. Ce sont les Néerlandais qui pensent plus à l'horizon « monde »

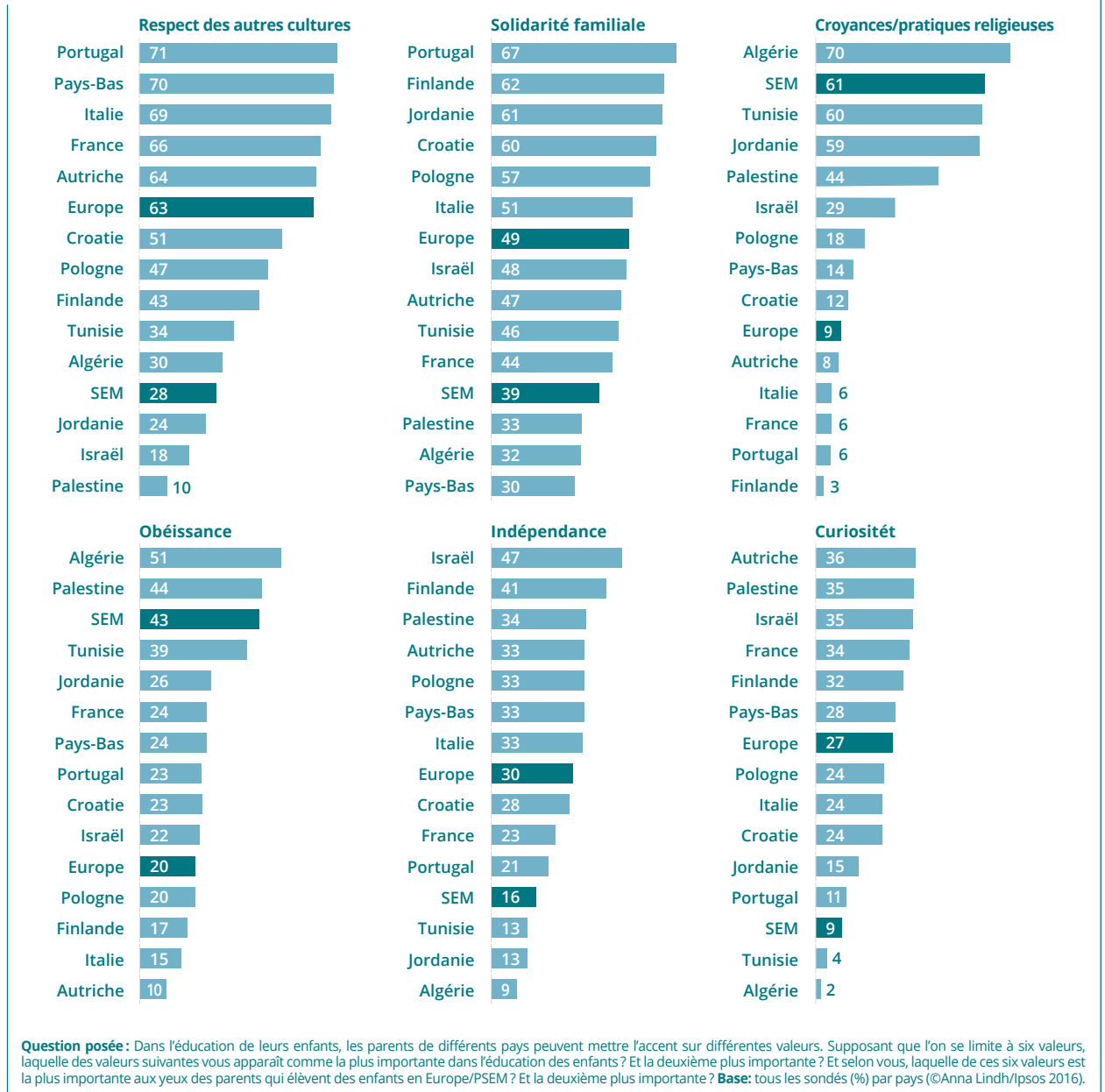
12% seulement souhaitent refaire leur vie « at home », pour 43% la destination préférée est européenne contre 13% pour les algériens. De l'autre côté du gradient on retrouve les israéliens dont 66% ne cherchent pas à recommencer ailleurs. Par contre, l'attitude des algériens 65%, des tunisiens 59% et des portugais 48%, traditionnellement pays de migration est pour le moins inattendue.

Le traitement des données sur la mobilité inter-méditerranéenne nécessite beaucoup de doigtée et de prudence parce que tout commentaire tendancieux réactive les fantasmes et amplifie les préjugés. Il n'y a pas de raison de se le cacher, jamais la Méditerranée n'a été soumise à autant de pressions. Ce qu'il faut noter et ce que nous disent en creux les résultats des destinations préférées pour une nouvelle vie, c'est que le phénomène tel qu'il se donne à voir aujourd'hui est conjoncturel, les déplacements sont plus subis que voulus.

### Au-delà d'une dichotomie attendue entre valeurs progressistes et traditionnels

Les catégories prédéfinies avec lesquelles on travaille que ce soient celles des pays : UE et PSEM ou celles des valeurs proposées aux répondants pré-classées en valeurs de progrès (indépendance, curiosité, respect des cultures de l'autre) et en valeurs conservatrices (religion, obéissance, solidarité familiale), nous donnent sans problèmes les résultats attendus. La religiosité en baisse au nord est plutôt corrélée au respect des autres cultures ; la centralité de la religion comme valeur à transmettre dans les PSEM fonctionne bien avec la condamnation de la curiosité et la célébration de l'obéissance comme valeur centrale. Seule la solidarité familiale semble poser problème et ne permet pas de rendre une typologie pas déconcertante de « clarté » tellement prévisible quand on choisit de se contenter des

**Chart 2.2**  
Valeurs clés dans l'éducation des enfants, par pays



moyennes à partir d'une posture positiviste qui privilégie une lecture linéaire de l'histoire.

La base de données offre d'autres possibilités que je n'ai pas ici le temps de toutes explorer. Ce qui est sûr, c'est qu'à question des valeurs continue de dessiner de multiples frontières entre le Nord et le Sud, les pays de l'Orient et de l'Occident méditerranéen, les pays à tradition catholique et ceux à tradition protestante, musulmane ou juive, les pays à passé coloniale français et ceux à passé britannique. Mais ces frontières sont mouvantes et largement impactées par l'actualité

Quand on ramène les résultats au niveau de chaque pays on sent une certaine discordance dans les regards et jugements que peuvent porter les uns sur les autres à

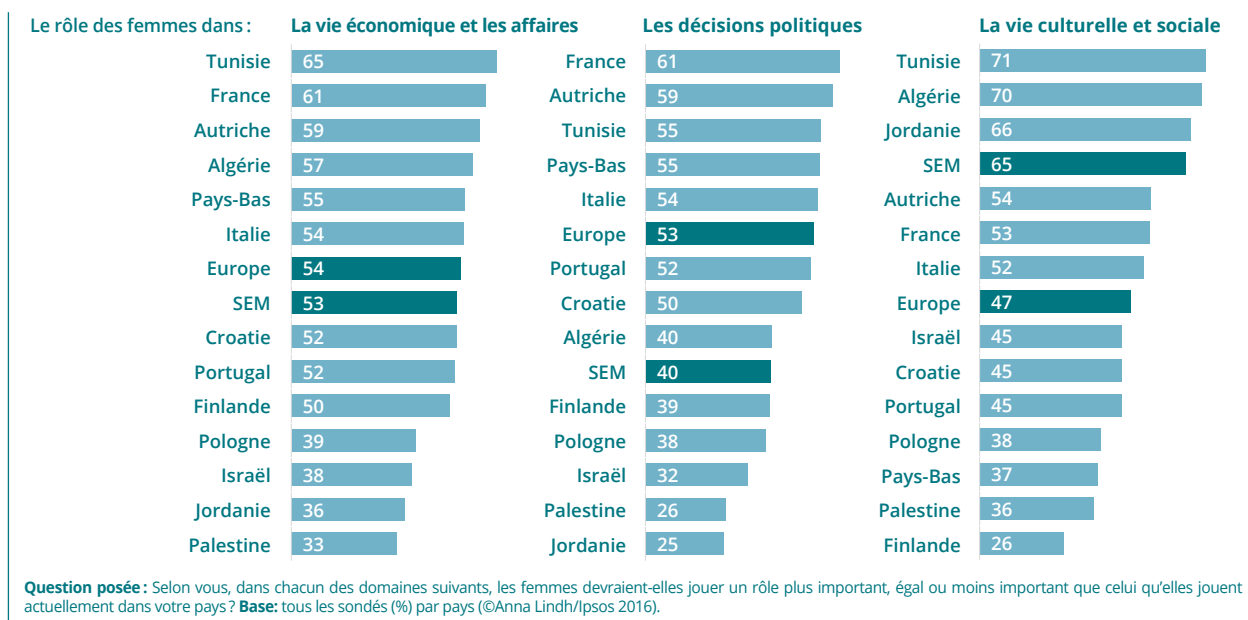
travers leur conception des valeurs dominantes chez l'autre. On observe une résurgence de face-à-face entre des pays qui ont une histoire commune ou un vécu commun en cours y compris à travers les interactions actuelles par le biais du conflit territorial, du tourisme ou de l'émigration. Ce face à face crée des effets d'attraction et de répulsion mais laisse entrevoir l'air de famille.

Il me semble que les perceptions mutuelles ont tendance à concorder la différence n'est pas dans l'ordre des priorités mais dans l'intensité.

Relevons quand même quelques paradoxes qui perturbent l'ordre des catégories préétablis. Les répondants Portugais ressortissants d'un pays sensé être à forte tradition catholique, nourri par une mémoire « sebastianiste » aux

### Chart 2.3

#### Perceptions sur les rôles des femmes dans la société, par pays (% de réponses « un rôle plus important »)



allures messianiques, mais travaillé aussi par une expérience « douloureuse de la migration » et de la décolonisation sont ceux qui préfèrent transmettre en même temps dans des proportions importantes des valeurs de respect des cultures autres (71%) et de solidarité familiale (67%) tout en refusant massivement de transmettre la culture religieuse 6% dans les mêmes proportions que la France connue pour sa tradition anticléricale et agressivement laïque. L'Algérie offre une autre expression de l'importance d'une trajectoire historique d'un Etat/nation chatouilleux et d'une société qui après plus d'un siècle de colonisation française - qui a donné l'illusion d'une continuité territoriale et culturelle intra méditerranéenne - réinvente une identité arabo-islamique. Les répondants algériens sont de loin les premiers à souhaiter transmettre en priorité la culture et les valeurs de la religion (71%) et d'obéissance (51%) et à tenir en suspicion les valeurs d'indépendance (9%) et la curiosité (2%). Les répondants palestiniens qui nourrissent à priori une certaine admiration à l'histoire algérienne s'en rapprochent lorsqu'il s'agit de la valorisation de l'obéissance et des valeurs religieuses (44%), 17 points cependant au-dessous de la moyenne PSEM. Ils s'en éloignent sur beaucoup de plans pour se rapprocher de leurs voisins israéliens concernant l'importance qu'ils accordent aux valeurs d'indépendance (34%). Ils occupent la troisième place derrière Israël et la Finlande avec respectivement 47% et 41%. Et, surtout la valeur de curiosité où ils occupent la deuxième place Exe quo avec Israël avec 34% des répondants juste derrière l'Autriche (36%) avec 8 points de plus que la moyenne européenne et 26 points de plus que la moyenne des PSEM (Graphique 2.2).

#### Un espoir pour un rôle accru des femmes

Je ne peux pas conclure ce rapide survol sans avouer un sentiment de perplexité du fait de la fréquence des

paradoxes qui brouillent nos certitudes les plus arrêtées. C'est pourquoi je voudrai revenir sur l'évaluation par les sondés du rôle de la femme dans la société. Les réponses autorisent beaucoup d'espoir quant à la convergence de certaines valeurs en dépit du retard pris par les exégètes musulmans dans la production d'une lecture plus éclairée du statut de la femme. Les dynamiques sociales sont en train de forcer la main aux représentations, la réussite des filles dans le domaine scolaire est en train de fissurer l'idéologie patriarcale. Sur les trois domaines abordés : l'économie, la politique et la vie sociale et culturelle, seule l'idée d'un rôle politique plus important de la femme est confrontée à beaucoup de réticences. Les quatre dernières places sont occupées par des pays où la religion joue un rôle important dans la production de l'identité (Pologne, Israël Jordanie et Palestine) (Graphique 2.3).

Le consentement par les sondés des PSEM à un rôle éminent de la femme dans les domaines social et culturel, éducatif s'entend, correspond à une représentation traditionnelle de la division sexuelle du travail (65% pour les PSEM contre 47% pour les pays de l'UE), par contre quand les tunisiens se prononcent à 65%, les premiers de la liste pour une rôle accrue de la femme dans le domaine économique, que les algériens devancent les néerlandais (57% contre 55%) on est obligé de prendre au sérieux le souhait du gouvernement tunisien de changer les règles de l'héritage et de nourrir quelque espoir d'une remise en cause possible des schémas d'analyse sur la femme méditerranéenne léguée par Germaine Tillion.

**Mohamed TOZY** est professeur de sciences politiques à l'Université Hassan II de Casablanca, Maroc et Aix en Provence, France.



# Compréhension et engagement pour surmonter la polarisation

Nabil FAHMY et Emilia VALSTA

Examinant les manières de faire face à la radicalisation dans la région, Nabil Fahmy et Emilia Valsta commencent par évaluer les raisons complexes qui pourraient transformer la polarisation passive en radicalisation active. Se référant aux conclusions de l'enquête Anna Lindh/Ipsos, les auteurs soutiennent que des interventions sont nécessaires dans trois domaines : les médias, l'éducation et la jeunesse, chacun de ces domaines nécessitant des réformes qui permettent la pensée critique et créative, la récusation des idées fausses et la mise en place d'un environnement favorable aux jeunes.

Dans le climat socio-politique actuel, qui polarise de façon persistante le discours politique et qui divise les sociétés à travers le monde, il apparaît plus urgent que jamais de stimuler le dialogue et la compréhension de l'autre au sein des pays et entre les pays. La mondialisation unit le monde par des liens d'interdépendance de plus en plus complexes, transmettant rapidement l'information et exposant les individus et les communautés à des informations nouvelles, ce qui remet en cause les idées prévalant sur le monde.

Cette exposition peut par ailleurs vite devenir une source d'anxiété et être perçue comme un empiètement sur un mode de vie distinct, les cultures s'homogénéisant de plus en plus par-delà les frontières. L'assimilation culturelle peut être vue comme une menace pesant sur les valeurs et les normes existantes, précipitant une contre-révolution conservatrice visant à protéger les coutumes et les valeurs locales.

Le cercle vicieux de l'anxiété croissante vis-à-vis de l'autre et de ses valeurs a été imprégné et exacerbé par internet et les technologies de l'information qui diffusent l'information, que celle-ci soit fondée sur des faits ou non. Les sites d'information en ligne et les réseaux sociaux donnent la parole à toute personne ayant des intentions particulières, qu'elles soient néfastes ou non, et donnent aux agitateurs les plus outranciers les moyens de porter leurs discours. Trouver des sources d'information complètement impartiales dans la masse infinie d'actualités et d'articles peut ressembler à une gageure, voire s'avérer impossible sans un accompagnement. De surcroît, la polarisation des opinions peut exacerber la tendance humaine à chercher et à interpréter des informations conformément à nos croyances préexistantes sur le monde qui nous entoure.

Malgré la diversité accrue dans de nombreux de pays, bon nombre d'entre nous continuent de vivre dans des environnements homogènes : les citoyens de tendance progressiste s'entourent de personnes partageant les mêmes idées et interagissent rarement avec la population

rurale souvent plus conservatrice. Bien sûr, la ligne de démarcation idéologique n'est pas nette, mais bien plus complexe. L'écart idéologique qui se creuse donne lieu à des visions normatives différentes pour l'avenir. Il ne faut donc pas seulement intensifier les interactions entre différents pays et cultures, mais aussi stimuler le dialogue entre les groupes de population progressistes et conservateurs au sein même de chaque pays.

Heureusement, la polarisation idéologique n'aboutit pas nécessairement à la radicalisation ou à un extrémisme violent. Les raisons poussant à se radicaliser et à se tourner vers l'extrémisme violent sont complexes et varient d'un individu à l'autre. La mondialisation, la frustration, la pauvreté ou le sentiment de marginalisation n'expliquent pas, en soi, la radicalisation. Souvent, la radicalisation résulte d'une combinaison de traits individuels et de sentiments d'isolement et de frustration émanant de processus sociopolitiques plus vastes. Plus que dans la radicalisation individuelle, le danger réside dans le fait que ces individus commettant des actes violents commencent à caractériser des communautés entières. L'islamophobie s'est répandue rapidement en Occident, de nombreuses personnes associant terrorisme et extrémisme violent à l'ensemble de la communauté musulmane. De même, considérer chaque Européen comme un islamophobe intolérant ne fait qu'exacerber la polarisation, consolider les stéréotypes et permettre l'exploitation de ces stéréotypes à des fins politiques. Pour combattre les idées fausses et la tendance à cataloguer des groupes entiers sur la base d'actions individuelles, il faut non seulement une pensée critique plus poussée, mais aussi un dialogue constructif et une meilleure compréhension de l'autre par le biais de l'interaction.

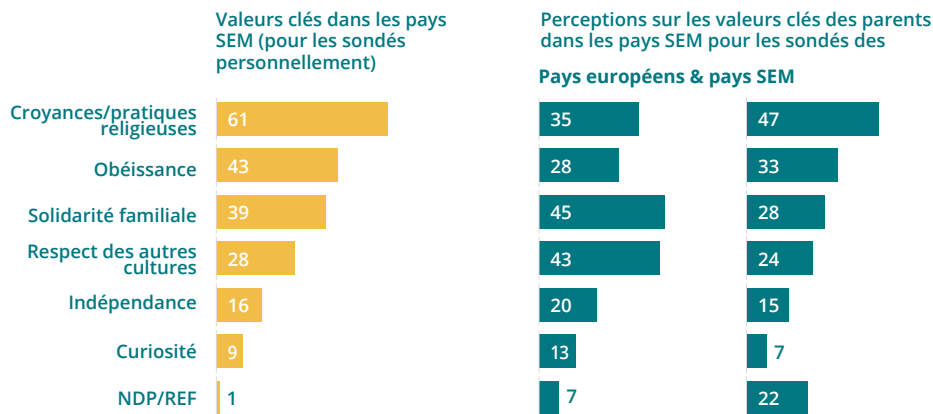
## Quelles sont les idées fausses qui persistent ?

L'enquête Anna Lindh/Ipsos apporte des indices quant à façon dont nous pouvons mener la lutte contre la



### Chart 3.1

#### Perceptions sur les valeurs clés pour les parents qui élèvent des enfants dans les pays SEM



**Question posée:** Dans l'éducation de leurs enfants, les parents de différents pays peuvent mettre l'accent sur différentes valeurs. Supposant que l'on se limite à six valeurs, laquelle des valeurs suivantes vous apparaît comme la plus importante dans l'éducation des enfants? Et la deuxième plus importante? Et selon vous, laquelle de ces six valeurs est la plus importante aux yeux des parents qui élèvent des enfants dans les pays des rives sud et est de la Méditerranée? Et la deuxième plus importante? **Base:** tous les sondés (%) par région (©Anna Lindh/Ipsos 2016).

polarisation socio-politique, quant à la nécessité de revenir à l'homogénéité, et quant aux idées fausses qui mènent parfois à la radicalisation individuelle, que celle-ci soit nationaliste ou fondamentaliste religieuse. Trois thèmes se dégagent de l'enquête et peuvent être considérés comme des domaines de coopération opportuns pour favoriser des interactions interculturelles plus constructives et arriver à une meilleure compréhension de l'autre des deux côtés de la Méditerranée : renforcer l'éducation aux médias, promouvoir la tolérance et la compréhension des différences culturelles dans les systèmes éducatifs, et soutenir les programmes et initiatives axés sur la jeunesse qui promeuvent le dialogue mené par les jeunes.

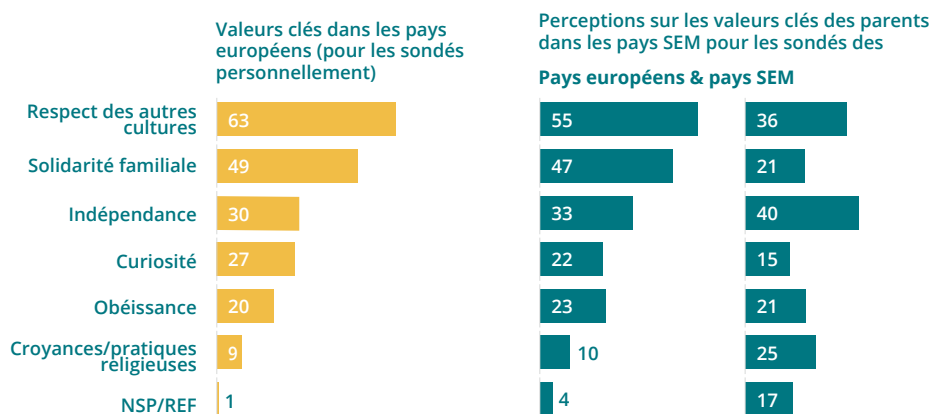
Comme le montrent les données de l'enquête, les idées fausses sur l'autre sont répandues des deux côtés de la Méditerranée. Les Européens pensent que pour les parents qui élèvent des enfants dans les pays SEM,

la solidarité familiale et le respect des autres cultures sont des valeurs plus importantes que les croyances et pratiques religieuses et l'obéissance. Pourtant, il apparaît que les sondés dans les pays SEM accordent plus d'importance aux croyances et pratiques religieuses et à l'obéissance qu'à la solidarité familiale et au respect des autres cultures dans l'éducation des enfants dans leurs pays respectifs. Les Européens pensent que la religion joue un rôle bien moindre qu'elle n'en joue dans la réalité (Graphique 3.1 et 3.2).

D'un autre côté, les résidents des pays SEM pensent que l'indépendance est une valeur importante dans l'éducation des enfants en Europe et que la valeur de solidarité familiale y est moins prégnante. Pourtant, une majorité d'Européens considèrent le respect des autres cultures et la solidarité familiale comme les deux valeurs les plus importantes, l'indépendance étant acceptée

### Chart 3.2

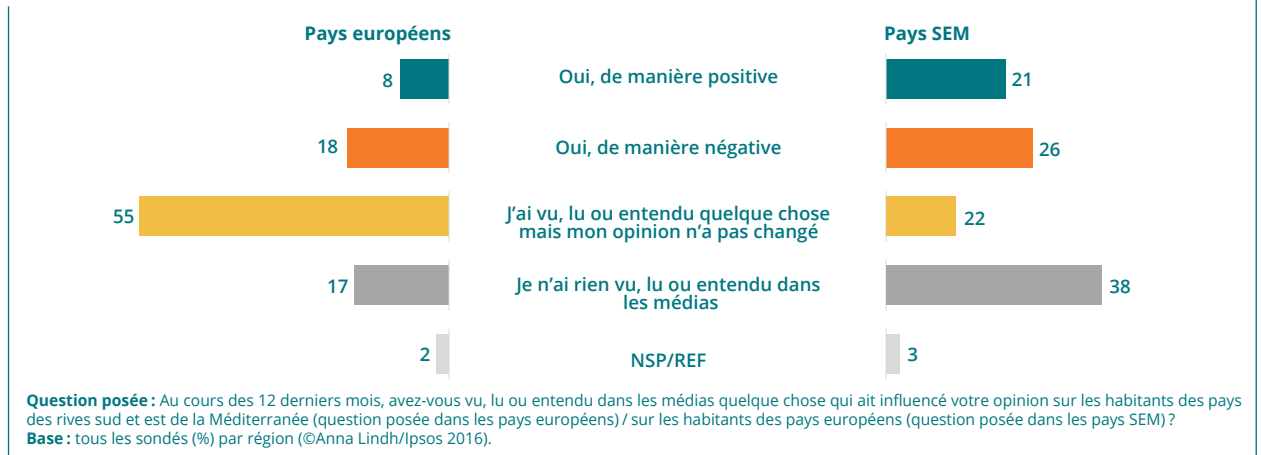
#### Perceptions sur les valeurs clés pour les parents qui élèvent des enfants en Europe



**Question posée:** Dans l'éducation de leurs enfants, les parents de différents pays peuvent mettre l'accent sur différentes valeurs. Supposant que l'on se limite à six valeurs, laquelle des valeurs suivantes vous apparaît comme la plus importante dans l'éducation des enfants? Et la deuxième plus importante? Et selon vous, laquelle de ces six valeurs est la plus importante aux yeux des parents qui élèvent des enfants en Europe? Et la deuxième plus importante? **Base:** tous les sondés (%) par région (©Anna Lindh/Ipsos 2016).

Chart 3.3

Le rôle des médias dans la formation des perceptions sur les personnes des pays SEM/européens



comme une valeur importante par 30 % seulement des personnes interrogées.

Le danger de se contenter d'exposer les Européens et les citoyens des pays SEM à des informations sur l'autre côté sans se soucier de leur compréhension est également reflété dans l'enquête Anna Lindh/Ipsos. Quand on leur demande si les médias ont modifié leurs opinions sur les personnes de l'autre région, 26 % des personnes interrogées répondent « oui, de façon négative » et 21 % répondent « oui, de façon positive ». Précisons que 38 % des personnes disent n'avoir rien vu, lu ou entendu sur l'autre région dans les médias. En Europe, 55 % des personnes interrogées sont nettement moins susceptibles de changer d'opinion sur l'autre groupe après avoir été exposés à des informations sur les pays SEM, contre 12 % dans les pays SEM (Graphique 3.3).

Cela pourrait refléter beaucoup de choses, notamment que l'éducation aux médias est plus ancrée dans les systèmes éducatifs européens et permet donc aux sondés de mieux analyser de façon critique les informations qu'ils consomment. Une autre explication pourrait être l'indépendance des médias en Europe et leur rôle de service à la société civile plutôt que de promotion du programme du gouvernement (même si actuellement des médias de la droite alternative et de la gauche alternative menacent l'objectivité des médias en publiant des articles basés sur des informations biaisées). Exposer le public, et en particulier les étudiants, à d'autres médias fiables hors Europe leur permettrait de voir le monde dans lequel nous vivons sous un autre prisme et les pousserait à envisager les problèmes selon différents points de vue.

### L'éducation et les médias pour remettre en question les discours dominants

Promouvoir l'éducation aux médias pour apprendre aux citoyens à détecter les informations biaisées et leur proposer des opinions qui remettent en question les discours dominants, tout en stimulant le dialogue sur le

mode de vie et les croyances existant de l'autre côté de la Méditerranée, pourrait non seulement constituer un moyen efficace d'empêcher les fausses informations d'avoir un impact sur les opinions qu'ont les citoyens de l'autre, mais pourrait aussi aider à remettre en cause le discours dominant souvent mis en avant par les médias. De plus, investir dans l'éducation aux médias stimulerait la pensée critique, qui est souvent lacunaire surtout dans les systèmes éducatifs des pays SEM.

Il faut pour cela que les pays SEM mettent en place une grande réforme de l'enseignement qui permette de mieux comprendre les nuances de la vie sociale et politique dans le monde complexe dans lequel nous vivons. Un article publié récemment dans le Jordan Times par les professeurs Allison Hodgkins et Ted Purinton, de l'université américaine du Caire, plaide pour un investissement dans l'enseignement des arts libéraux. Ils soutiennent qu'au lieu de promouvoir la pensée scientifique et de « donner des formules à appliquer quand des problèmes spécifiques se présentent, l'enseignement des arts libéraux encourage les étudiants à chercher les causes de ces problèmes et à concevoir des solutions créatives et indépendantes » (The Jordan Times, 2016). Par ailleurs, ils font remarquer qu'il existe une énorme surabondance de médecins, pharmaciens et ingénieurs au Moyen-Orient, mais une capacité limitée à absorber ces diplômés. La jeunesse possède un bon niveau d'éducation mais fait face à une saturation du marché de l'emploi, ce qui implique également la nécessité d'une réforme de l'enseignement et d'une restructuration économique plus profonde.

En lien avec la question de l'éducation aux médias abordée ci-dessus, les résultats de l'enquête font apparaître, peut-être de façon surprenante, que la télévision reste le média jugé le plus fiable en termes d'informations interculturelles, et ce tant pour les Européens que pour les citoyens des pays SEM : 45 % et 58 % des sondés dans ces régions respectives classent la télévision comme média numéro un pour la consommation d'actualités.

Les réseaux sociaux sont davantage perçus comme une source fiable dans les pays SEM : 27 % des personnes leur accordent leur confiance dans cette région, contre 18 % en Europe. La confiance en la presse est nettement plus réduite dans les pays SEM (15 %) que dans les pays européens (40 %). D'autres recherches doivent être menées sur les types d'émissions de télévision, sur l'exactitude des informations qu'elles transmettent et sur la qualité des actualités que les citoyens consomment dans les deux régions afin de comprendre comment la télévision affecte les perceptions des personnes.

Contrairement aux idées fausses qui peuvent exister, l'interaction entre citoyens des deux régions semble, en moyenne, donner lieu à un changement d'opinion positif sur l'autre, ce qui suggère que l'intensification des interactions constructives est bel et bien la voie à suivre. Certainement en raison des opportunités de voyager plus nombreuses et de l'immigration provenant de pays SEM, les Européens sont davantage susceptibles d'avoir interagi avec un citoyen d'un pays SEM au cours des douze derniers mois (53 %) que les sondés des pays SEM (35 %). Si 65 % des sondés dans les pays SEM n'ont ni rencontré ni parlé à un citoyen européen, 17 % de ceux qui ont interagi avec un Européen affirment que cette rencontre a modifié leur opinion sur les Européens de façon positive, et 12 % reconnaissent que leur opinion n'a pas changé. À peine 2 % des personnes interrogées dans les deux régions font savoir que leur opinion a été influencée négativement par une rencontre avec une personne de l'autre région.

La promotion des échanges interculturels et l'exposition des citoyens d'Europe et des pays SEM aux opinions et aux valeurs de l'autre région doivent toutefois se faire avec prudence. Les opinions divergentes sur des questions comme celle du rôle des femmes dans la société, ou sur la perception de la diversité et de la stabilité sociale, parmi d'autres variables examinées, peuvent donner lieu à des mésententes.

### Soutenir le dialogue et la construction d'identité

En matière de perceptions sur la radicalisation, 81 % des Européens et 85 % des citoyens des pays SEM considèrent les programmes et initiatives axés sur l'éducation et la jeunesse qui favorisent le dialogue mené par les jeunes comme un moyen efficace de lutter contre la radicalisation. 85 % des sondés dans les pays SEM pensent également qu'un mécanisme important serait le soutien de la participation à la vie publique. Les programmes d'échange (81 %), les initiatives culturelles et artistiques (82 %), le dialogue interreligieux (76 %) et la formation des médias à la couverture interculturelle (80 %) sont également considérés comme des moyens efficaces d'endiguer la radicalisation par les sondés des pays SEM.

Bon nombre de moyens perçus pour réduire la tentation de l'extrémisme nécessitent des réformes nationales et

un changement de paradigme politique. Le plaidoyer pour une réforme de l'enseignement permettant une meilleure participation à la sphère publique et assurant des opportunités d'emploi doit être mené au niveau macro. Ce que des fondations comme la Fondation Anna Lindh peuvent faire est de promouvoir l'éducation aux médias et d'investir dans le dialogue mené par les jeunes des deux côtés de la Méditerranée.

Il est toujours possible que la rencontre et le dialogue exacerbent les différences perçues plutôt que de favoriser la compréhension et l'acceptation. Le dialogue n'aboutit pas à la compréhension par magie, il doit s'accompagner d'efforts rigoureux pour construire des identités sociales et politiques exclusives et rigides des deux côtés de la Méditerranée. L'on peut également se demander si les rencontres interculturelles ne devraient pas initialement être encouragées au sein de certains groupes de la société, comme les étudiants universitaires, les personnes ayant une conscience politique, voire même les jeunes enfants.

Avant de tirer de grandes conclusions, il est important de ne pas trop généraliser. Les perceptions peuvent différer entre les populations urbaines et rurales (ces dernières ayant tendance à être plus conservatrices dans les deux régions). Par ailleurs, les réponses nationales peuvent différer grandement au sein des pays SEM sondés, ces pays présentant souvent des différences subtiles dans leurs visions du monde, en raison notamment de leurs contextes socio-politiques et économiques respectifs, de leurs structures de classes et de leurs différents niveaux d'inégalité. Par exemple, les réponses données par les Palestiniens et les Tunisiens se situent souvent aux côtés opposés du spectre. Le conflit israélo-palestinien a très certainement une influence sur de nombreuses réponses palestiniennes et israéliennes d'une façon que ne connaissent pas les autres nationalités. Les résultats auraient pu être différents si l'Égypte ou la Libye avaient été inclus. Nous assistons à un changement dans de nombreux systèmes politiques, qui nous force à prendre en considération la manière dont les évolutions socio-politiques plus vastes affecteront les réponses dans le futur. Néanmoins, malgré les problèmes inhérents à la réalisation d'un sondage, ils ne doivent pas dissuader les organisations et les fondations telles que la Fondation Anna Lindh de réaliser des sondages et des Rapports rigoureux. Ceux-ci sont essentiels non seulement à notre compréhension des grandes évolutions sociales en cours, mais également à notre capacité à élaborer constamment des politiques meilleures et plus efficaces.

**Nabil FAHMY** a été ministre égyptien des Affaires étrangères de juillet 2013 à juin 2014, doyen fondateur et professeur de pratique à la School of Global Affairs and Public Policy (GAPP) de l'université américaine du Caire (AUC).

**Emilia VALSTA** est assistante de recherche de l'ancien ministre égyptien des Affaires étrangères Nabil Fahmy et stagiaire ONU Femmes.

# Lutter contre la radicalisation par le dialogue

Alpaslan ÖZERDEM

Reconnaissant les pressions que la radicalisation fait peser sur les sociétés multiculturelles et l'utilité de mettre en place des stratégies anti-radicalisation, Alpaslan Özerdem analyse les perceptions quant à l'efficacité des mesures de dialogue face à ces menaces. L'auteur conclut que même s'il existe un consensus sur l'efficacité des mesures suggérées par l'enquête, il est nécessaire d'adapter ces mesures aux réalités, aux conditions de vie et aux perceptions particulières des communautés directement affectées par la radicalisation.

La cohabitation dans des contextes multiculturels représente un défi majeur auquel sont confrontées de nombreuses sociétés à travers le monde. Les treize pays repris dans l'enquête Anna Lindh/Ipsos ne font pas exception à la règle. Dans de tels environnements, les relations de confiance horizontales entre les communautés et les relations de confiance verticales entre ces communautés et l'État sont souvent assez fragiles, et peuvent facilement être détériorées par des menaces et des actes de radicalisation, d'extrémisme et de terrorisme. Aussi la radicalisation et la participation des jeunes à des mouvances extrémistes violentes constituent-elles une préoccupation non pas uniquement pour les politiciens, les décideurs politiques et les appareils de sécurité, mais bien pour tous les segments de la société. La radicalisation fait peser une menace grave et directe sur le bien-être des citoyens, la confiance au sein de la société et la cohésion de la communauté.

Pour combattre le problème de la radicalisation, un certain nombre d'approches et d'outils fondés sur le dialogue, l'échange, l'éducation et la formation ont été mis au point et appliqués par les décideurs politiques et les praticiens, avec des degrés de succès variables en termes de réponses à court et à long terme. Dans cette optique, les résultats de l'enquête Anna Lindh/Ipsos nous apportent une excellente compréhension de la façon dont ces programmes sont perçus par les citoyens ordinaires dans les environnements multiculturels. Leur vision et leur perception sont importantes dans la mesure où, en bout de course, le succès des programmes dépend de l'appropriation de ces mesures par les membres de la communauté. Sans cette appropriation, ces interventions resteront des initiatives externes et descendantes ayant peu d'impact réel sur le terrain.

Pour l'enquête Anna Lindh/Ipsos, sept mesures de dialogue visant à prévenir et gérer les conflits et la radicalisation ont été présentées aux sondés, qui ont dû indiquer pour chaque mesure s'ils pensaient que

cette mesure serait efficace ou non. Les sept mesures suivantes leur ont été soumises : (1) Les programmes axés sur l'éducation et la jeunesse pour favoriser les initiatives de dialogue menées par les jeunes ; (2) Le soutien de la participation des jeunes à la vie publique ; (3) Les programmes d'échange entre personnes de différentes régions de la Méditerranée ; (4) Les initiatives culturelles et artistiques ; (5) Le dialogue interreligieux ; (6) Les formations à la gestion de la diversité et à la prévention de la radicalisation ; (7) La formation des médias à la couverture interculturelle.

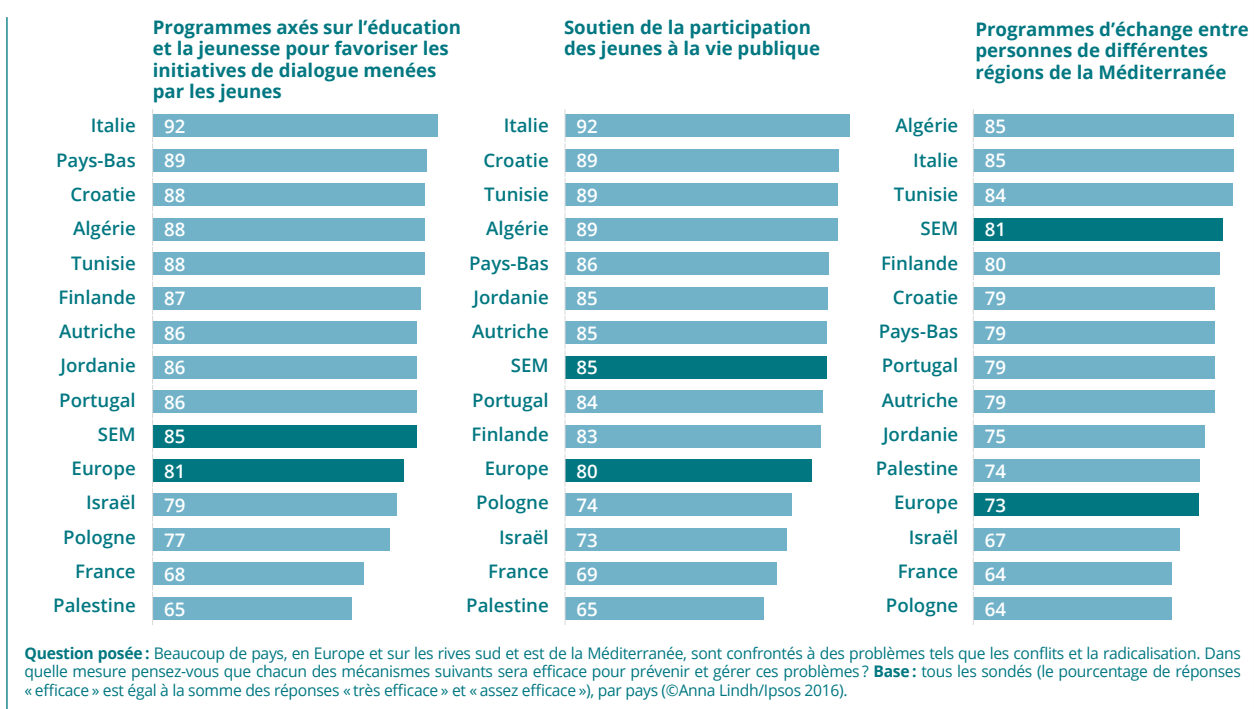
## Mesures visant à prévenir et gérer les conflits et la radicalisation

La première observation pouvant être faite sur l'enquête est que les pays SEM semblent afficher un niveau supérieur de croyance en la valeur et en l'usage des différentes mesures reprises dans l'enquête (comme le montre le pourcentage supérieur de réponses « très efficace »). D'un autre côté, si l'on additionne les réponses « très efficace » et assez efficace », les deux régions affichent un niveau plus similaire de croyance en la valeur et en l'usage des différentes mesures destinées à prévenir et gérer les conflits et la radicalisation. La première observation pourrait être une conséquence du niveau supérieur d'exposition à la radicalisation dans les pays SEM que dans les pays d'Europe sondés dans cette enquête, mais de manière générale, et en accord avec la seconde observation, on peut conclure que le type de mesures proposé dans l'enquête est évalué positivement par les sondés des deux régions.

Il y a dans les pays SEM un souhait clair de soutenir les jeunes dans la vie publique et d'élaborer des programmes spécifiques axés sur l'éducation et la jeunesse qui favorisent les initiatives de dialogue mené par les jeunes. Ces deux mesures sont celles qui reçoivent le plus de réponses « très efficace » dans les pays SEM (64 % et 63 % respectivement), pays où le pourcentage

### Chart 4.1

#### Efficacité du dialogue : actions centrées sur les jeunes et programmes d'échange



de jeunes dans la population est important (explosion démographique des jeunes) et où la radicalisation est plus préoccupante que dans les pays européens. Néanmoins, dans les pays européens, les deux mesures centrées sur les jeunes arrivent en tête (44 % de réponses « très efficace » pour les programmes axés sur l'éducation et la jeunesse et 41 % pour le soutien de la participation des jeunes). On peut dès lors conclure que les sondés des deux régions souhaiteraient que la jeunesse soit le groupe cible principal des mesures de prévention et de gestion des conflits et de la radicalisation.

Certains résultats peuvent également constituer un indicateur des besoins spécifiques existant dans chaque région, par exemple des différences au niveau du besoin de médias indépendants/objectifs. Dans les pays européens, la formation des médias à la couverture interculturelle est la mesure la moins bien classée de l'enquête (30 % de réponses « très efficace »), alors que dans les pays SEM, 54 % des personnes interrogées estiment qu'il s'agirait d'une mesure très efficace. Il importe également de noter que la confiance dans les programmes de dialogue interreligieux semble être moindre en Europe, où 30 % des sondés pensent que cette mesure ne serait « pas efficace » ou « pas du tout efficace », contre seulement 21 % dans les pays SEM. Si cet écart ne semble pas très accusé, il peut néanmoins constituer un indicateur intéressant à analyser de façon plus approfondie à la lumière d'autres résultats de l'enquête concernant l'environnement général du dialogue interculturel en Europe.

#### Variation entre les pays

Si l'on passe des conclusions plus générales de l'enquête aux perceptions quant à l'efficacité des mesures de prévention et de gestion des conflits et de la radicalisation dans un contexte national, l'enquête Anna Lindh/Ipsos apporte également des résultats intéressants. Dans les paragraphes suivants, l'analyse porte sur la somme des réponses « très efficace » et « assez efficace ». Pour ce qui est des mesures (1) programmes axés sur l'éducation et la jeunesse pour favoriser les initiatives de dialogue menées par les jeunes, (2) soutien de la participation des jeunes à la vie publique, et (3) programmes d'échange entre personnes de différents endroits de la Méditerranée, il ne semble pas y avoir de tendance clairement positive ou négative ni dans les pays SEM ni dans les pays européens : les trois mesures recueillent des évaluations tant positives que négatives dans les pays des deux régions.

L'Algérie et la Tunisie, dans les pays SEM, et l'Italie et la Croatie en Europe, semblent être les plus enthousiastes à propos des actions centrées sur la jeunesse et des programmes d'échange. Par ailleurs, il importe de noter qu'Israël et la Palestine présentent un score plus faible que les autres pays SEM, et que la Pologne et la France se situent sous la moyenne européenne (Graphique 4.1). Les récents attentats terroristes perpétrés en France pourraient être une raison de ce score, mais une analyse similaire ne peut pas être faite pour la Pologne. Enfin, la conclusion générale pour ces trois types de programmes est que les scores les plus faibles qu'ils recueillent se situent aux alentours de 65 %, ce qui constitue un



indicateur positif sur la façon dont ces programmes sont perçus par les citoyens ordinaires dans tous les pays repris dans l'enquête.

As it was the case for the previous three types of programmes, Poland and France score lower than other European countries on the four remaining measures, while Tunisia, Algeria, Italy and Croatia continue to have the highest ratings. Respondents in Israel consider cultural and artistic initiatives more beneficial than respondents in Palestine, but both countries scored the same for inter-religious dialogue. It is also interesting to note that the Netherlands, which is traditionally known for its openness to different cultures, scores only just under or above the European average for most of the programmes concerned. Finland seems to score differently on the types of programmes with a high level of enthusiasm for diversity management training (79%) and inter-religious dialogue (78%), while the rating of cultural and artistic initiatives was much lower (61%).

### Soutien aux mesures de dialogue dans toutes les couches de la société

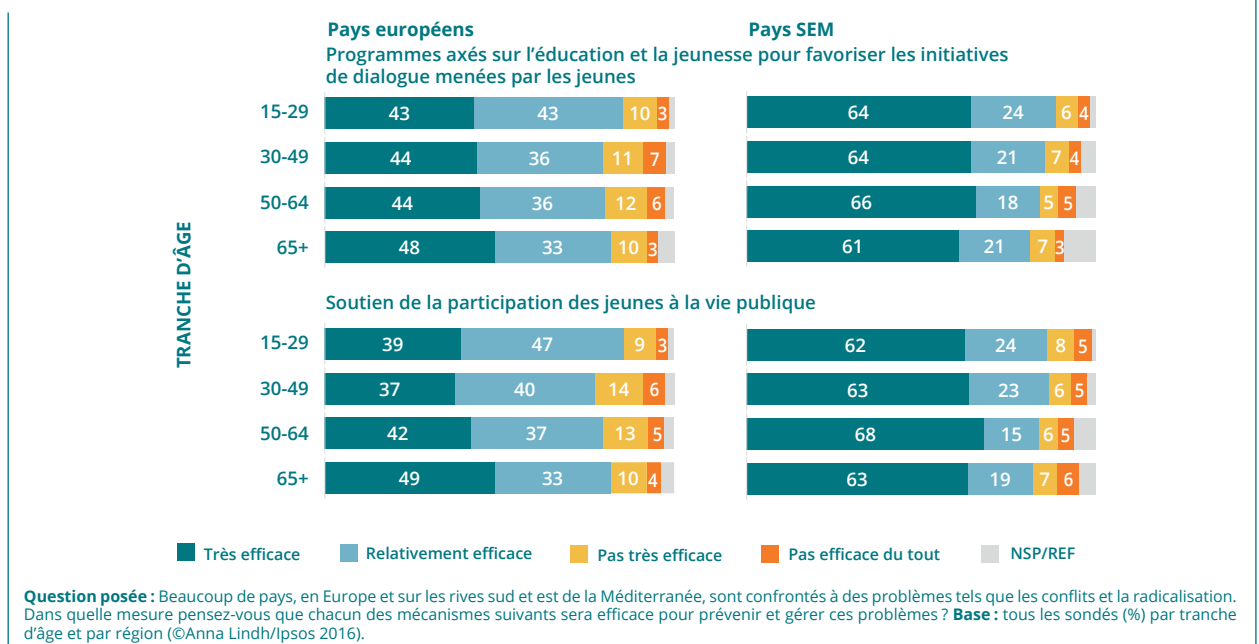
Si l'on considère la somme des réponses « très efficace » et « assez efficace » en tenant compte du facteur âge, on peut conclure qu'il n'y a pas de grande différence entre les tranches d'âge dans les pays européens et les pays SEM pour toutes les mesures de dialogue, pas même pour celles centrées sur les jeunes (programmes axés sur l'éducation et la jeunesse pour favoriser les initiatives de dialogue mené par les jeunes, et soutien à la participation des jeunes à la vie publique). Pour ces deux mesures, en Europe, plus les sondés sont âgés, plus ils ont tendance

à penser que ces mesures seraient « très efficaces », tandis que dans les pays SEM le niveau de croyance en la valeur et l'usage des mesures est plus uniforme selon les tranches d'âge (Graphique 4.2).

Si le facteur âge ne semble pas jouer un rôle, le niveau d'intérêt de la personne pour les actualités et les informations concernant l'autre région a une influence. Si les sondés des pays SEM donnent un score plus élevé aux mesures à tous les niveaux d'intérêt, les marges sont bien plus réduites dans le groupe de pays au niveau d'intérêt élevé et bien plus importantes dans le groupe de pays au niveau d'intérêt réduit. Par exemple, chez les sondés européens ayant un intérêt élevé pour l'actualité et les informations provenant des pays SEM, 48 % pensent que les programmes de formation des médias sont « très efficaces », tandis que chez les sondés SEM ayant un intérêt élevé pour l'actualité et les informations provenant des pays européens, ce pourcentage est de 57 %, soit un écart de 9 points. Dans le groupe ayant un intérêt réduit, toutefois, les sondés des pays SEM sont plus de deux fois plus susceptibles que ceux des pays européens de penser que les programmes de formation des médias sont « très efficaces » (54 % contre 21 % respectivement). En Europe, le niveau d'intérêt d'une personne a une influence importante sur sa croyance en la valeur et l'usage des différentes mesures, tandis que dans les pays SEM les scores sont très similaires quel que soit le niveau d'intérêt de la personne pour les actualités et les informations en provenance des pays européens.

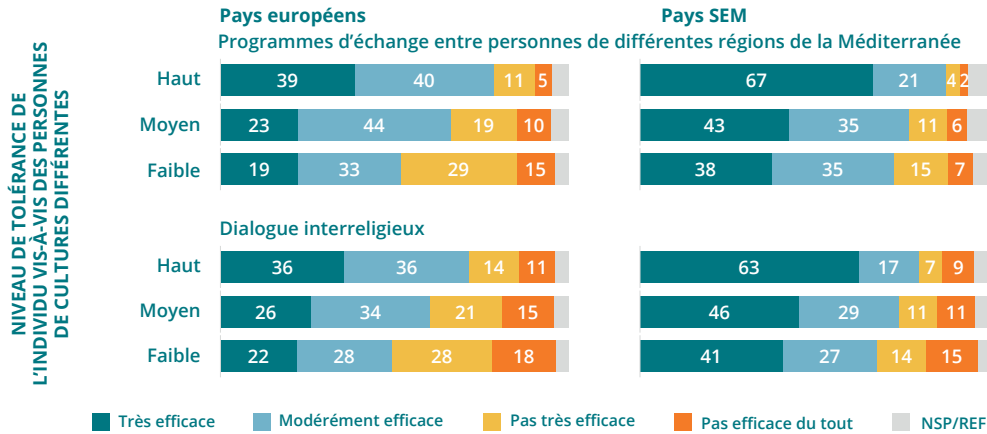
Pour ce qui est du niveau de tolérance des individus envers les personnes d'horizons culturels différents (pour évaluer le niveau de tolérance des sondés, une mesure

**Chart 4.2**  
Efficacité du dialogue : résultats par tranche d'âge



### Chart 4.3

#### Efficacité du dialogue : résultats selon le niveau de tolérance des individus



**Question posée :** Beaucoup de pays, en Europe et sur les rives sud et est de la Méditerranée, sont confrontés à des problèmes tels que les conflits et la radicalisation. Dans quelle mesure pensez-vous que chacun des mécanismes suivants sera efficace pour prévenir et gérer ces problèmes ? **Base :** tous les sondés (%), par niveau individuel de tolérance et par région (©Anna Lindh/Ipsos 2016).

a été créée en combinant les réponses qu'ils donnent quand on leur demande s'ils seraient dérangés d'avoir une personne de culture différente comme collègue de travail ou comme voisin, s'ils seraient dérangés que leurs enfants aillent à l'école avec des enfants de cultures différentes ou qu'un parent proche épouse une personne de culture différente), les sondés des pays SEM ayant un niveau de tolérance élevé croient bien plus en l'efficacité des différentes mesures de dialogue que les sondés des pays européens ayant un niveau de tolérance similaire. Par exemple, dans les pays SEM, ce groupe enregistre un score de 67 % pour les programmes d'échange et de 63 % pour les initiatives de dialogue culturel, contre 39 % et 36 % respectivement dans les pays européens. Même pour les sondés ayant un faible niveau de tolérance, les scores sont plus élevés dans les pays SEM que dans les pays européens. Il est à noter que pour les personnes ayant un niveau de tolérance moyen ou faible dans les pays SEM, la croyance en l'efficacité de ces programmes est tout de même importante (38 % de réponses « très efficace » pour les programmes d'échange et 41 % pour le dialogue interreligieux). En contraste, dans les pays européens, entre 33 % et 47 % des sondés ayant un niveau de tolérance « faible » jugent les différentes mesures « pas très efficaces » ou « pas du tout efficaces » en termes de prévention et de gestion des conflits et de la radicalisation (Graphique 4.3).

#### Nécessité de créer des initiatives sur mesure

Pour conclure, les perceptions des sondés quant à l'efficacité de divers programmes anti-radicalisation sont positives dans les deux régions, mais les sondés des pays SEM sont tendance à être plus positifs quant à leur utilité pour gérer les conflits et la radicalisation. Des conclusions importantes peuvent également être tirées de l'enquête Anna Lindh/Ipsos pour ce qui est du type

de mesures à mettre en place. Dans les deux régions, les deux mesures centrées sur les jeunes sont les mieux classées. À l'inverse, les mesures les moins bien classées sont, dans les pays européens, la formation des médias à la couverture interculturelle, et dans les pays SEM la gestion de la diversité et la prévention de la radicalisation.

Il importe toutefois aussi de noter les variations entre pays au sein de chaque région, variations qui rendent compliqué de tirer des conclusions générales au niveau régional global. Par exemple, les sondés finlandais ont tendance à être positifs envers la plupart des mesures, mais attribuent un score bien plus faible aux initiatives culturelles et artistiques. Ces dernières mesures recueillent un score élevé auprès des Jordaniens, qui en revanche croient moins en la valeur des programmes d'échange. De surcroît, il existe également au sein des communautés des différences qui doivent être prises en considération. Bien que les perceptions quant à l'efficacité des mesures anti-radicalisation soient positives dans la plupart des groupes de la société, dans les pays européens, dans le groupe ayant un faible niveau de tolérance envers les personnes d'origines culturelles différentes, entre un tiers et la moitié des sondés ne croient pas en l'efficacité des mesures pour prévenir et gérer les conflits et la radicalisation. L'enquête Anna Lindh/Ipsos suggère qu'il est tout à fait utile de mettre en place le type de mesures anti-radicalisation identifié dans l'enquête, mais tant dans les pays européens que dans les pays SEM, ces mesures devront être adaptées sur mesure aux réalités, aux conditions de vie et aux perceptions particulières des communautés directement affectées par la radicalisation.

**Alpsalan ÖZERDEM** est professeur de consolidation de la paix et codirecteur du Centre for Trust, Peace and Social Relations de l'université de Coventry, Royaume-Uni.

# La ville du XXI<sup>e</sup> siècle sera interculturelle ou ne sera pas\*

Aliki MOSCHIS-GAUGUET

Les villes euro-méditerranéennes ont toujours été des lieux d'interaction interculturelle. Aliki Moschis-Gauguet soutient que le flux sortant de migrants et l'exposition à la diversité culturelle et religieuse dans la région, peuvent être vus – pour autant qu'ils soient gérés de façon adéquate – comme un avantage compétitif. L'auteur affirme que les échanges entre villes faisant face à des défis communs doivent être encouragés et que le lien doit être établi dans plusieurs domaines cruciaux pour le développement social, notamment l'enseignement, l'art et la création, la société civile et la gestion des populations migrantes et des réfugiés.

Dans la région euro-méditerranéenne, les interactions interculturelles se sont toujours produites principalement au niveau local. Les villes ont toujours été des lieux de rencontre pour les citoyens de divers horizons culturels, en particulier le long des côtes de la Méditerranée. La mondialisation et l'accroissement des déplacements humains dans la région ont accéléré ce processus. Dans une zone euro-méditerranéenne de plus en plus urbanisée, les villes offrent des opportunités de dialogue interculturel, mais renferment également des difficultés et des risques.

Rien qu'en 2015, plus d'un million de migrants et de réfugiés sont passés en Europe, déclenchant une crise due aux difficultés des pays à gérer un afflux sans précédent de personnes de multiples horizons ethniques, culturels, linguistiques et religieux en quête d'un avenir meilleur. Le conflit en Syrie reste de loin la source de migration la plus importante, créant notamment une division dans l'UE quant à la meilleure manière de gérer la réinstallation des personnes. L'Europe n'était absolument pas préparée à affronter

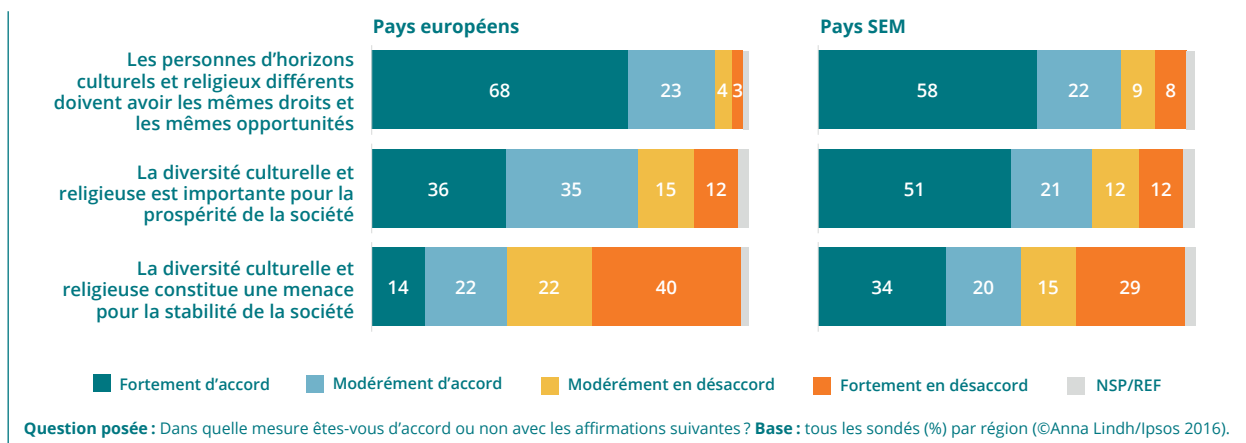
une situation de cette ampleur, qui fait porter un fardeau disproportionné aux pays d'entrée – la Grèce, l'Espagne, l'Italie –, déjà touchés durement par leurs crises économiques nationales. Ce cocktail explosif de récession économique et d'afflux de réfugiés alimente la xénophobie et le racisme et provoque la montée du nationalisme et des partis extrêmes.

Dans cet environnement particulièrement délicat, la Fondation Anna Lindh (FAL), en tant que principale institution de l'espace euro-méditerranéen pour la promotion du dialogue interculturel et de la compréhension entre les cultures, a un rôle majeur à jouer en vue d'accélérer et d'intensifier les actions en soutien aux villes interculturelles.

## Les villes en tant que laboratoires de fécondation interculturelle

D'après les conclusions de l'enquête Anna Lindh/Ipsos sur les tendances interculturelles, une grande majorité de citoyens en Europe et dans les pays du Sud et de

**Chart 5.1**  
Perceptions sur la diversité religieuse et culturelle





l'Est de la Méditerranée (SEM) considèrent la diversité culturelle et religieuse comme un atout important pour leur société, et pour autant qu'elle soit gérée de façon adéquate, comme une source de prospérité et un avantage compétitif : 71 % des sondés en Europe et 72 % des sondés dans les pays SEM estiment que la diversité culturelle et religieuse est importante pour la prospérité de la société.

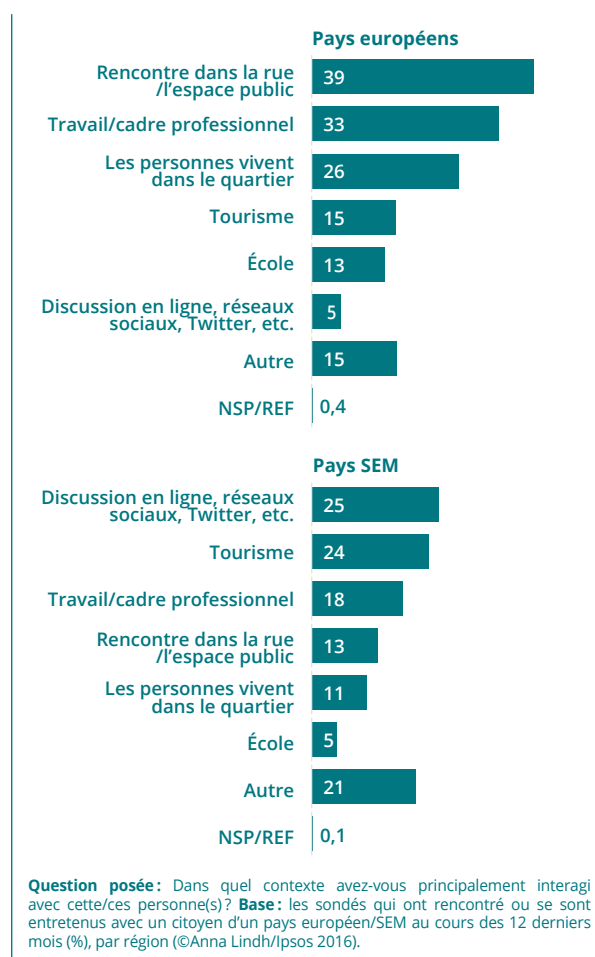
Dans le même temps, ils reconnaissent que la diversité, si elle n'est pas gérée, peut constituer une menace à la stabilité et à la cohésion sociale de la communauté. Une société polarisée par le racisme et la xénophobie paralyse ses forces vitales, étouffe son potentiel et son dynamisme et nuit à ses performances économiques et culturelles.

Reconnaissant les vertus de la diversité, une grande majorité de citoyens des deux côtés de la Méditerranée souhaitent l'égalité des chances et des droits pour les personnes d'autres horizons culturels et religieux (91 % des sondés en Europe et 81 % des sondés dans les pays SEM) (Graphique 5.1). Il faut pour cela que tous les acteurs concernés (autorités municipales, établissements d'enseignement, secteur privé et société civile) assurent à tous l'égalité d'accès aux biens et aux services et multiplient les opportunités d'interaction entre les différents groupes de la population.

Les villes sont traditionnellement des laboratoires idéaux pour la fécondation interculturelle. Comme le montrent les réponses à l'enquête, en Europe, les personnes d'horizons sociaux et religieux différents interagissent principalement dans l'espace public, dans leur quartier, au travail (39 % des sondés européens ont rencontré des citoyens de pays SEM dans la rue ou dans l'espace public, 33 % au travail et 26 % dans des quartiers résidentiels), tandis que dans les pays SEM l'internet est l'une des méthodes d'interaction interculturelle les plus fréquemment citées (25 % des sondés) (Graphique 5.2). D'un autre côté, l'enquête souligne aussi l'importance qu'une grande majorité de personnes accordent à l'art et la créativité, en tant que langage universel capable de transcender toutes les barrières culturelles, religieuses et linguistiques. En effet l'art et la culture procurent les graines d'une véritable compréhension de l'autre, condition préalable à toute coexistence pacifique (82 % des sondés européens et des pays SEM pensent que l'organisation d'événements multiculturels constitue un moyen efficace pour aider les personnes à mieux vivre dans un environnement multiculturel).

Les résultats de l'enquête relatifs à l'espace public comme lieu privilégié des rencontres interculturelles, et de l'art comme outil majeur du dialogue interculturel, permettent de conclure qu'en associant ces deux éléments – espace public et art –, les municipalités disposent d'un excellent outil pour construire des

**Chart 5.2** Rencontres interculturelles, méthode d'interaction



ponts entre les différents groupes sociaux, culturels et ethniques. Aussi sont-elles encouragées à créer des espaces publics qui soient ouverts et attrayants pour tous les citoyens, y compris ceux de cultures différentes, et à faciliter les interactions et les projets communs. Les collectivités sont invitées à utiliser la culture comme un moyen efficace pour sensibiliser et susciter l'intérêt des publics larges pour d'autres communautés dans la région et pour proposer des exemples concrets de dialogue par le biais d'expressions artistiques. Ces exemples peuvent être, entre autres : inviter des écoles et des associations de différents horizons à « adopter » un parc public ; inviter des artistes issus de minorités à se produire dans un site historique et à décorer une place publique avec des œuvres d'art conjointes ; créer un mois de la diversité lors duquel toutes les communautés présentent leur culture et leurs traditions et interagissent. En somme, il est important de reconnaître le rôle de la communauté artistique dans le renforcement et l'élargissement du sentiment d'appartenance à une région commune comme essentiel.

Ces mesures, dont certaines figurent également dans le programme Cités Interculturelles (ICC) du Conseil de

l'Europe et de la Commission Européenne, ne sont qu'un petit échantillon d'un éventail d'actions que peuvent adopter les autorités locales et régionales souhaitant nouer des liens entre leurs divers groupes de population et les transformer en des sociétés soudées capables de faire face à de multiples défis et obstacles.

À la lumière des conclusions de l'enquête au sujet de l'importance d'un environnement urbain dans l'interaction interculturelle, la FAL doit intensifier son action en faveur des villes interculturelles à différents niveaux. La Fondation se doit d'encourager le rapprochement des villes interculturelles confrontées à des défis communs et d'initier des rencontres et des échanges dans tous les secteurs d'activité des villes concernées. Le travail en réseau entre les villes interculturelles de la région, favorise le renforcement des compétences et la transmission de savoir-faire entre les organismes locaux et régionaux des différents pays de la Méditerranée. La FAL est également invitée à travailler en étroite collaboration avec toutes les organisations et les réseaux internationaux et régionaux actifs dans le domaine des villes interculturelles. Enfin, par la création du prix prestigieux de la Capitale Euro-méditerranéenne du Dialogue, la Fondation Anna Lindh, mettra en lumière le travail des villes activement engagées dans la promotion du dialogue et de la coexistence pacifique et incitera d'autres à s'en inspirer.

### L'éducation, la société civile, la créativité et la gestion de la diversité sont la clé

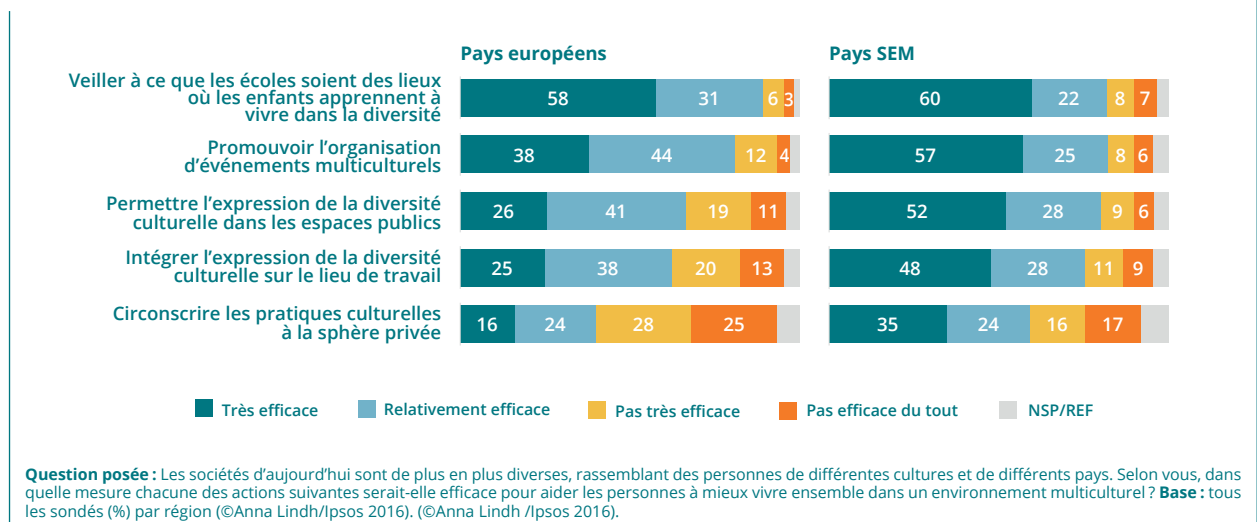
Un lien doit être établi entre les villes interculturelles dans plusieurs domaines cruciaux pour le développement social, notamment l'éducation, l'art et la création, la société civile et la gestion des populations migrantes et des réfugiés.

L'éducation à tous les niveaux occupe une position privilégiée permettant de « cultiver » la compréhension interculturelle, la solidarité et le respect de l'autre. Comme le montrent les résultats de l'enquête, il existe dans les écoles un haut degré de tolérance envers les enfants d'horizons culturels et religieux différents, et ce tant dans les pays européens que dans les pays SEM. L'enquête souligne également que le respect de la diversité est efficace surtout s'il est enseigné dans les écoles dès le plus jeune âge et que les jeunes apparaissent les plus désireux d'établir des contacts et de communiquer par-delà les frontières. Compte tenu de ces considérations, il est hautement recommandé d'encourager l'extension du programme Erasmus à la région euro-méditerranéenne pour soutenir les échanges d'étudiants. Il est également important d'encourager les jumelages entre écoles et les projets éducatifs communs liés aux perceptions mutuelles, à l'histoire partagée, à la mémoire collective, à la compréhension de base des autres religions des deux rives de la Méditerranée.

Pour la société civile, il est recommandé de lancer un programme Erasmus Social reprenant l'expérience positive du programme Erasmus pour la société civile et facilitant les échanges entre tous acteurs de la société civile, les stages et le travail bénévole (pour 73 % des sondés européens et 81 % des sondés des pays SEM, les programmes d'échange entre personnes de différentes régions de la Méditerranée peuvent constituer un moyen efficace de lutter contre les conflits et la radicalisation dans la région). Il est également important de donner accès à des opportunités interculturelles aux personnes qui ne sont pas habituellement exposées à ce type de contacts, notamment dans les zones rurales.

Dans le domaine de l'art et de la créativité, il est essentiel de chercher à accroître la mobilité artistique autant pour

**Chart 5.3** Actions pouvant aider les citoyens à mieux vivre ensemble dans les environnements multiculturels



les créateurs que pour les œuvres d'art conduisant ainsi à l'augmentation de la diversité dans l'offre culturelle des villes. Tout en élargissant l'accès et la participation aux projets interculturels, la coopération transnationale favorise également la transmission du savoir faire et le renforcement des compétences dans la gestion culturelle des villes. Enfin, l'art et la création peuvent devenir des outils majeurs facilitant l'intégration et l'acceptation de la différence et aidant à surmonter les traumatismes liés à la guerre pour les réfugiés et les immigrés (pour 77 % des Européens et 81 % des citoyens des pays SEM, permettre l'expression culturelle de la diversité dans les espaces publics peut contribuer à une meilleure qualité de vie dans les sociétés multiculturelles) (Graphique 5.3).

Sur le thème de la migration, compte tenu du nombre de personnes ayant confirmé entretenir des liens avec d'autres pays de la région dans l'ensemble des questions de l'enquête, il est évident que la dimension humaine doit être au centre des relations euro-méditerranéennes (28 % des sondés européens ont des parents ou des amis dans les pays SEM, tandis que 72 % des sondés des pays SEM ont des parents ou des amis dans les pays européens). Il est important, dès lors, de reconnaître les immigrants comme un « pont culturel », comme des agents du dialogue faisant un travail de sensibilisation culturelle entre les différentes communautés autour de la Méditerranée. Au même temps, ils contribuent à améliorer les connaissances des communautés migrantes sur leurs pays d'origine et leur capacité à partager des informations avec le reste de la société. Par ailleurs, il est tout aussi important d'adopter l'échange de bonnes pratiques dans les services publics travaillant avec des minorités, par exemple les communautés tziganes ou les réfugiés, en particulier dans les villes confrontées à des problèmes majeurs en raison de l'afflux de réfugiés, notamment les petites villes insulaires comme Mytilène sur l'île de Lesbos, Kos ou encore Lampedusa.

### Prix de la Capitale Euro-méditerranéenne du Dialogue

Les villes multiculturelles appliquant des politiques interculturelles efficaces doivent être reconnues pour leur contribution, saluées pour leurs accomplissements, utilisées comme références pour d'autres villes, et récompensées de façon adéquate. C'est précisément le but de la proposition de la création du prix de la Capitale euro-méditerranéenne du Dialogue (EMCD).

En ces temps hautement turbulents pour l'humanité, mus par un « choc des ignorances », ce titre doit être vu comme la marque de reconnaissance ultime décernée par des institutions internationales de premier plan en récompense des efforts menés par une ville pour valoriser la diversité et favoriser la compréhension interculturelle, en accord avec les droits de l'homme et les conventions internationales. S'inspirant de la capitale européenne

de la culture, le prix EMCD, en plus de récompenser une ville pour ses accomplissements et sa stratégie à long terme en matière de diversité, stimulera, motivera et encouragera d'autres villes à adopter des politiques similaires et une vision commune pour un avenir de stabilité et de cohésion sociale dans la région.

Pour l'élaboration du prix EMCD, la Fondation Anna Lindh doit mettre en place une coopération avec d'autres institutions internationales ayant une expérience de longue date dans le soutien aux villes interculturelles, comme la Commission Européenne, le Conseil de l'Europe et l'UNESCO.

Le titre de Capitale euro-méditerranéenne du dialogue pourrait être décerné tous les deux ans à quatre villes des 42 États membres de la FAL (nord de l'Europe, sud de l'Europe, Moyen-Orient et Afrique du Nord). Par ce titre, la Fondation Anna Lindh aspire à assurer l'implication directe des autorités locales et régionales dans la mise en œuvre de politiques interculturelles fondées sur les droits de l'homme et les valeurs définies par la FAL, l'ONU et le Conseil de l'Europe. L'initiative vise à mobiliser et optimiser toutes les ressources humaines et matérielles locales et régionales possibles, dont les médias et la presse, au service du dialogue et de la coopération interculturelle. De surcroît, cette reconnaissance d'envergure internationale est en mesure d'entraîner et rassembler les citoyens, y compris les groupes minoritaires et les réfugiés, autour d'un sentiment de fierté pour leur ville en tant que Capitale du Dialogue. Enfin, une telle prestigieuse récompense assurera la diffusion et la visibilité larges de tous les messages et valeurs clés de la FAL dans toutes les sociétés méditerranéennes.

Les villes constituent un environnement naturel pour la fécondation interculturelle, contribuant à l'émergence d'une identité méditerranéenne partagée et à l'éveil de l'âme méditerranéenne. Dans les années à venir, la FAL doit intensifier ses efforts pour soutenir les villes interculturelles à exploiter leur diversité, concrétiser leur potentiel, nourrir leur créativité et générer de nouveaux modèles de développement économique, créant ainsi un avenir de paix et de prospérité pour la région.

Les villes interculturelles ont été la fierté du passé de la Méditerranée, elles seront la force de son avenir.

\*Le titre de cet article est une paraphrase de la citation attribuée à André Malraux « Le XXIème siècle sera spirituel ou ne sera pas ».

**Aliki MOSCHIS-GAUGUET** est membre du conseil consultatif de la Fondation Anna Lindh et président-fondateur du réseau FAM. .

# Du multiculturalisme à l'interculturalisme : les données confirment le changement

Ricard ZAPATA - BARRERO

Comme alternative au paradigme de politique multiculturelle qui domine depuis deux décennies, Ricard Zapata-Barrero soutient que le paradigme de politique interculturelle constitue une opportunité d'intégration et d'amélioration socio-économique. L'auteur explique que la visée principale du paradigme de politique interculturelle, qui se caractérise par son efficacité au niveau de la ville et à de multiples niveaux, par sa proximité et son pragmatisme, ainsi que par sa nature non idéologique, est d'encourager les contacts entre les personnes en considérant la diversité comme un avantage et une ressource.

Le paradigme de politique multiculturelle a été dominant tout au long des deux dernières décennies, promouvant l'intégration des immigrants dans la population en respectant leurs différences et en reconnaissant leurs pratiques culturelles, leurs religions et leurs langues et en mettant l'accent sur leur participation à la vie économique et politique (Kymlicka, 2010). Les tentatives de cartographier le multiculturalisme par des indicateurs (S. Vertovec, 2010 ; Banting and Kymlicka, 2013) nous fournissent au moins trois types d'informations. Premièrement, le multiculturalisme a déployé la plupart de ses outils en termes de protection des droits, comme un contenant de caractères exceptionnels. Deuxièmement, il a légitimé des structures et des arrangements institutionnels spécifiques, ainsi que des politiques spécifiques de financement et de discrimination positive visant la non-aliénation de groupes spécifiques. Enfin, troisièmement, une approche basée sur le groupe a été dominante dans l'application du principe d'égalité. Cela a été présenté comme faisant partie d'une vague historique de démocratisation, de libéralisation et de protection des droits de l'homme (Kymlicka, 2015).

Dans les études sur la migration, le diagnostic de la situation est qu'au bout de plusieurs décennies d'application, la politique multiculturelle n'apparaît clairement pas comme un facteur d'intégration et d'amélioration de la situation socio-économique des immigrants. Nous constatons un manque de références dans la gestion de la diversité et une hausse du soutien aux partis politiques xénophobes, dont la plupart sont également eurosceptiques et tiennent des discours populistes hostiles aux migrants (Chopin, 2015). Ceci s'accompagne d'une intensification de la concurrence pour les ressources entre communautés hôtes et migrantes, et a pour effet de réduire la solidarité (Kymlicka, 2016).

C'est dans ce contexte que je voudrais placer le paradigme émergent de politique interculturelle, et me concentrer sur l'un de ses piliers : la vision de la diversité comme un avantage et une ressource, et comme une opportunité pour construire la communauté.

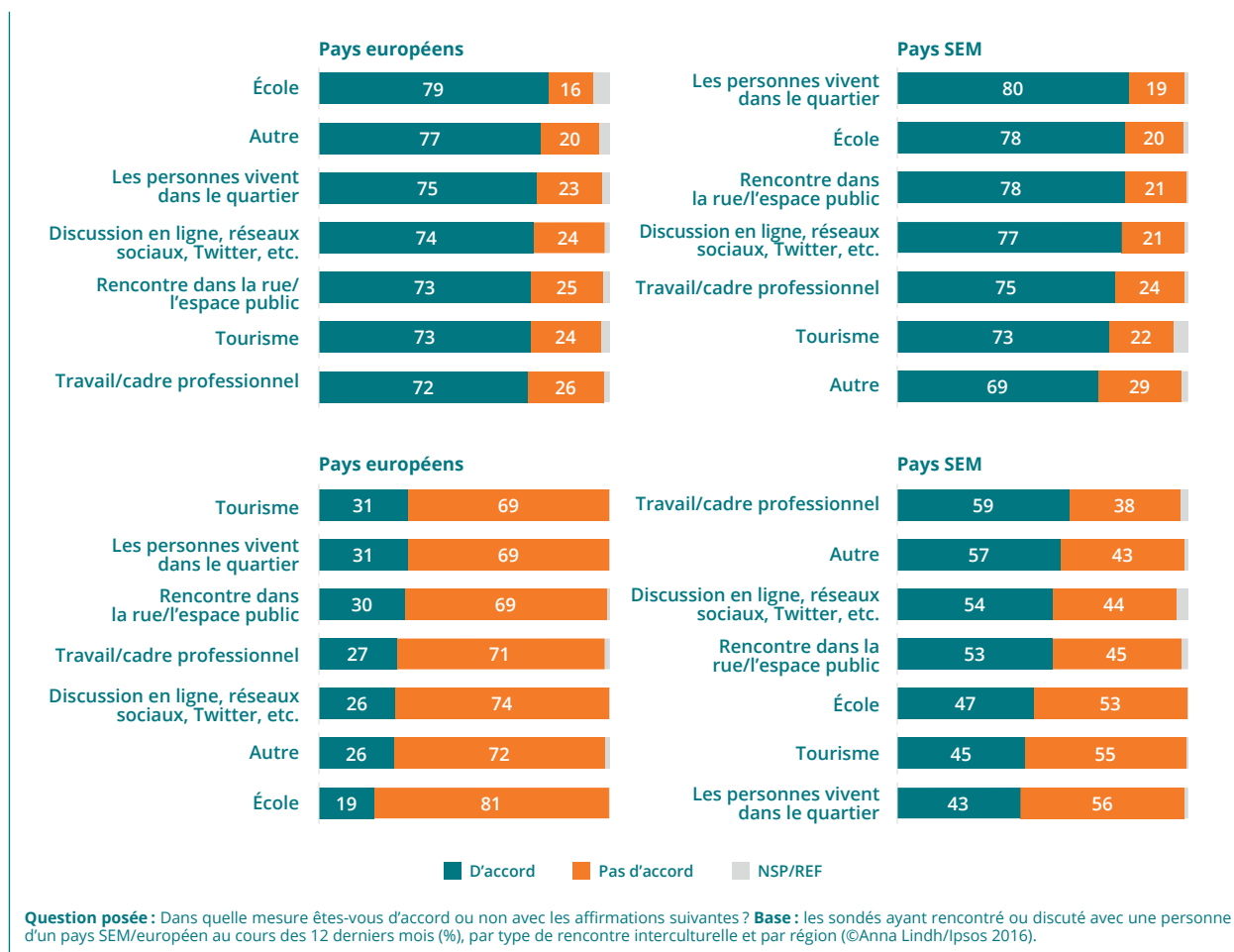
## Promouvoir les contacts au sein de sociétés diverses

Un des traits distinctifs du paradigme de politique interculturelle est sa vision spécifique de la diversité comme un avantage. Cet axe normatif est essentiel pour comprendre les stratégies de politique interculturelle. Nous pouvons dire que l'interculturalisme est une technique de promotion du dialogue, des contacts et des interactions entre individus d'horizons différents, en ce compris les nationaux. Ce paradigme considère la promotion des contacts comme un moyen pour éviter le confinement et la ségrégation des personnes, ce qui en définitive est devenu une variable explicative de l'exclusion sociale et des inégalités sociales. Cette définition descriptive de l'interculturalisme doit être envisagée de façon graduelle, allant de la communication circonstancielle et sporadique (par exemple au marché local) à l'interaction et au dialogue interpersonnels impliquant le partage d'un projet commun, voire à l'interdépendance, qui suppose que les personnes ont besoin des actions des autres pour atteindre un objectif.

Les données de l'enquête Anna Lindh/Ipsos menée en 2016 montrent également une corrélation entre le niveau d'appréciation de la diversité chez une personne et le type d'interaction interculturelle dont cette personne a fait l'expérience. En particulier, nous voyons chez les sondés européens que les interactions prenant la forme de discussions en ligne et de contacts au sein des écoles sont davantage susceptibles de produire un changement positif dans la vision de l'autre (37 % et 32 % respectivement) et que les citoyens ont tendance à voir la diversité comme une source de prospérité pour la société (74 % et 78,5 % respectivement) et à refuser de l'envisager comme une menace potentielle (74 % et 80,5 % respectivement) (Graphique 6.1). Chez les sondés SEM, nous constatons un niveau similaire de changement positif dans la vision des Européens quand l'interaction se produit à l'école, dans le quartier ou dans l'espace public (57 %, 57 % et

## Chart 6.1

### Accord avec des affirmations sur la diversité culturelle et religieuse, par type de rencontre interculturelle



60% respectivement). Cependant, la vision de la diversité comme une source de prospérité pour la société est présente principalement chez les personnes qui ont été exposées à des interactions dans un cadre professionnel ou touristique (78%). Les contacts professionnels sont également ceux qui ont le plus d'impact sur la diffusion de l'idée selon laquelle la diversité constitue une menace pour la stabilité de la société (42%) (Graphique 6.2).

### La diversité comme avantage dans la gestion d'une ville

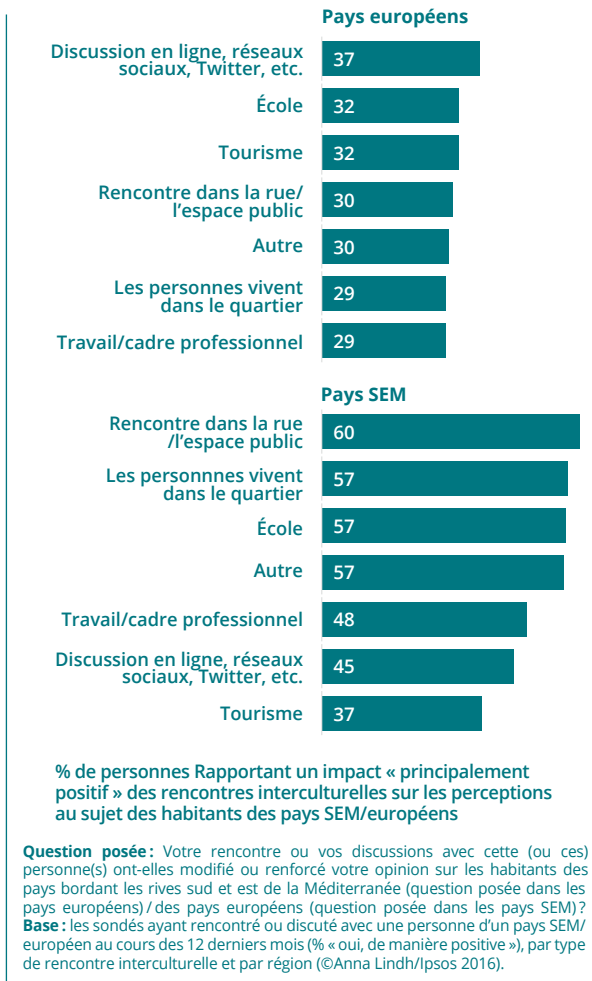
Les premiers promoteurs de l'interculturalisme en tant que politique et pratique sociale proposent un concept de diversité différent qui n'a pas été envisagé par les multiculturalistes : le concept d'avantage de la diversité. Cette notion met en lumière la diversité comme une ressource potentielle et comme une source d'opportunités qui doit être gérée pour tirer le meilleur parti de ses avantages, ce qui est assez novateur dans les débats actuels. En Europe, le paradigme de politique interculturelle prend cette conception de la diversité comme un bénéfice potentiel pour la société, et l'interprète comme une stratégie pour promouvoir ces avantages.

Sur la base d'études urbaines, cette approche met en avant une vision de la diversité comme atout pour la communauté et comme ressource collective, partant du principe que l'optimisation de la diversité accroît les bénéfices sociaux et politiques (Ph. Wood et Ch. Landry, 2008). Un immigrant possède plusieurs compétences et valeurs ajoutées en termes de capital social et culturel, notamment sa langue, ses registres culturels différenciés, ses visions du monde et ses connaissances culturelles particulières. À ce niveau individuel, nous savons aussi que l'interculturalisme est vu comme un outil particulièrement adéquat pour favoriser la créativité, la confiance, la connaissance de l'autre et la réduction des préjugés dans la société (J. W. Berry 2013). Appliqué à la société, cela signifie que la diversité peut être vue comme un moteur de développement social et économique.

Il en découle une nécessité de repenser les institutions et les politiques dans tous les domaines pour traiter la diversité comme une ressource potentielle pour l'intérêt public devant être distribuée, et non pas comme une nuisance devant être contenue. Dans la pratique, cette gestion de l'avantage de la diversité est positive en termes d'égalité des chances dans l'enseignement,



**Chart 6.2**  
Impact des rencontres interculturelles,  
par type de rencontre



l'emploi, l'entrepreneuriat, la fonction publique, etc. (Wood & Landry, 2008). Elle est vue comme la stratégie de base pour favoriser la citoyenneté interculturelle (R. Zapata-Barrero, 2016) et comme le moteur fondamental de l'intégration (I. Guidikova, 2015). En effet, une intégration réussie peut passer non seulement par la reconnaissance collective des différences culturelles et par la gestion de la diversité (comme dans le paradigme du multiculturalisme), mais aussi par la stimulation des contacts et par une stratégie visant à intégrer les personnes dans une culture publique de la diversité (Zapata-Barrero, 2015).

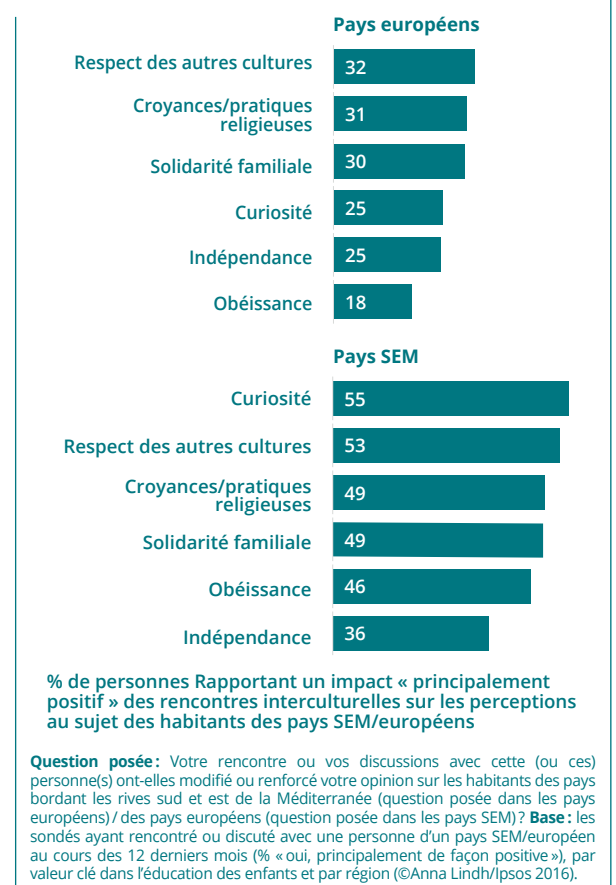
C'est la raison pour laquelle les résultats de l'enquête Anna Lindh/Ipsos sont tellement représentatifs. Ils confirment l'importance des valeurs interculturelles pour éduquer les enfants dans le respect des autres cultures, la solidarité familiale et la reconnaissance des croyances et pratiques religieuses. Cette approche de l'interculturalisme axée sur la socialisation est une stratégie clé en vue de réduire les préjugés et les stéréotypes sur la diversité et de favoriser la connaissance de la diversité comme nouvelle culture publique pour assurer la cohésion sociale.

En l'occurrence, les données recueillies montrent que chez les sondés européens, ceux qui estiment que le respect des autres cultures est une valeur clé dans l'éducation de leurs enfants sont plus susceptibles de changer positivement d'opinion sur l'autre quand ils prennent part à une rencontre directe (32 %) que ceux qui accordent une grande valeur à l'obéissance dans l'éducation de leurs enfants (18 %). De même, les sondés des pays SEM qui accordent une plus grande importance aux valeurs de respect des autres cultures, de solidarité familiale et de croyance religieuse dans l'éducation de leurs enfants apparaissent plus affectés positivement dans leur vision des Européens lorsqu'ils parlent avec eux, avec une moyenne de 50 % de changement positif enregistrée (contre 36 % chez les personnes qui accordent une grande importance à l'indépendance). Une corrélation directe peut également être établie entre l'importance de nourrir la curiosité et l'ouverture à la rencontre (Graphique 6.3).

### Interculturalisme vs multiculturalisme

Une autre source du paradigme de politique interculturelle est probablement moins constructiviste et bien plus sociale et cosmopolite. C'est-à-dire que la diversité sans intervention stratégique des autorités peut constituer une source de conflit et creuser les désavantages socio-économiques pour certaines personnes. La notion de

**Chart 6.3**  
Impact des rencontres interculturelles, par valeur  
clé des sondés dans l'éducation des enfants



conflit lié à la diversité doit être comprise au sens large, englobant le racisme, la pauvreté et l'exclusion sociale (Cantle 2012, p. 102). T. Cantle a été chargé de produire un Rapport sur l'inquiétude du gouvernement britannique face à des troubles sociaux survenus dans des villes du nord du pays en 2001. Ces événements attribuaient directement les conflits sociaux à l'échec de la politique multiculturelle britannique. Dans son ouvrage *Community Cohesion* (2008), Cantle articule ces arguments contre le paradigme de politique multiculturelle, accusé de promouvoir des « vies parallèles » entre communautés ayant peu de choses en commun et n'entretenant aucun contact entre elles.

Ici, l'argument central du paradigme de politique interculturelle est qu'il est nécessaire de dépasser l'ethnicisation de la politique et le concept très concret de culture liée à l'identité nationale et à la race. Cette vision post-nationale et post- raciale de la culture est indubitablement une critique directe des hypothèses centrales du paradigme de politique multiculturelle et permet de centrer la politique sur les liens communs qui doivent prévaloir sur les différences, en guise de prémisse à la formulation de politiques. Les interculturelles savent parfaitement que les pratiques et les relations communes peuvent être limitées par l'inégalité, les Rapports de force asymétriques et l'absence d'une culture publique commune minimale. C'est probablement à ce stade que l'interculturalisme montre son côté le plus exigeant, nécessitant des conditions appropriées aux relations interpersonnelles et réduisant les risques de voir les points de contact devenir des points de conflit, en particulier dans les zones vulnérables où les tensions entre communautés ont le dessus.

### Gérer les avantages de la diversité dans les villes

Que nous disent ces paramètres normatifs du paradigme de politique interculturelle ? D'abord, du fait de son origine, la vision européenne de l'interculturalisme est une sorte de « rébellion stratégique des villes » contre la domination de la politique d'État (R. Zapata-Barrero, 2017). L'approche stratégique multiculturelle a été pensée au niveau de l'État et a rarement pris en compte la perspective multi-niveaux dans la mise en œuvre des politiques. Cette approche locale donne deux grandes forces à l'interculturalisme : la proximité, qui permet d'encourager les relations face-à-face et d'élaborer des politiques au niveau micro (R. Zapata-Barrero, 2015 ; 187) dans les espaces publics (Wood, 2015 ; Cantle, 2016) et le pragmatisme, d'une part parce que l'action et la pratique prévalent sur toute préconception de justice ou tout idéal d'égalité, et d'autre part parce que l'accent est moins placé sur la culture mais davantage sur le citoyen qui agit, donc interagit. Les préoccupations premières de l'interculturalisme ne sont pas des notions abstraites et universelles de justice liées à des droits dans un contexte de diversité, mais concernent une société qui tire parti de la diversité comme une ressource et qui assure dans le même temps la cohésion de la communauté. L'interculturalisme est également non idéologique, ce qui signifie que lorsque la politique interculturelle est

intégrée au niveau de la ville pour gérer la diversité, elle « résiste » aux variations idéologiques amenées par les différentes formations gouvernementales et est neutre d'un point de vue idéologique. C'est le cas pour la plupart des villes interculturelles participant au programme Cités interculturelles (ICC) du Conseil de l'Europe, et cela a été le cas pour l'analyse de la gouvernance interculturelle du réseau espagnol de villes interculturelles RECI (Zapata-Barrero, 2016). Lancé en 2011, le réseau RECI peut être considéré comme un exemple de bonne pratique de villes travaillant ensemble en échangeant des méthodologies, des instruments, des idées et des bonnes/mauvaises pratiques pour tenter de promouvoir les contacts, les interactions et les projets conjoints.

### Nouvelles orientations du programme de recherche sur les politiques interculturelles

Aujourd'hui, la migration et la mobilité humaine sont représentatives de la mondialisation, avec un manque de contrôle inhérent sur les limites et l'impact sur l'économie et la prospérité. Dans nos cadres d'interprétation actuels, elles sont donc généralement vues comme opposées aux deux, d'une part à cause de la diversité qu'elles génèrent et d'autre part parce qu'elles sont la cible du nationalisme. Dans ce contexte, l'interculturalisme peut aider à générer certaines réponses, là où le multiculturalisme sans limite peut rencontrer des difficultés. C'est probablement l'une des raisons pour lesquelles le paradigme de politique interculturelle peut être perçu comme un défi. Les citoyens du monde, cosmopolites et sans racines, sont autant méprisés des nationalistes que les multiculturalistes rigides. La période post-multiculturelle, où se situe le débat sur la politique de diversité, illustre le cercle vicieux dans lequel sont tombées les sociétés européennes. À l'ère du populisme, les principaux discours multiculturels alimentent les arguments et les sentiments anti-immigration, voire les opinions radicales sur l'intégration civile nationale, considérant les devoirs comme condition sine qua non des droits. L'approche basée sur les contacts du paradigme de politique interculturelle peut donc être vue comme une opportunité de rompre ce cercle vicieux.

La préoccupation multiculturaliste pour l'égalité et le partage du pouvoir contribue en définitive à la promotion des rencontres, mais cela ne signifie pas nécessairement qu'elles vont se produire. Par conséquent, il y a un besoin d'une politique dont l'objectif principal soit d'encourager les contacts entre les personnes. C'est ici que se situe le principal espace pour la légitimation de l'interculturalisme. C'est pourquoi nous pouvons aussi célébrer le fait que la stratégie décennale de la Fondation Anna Lindh, « Ensemble vers 2025 » (Fondation Anna Lindh, 2015) adhère à cette vague interculturelle comme alternative au discours extrémiste qui touche aujourd'hui de nombreuses sociétés du pourtour méditerranéen.

**Ricard ZAPATA-BARRERO** est professeur au Département de Sciences Politiques et Sociales de l'Université Pompeu Fabra.

# L'éducation interculturelle entre valeurs locales et principes universels

Nayla TABBARA

Nayla Tabbara se penche sur les tensions qui se manifestent dans l'enseignement interculturel entre principes universels et diversité culturelle. Analysant les réponses à l'enquête FAL/Ipsos concernant les valeurs clés inculquées par les parents des deux côtés de la Méditerranée, l'auteur relève trois types de peurs qui influencent actuellement la perception des principes universels : la peur de l'influence sur la culture et la religion, la peur pour la stabilité économique et politique, et la peur de la diversité dans la sphère publique. Établissant des comparaisons directes entre les réponses européennes et celles des pays SEM avec ses propres observations, Tabbara conclut par des recommandations adressées aux praticiens et aux décideurs politiques du secteur éducatif.

Au nom du respect de la diversité de cultures, l'enseignement interculturel doit-il se focaliser uniquement sur l'acquisition de capacités d'acceptation de la diversité, d'empathie et de compréhension mutuelle, ou doit-il se concentrer sur la promotion des principes universels et des valeurs de la vie publique ? Les principes directeurs de l'UNESCO sur l'éducation interculturelle affirment : « Une tension notable tient à la nature même de l'éducation interculturelle qui fait la part à la fois de l'universalisme et du pluralisme culturel. C'est ce qui ressort particulièrement de la nécessité de souligner l'universalité des droits de l'homme tout en maintenant une différence culturelle qui pourrait mettre en cause certains aspects de ces droits » (UNESCO, 2007:10).

Sur la base de l'enquête Anna Lindh/Ipsos, nous pouvons établir certaines orientations pour la gestion de cette tension problématique dans l'éducation interculturelle et formuler certaines recommandations.

## Cadres de référence dans la région

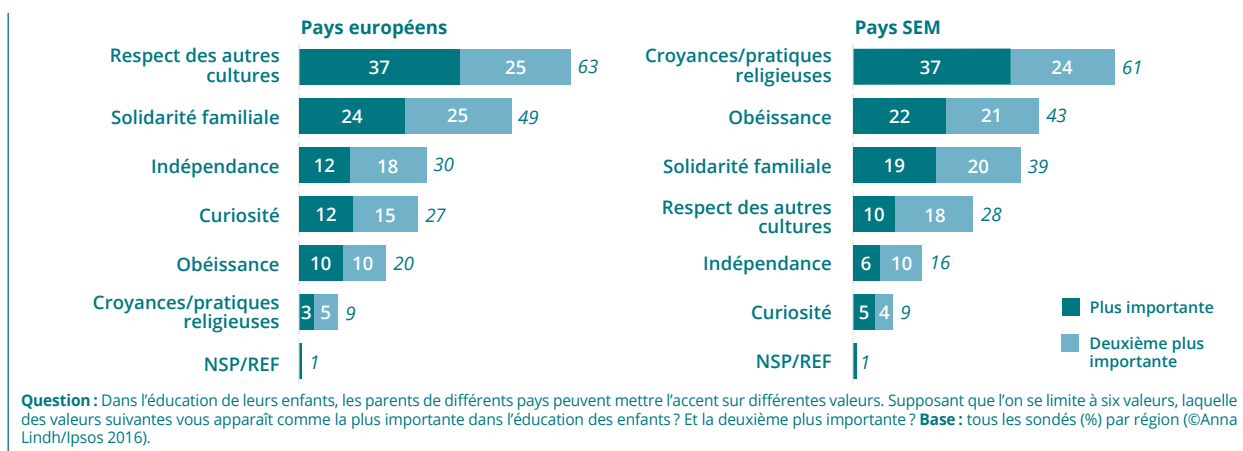
Les valeurs clés mises en avant par les parents de part et d'autre de la Méditerranée font apparaître une

différence claire entre les pays européens et les pays SEM (Graphique 7.1).

61 % des personnes dans les pays SEM mettent en avant les croyances et pratiques religieuses comme valeur la plus importante ou comme deuxième valeur la plus importante, c'est-à-dire que leur cadre référence primordial est le cadre religieux, ce qui n'est le cas que pour 9 % des personnes dans les pays européens. D'un autre côté, 63 % des personnes dans les pays européens mettent l'accent sur le respect de la diversité, et leur première ou deuxième valeur primordiale relève d'un cadre de référence laïc ancré dans la philosophie politique et le droit à la différence. Dans les pays SEM, à peine 28 % des sondés mettent en avant le respect de la diversité.

Il apparaît ainsi nécessaire de prendre en considération l'écart culturel existant entre les cadres de référence religieux et laïc, et entre, d'une part, une vision mettant l'accent sur la société dans son ensemble et sur les valeurs de la vie publique (respect de la diversité), et d'autre part une vision axée sur l'identité communautaire, sa préservation et la sauvegarde de ses valeurs.

**Chart 7.1**  
Valeurs clés dans l'éducation des enfants, par région





Par ailleurs, l'étude des valeurs mises en avant fait apparaître une différence entre valeurs post-modernes et valeurs traditionnelles sur les deux rives de la Méditerranée. L'obéissance, une valeur traditionnelle, est considérée comme la valeur la plus importante ou la deuxième plus importante dans 43 % des cas dans les pays SEM, contre 20 % dans les pays européens. L'indépendance, une valeur moderne, est considérée comme la valeur la plus importante ou la deuxième plus importante dans 30 % des cas en Europe, contre 20 % dans les pays SEM. Il est toutefois intéressant de noter que la solidarité familiale, considérée comme faisant partie des valeurs traditionnelles, est vue comme plus importante en Europe (49 %) que dans les pays SEM (39 %).

### L'influence des peurs sur les principes universels

La réponse la plus alarmante est, selon moi, celle qui concerne l'affirmation « Les personnes d'horizons culturels et religieux différents doivent bénéficier des mêmes droits et des mêmes opportunités. Bien que cette réponse s'inscrive dans un ensemble de questions liées à la perception de la diversité, je l'envisage par Rapport aux principes fondamentaux, et je trouve inquiétant qu'en Europe, 7 % des personnes soient en désaccord et estiment que les personnes d'autres cultures et religions ne doivent pas bénéficier des mêmes droits et des mêmes opportunités, et que 23 % des personnes se disent « plus ou moins d'accord », ce qui signifie qu'elles ne considèrent pas l'égalité de droits et d'opportunités pour tous les citoyens, quelle que soit leur appartenance religieuse et culturelle, comme un droit humain fondamental inaliénable. Dans les pays SEM, 17 % des personnes ne sont pas d'accord et 22 % sont plus ou moins d'accord avec l'affirmation, ce qui est encore plus alarmant.

On constate donc que même en Europe, où l'on s'attendrait à une culture des droits de l'homme profondément ancrée allant de pair avec un cadre de référence laïc et un principe de primauté du bien commun pour tous les éléments constitutifs de la société, il n'y a pas de consensus sur l'égalité comme droit humain fondamental. Ce constat appelle les praticiens et les décideurs politiques du domaine éducatif à prendre cela en compte dans les politiques et programmes éducatifs, mais aussi à se pencher de plus près sur les raisons de cette régression vis-à-vis des principes des droits de l'homme et sur les peurs qui se cachent derrière ces opinions.

Les réponses relevant de la xénophobie ou de la peur de la différence dans le Graphique 6.2 sont plus nombreuses dans les pays SEM : 13 % des sondés sont dérangés à l'idée d'avoir un collègue de travail de culture différente, contre 6 % en Europe ; et 15 % des sondés sont dérangés à l'idée d'avoir un voisin de culture différente, contre 8 % en Europe. Les chiffres grimpent quand il en va des enfants : 25 % des sondés dans les pays SEM sont dérangés à l'idée que leurs enfants aillent à l'école avec des enfants de cultures différentes, contre 7 % en Europe. Quand il s'agit de voir une personne d'une autre culture rentrer dans le groupe « intime » pour la vie, par exemple dans le cas d'un mariage, les pays européens et les pays SEM affichent un niveau similaire de peur de l'étranger entrant dans le groupe : 27 % des sondés dans les pays SEM et 21 % des sondés en Europe sont dérangés à l'idée qu'un parent proche épouse une personne d'origine culturelle différente (Graphique 7.2).

En ces temps marqués par la crise des réfugiés, la peur des migrants en Europe et l'essor des mouvements d'extrême droite, il est important de s'arrêter sur le fait que les pays SEM présentent un niveau plus élevé de xénophobie et

**Chart 7.2**  
Tolérance envers les personnes d'horizons culturels différents

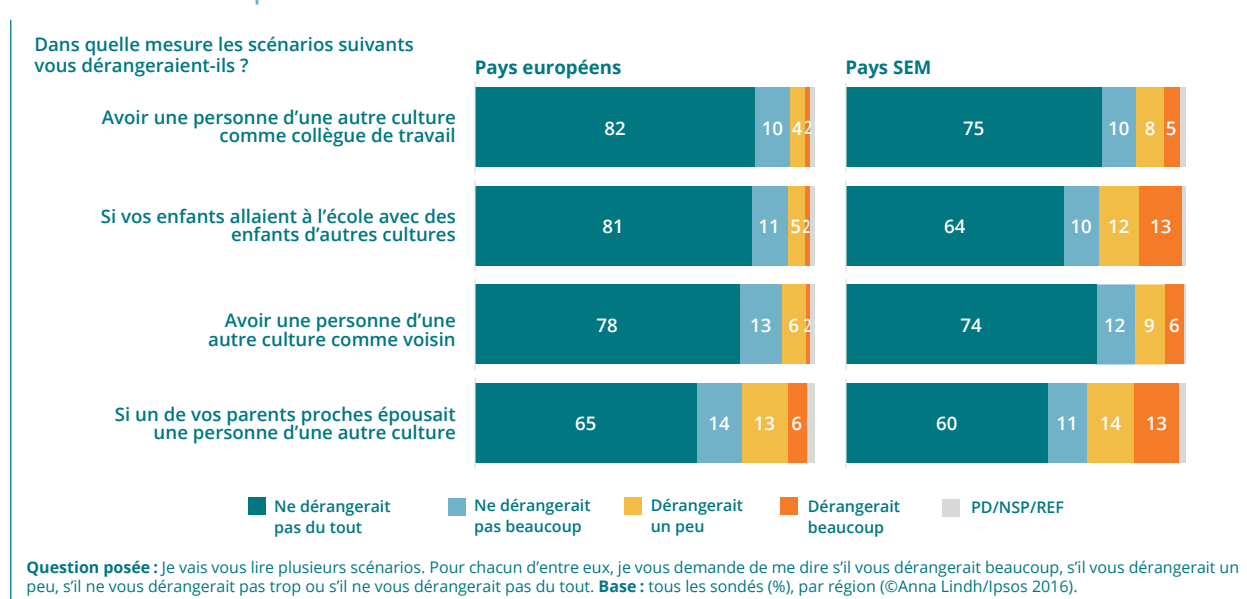
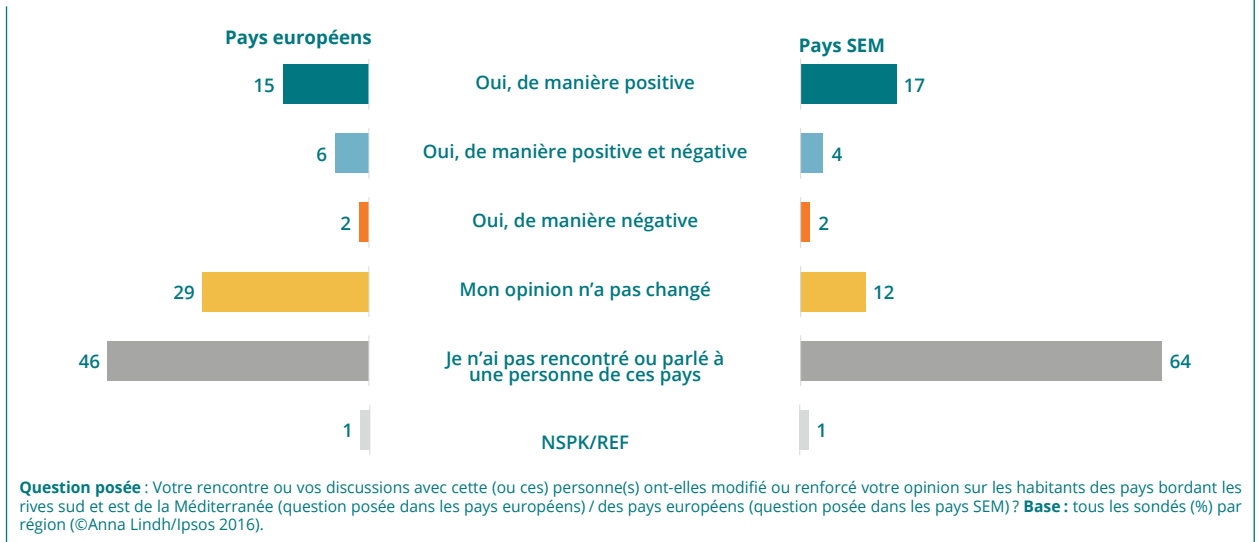


Chart 7.3

Impact des rencontres interculturelles sur les perceptions à propos des citoyens de pays SEM/européens



de peur de la diversité. Une des raisons peut être d'ordre religieux : si nous mettons en lien cette réponse avec la réponse figurant dans le Graphique 7.1 à propos des valeurs primordiales, nous pouvons estimer que la peur d'une personne à l'idée qu'un enfant d'une autre culture soit condisciple de son propre enfant, peut en réalité être une peur de l'influence que pourrait avoir cet autre sur les croyances et les valeurs de l'enfant. En Europe, cette peur serait que l'enfant étranger ne porte pas les valeurs culturelles du pays hôte.

Nous constatons que 27 % des sondés en Europe et 24 % des sondés dans les pays SEM ne sont pas d'accord avec l'affirmation « La diversité culturelle et religieuse est importante pour la prospérité de votre société ». Un quart de la population voit donc l'autre comme une menace pour l'économie, ce qui selon moi est lié à la crise des réfugiés. De même, ce phénomène est lié à une menace à la stabilité politique : 36 % des sondés en Europe et 54 % des sondés des pays SEM sont d'accord avec l'affirmation « La diversité culturelle et religieuse constitue une menace pour la stabilité de la société ».

La plupart des citoyens d'Europe et des pays SEM sont favorables à l'enseignement interculturel dans les écoles : 89 % des sondés en Europe et 82 % des sondés dans les pays SEM sont d'accord pour dire que « l'école doit être un lieu où les enfants apprennent à vivre dans la diversité (Graphique 7.3). Les deux côtés de la Méditerranée sont d'accord à un niveau égal (82 %) pour dire que l'organisation d'événements multiculturels aide les citoyens à mieux vivre ensemble.

Cependant, pour ce qui est de permettre l'expression de la diversité dans les espaces publics, 67 % des Européens y sont favorables, tandis que 30 % estiment que ce n'est pas efficace. Dans les pays SEM, 80 % y sont favorables et

15% pensent que ce n'est pas efficace. Nous constatons des positions similaires concernant l'expression de la diversité sur le lieu de travail.

Les réponses montrent que les pays SEM sont plus à l'aise avec l'expression de diversité dans les espaces publics que les pays européens. Pourtant, sur la question de la restriction des pratiques culturelles dans la sphère publique, 40 % des personnes s'y disent favorables et 53 % défavorables en Europe, tandis que dans les pays SEM 68 % des citoyens y sont favorables et 33 % défavorables.

Si ces réponses semblent contredire les réponses précitées et l'impression selon laquelle les pays SEM sont plus à l'aise avec la diversité dans la sphère publique, cette dernière réponse pourrait également montrer que les pays SEM souffrent d'une présence excessive de la religion dans la sphère publique, et du fait que ce soit toujours la religion de la majorité qui prévale avec ses symboles, tandis que les autres religions constituantes du tissu social ont tendance à être rendues invisibles.

### Recommandations pour l'éducation interculturelle

Répondre clairement au défi de la primauté des droits humains fondamentaux et de leurs valeurs. L'éducation interculturelle ne peut pas, au nom de l'égalité et du respect des cultures locales, s'abstenir de jouer le rôle qui lui incombe, à savoir « souligner l'universalité des droits de l'homme tout en maintenant une différence culturelle qui pourrait mettre en cause certains aspects de ces droits » (UNESCO, 2007:10).

La recommandation stratégique numéro un est donc de ne pas laisser le respect de la diversité et des cultures locales entraîner une contextualisation de principes et de droits, ni en Europe ni dans les pays SEM, mais d'avoir comme première priorité dans l'éducation interculturelle

l'universalité des principes des droits de l'homme et des valeurs qui y sont associées.

Je suggérerais par conséquent une reformulation des principes d'éducation interculturelle de l'UNESCO comme approche « transformatrice, c'est-à-dire permettant aux apprenants de se transformer et de transformer la société » et « axée sur la valeur, par la promotion de valeurs universellement partagées comme la non-discrimination, l'égalité, le respect et le dialogue » (UNESCO 2017). Cela nous permettrait de passer de la suprématie culturelle/religieuse à la suprématie des valeurs de la vie publique et du bien commun, et cela impliquerait d'inclure dans les principes de l'éducation interculturelle – outre l'appréciation de la diversité et de la richesse que chaque culture apporte à l'humanité – un objectif commun pour l'humanité.

Les principes des droits de l'homme sont universels en ce qu'ils s'appliquent à chacun d'entre nous, mais également qu'ils doivent être considérés comme émanant de l'ensemble de l'humanité, et non pas seulement du monde occidental. Lorsque nous en serons convaincus, nous ne craindrons plus de les intégrer dans les objectifs éducatifs dans le monde non occidental.

La déclaration de Beyrouth sur la réforme éducative pour la prévention de l'extrémisme violent dans les sociétés arabes, publiée par la Fondation Adyan et le Forum de la pensée arabe en 2016 et établie par 50 décideurs politiques du domaine éducatif des pays arabes, relève ce défi en recommandant de : (1) Travailler à la création d'un système éducatif promouvant des valeurs de citoyenneté, incluant toutes les formes de diversité et affirmant les principes de non-discrimination et d'acceptation de la différence. (6) Promouvoir les écoles comme espaces ouverts pour consolider les concepts démocratiques et les valeurs des droits de l'homme (Fondation Adyan, 2016).

Repenser l'éducation interculturelle à l'époque de la crise des réfugiés. L'éducation interculturelle ne peut être pareil en 2017 à ce qu'elle était en 2011, avant les changements qui ont ébranlé de nombreux pays SEM et la vague de réfugiés cherchant l'asile et la sécurité dans les pays de leur région de d'Europe.

Il est impératif, aujourd'hui, d'inclure dans l'éducation interculturelle la situation mondiale actuelle, qui explique pourquoi les réfugiés fuient leurs foyers, ainsi que des chiffres corrects sur l'impact des réfugiés et des immigrants sur la stabilité, l'économie et la culture locales, y compris en vérifiant les informations contenues dans les discours des démagogues qui ont tendance à falsifier les chiffres et les faits pour alimenter la xénophobie, la victimisation, le sectarisme et les idées d'extrême droite. Inclure les chiffres de cette enquête et d'autres enquêtes et apprendre les jeunes à les analyser constitue également un outil pour les amener à réfléchir à leurs propres positions et perceptions.

Promouvoir la citoyenneté inclusive comme un modèle. Un nouveau concept nuancé de citoyenneté doit être intégré

dans l'éducation interculturelle. Ce concept de citoyenneté doit prendre en considération le fait que les citoyens ont de multiples appartenances culturelles, ethniques et religieuses ou conceptions philosophiques, et qu'ils ont le droit d'exprimer ces appartenances dans la sphère publique. Il permet la reconnaissance de la diversité et son expression dans la sphère publique, sans laisser libre cours à un monopole d'une religion sur le domaine public. Il défend ainsi le principe de diversité et les principes fondamentaux des droits de l'homme et les valeurs qui y sont associées, et il permet aux citoyens de différents horizons de participer à la vie publique tout en respectant leurs différences et en enrichissant le domaine public au lieu de le menacer (Tabbara, 2015).

Un tel modèle de citoyenneté inclusive de la diversité culturelle et religieuse, promouvant une gestion positive de la diversité dans la sphère publique, peut rassembler les deux cadres de référence – le religieux et le laïc – autour des valeurs de la vie publique et de la cohabitation. L'éducation à la citoyenneté inclusive et aux valeurs partagées de la vie publique est donc essentielle « dans l'approche laïque comme dans l'approche religieuse ». Cette cohérence entre éducation religieuse et éducation laïque « nourrit une harmonie entre citoyenneté et identités religieuses et favorise un engagement civil commun comme moyen de transformer la société et de contribuer à faire de la citoyenneté inclusive une réalité pour tous » (Adyan/UCL 2017).

Promouvoir la collaboration entre décideurs politiques du domaine éducatif et décideurs du domaine de l'éducation religieuse. Depuis plusieurs années, un discours religieux nouveau se développe dans l'Islam, en accord avec les droits de l'homme et la citoyenneté inclusive. Les déclarations d'Al-Azhar sur les libertés fondamentales (2012), sur la lutte contre l'extrémisme et le terrorisme (2014) et sur la citoyenneté et le vivre ensemble (2017) en sont des exemples qui optent clairement pour des États nationaux et non pas religieux, et qui appellent à la citoyenneté égale et à la liberté de religion. La déclaration de Marrakech (2016) plaide également pour une citoyenneté inclusive de la diversité.

L'éducation interculturelle doit augmenter la portée de ces nouveaux documents des deux côtés de la Méditerranée, car d'une part ils nuancent les perceptions sur les positions de l'Islam sur l'« autre » et sur les sujets de la vie publique, et d'autre part ils présentent aux musulmans un nouveau discours religieux autre que ceux auquel ils sont habitués.

Une collaboration entre décideurs politiques du domaine de l'éducation et du domaine de l'éducation religieuse pourrait donc être un moyen efficace de promouvoir ce discours renouvelé, ainsi que les principes des droits de l'homme et de la citoyenneté inclusive dans l'éducation religieuse et laïque.

**Nayla TABBARA** est directrice de l'Institut de la citoyenneté et de la gestion de la diversité, Fondation Adyan, Liban.

# Convergences indépendamment du niveau de religiosité

Shana COHEN

L'enquête Anna Lindh/Ipsos a généré des données mettant en corrélation le niveau de religiosité et les affiliations religieuses des populations euro-méditerranéennes avec les attitudes envers les personnes d'autres fois et d'autres cultures, à une époque de volatilité politique et de scepticisme croissant du public envers la diversité. Dans cet article, Shana Cohen se penche sur la relation entre religiosité et ouverture à la diversité des deux côtés de la Méditerranée. L'auteur note dans les réponses à l'enquête une forte association entre l'amélioration des relations interreligieuses et l'État, et conclut en formulant des recommandations d'actions en vue d'obtenir de telles améliorations.

L'enquête Anna Lindh/Ipsos sur les tendances interculturelles, commanditée par la Fondation Anna Lindh et réalisée par Ipsos, a généré des données mettant en corrélation le niveau de religiosité et les affiliations religieuses des populations euro-méditerranéennes avec les attitudes envers les personnes d'autres fois et d'autres cultures, à une époque de volatilité politique et de suspicion croissante du public envers les immigrés et la diversité religieuse.

Les données de l'enquête européenne vont à l'encontre de cette anxiété : les sondés croyants et très croyants montrant souvent une même attitude positive vis-à-vis des rencontres interculturelles que les sondés non croyants (la religiosité a été mesurée sur une échelle de 11 points allant de 0 « pas du tout croyant » à 10 « très croyant »). À des fins d'analyse, les sondés ont été regroupés en trois catégories : « très croyants » (scores de 8 à 10), « modérément croyants » (scores de 3 à 7) et « non croyants » (scores de 0 à 2). Bien que les pays du sud et de l'est de la Méditerranée (SEM) soient, pour la plupart, bien moins divers que les pays européens, les sondés des pays SEM semblent avoir une appréciation comparable de la tolérance et de l'inclusion en tant que valeurs sociales. Ils s'accordent également en grande partie sur la façon dont il faut intervenir pour favoriser la tolérance, à savoir à travers l'éducation et la sphère publique plutôt qu'en restreignant l'expression de la diversité à la sphère privée.

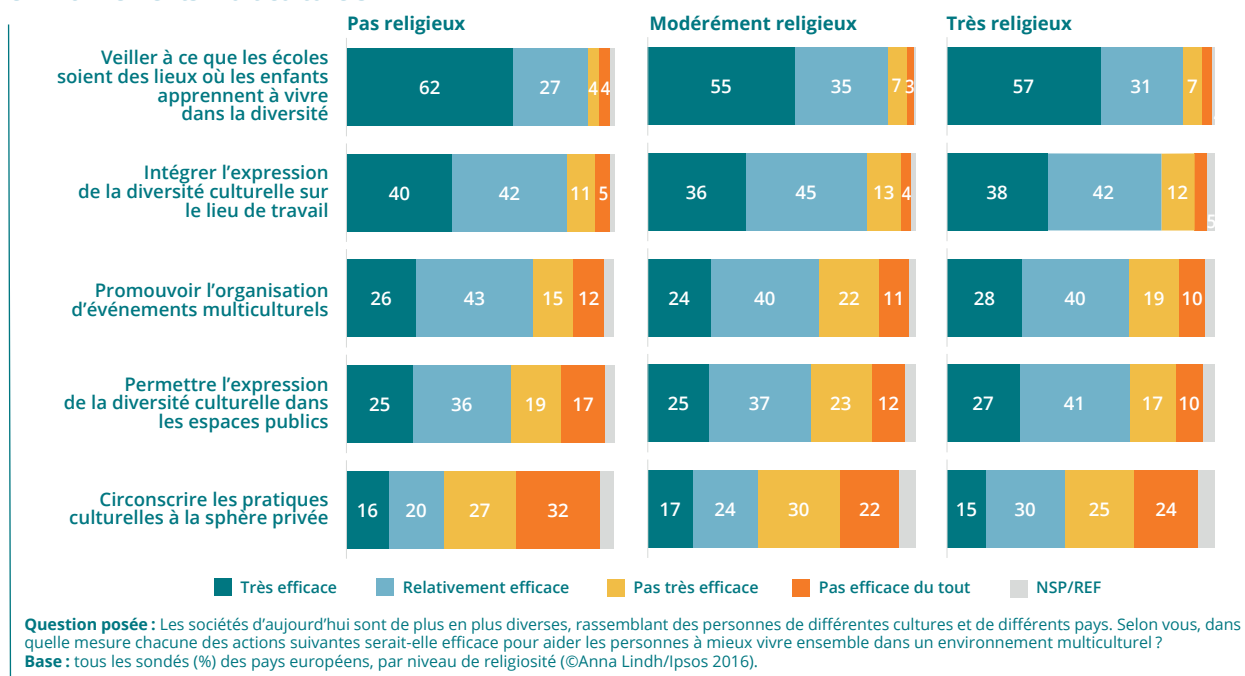
Au-delà du discours public et des opinions politiques, les données contredisent également les analyses politiques de l'intégration en Europe qui tirent la sonnette d'alarme concernant la ségrégation persistante entre les communautés et le manque de cohésion sociale. Le Royaume-Uni n'est pas inclus dans l'enquête, mais le Rapport Casey (2016) sur les facteurs d'échec d'intégration au Royaume-Uni attribue le manque de cohésion sociale à « un niveau élevé d'isolement social et économique dans certains endroits et à des pratiques culturelles et religieuses au sein des communautés qui non seulement freinent la progression d'une partie de

nos citoyens, mais sont aussi contraires aux valeurs et parfois même aux lois britanniques » (Casey, 2016). Pourtant, malgré les signaux d'alarme sur la ségrégation, les données de l'enquête montrent que la majorité des Européens et des citoyens des pays SEM valorise la diversité culturelle et religieuse, 71 % des sondés européens et 72 % des sondés des pays SEM étant tout à fait d'accord ou plutôt d'accord pour dire que la diversité est importante pour la prospérité. Inversement, 62 % des sondés européens ne sont pas d'accord avec l'affirmation selon laquelle la diversité constitue une menace pour la stabilité. De manière peut être prévisible, dans les pays SEM, les personnes ayant une expérience des conflits entre populations de différentes religions ont davantage tendance à voir la diversité comme une menace.

De façon générale, les réponses mettent en lumière un souhait d'un discours plus cohérent axé sur le bien public dans une société diverse, et de politiques publiques encourageant les citoyens de toutes croyances à interagir. Les réponses corroborent donc l'argument de théoriciens et philosophes culturels influents selon lequel le multiculturalisme est devenu trop simplifié comme cadre stratégique. Plutôt que d'assimiler le multiculturalisme en premier lieu à la liberté d'expression, ou plus ordinairement à la capacité pour les traditions culturelles de cohabiter, le concept représente l'affiliation de citoyens de divers horizons aux mêmes processus politiques, aux mêmes droits et aux mêmes institutions. Critiquant les arguments selon lesquels le multiculturalisme nourrit la ségrégation et la division, le philosophe Will Kymlicka écrit : « La clé de la citoyenneté ne consiste pas à supprimer les différences revendiquées, mais à les filtrer et les cadrer par le biais du langage des droits de l'homme, des libertés civiles et de la responsabilité démocratique. C'est ce que tentent de faire les mouvements multiculturalistes » (Kymlicka, 2012). Cette affirmation est confirmée par les données de l'enquête : les sondés de toutes croyances et de toutes fois affirment que les institutions et les organisations qui mettent en œuvre des droits et reflètent des valeurs politiques ont une influence cruciale sur les attitudes et comportements vis-à-vis des autres.

**Chart 8.1**

**Opinions des Européens sur les actions pouvant aider les citoyens à mieux vivre ensemble dans les environnements multiculturels**



**Soutenir la diversité en Europe**

En Europe, l'accent mis sur les institutions publiques et la vie publique est en contraste par rapport à des opinions distinctives sur les relations personnelles, par exemple le mariage mixte, les relations de voisinage interreligieuses ou les liens d'amitié entre enfants de différentes religions. En réponse à la promotion des attitudes de tolérance, 79 % des sondés européens très croyants et 88 % des sondés non croyants affirment ne pas être dérangés du tout à l'idée que leurs enfants aillent à l'école avec des enfants d'autres horizons culturels.

En outre, 86 % des sondés non croyants et 75 % des sondés très croyants en Europe ne sont pas dérangés du tout à l'idée d'avoir un voisin d'une autre religion. Constat peut-être plus important concernant les questions sur les relations personnelles et la vie publique : les sondés modérément croyants semblent présenter le niveau le plus bas d'affirmation de la diversité. En l'occurrence, 74 % des sondés modérément croyants ne sont pas du tout dérangés à l'idée d'avoir un voisin d'une autre religion. Les chiffres sont également inférieurs à ceux des deux autres catégories – de peu, cependant – pour ce qui est du mariage mixte et des amitiés à l'école.

De manière générale, les données de l'enquête montrent un niveau élevé de soutien chez les sondés très croyants, modérément croyants et non croyants pour les interventions visant à intégrer la diversité dans la vie publique et les institutions. Chez les sondés européens, l'intervention recueillant le plus de soutien auprès des groupes de personnes croyantes et non croyantes est l'éducation.

Interrogés sur l'efficacité de diverses interventions en vue de soutenir un environnement multiculturel, les sondés très

croyants et non croyants estiment que la méthode la plus efficace consiste à enseigner la diversité culturelle dans les écoles. Parmi les sondés européens se déclarant très croyants, 57 % estiment qu'il s'agit d'une méthode très efficace, ce qui est supérieur à ce que recueillent d'autres interventions telles que la diversité culturelle sur le lieu de travail ou dans les espaces publics. Dans le même temps, 62 % des sondés non croyants considèrent l'école comme un lieu d'intervention très efficace, ce qui est à nouveau supérieur à ce que recueillent d'autres interventions. Un pourcentage moindre de sondés très croyants (46 %) estiment que l'éducation pourrait également empêcher la radicalisation, mais ce pourcentage est toujours supérieur à ce que recueillent d'autres interventions telles que les initiatives artistiques et culturelles, qui traitent de problèmes comme les conflits (38 %).

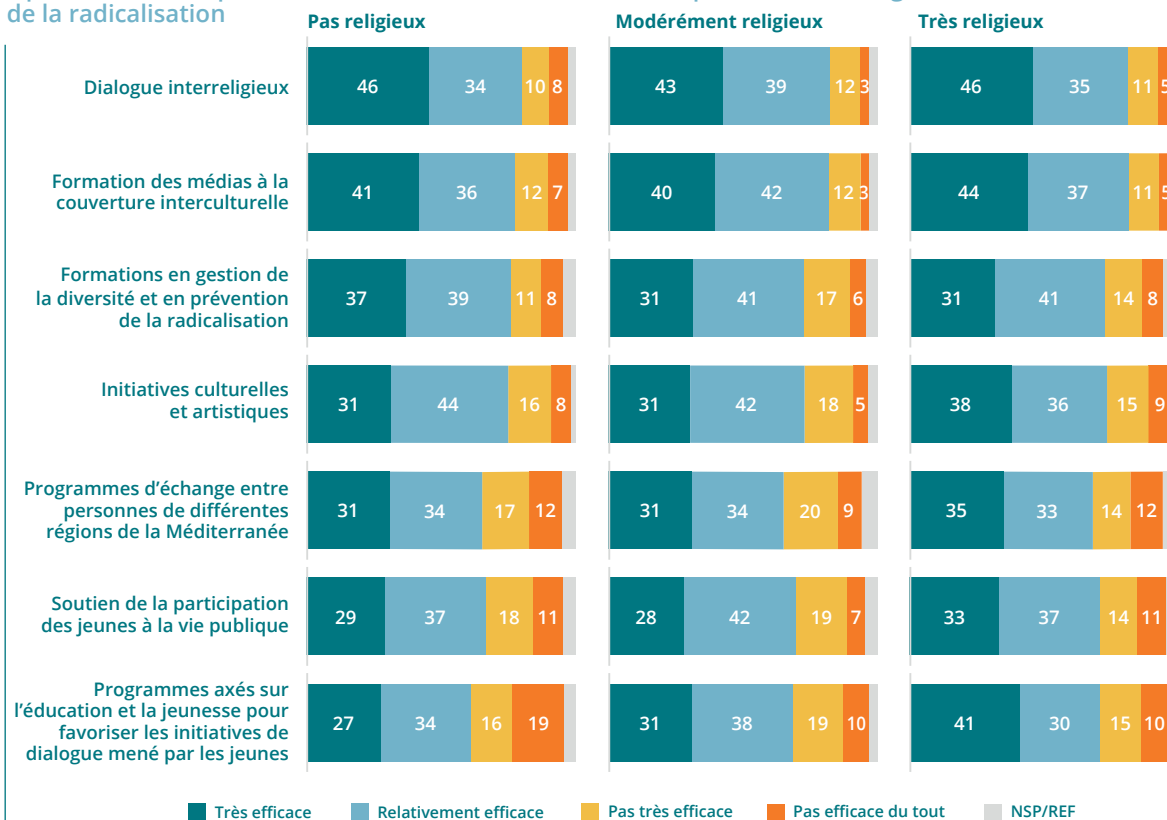
Au-delà de l'éducation, la participation des jeunes à la vie publique est également considérée comme une méthode très efficace de prévention contre la radicalisation chez tous les sondés, quel que soit leur niveau de religiosité. En Europe, 42 % des sondés non croyants et 44 % des sondés très croyants considèrent la participation des jeunes comme très efficace (Graphique 8.1).

La différence minimale entre les sondés qui se déclarent non croyants, modérément croyants ou très croyants suggère un argument plus général en Europe, à savoir que la croyance a moins d'influence que la citoyenneté sur la compréhension du bien public et de la responsabilité de l'État dans la mise en place d'une société cohésive et intégrée. Le pourcentage de personnes très croyantes soutenant l'éducation en Europe est presque le même que le pourcentage de personnes non croyantes (46 %). Autre exemple : 46 % de sondés non croyants, 43 % de sondés modérément croyants et 46 % de



Chart 8.2

## Opinions des Européens sur l'efficacité des mécanismes de prévention et de gestion des conflits et de la radicalisation



**Question posée :** Beaucoup de pays, en Europe et sur les rives sud et est de la Méditerranée, sont confrontés à des problèmes tels que les conflits et la radicalisation. Dans quelle mesure pensez-vous que chacun des mécanismes suivants sera efficace pour prévenir et gérer ces problèmes? **Base :** tous les sondés des pays européens, par niveau de religiosité (©Anna Lindh/Ipsos 2016).

sondés très croyants estiment que les programmes axés sur l'éducation et la jeunesse pour favoriser le dialogue sont très efficaces pour décourager la radicalisation et lutter contre d'autres problèmes (Graphique 8.2).

### Religiosité et diversité dans les pays SEM

Dans certains pays SEM, des différences d'opinion négligeables entre sondés croyants et non croyants peuvent refléter l'influence importante de la religion et des valeurs culturelles et sociales qui y sont associées dans la sphère publique et le niveau de diversité en lui-même sur la manière dont est perçue la diversité. En contraste, dans les pays SEM comme Israël et la Palestine, le niveau de religiosité des sondés semble avoir un impact plus clair sur les perceptions des rencontres interculturelles (Graphique 8.3). Cette tension peut être indicative de l'influence politique qu'a la religion dans ces pays, et de même, la politisation de la laïcité. Par exemple, en Algérie, il n'y a pas de différence entre les sondés non croyants et très croyants (73 % pour les deux groupes), qui affirment ne pas être dérangés du tout à l'idée que leurs enfants aillent à l'école avec des enfants d'origines culturelles différentes. En Israël, en revanche, les sondés non croyants (45 %) sont nettement plus tolérants à la mixité scolaire pour leurs enfants que les sondés très religieux (14 %).

L'importance variable des convictions religieuses et laïques pour la vie publique dans les différents pays SEM semble

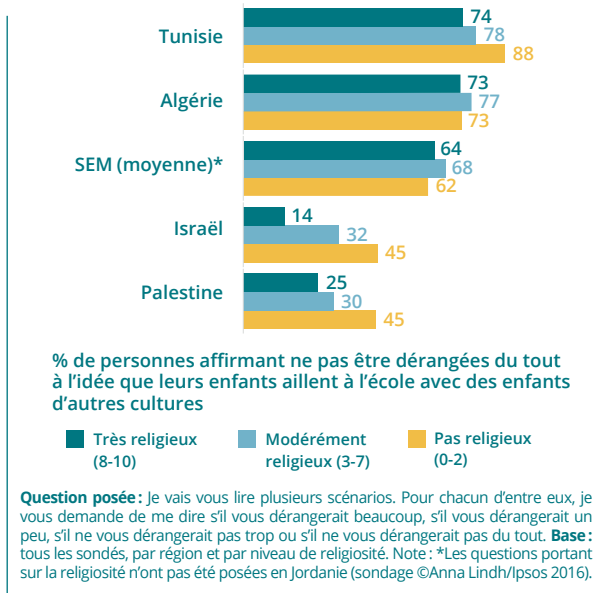
être reflétée dans la vision que les sondés de ces pays ont de l'efficacité des différentes interventions visant à favoriser un environnement multiculturel. En Algérie, encore une fois, les sondés croyants et non croyants (75 % et 72 %) expriment des opinions similaires quant à l'efficacité d'interventions telles que l'éducation et le dialogue interreligieux. En Israël, en revanche, 48 % des sondés non croyants estiment que l'éducation est « très efficace » dans la prévention de la radicalisation, mais seulement 26 % des sondés très croyants sont de cet avis. Dans le même temps, la différence importante entre l'Algérie et la Tunisie d'une part, et entre Israël et la Palestine d'autre part, dans leur soutien global aux initiatives de lutte contre la radicalisation, est indicative d'une distinction potentiellement plus profonde. De façon peut être prévisible en raison du conflit, au Moyen-Orient, le niveau de confiance dans le potentiel de l'éducation et du dialogue pour combattre la radicalisation est nettement plus élevé chez les sondés nord-africains.

### Assigner à l'État la responsabilité de l'harmonie sociale

Tant dans les pays SEM que dans les pays européens, les sondés marquent une préférence pour l'éducation, le lieu de travail et le voisinage comme cadres d'interaction interculturelle et interreligieuse, plutôt que des cadres plus dirigés, ou le dialogue interreligieux, la formation des médias, les initiatives artistiques et culturelles et

### Chart 8.3

#### Tolérance envers les groupes d'origines culturelles différentes et niveau de religiosité dans les pays SEM



les programmes d'échange. Ces dernières méthodes peuvent tout de même compter sur un soutien, mais moins important que les autres, ce qui indique une fois encore le rôle que doivent assumer, aux yeux des citoyens de toutes croyances et de toutes nationalités, les institutions publiques et les gouvernements pour créer de meilleures relations entre les divers groupes qui composent la société. Par exemple, 81 % des sondés en Europe et 86 % des sondés dans les pays SEM estiment que l'éducation est « très efficace » ou « assez efficace » comme mesure de prévention des conflits et de la radicalisation, et 80 % des sondés européens et 85 % des sondés des pays SEM pensent que la participation des jeunes à la vie publique est « très efficace » ou « assez efficace ».

À l'inverse, les sondés montrent la plus grande réserve vis-à-vis de la restriction des pratiques culturelles à la sphère privée pour aider les citoyens à mieux vivre ensemble dans un environnement multiculturel. Tant dans les pays européens que dans les pays SEM, les sondés sont nettement moins nombreux à considérer cette option comme efficace par rapport aux autres interventions. Les sondés SEM sont globalement plus favorables à la formation, aux initiatives culturelles et artistiques et au dialogue interreligieux que les sondés européens, mais dans les deux groupes de pays, ces interventions obtiennent un moins bon score que celles explicitement associées aux institutions publiques et à la vie publique. Ainsi, 66 % des sondés européens et 75 % des sondés SEM estiment que la formation à la gestion de la diversité et à la prévention de la radicalisation serait « très efficace » ou « relativement efficace ». S'ils restent élevés, ces pourcentages indiquent une plus forte association entre l'amélioration des relations interreligieuses et l'État.

#### Actions au-delà du dialogue interreligieux

Que pouvons-nous conclure des données qui puisse servir

à de futures orientations politiques en matière de diversité culturelle et religieuse et à des initiatives concrètes pour surmonter les tensions et favoriser une plus grande compréhension ? L'une des tendances les plus parlantes ressortant des données est peut-être la réponse plus forte à la question sur la tolérance envers les autres cultures, à l'exception du mariage avec une personne d'une autre religion, qu'aux questions sur la prévention des problèmes et le fait d'aider les citoyens à mieux vivre ensemble dans un environnement multiculturel. Tant dans les pays européens que dans les pays SEM, et tant chez les personnes croyantes que chez les non croyants, les sondés réagissent plus favorablement au langage relationnel qu'au langage préventif ou stratégique. Le soutien à l'intervention dans la vie publique suggère également un souhait d'un cadre permettant de meilleures relations sociales.

Pour les décideurs politiques, cela implique que l'investissement dans l'enseignement sur la diversité, les programmes publics visant à rassembler des jeunes de différents horizons, l'élargissement du débat public sur la religion et les croyances, et la mise en œuvre de l'égalité de droits dans les institutions publiques, augmenteront les opportunités d'interaction constructive et, idéalement, encourageront un sentiment d'appartenance et de collectivité dans différents groupes ethniques et religieux. En termes d'initiatives concrètes, les investissements dans des programmes plus spécifiques comme le dialogue interreligieux peuvent être moins productifs, même pour les personnes croyantes. En Europe, les sondés très croyants sont 13 % plus nombreux que les sondés non croyants à penser que le dialogue interreligieux est très efficace, mais le pourcentage reste nettement plus bas que pour l'éducation et le dialogue mené par les jeunes (41 % et 46 % respectivement).

Comme on peut s'y attendre, que ce soit dans les pays couverts par l'enquête ou dans d'autres pays, le dialogue interreligieux est traditionnellement mené par les leaders religieux et les institutions religieuses comme l'Église catholique. Par conséquent, la portée de ce dialogue se limite souvent soit aux membres d'une certaine institution religieuse soit aux personnes croyantes. Pour rassembler les citoyens de toutes religions et de toutes croyances, les données de l'enquête suggèrent que les programmes axés sur la jeunesse et le grand public, comme les événements multiculturels, peuvent produire des résultats plus significatifs en faveur de la tolérance et du respect de la diversité. Ce constat, et les données de l'enquête de manière plus générale, signifie que les gouvernements doivent se montrer plus réfléchis quant aux relations qu'ils veulent favoriser entre les personnes et les groupes de religions et croyances différentes, quant à la manière dont les institutions doivent cultiver la tolérance et améliorer la qualité des relations, et quant à l'effet que la participation à la vie publique doit idéalement avoir sur les valeurs et le comportement individuels et collectifs.

**Shana COHEN** est directrice de TASC à Dublin et professeure affiliée et chercheuse associée au département de sociologie de l'université de Cambridge.

# Le défi des médias: répondre à l'intérêt du public pour une couverture meilleure

Paul GILLESPIE

Paul Gillespie analyse les informations de l'enquête Anna Lindh/Ipsos et les met en relation avec les tendances importantes émergeant dans le comportement et les pratiques des médias dans la région. Il examine l'intérêt public pour les actualités et les informations entre pays européens et pays SEM, aborde la manière dont les médias façonnent l'opinion publique et les attitudes dans la région, et se penche sur les médias jugés les plus fiables en matière de couverture interculturelle. L'auteur conclut en illustrant les éléments d'un futur observatoire et recommande une plus grande implication des médias dans les débats interculturels.

Les médias jouent un rôle central dans les pays bordant la Méditerranée, ainsi que dans les relations qu'ils entretiennent les uns avec les autres. L'enquête Anna Lindh/Ipsos sur les relations interculturelles dans la région euro-méditerranéenne met ce rôle en lumière. Elle examine l'intérêt public pour les actualités et les informations entre pays européens et pays SEM, la manière dont les médias façonnent l'opinion publique et les attitudes dans la région, les médias jugés les plus fiables en matière de couverture interculturelle dans cet espace, et les caractéristiques socio-démographiques des populations concernées, notamment le sexe, l'âge et l'éducation.

Ce chapitre évalue et analyse les informations de l'enquête et les met en relation avec des tendances importantes émergeant dans le comportement et les pratiques des médias dans la région. Les enquêtes sont des instantanés pris à un moment particulier dans des pays choisis. Elles doivent être reliées à des événements récents et des changements plus vastes. Elles révèlent cependant des variations entre les médias jugés les plus fiables au nord et au sud de la Méditerranée, notamment entre la presse (qui bénéficie d'une plus grande confiance au nord) et les médias en ligne et réseaux sociaux (qui bénéficient d'une plus grande confiance au sud). Un point commun aux deux côtés de la Méditerranée est l'importance de la télévision, une réalité que les acteurs concernés par les performances et les pratiques des médias doivent prendre en compte de manière adéquate.

Ce chapitre examine ensuite comment ces constats peuvent être utilisés pour mettre au point une approche mieux éclairée et basée sur des données concrètes du dialogue interculturel dans l'espace euro-méditerranéen lors des trois prochaines années, avant la publication du quatrième Rapport Anna Lindh en 2020. Le rôle sociétal et culturel élargi des médias peut être observé, analysé et débattu par des journalistes, éditeurs, analystes des médias, citoyens, organisations de la société civile et décideurs politiques, qui cherchent tous à utiliser et faire jouer leur pouvoir de communication et leur influence. Établir une cartographie et comprendre les médias plus efficacement constituent des priorités du travail actuel de la Fondation Anna Lindh dans

toutes ses activités interculturelles. Les conclusions de cette enquête fournissent un cadre de référence pour ce travail.

## Comment les médias façonnent les perceptions

L'enquête demande aux sondés dans quelle mesure ils sont intéressés par cinq catégories d'actualités et d'informations sur les pays européens et SEM : la vie culturelle et le mode de vie, la situation politique, la situation économique, les croyances et pratiques religieuses et les activités sportives. Les résultats font apparaître des classements quelque peu différents des deux côtés de la Méditerranée. De manière générale, les sondés européens sont plus intéressés par chacune des catégories que les sondés SEM, en combinant les réponses « très intéressé » et « modérément intéressé ». Les croyances et pratiques culturelles en Europe sont nettement moins intéressantes pour les pays SEM que vice versa (46 % contre 59 %). À l'inverse, les activités sportives du nord présentent un intérêt bien plus important pour le sud que vice versa (61 % contre 46 %). Les citoyens du nord ayant des amis ou des parents dans les pays SEM sont plus intéressés par les actualités de ces pays.

Ces résultats valent la peine d'être étudiés plus en détail par les journalistes travaillant dans un domaine interculturel, qui peuvent les utiliser comme un guide sur l'intérêt du public pour leur travail. Les analyses ventilées par pays, par tranche d'âge, par sexe et par niveau d'éducation montrent une demande potentielle d'informations variable. La question de savoir si cette demande est rencontrée de façon efficace est une question plus vaste à laquelle il n'est possible de répondre qu'en observant et en cartographiant le contenu médiatique. Les tendances à l'indifférence apparaissant ici montrent que la couverture médiatique sur l'autre côté de la Méditerranée n'est probablement pas une priorité des médias ni d'un côté ni de l'autre.

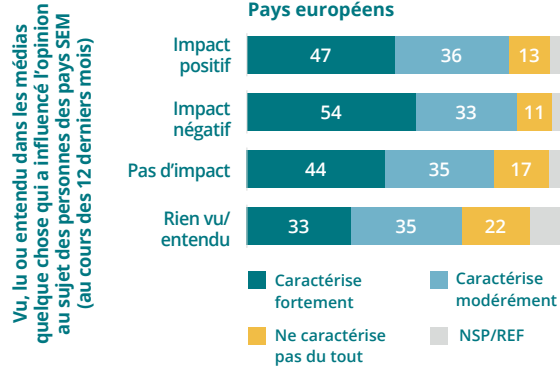
Il est en outre probable que l'analyse du contenu fasse apparaître une forte concentration médiatique sur certains aspects de la relation. Le chapitre de synthèse explique comment la couverture médiatique de la crise des migrants et des réfugiés en 2015-2017 a influencé les perceptions du public européen sur la région méditerranéenne. Les citoyens exposés aux médias du sud avaient nettement



### Chart 9.1

#### Impact des médias sur les opinions à propos de la région méditerranéenne

La région méditerranéenne est-elle caractérisée par des questions migratoires ?



**Question posée :** Différentes personnes peuvent avoir différentes idées de ce que représente la région méditerranéenne. Je vais citer une série d'idées et d'images et vous demander si vous pensez qu'elles caractérisent la région méditerranéenne fortement, modérément ou pas du tout. **Base :** tous les sondés (%) par caractéristiques socio-démographiques (©Anna Lindh/Ipsos 2016).

plus tendance à associer la région à des problèmes migratoires que ceux qui n'y étaient pas exposés. Cet exemple montre comment l'enquête peut être utilisée pour analyser des questions plus en profondeur.

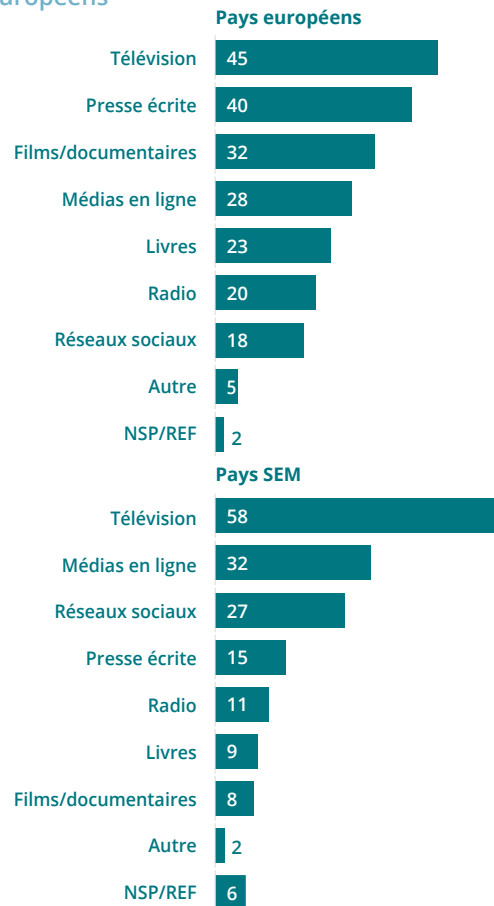
Les réponses des sondés à la question leur demandant si, au cours des 12 derniers mois, ils ont « vu, lu ou entendu dans les médias quelque chose qui a influencé leur opinion sur les habitants des pays européens ou SEM », font apparaître de façon directe le rôle des médias dans la formation des perceptions du public. Sur une échelle à cinq niveaux, ces réponses vont de « oui, de manière positive » à « oui, de manière négative » en passant par « j'ai vu quelque chose mais mon opinion n'a pas changé », « je n'ai rien vu », je ne sais pas ». Il existe une différence marquée entre la rive européenne, où 55 % des sondés disent avoir vu quelque chose mais ne pas avoir changé d'opinion, et la rive sud, où 12 % des sondés donnent cette réponse. Les sondés n'ayant rien vu sont deux fois plus nombreux dans les pays SEM que dans les pays du nord (38 % contre 17 %), mais le sud présente une proportion d'expériences positives plus que double (21 % contre 8 %) et une proportion d'expériences négatives modérément plus importante (26 % contre 18 %). (Graphique 9.1).

L'interprétation de ces résultats doit tenir compte des événements dramatiques vécus par les réfugiés et les migrants au cours des 12 derniers mois, ainsi que les atrocités terroristes frappant de manière récurrente des villes européennes, certaines perpétrées par des jeunes de communautés immigrées originaires de pays d'Afrique du nord et du Moyen-Orient au nom du fondamentalisme musulman. Cette violence extrémisme a fait la une des médias, tandis que des images négatives de la guerre en Syrie, de réfugiés en fuite et de djihadistes brutaux ont monopolisé la couverture médiatique au détriment des intérêts communs et des interactions culturelles entre le nord et le sud, comme le confirment amplement les résultats de l'enquête. Ces impressions sur la couverture médiatique doivent être approfondies par des recherches dont les

conclusions doivent être débattues par des journalistes et éditeurs, mais leur effet sur les perceptions du public sont déjà visibles. Elles montrent une plus grande fermeture dans les attitudes en Europe que dans les pays SEM, et une conscience de cette fermeture relative dans le sud. Des tendances similaires étaient constatées dans le Rapport 2009, qui posait la même question. À l'époque comme aujourd'hui, les personnes ayant un niveau d'éducation plus élevé étaient plus susceptibles d'avoir consommé des informations sur l'autre côté de la Méditerranée, mais moins enclines à juger cette expérience positivement.

### Chart 9.2

#### Sources médiatiques jugées les plus fiables en matière d'informations sur les pays SEM/ européens

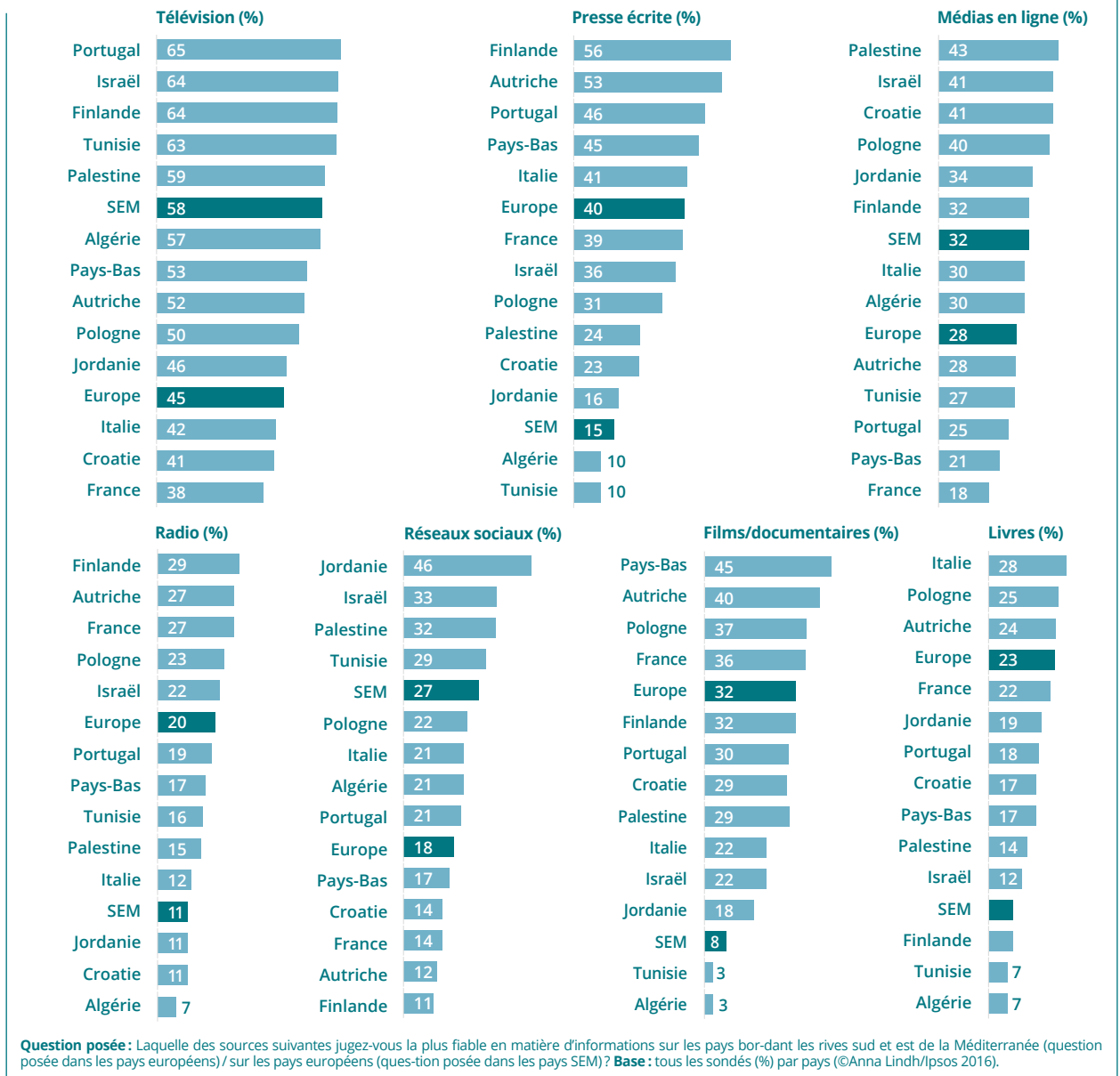


**Question posée :** Laquelle des sources suivantes jugez-vous la plus fiable en matière d'informations sur les pays bordant les rives sud et est de la Méditerranée (question posée dans les pays européens)/sur les pays européens (question posée dans les pays SEM) ? **Base :** tous les sondés (%) par région (©Anna Lindh/Ipsos 2016).

Cette fois, une nouvelle question cherche à savoir quelles sources médiatiques sont jugées les plus fiables en matière d'informations interculturelles. Il en ressort une prédominance nette de la télévision des deux côtés (45 % dans le nord et 58 % dans le sud) ; une confiance bien plus importante en la presse côté européen (40 % contre 15 %) ; une confiance relativement plus importante dans les médias en ligne et les réseaux sociaux au sud qu'au nord (32 % contre 27 % pour les médias en ligne et 28 % contre 18 % pour les réseaux sociaux) ; et une confiance nettement plus

**Chart 9.3**

Médias jugés les plus fiables en matière d'information interculturelles, par pays



importante dans les livres, les films et les documentaires en Europe. L'âge et le niveau d'éducation ont une influence sur ces résultats. (Graphique 9.2 and 9.3).

Il existe un écart entre, d'une part, le souhait exprimé de recevoir davantage d'actualités et d'informations sur les différents pays et cultures de la région, et d'autre part les perceptions de la façon dont les médias rendent compte de cette actualité. Le nombre important de citoyens de pays SEM n'ayant ni vu, ni lu, ni entendu quoi que ce soit dans les médias qui influence leur opinion sur les Européens, et d'Européens n'ayant pas changé d'opinion bien qu'ils aient reçu des informations sur les pays SEM, illustre ce phénomène. La question additionnelle sur les médias jugés les plus fiables pour ce type d'informations est évocatrice, car elle révèle ce que les citoyens utilisent et ce qu'ils jugent le plus fiable. L'enquête ne leur demande pas explicitement d'évaluer la crédibilité des médias ou de dire s'ils sont

satisfaits ou non de ce que les médias leur Rapportent sur les Européens ou les pays SEM. Ces conclusions doivent être déduites de ces données et d'autres recherches. Toutefois, au vu du niveau d'intérêt mutuel exprimé et des méprises mutuelles sur les valeurs de l'autre région – qui apparaissent le plus nettement dans les résultats de l'enquête sur l'éducation des enfants –, il semble possible de produire un travail médiatique plus engagé et plus positif dans cette sphère. L'analyse par pays individuel au sein des groupes et par caractéristiques socio-démographiques confirment ce diagnostic. Il existe une grande variation au sein des groupes de pays européens et SEM, de même qu'entre ces groupes.

D'autres questions posées dans l'enquête révèlent des efforts pour rencontrer et comprendre des citoyens de l'autre côté de la Méditerranée confrontés à des difficultés, en dehors de toute insatisfaction par Rapport aux comptes-

rendus des médias. Les rencontres en personne ou en ligne ouvrent ces opportunités. Il est à noter, cependant, que les Européens n'ayant pas changé d'opinion sont deux fois plus nombreux que ceux en ayant changé positivement, tandis que l'on constate une plus grande ouverture à ces rencontres dans le sud. Lorsqu'on interroge les citoyens sur les obstacles aux rencontres interculturelles, on constate que la langue, la culture et les stéréotypes tiennent une place importante. Les médias ne sont pas cités explicitement parmi ces facteurs, mais ils jouent un rôle dans chacun d'eux.

Les stéréotypes sont en grande partie – mais pas uniquement – des créations des médias et nécessitent une attention bien plus importante de la part des praticiens et chercheurs. Aussi les résultats Rapportés ici concernant la tolérance et le vivre ensemble dans des environnements multiculturels revêtent-ils une réelle importance pour les journalistes et les éditeurs. Il existe dans les pays SEM une convergence de valeurs et un plus grand engagement à concrétiser les opportunités de vie multiculturelle qu'en Europe. Une tendance très similaire se dégage des mesures répertoriées pour prévenir et gérer les conflits et la radicalisation. Des deux côtés, il existe un engagement envers des initiatives d'éducation, de jeunesse, d'échange, de culture, de religion et de formation, mais dans une mesure plus importante au sud. La formation des médias à la couverture interculturelle recueille davantage de soutien au sud qu'au nord.

### Observatoire des médias, recherche et dialogue

Les médias jouent un rôle dans la plupart des domaines de travail de la Fondation Anna Lindh, que ce soit pour communiquer et rendre compte des initiatives de la Fondation à divers niveaux ou pour analyser les évolutions sociétales qui ont une incidence sur elles.

Un observatoire portant sur la manière dont les médias couvrent des questions de relations interculturelles et destiné à fournir aux journalistes des ressources fondées sur des faits, pourrait être créé par la Fondation Anna Lindh et un consortium de partenaires, dont l'Union européenne de radio-télévision et le Réseau Euro-Med Médias. Le concept trouve son origine dans la constitution fondatrice de la Fondation Anna Lindh en 2003 et dans son récent inventaire des initiatives médiatiques. Il rassemblerait des analystes des médias, des journalistes et des représentants de la société civile pour cartographier et évaluer la couverture médiatique des relations interculturelles en utilisant ces résultats d'enquête comme référence. Il mettrait en lumière les bonnes pratiques et les manquements dans la couverture médiatique et mettrait à profit ces recherches auprès de dirigeants et propriétaires de médias, de journalistes et de décideurs politiques, entre cette enquête et la prochaine, prévue pour 2020. Chaque année, des dialogues de médias aborderaient ces questions et proposeraient des manières de les traiter plus efficacement, en tenant compte des secteurs de médias jugés les plus fiables selon les résultats de cette enquête. Conformément à la planification stratégique de la Fondation Anna Lindh, un certain nombre de « sujets brûlants » seraient inclus dans les recherches et le dialogue, notamment la migration, les

stéréotypes culturels, la mobilité, la réduction de l'espace pour la société civile, les libertés et le professionnalisme des médias, les réseaux sociaux et médias en ligne, le terrorisme et la radicalisation. Les écoles de journalisme de la région seraient pleinement associées à ce travail, en particulier dans son aspect de recherche.

Il est proposé de créer un mécanisme de réponse rapide pour les médias sur la base de cet observatoire et d'utiliser ses réseaux d'expertise. Ce système de réaction aux gros titres de l'actualité à dimension culturelle pourrait assurer un lien entre journalistes et experts régionaux ayant accès à la banque de données et aux exercices de cartographie. Ceux-ci pourraient en être les porte-paroles, produisant des analyses sur des thèmes tels que la migration, la cohésion sociale, les libertés des médias, les affinités religieuses et la radicalisation.

### Une plus grande implication des médias dans le débat

Les approches de l'implication des médias dans les affaires interculturelles de la région euro-méditerranéenne varient de l'approche prescriptive à l'approche engagée. Les ONG et les décideurs politiques ont tendance à être prescriptifs quant au rôle des médias tout en critiquant leurs performances. Ils exigent souvent une couverture des positions officielles plutôt que de donner aux médias un accès leur permettant de produire des comptes-rendus plus vivants, compréhensifs ou personnalisés. Les journalistes résistent à ce dirigisme mais se mettent sur la défensive quand ils sont accusés d'enfreindre les normes inscrites dans leur code éthique en matière d'objectivité, d'équité, de preuves et de sources. Ils font remarquer que les éditeurs et les propriétaires ont souvent des valeurs différentes de celles des journalistes qui travaillent pour eux et qu'un travail journalistique litigieux peut être contesté et critiqué de l'intérieur comme de l'extérieur.

Ce chapitre soutient qu'une approche plus engagée, impliquant des journalistes actifs, des rédacteurs et des éditeurs dans la discussion et l'action sur ces questions, est préférable pour tous les acteurs concernés. Voilà l'esprit dans lequel doivent être animés le dialogue, la recherche et l'analyse sur les médias dans l'observatoire proposé. Il y a plus de chances d'impliquer les médias si ceux-ci participent à la discussion, y compris en se prêtant à l'auto-critique et en expliquant comment ils répondent aux critiques des ONG et d'autres acteurs sur leur couverture journalistique. Les valeurs de la discussion et du débat argumentés, le souhait d'une plus grande participation interculturelle exprimé par le public du nord et du sud, ainsi que l'intensification des « sujets brûlants » dans la région, créent une réelle opportunité de couverture médiatique dans la période à venir. Si le meilleur moyen de résoudre ces débats consiste à mener un processus coopératif, ce troisième Rapport Anna Lindh sur les tendances interculturelles dans la région méditerranéenne offre de nombreuses possibilités en ce sens.

**Paul GILLESPIE** est chroniqueur et éditorialiste au Irish Times et chargé de recherche principal à la School of Politics and International Relations, University College Dublin.

# Le rôle des réseaux sociaux dans la formation des perceptions : la curiosité humaine comme médiateur

Rima MARROUCH

Examinant les résultats de l'enquête FAL/Ipsos concernant le rôle des médias dans la formation des perceptions dans la région, Rima Marrouch met en exergue l'importance des reportages sur la culture et le style de vie comme médiateurs entre les deux rives de la Méditerranée. Cependant, ayant étudié l'impact de ces reportages, l'auteur soutient que les médias ne jouent pas toujours un rôle positif, et qu'en conséquence, malgré la survie de la télévision comme source d'information dominante de part et d'autre de la Méditerranée, les réseaux sociaux acquièrent un rôle plus important dans la formation des perceptions, en particulier chez les jeunes.

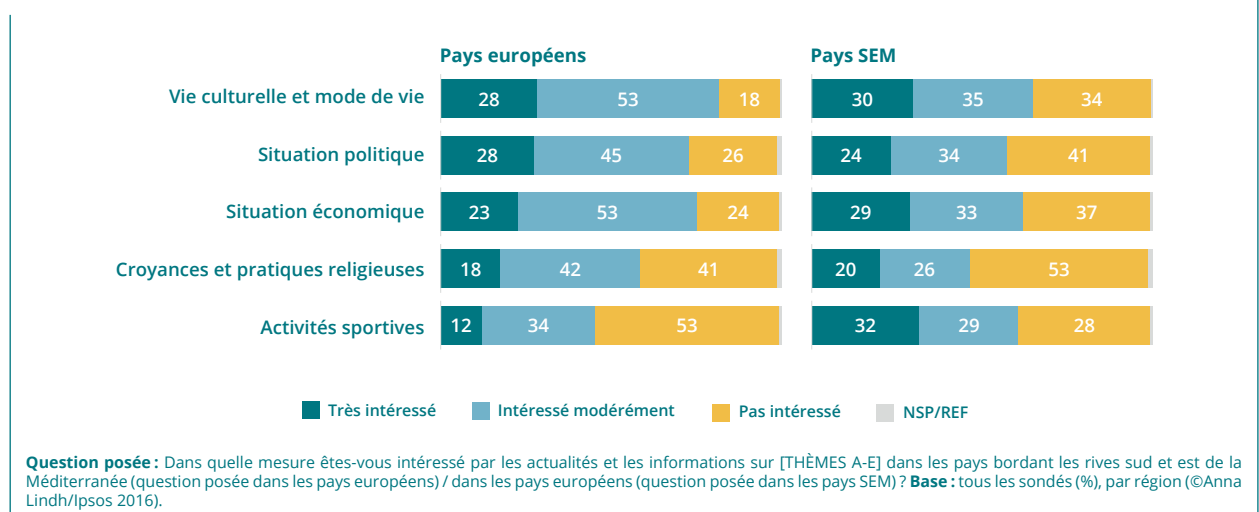
Dans les écoles primaires de Pologne, les élèves apprennent très tôt que les fondements de la civilisation européenne et de leur propre culture polonaise remontent à la Grèce antique et à Rome. Les mythes grecs et l'histoire romaine représentent une partie importante du programme scolaire primaire. Les mythes de Sisyphe, Perséphone et Antigone font partie des premiers enseignements que j'ai reçus quand je suis arrivée en Pologne en provenance de Syrie à l'âge de 11 ans.

Dans les écoles primaires syriennes, les élèves n'apprennent pas les excentricités des dieux grecs ni la bravoure des héros romains. La mythologie grecque ne figure pas au programme. La plupart des jeunes Syriens font connaissance avec la culture hellénistique et romaine de leurs propres yeux lors de voyages scolaires dans des sites antiques comme Apamée pour y admirer la grande colonnade, l'une des plus longues de tout l'Empire romain, et le théâtre, l'un des plus imposants

théâtres romains toujours existants, avec une capacité estimée à 20 000 spectateurs.

Peut-être grâce au programme scolaire polonais et aux voyages scolaires syriens de mon passé, mais surtout en raison de mes récents travaux de journaliste, l'enquête Anna Lindh/Ipsos sur les tendances interculturelles m'a intéressée à plusieurs titres. Premièrement, pour mieux comprendre quels types de comptes-rendus journalistiques sur les pays SEM intéressent les citoyens des pays européens couverts par l'enquête (Autriche, Croatie, Finlande, France, Italie, Pays-Bas, Pologne et Portugal), et inversement, quels types d'actualités sur les pays européens intéressent les citoyens des pays SEM couverts par l'enquête (Algérie, Israël, Jordanie, Palestine et Tunisie). Deuxièmement, l'enquête examine le rôle des médias dans la formation de la perception du public sur les personnes de l'autre rive de la Méditerranée, et constate que ce rôle n'est pas

**Chart 10.1** Intérêt pour les actualités et les informations sur les pays SEM/européens



toujours positif. Enfin troisièmement, l'enquête produit des résultats intéressants à propos des médias jugés les plus fiables en matière d'informations interculturelles par les citoyens des pays européens et SEM.

### La curiosité à propos de la vie des gens sur les autres rives de la Méditerranée

Je me suis penchée sur une partie du contenu vidéo publié sur la page Facebook arabe de la BBC et j'ai tenté de l'analyser au travers des résultats de l'enquête Anna Lindh/Ipsos sur les tendances interculturelles. J'ai regardé quel type de contenu vidéo était le plus partagé et visionné sur les réseaux sociaux de la BBC en arabe et j'ai essayé de voir si ce contenu suivait les tendances observées par l'enquête. Pourquoi le contenu vidéo ? D'après les prévisions de Cisco, une entreprise spécialisée dans les réseaux, le contenu vidéo représentera plus de 78 % du trafic mobile mondial d'ici 2021.

En mai 2017, une des vidéos les plus visionnées sur la page Facebook arabe de la BBC traitait d'un jeune homme produisant des petites voitures en Égypte. Le 15 mai 2017, la vidéo avait été visionnée 9 530 fois (un chiffre qui, s'il n'est pas énorme, faisait tout de même de cette vidéo l'une des plus regardées). D'après l'enquête, ce type de contenu sur la culture et le mode de vie suscite un intérêt important dans les pays européens et SEM. Dans les pays européens, 28 % des sondés se disent très intéressés par le contenu axé sur la culture et le mode de vie des pays du sud et de l'est de la Méditerranée, et 53 % se disent modérément intéressés par ce contenu. Dans les pays SEM, 30 % des sondés se disent très intéressés et 35 % modérément intéressés par le contenu portant sur la culture et le mode de vie en Europe. Pour moi, ces chiffres attestent d'une curiosité endémique à propos de la vie des gens de l'autre côté de la Méditerranée.

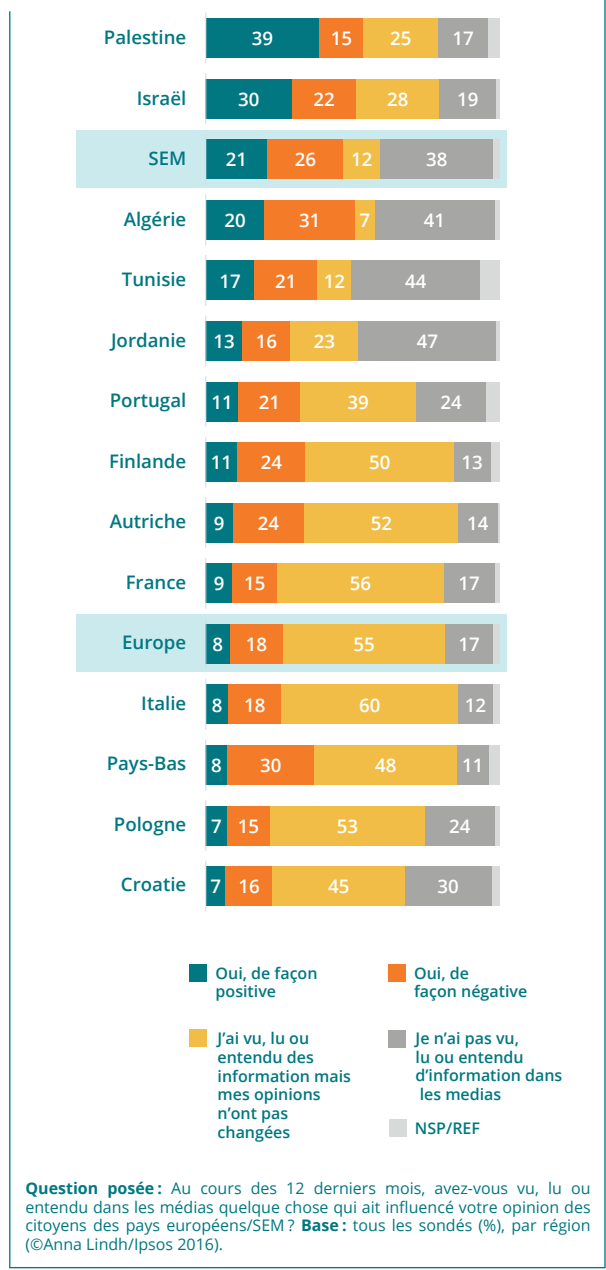
Dans les pays SEM, les informations sportives suscitent le même niveau élevé d'intérêt que les informations portant sur la culture et le mode de vie : 32 % des sondés dans les pays SEM se disent très intéressés par ce type de contenu à propos de l'Europe. Dans les pays européens, en revanche, à peine 12 % des sondés se disent très intéressés par l'actualité sportive des pays SEM (Graphique 10.1). De nombreux arabophones suivent les équipes occidentales, en particulier les équipes de football. Les rencontres entre le FC Barcelone et le Real Madrid, par exemple, génèrent un débat plus enflammé encore que la politique sur les réseaux sociaux.

La situation politique dans les pays SEM reste l'un des segments d'intérêt les plus forts dans les pays européens examinés. 28 % de tous les sondés dans les pays européens veulent connaître la situation politique dans les pays SEM, contre 24 % de sondés SEM

voulant être informés de la situation politique en Europe. Pour les sondés des pays SEM, les actualités sur la situation économique en Europe viennent avant celles qui concernent la situation politique (29 % de réponses « très intéressé » contre 23 % dans les pays européens).

Quand la Fondation Anna Lindh décidera de mener la quatrième vague de l'enquête, il sera intéressant de voir l'intérêt porté au contenu environnemental, car ce type de contenu n'est pas inclus dans l'enquête actuelle. Il semble y avoir dans le secteur des médias une méprise générale selon laquelle le public arabophone n'est pas intéressé par l'environnement. Les vidéos partagées

**Chart 10.2**  
Le rôle des médias dans la formation des perceptions sur les citoyens des pays SEM/ européens, par pays





sur les réseaux sociaux démontrent le contraire. Ainsi, en mai 2017, l'une des vidéos les plus partagées sur la page Facebook arabe de la BBC était une vidéo sur des scientifiques allemands produisant de l'énergie solaire artificielle. Ce projet est lié à des recherches sur la création d'un carburant soucieux du climat, d'après les reportages. Le 15 mai 2017, la vidéo avait été visionnée 350 617 fois et partagée 17 000 fois, ce qui démontre un niveau d'intérêt élevé pour les informations environnementales.

### Le rôle pas toujours positif des médias dans la formation des perceptions

L'enquête Anna Lindh/Ipsos sur les tendances interculturelles montre que les citoyens sont intéressés par les reportages venant de l'autre côté de la Méditerranée, mais la question reste de savoir quel impact ont ces reportages, ou de manière plus générale quel impact ont les médias, sur les opinions des personnes. Pour moi, en tant que journaliste, l'un des constats les plus frappants de l'enquête concerne le rôle des médias dans la formation de la perception du public européen et SEM sur les habitants de l'autre côté de la Méditerranée. L'enquête constate que les médias ne jouent pas toujours un rôle positif dans la formation des perceptions.

Lorsqu'on leur demande si les médias ont modifié leur opinion sur les citoyens des pays SEM, 18 % des sondés européens répondent « oui, de manière négative » (contre seulement 8 % de réponses « oui, de manière positive »). Dans les pays SEM, lorsqu'on leur demande si les médias ont contribué à modifier leur opinion sur les citoyens européens, 26 % des sondés répondent « oui, de manière négative » (contre 21 % de réponses « oui, de manière positive ») (Graphique 10.2). Il convient toutefois d'ajouter que dans les pays SEM, de nombreux sondés affirment ne rien avoir vu, lu ou entendu dans les médias à propos des pays européens. En Europe, en revanche, la plupart des sondés ont été exposés à une couverture médiatique sur les pays SEM, mais la plus grande partie des sondés affirment que les médias n'ont pas eu d'impact sur leurs opinions. Cependant, dans les deux régions, lorsque les médias ont eu un impact sur les perceptions des personnes, cet impact est plus susceptible d'être négatif. Dans les deux régions, les sondés faisant état d'un impact négatif sont plus nombreux que ceux rapportant un impact positif. Les pays où l'impact négatif des médias est le plus important sur les perceptions du public sont l'Algérie (31 %) dans la région SEM et les Pays-Bas (30 %) en Europe.

### Les jeunes consultent l'actualité sur les réseaux sociaux

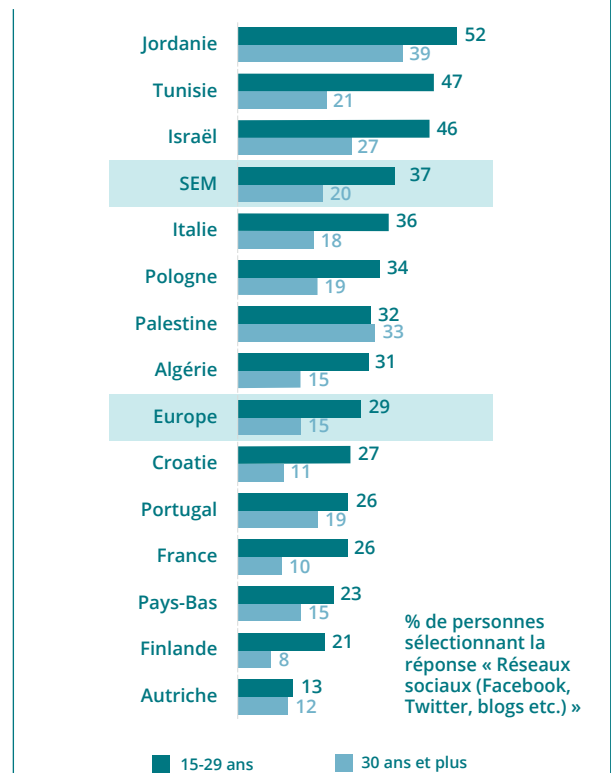
Si les médias amènent un changement dans les perceptions sur les personnes des autres rives de la

Méditerranée, c'est une indication que ces personnes sont souvent dépeintes de manière négative dans des reportages. Il serait très intéressant de savoir quels médias les sondés suivent et d'analyser le contenu visionné. Il n'est pas possible de faire cette analyse dans le cadre de l'enquête, mais nous pouvons examiner les résultats de l'enquête concernant les médias jugés les plus fiables en matière d'informations interculturelles.

En termes de confiance du public dans les médias, la télévision semble toujours jouir d'une position d'hégémonie en tant que premier canal de confiance en matière d'informations interculturelles. Dans les pays européens, quand on demande aux sondés « Parmi les sources suivantes, lesquelles jugez-vous les plus fiables en matière d'informations sur les pays bordant les rives sud et est de la Méditerranée ? », 45 % d'entre eux citent la télévision, 40 % la presse écrite, 32 % les films et documentaires et 28 % les médias en ligne (sites d'actualité, magazines en ligne).

La situation est autre dans les pays SEM, même si la télévision reste la source dominante. Lorsqu'on leur demande quelles sources ils jugent les plus fiables en matière d'informations sur les pays européens, 58 %

**Chart 10.3**  
Les réseaux sociaux comme l'une des sources jugées les plus fiables en matière d'informations sur les pays SEM/européens, par pays.



Question posée: Parmi les sources suivantes, lesquelles jugez-vous les plus fiables en matière d'informations sur les pays européens/SEM? Base: tous les sondés (% sélectionnant « Les réseaux sociaux (Facebook, Twitter, blogs, etc.) », par pays (©Anna Lindh/Ipsos 2016).

des sondés citent la télévision, 32 % les médias en ligne (sites d'actualité, magazines en ligne), 27 % les réseaux sociaux (Facebook, Twitter, blogs) et 15 % à peine la presse écrite.

Chez les jeunes, cependant, la télévision perd sa position dominante. Dans les pays européens, les sites d'actualité et les magazines en ligne sont considérés comme des médias fiables par 42 % des jeunes (15-29 ans), devant la télévision (40 %) et la presse écrite (35 %). L'hégémonie de la télévision s'estompe aussi lentement dans les pays SEM, et bien qu'elle reste au sommet en étant une source de confiance pour 48 % des jeunes, les réseaux sociaux gagnent rapidement en importance. Les réseaux sociaux comptent parmi les sources les plus fiables pour 37 % des jeunes dans les pays SEM, une proportion égale au pourcentage de jeunes ayant confiance dans les médias en ligne (37 %). Dans les pays européens, en revanche, même chez les jeunes, les médias en ligne bénéficient toujours clairement d'une plus grande confiance que les réseaux sociaux (Graphique 10.3).

À l'ère des « fake news », on peut s'étonner de voir de nombreux jeunes des pays SEM et des pays européens considérer les réseaux sociaux comme des médias fiables en matière d'informations interculturelles. En tant que Syrienne, je comprends parfaitement ce choix, non seulement pour les informations interculturelles, mais aussi pour diverses informations d'actualité. Les réseaux sociaux constituent une plateforme importante pour de nombreux Syriens, non seulement pour diffuser des informations d'actualité, mais également pour vérifier les informations, car la population ne n'accorde pas sa confiance aux principaux médias syriens pour rendre compte des événements survenant dans le pays de manière indépendante et fiable. De nombreux Syriens, et comme le montre l'enquête, de nombreux Jordaniens, Israéliens, Palestiniens et Tunisiens, se tournent vers les réseaux sociaux pour se tenir au fait de l'actualité. L'enquête constate qu'environ la moitié des 15-29 ans en Jordanie, en Tunisie et en Israël citent les réseaux sociaux parmi leurs premières sources de confiance en matière d'actualités sur les pays européens. En Palestine et en Algérie, les réseaux sociaux ont la confiance d'environ un jeune sur trois.

Les réseaux sociaux ne sont pas seulement utilisés pour diffuser des informations et du contenu, mais également pour les vérifier. Dans mon travail, je suis souvent un groupe Facebook appelé Instant Reporting Team (désormais neoIRT). Le groupe est composé de journalistes, activistes, réalisateurs et personnes intéressées par l'évolution de la situation en Syrie (il y a aussi des informations publiées sur l'actualité internationale). Le groupe fonctionne comme suit : un membre publie une information sous forme de statut (par exemple, le point sur des affrontements en cours à

Tabaqa, près de Raqqa), et d'autres membres disposant d'informations supplémentaires sur le sujet publient ces informations en commentaires. Si quelqu'un se trouve à proximité de l'endroit en question ou possède des contacts à cet endroit, cette personne est souvent taguée dans la publication pour la vérifier ou fournir davantage d'informations.

neoIRT n'est qu'un exemple parmi d'autres groupes Facebook syriens où les membres partagent et tentent de vérifier des informations. Cette méthode organique permet de diffuser des informations fiables quand les médias classiques ne sont pas là pour le faire. Il existe à travers le monde arabe d'autres groupes comme neoIRT répondant au désir d'obtenir des informations fiables. Ces groupes me donnent espoir, tout comme les résultats de l'enquête 2016 de la Fondation Anna Lindh sur les tendances interculturelles. L'intérêt des citoyens pour divers types d'actualités, notamment sur la culture et le mode de vie, en provenance de tous les côtés de la Méditerranée, me donne bon espoir que la curiosité naturelle de l'être humain pour la vie des autres est saine et sauve. L'enquête observe cependant un rôle négatif troublant des médias dans le façonnement des perceptions. En tant que journalistes, nous devons nous demander quelles actualités nous choisissons de couvrir, de quelle manière nous les couvrons, et quel impact elles peuvent avoir sur les perceptions des citoyens.

**Rima MARROUCH** est productrice freelance basée à Londres. Ces trois dernières années, elle a principalement travaillé pour la BBC en arabe, Reuters Video News, CBS et Al Jazeera.

# Vers une déconstruction commun des stéréotypes de genre

Inès SAFI

L'enquête Anna Lindh/Ipsos pose trois questions sur le rôle des femmes dans l'arène politique, économique et sociale des sociétés sondées, et demande si ce rôle doit s'accroître, se réduire ou rester le même. Analysant les réponses à ces questions en Europe et dans les pays du sud et de l'est de la Méditerranée, Inès Safi tire des conclusions intéressantes sur la perception du rôle des femmes dans ces sociétés et sur ce que pourraient être les causes profondes et directes de ces perceptions.

Il est indéniable que les perceptions du statut et des rôles des femmes ne forment pas une donnée idéologique figée ; elles sont modelées par le contexte et les mécanismes en jeu. Ces perceptions contribuent à leur tour à renforcer ou à affaiblir ces mécanismes, et peuvent constituer, selon leur nature, un frein ou un moteur à l'émancipation féminine. On voit ainsi se dessiner des cercles vicieux ou vertueux : une femme affaiblie ou épanouie renforce la perception qu'on a d'elle, qu'elle soit négative ou positive, respectivement, et elle dispose alors de moins ou de plus de ressources.

Comment analyser et interpréter ces diverses perceptions ? Comment les améliorer et les orienter afin qu'elles favorisent la confiance mutuelle et l'émancipation des femmes, et par là, celle de l'humanité entière ?

## De différentes perceptions dans les pays de la région

Dans le sondage Anna Lindh/IPSOS, nous disposons des résultats détaillés en fonction du genre, de deux tranches d'âge, de pays ainsi que de leur répartition en deux groupes « Europe » et « SEM » (Méditerranéens du sud et de l'est).

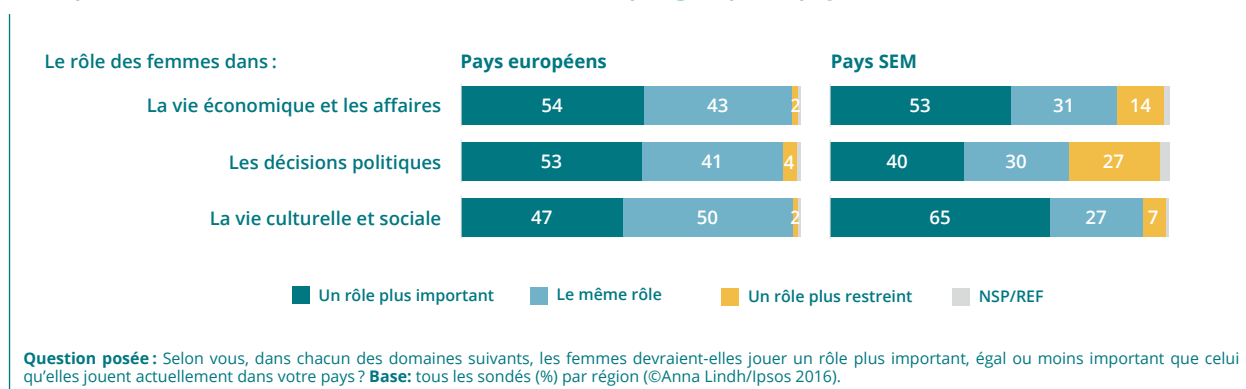
Trois questions sont posées, avec un choix parmi trois réponses possibles à chaque question. Est-ce que le rôle des femmes doit augmenter, rester stable ou alors diminuer dans trois domaines, dont le contenu et la portée n'ont pas été précisés : Prise de décisions politiques ; Vie économique et monde des affaires ; et Vie culturelle et sociale.

En comparant les résultats de l'Europe à ceux dans les pays SEM d'une façon globale, deux faits saillants et contradictoires apparaissent quand on se focalise sur deux taux : ceux en faveur d'un accroissement des rôles de la femme d'un côté et ceux optant pour leur diminution.

En faveur de l'accroissement, les pourcentages Europe/SEM sont les suivants : dans le domaine politique : 53/40, dans celui économique : 54/53 et dans celui socio-culturel : 47/65. Il est surprenant que ces taux soient quasiment identiques dans le domaine économique, et plus encore, que ceux dans le SEM soient nettement supérieurs à ceux de l'Europe dans le domaine socio-culturel (Graphique 11.1).

En examinant de plus près, pays par pays et en nous focalisant sur le taux parmi les hommes en faveur de

**Chart 11.1**  
Perceptions sur les rôles des femmes dans la société, par groupe de pays





l'accroissement du rôle de la femme, on constate qu'il est quasiment impossible de regrouper en tête les pays de l'Europe devant ceux du SEM, dans aucun des domaines.

Passons maintenant au taux en faveur d'une diminution des rôles des femmes. Ici les écarts entre l'Europe et le SEM se creusent comme suit : dans le domaine politique : **4 /27**, dans **l'économique : 2 /14** et dans **le socio-culturel : 2/7**. On note cependant encore une nette faveur pour le domaine socio-culturel dans le SEM (Graphique 11.2).

Le taux des femmes favorables à l'accroissement de leurs rôles dépasse en général celui des hommes, mais d'une façon très variable. Curieusement, dans le domaine politique, il est le double de celui des hommes en Finlande et en Europe en moyenne, alors qu'il reste très semblable à celui des hommes en France, Jordanie et Palestine.

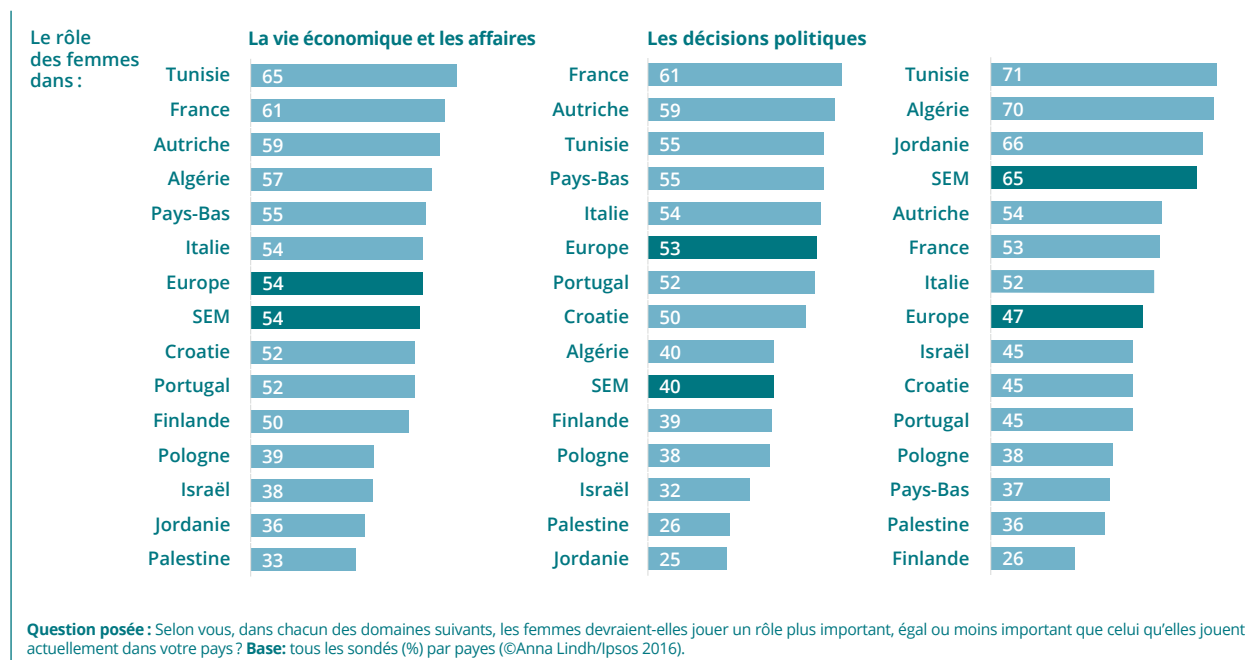
Le taux de femmes favorables à leur moindre participation est réduit comparé à celui des hommes, mais reste parfois très proche, ce qui est inattendu. C'est en Palestine et Israël, dans les domaines économiques et socio-culturel, où il devient même quasiment égal à celui des hommes.

De ces données, il apparaît donc difficile de faire ressortir une tendance commune à l'Europe d'un côté et au SEM de l'autre. Les fluctuations autour de leurs moyennes, en fonction des pays et des domaines, sont si grandes qu'il est finalement important de relever des singularités de chaque pays et de chaque domaine.

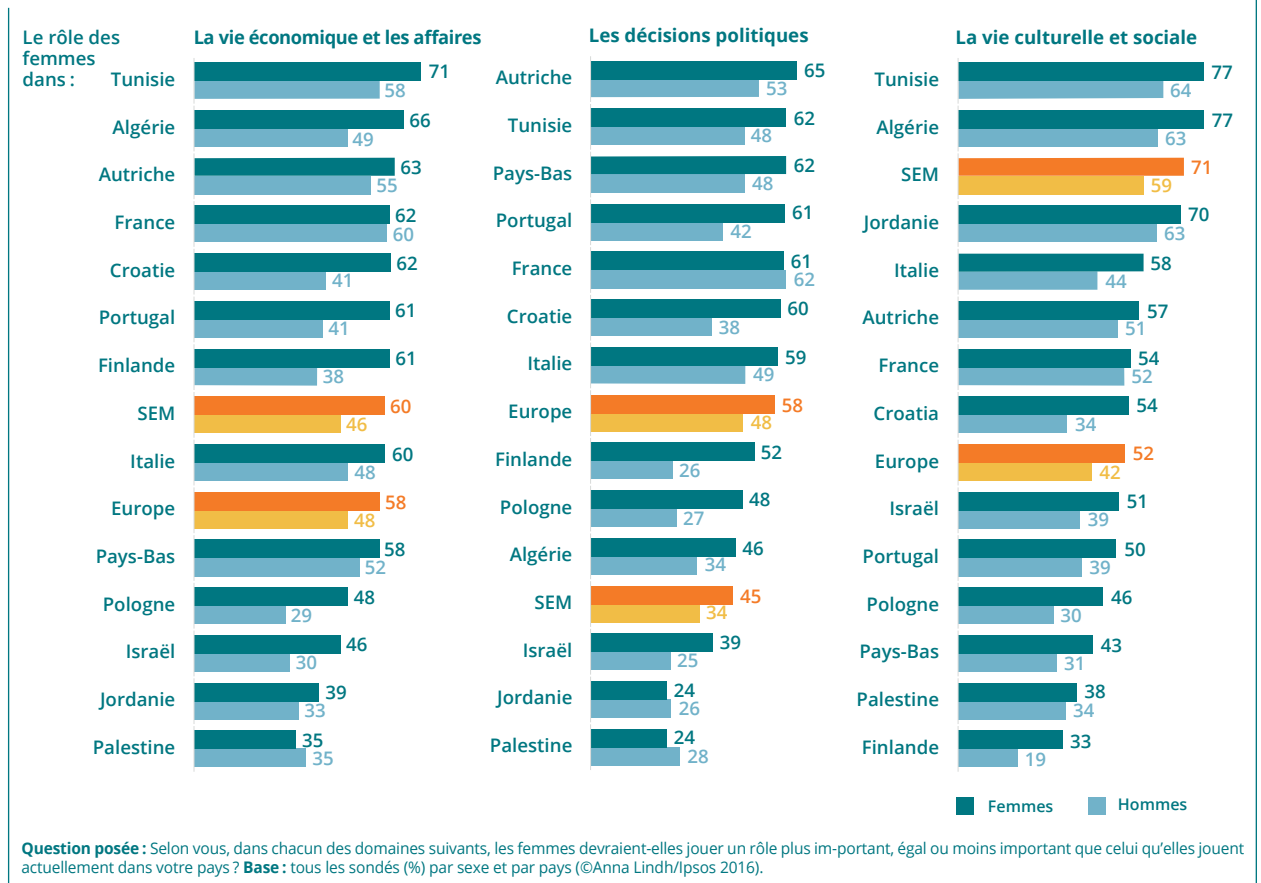
L'exemple le plus frappant est la Tunisie, qui, dans les trois domaines, se distingue par des taux d'hommes (48 %) favorables à l'accroissement du rôle des femmes relativement hauts par rapport au SEM et à la majorité des pays européens. Ce qui est surprenant quand on sait que sa situation économique reste très fragile, et que des mouvances extrémistes s'y sont nettement développées depuis la révolution. On compte un pourcentage de 31 % de femmes au parlement en 2016. Or, en opposition avec le taux élevé des hommes favorables à l'accroissement, 22 % des hommes optent pour une moindre participation politique des femmes. Il est difficile de déceler une raison unique à ce fait. Est-ce qu'ils considèrent qu'elles sont déjà trop présentes, ou est-ce que les discours véhiculés par des extrémistes auraient façonné cette opinion ? Quel a été le succès des femmes politiques, soit leur succès réel, soit l'image qui en a été véhiculée publiquement, et qui a pu être dévoyée ? Le fait que 12 % des femmes souhaitent aussi une moindre participation politique nous interpelle. Cela pourrait relever aussi bien de convictions d'ordre religieux que d'une perception négative de l'arène politique et de ses conflictualités (Graphique 11.3).

Il est utile de rappeler, que, selon les indicateurs de la Banque Mondiale en 2015, le taux de citoyens inactifs femmes/hommes en Tunisie est de 38/35 % dans la tranche d'âge majoritaire de 15 -25 ans, et de 21.1/12.5 % tout âge confondu, ce qui traduit une grande précarité, même chez les diplômés. Qu'une si grande proportion de jeunes soit au chômage est un fait qui s'étend au-delà de la Tunisie, et qui pourrait expliquer la tendance un peu surprenante que la tranche

**Chart 11.2**  
Perceptions sur les rôles des femmes dans la société, par pays



**Chart 11.3** Perceptions sur les rôles des femmes dans la société, par sexe et par pays



des jeunes soit généralement moins favorable à la participation féminine. Mais on pourrait ainsi s'attendre à ce que les hommes considèrent les femmes comme des concurrentes sur le marché de travail, convaincus d'avoir la priorité car ils seraient appelés, plus que les femmes, à prendre en charge leur famille ou leurs parents. Or, le taux d'hommes tunisiens réticents à la participation économique est de 12 %, donc comparable à celui en Israël (11 %) où les taux de chômage femmes/hommes sont de 5.5/5.8 en 2015, et de 10.5/8.9 chez les jeunes. D'autres raisons en dehors de la situation économique pourraient donc être recherchées pour expliquer la donne, y compris l'influence de l'orthodoxie religieuse dans ces pays.

### Repenser aux aspirations personnelles de chacun pour une véritable émancipation

Le Sondage Anna Lindh/IPSOS a le mérite d'illustrer des variations complexes qui vont à l'encontre d'une lecture simplificatrice selon laquelle la perception du rôle des femmes est réduite à une explication purement ethnique ou religieuse. Une telle lecture réductrice voile les causes d'ordre profane ou matériel de cette perception, ces causes interagissant elles-mêmes fortement avec les idéologies qui dominent dans chacune des sociétés étudiées.

A titre d'exemple, il faudrait considérer que la violence conjugale reste banalisée, et que souvent on attend des femmes qu'elles la supportent, même dans les pays du SEM où les hommes sont très favorables à la participation et à la scolarisation des femmes, et où le nombre des étudiantes dans les universités dépasse souvent celui des étudiants.

Ensuite, le pouvoir sociétal des femmes n'a pas nécessairement à se traduire selon les termes posés par le sondage. Nous assistons en effet à une tendance qui, sous la bannière de l'universalisme, opère une extrapolation simplificatrice à partir d'un repère occidental, adopté au-delà de ses frontières, ou plus précisément, d'un féminisme universaliste. Tout discours « local » qui s'oppose à ce discours « global », le modère, ou le contextualise, est taxé de régressif : l'égalitarisme se transforme en dogmatisme, et devient même un allié du racisme.

Ainsi, on se focalise sur les perceptions des rôles des femmes, qui devraient être égaux à ceux des hommes, comme seul indicateur de la perception de leur importance dans la société. Or, le monde a subi une invasion du modèle capitaliste fondé sur une supra-rationalité économique, et qui a fait disparaître des modes de vie

où la nature, l'artisanat, fondamentalement lié à l'art, la littérature ou la poésie sont valorisés, et ont souvent une portée spirituelle importante, comme ce fut le cas en Islam. Certes, des femmes musulmanes méconnues furent reines, et d'autres encore ont influencé fortement les souverains et le cours de l'histoire, ou ont été de grandes mécènes ou guides spirituels reconnues. Mais la vie au sein du foyer peut aussi jouer un rôle bien riche et central, et permettre des apprentissages primordiaux, où l'amour et le sentiment de sécurité sont des supports importants de la transmission des savoirs (incluant savoir-être et savoir-faire), et où les acteurs féminins peuvent jouir d'un pouvoir important. Or, nous assistons à un déplacement de ce centre de gravité : le signe du progrès est que femmes et enfants quittent le foyer. Un métier d'employée dans une usine devient plus valorisé que celui d'une tisserande à domicile, et la maternité devient concurrente de l'émancipation féminine.

Il s'agit donc de préciser ce que l'on entend par émancipation. Il vaudrait mieux s'abstenir de la définir d'une façon absolue, et offrir la possibilité à chaque femme de choisir librement le chemin qui correspond le mieux à ses aspirations les plus profondes. Cela nécessite que la femme puisse se libérer à la fois des systèmes idéologique, politique ou religieux qui la dominent et la manipulent. Mais cela requiert aussi une libération simultanée de l'homme qui n'est pas seulement au cœur de ces systèmes mais en est aussi victime ; il en reproduit les schémas de domination, voire parfois de persécution, vis-à-vis de la femme.

En particulier, deux systèmes idéologiques enferment les femmes et les hommes du SEM. D'une part, le système du rationalisme ultralibéral et de toutes ses retombées environnementales et géopolitiques qui engendre l'appauvrissement au niveau matériel mais aussi celui de la valeur de l'être humain.

Pour donner envie à une mère de sortir, il est important que le système économique rende l'extérieur moins dangereux et plus propice à son bonheur, et qu'il prenne en compte plus systématiquement la maternité mais aussi la paternité, afin que les hommes partagent cette responsabilité. Ce qui nécessite de remédier aux lois de la jungle qui régissent les milieux industriels, à la mécanisation des emplois et à l'uniformisation des objets et des mentalités.

D'autre part, le système du rationalisme religieux aboutit aussi à un appauvrissement de la spiritualité, de la beauté, et de l'inspiration, aux dépens d'un littéralisme réducteur. Concernant l'Islam, j'encouragerai la valorisation des exemples féminins, à la fois historiques et actuels : femmes souveraines, scientifiques ou poétesses, mécènes, ou illustres guides spirituels de grands érudits masculins. Ayant contribué à l'histoire de l'humanité entière, elles devraient être mieux

connues comme antidotes aux stéréotypes portés par des imaginaires collectifs à la fois dans des pays du SEM, figeant la définition d'une femme musulmane « exemplaire », et en Europe, figeant l'image d'une femme aliénée. Ces stéréotypes forment des entraves supplémentaires à l'épanouissement des femmes du SEM, affaiblissent leur confiance en elles-mêmes et en leurs ressources culturelles et civilisationnelles. On pourrait aussi évoquer les regards portés en sens inverse, par la femme sur l'homme, qu'elle peut considérer comme un ennemi juré, et par le SEM vis-à-vis de l'Europe, et qui entravent tous le dialogue et la confiance mutuelle. Même si l'Europe, de par sa situation de force, en est moins dépendante et sensible, de telles perceptions négatives peuvent empêcher des échanges interculturels apaisés, et aboutir, par exemple, au rejet de certaines critiques constructives ou de projets de bonne foi émanant de l'Europe.

Enfin, on pourrait déceler dans le sondage Anna Lindh/IPSOS des effets des injustices sociales et de l'extrémisme associé au consumérisme, qu'on aspirerait à contrebalancer. Mais on pourrait aussi être à l'écoute des aspirations exprimées dans ce sondage, sans nous arrêter à leurs jugements de « valeur ». Celles qui visent à la participation des femmes dans le domaine socio-culturel sont particulièrement élevées dans le SEM. Or, le rôle de la culture, incluant les sciences, les arts, la littérature et les contes, entre autres, ne saurait être sous-estimé par Rapport aux rôles économiques et politiques. Dans ce domaine, le pouvoir des femmes pourrait s'étendre et agir profondément, et saurait mieux transformer les sociétés et les mentalités, afin de les conduire à se libérer des systèmes idéologiques et économiques oppressants.

**Inès SAFI** est polytechnicienne, chercheuse en physique théorique au CNRS sur le campus Paris-Saclay-Orsay.

# La jeunesse, un investissement intelligent pour une région méditerranéenne stable

Abdelrahman ALDAQQAH

Analysant les positions et les points de vue des jeunes euro-méditerranéens sur les interactions interculturelles, les obstacles à la communication interculturelle, la migration des jeunes et la diversité culturelle et religieuse, Abdelrahman Aldaqqah plaide pour l'investissement dans la jeunesse et le dialogue comme solution à long terme pour endiguer la radicalisation. L'auteur propose l'autonomisation des jeunes, l'éducation, les initiatives de débat, les échanges entre jeunes et les activités interculturelles comme instruments efficaces pour surmonter les mésententes et les stéréotypes, et ainsi prévenir la radicalisation à la racine.

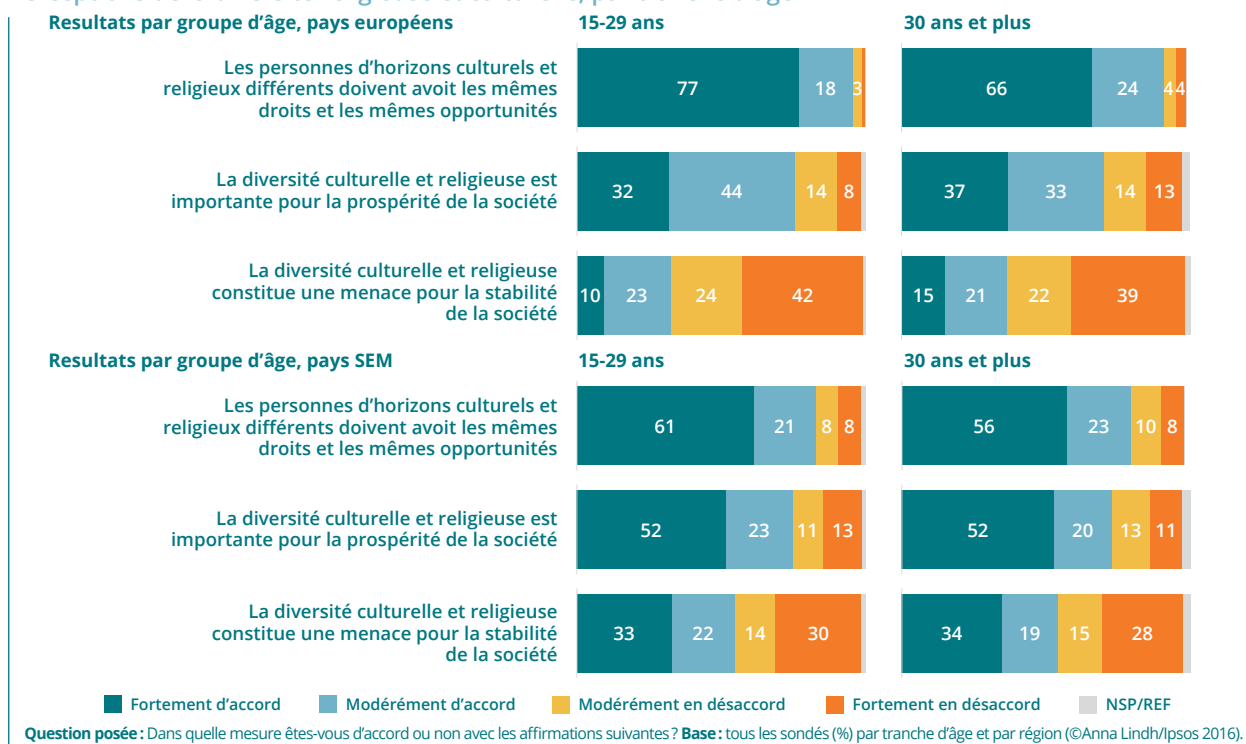
La jeunesse est un élément constitutif majeur de la région méditerranéenne. Le Printemps arabe devait être le début d'une nouvelle ère d'espoir, de liberté et de démocratie, mais la jeunesse de la région est toujours confrontée à l'exclusion sociale, à la migration, au chômage et au radicalisme.

Les résultats de la dernière enquête Anna Lindh/Ipsos révèlent toutefois un optimisme quant à l'avenir. Cet article adopte un point de vue axé sur l'idée de l'engagement social et de l'autonomisation des jeunes comme futurs gardiens de la paix. Il souligne également l'importance du dialogue et de la coopération interculturelle, des initiatives menées par les jeunes et de l'éducation pour prévenir les conflits et la radicalisation, et les avantages attendus de la coopération euro-méditerranéenne.

## La diversité religieuse et culturelle : défi ou opportunité ?

Les principes du vivre ensemble et de la tolérance sont très précieux pour construire des relations mutuellement acceptables entre des communautés très diverses. La mauvaise gestion de la diversité religieuse dans la région alterne entre intégration fragile et querelles. Au Moyen-Orient, de nombreux groupes ethniques n'ont pas pu bénéficier positivement de la diversité. Les dégâts et la dévastation permanents causés par les conflits religieux et ethniques au Moyen-Orient sont clairement reflétés dans l'enquête : 55 % des jeunes des pays SEM décrivent la diversité religieuse et culturelle comme une menace à la stabilité de la société, contre 33 % des jeunes Européens (Graphique 12.1).

**Chart 12.1**  
Perceptions de la diversité religieuse et culturelle, par tranche d'âge



Néanmoins, bien que plus de 70 % des sondés des deux côtés de la Méditerranée associent nettement ou modérément la région méditerranéenne à des notions d'instabilité et d'insécurité, cette perception est moindre chez les jeunes Européens que chez les sondés plus âgés (64 % contre 72 %) (Graphique 12.2).

Une grande majorité des jeunes européens pense que les personnes d'autres cultures et religions doivent bénéficier des mêmes droits et des mêmes opportunités (95 %), un avis partagé par une proportion moindre de jeunes dans les pays SEM (82 %). Globalement, les jeunes des deux côtés de la Méditerranée considèrent la diversité culturelle et religieuse comme un atout pour leurs sociétés (76 % en Europe et 75 % dans les pays SEM). On peut ainsi estimer que la diversité constituerait un outil viable de résolution des conflits dans la région si l'éducation à la paix et les programmes d'échange sont intégrés dans les processus éducatifs.

### Solutions à long terme par l'autonomisation des jeunes et l'éducation de qualité

Le travail avec les jeunes est le facteur le plus important dans la prévention de la radicalisation, ce groupe étant considéré comme le plus vulnérable à l'extrémisme. L'éducation est un facteur de changement qui permet aux jeunes de réaliser leur potentiel. En 2012, le taux de scolarisation des enfants dans l'UE était de 93,9 % (Union européenne, 2016). Au Moyen-Orient, si le niveau moyen de scolarisation a quadruplé depuis 1960, il a aussi contribué à une explosion du nombre de diplômés sans emploi ou de personnes aux compétences inadéquates (Banque mondiale, 2014). Les années de scolarisation sont indicatives de l'impact cumulatif du développement éducatif, mais ne reflètent pas directement la qualité de l'enseignement. De manière surprenante, des données antérieures montrent que 69 % des recrues de l'organisation État islamique possèdent un niveau d'éducation au moins secondaire, l'âge de recrutement moyen étant de 27,4 ans (Devarajan et Mottaghi, 2016).

Si l'on s'en réfère à l'enquête, une majorité de citoyens des deux côtés de la Méditerranée pense que l'éducation, les programmes axés sur la jeunesse, la participation des jeunes à la vie publique, le dialogue interreligieux, les programmes d'échange et les initiatives culturelles et artistiques constituent des mesures efficaces pour lutter contre la radicalisation, la plupart personnes (81 % des Européens et 86 % des sondés SEM) estimant que les initiatives axées sur l'éducation et le dialogue mené par les jeunes seraient très efficaces ou modérément efficaces (Graphique 12.3).

Les jeunes des pays SEM sont plus nombreux que ceux des pays européens à penser que les programmes axés sur l'éducation et la jeunesse sont très efficaces (64 % contre 53 %). De même, les pays SEM comptent une plus forte proportion de jeunes estimant que le soutien de la participation des jeunes à la vie publique des pays SEM est une mesure « très efficace » que les pays européens (62 % contre 39 %). Ces résultats coïncident avec les priorités du plan d'action 2016 des Nations Unies sur la prévention de l'extrémisme violent, qui souligne le rôle de l'autonomisation des jeunes, de l'investissement dans l'éducation, du développement des compétences et du dialogue dans la prévention des conflits. L'étude du Département pour les communautés et la gouvernance locale (DCLG) (Pratchett et al., 2010) a montré que les interventions les plus efficaces avec les jeunes sont le « renforcement de capacités ou l'autonomisation des jeunes ». Ces résultats, avec les résultats de l'enquête, fournissent une approche concrète pour prévenir la radicalisation et assurer une plus grande stabilité à la région.

Les exemples régionaux ont une grande importance dans la promotion de la Méditerranée pour prévenir le radicalisme. Par ailleurs, pour vaincre les idées fausses et le renforcement des stéréotypes, il est essentiel d'élargir les horizons des jeunes au-travers d'initiatives comme le débat, les échanges entre jeunes et les activités interculturelles.

**Chart 12.2**  
Perceptions sur la région euro-méditerranéenne dans les pays européens, par tranche d'âge

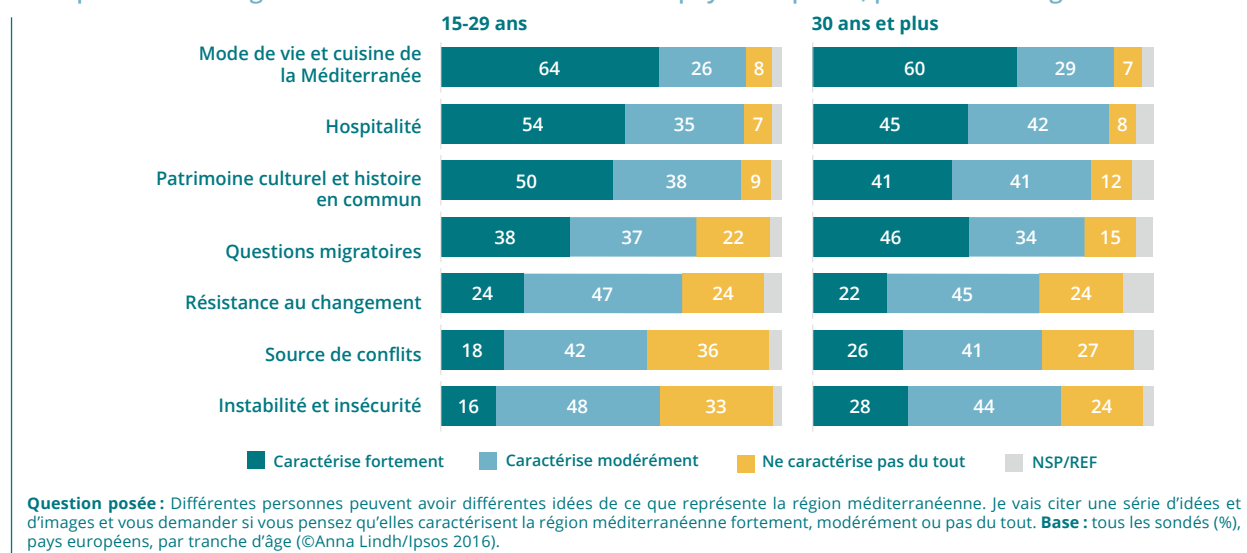
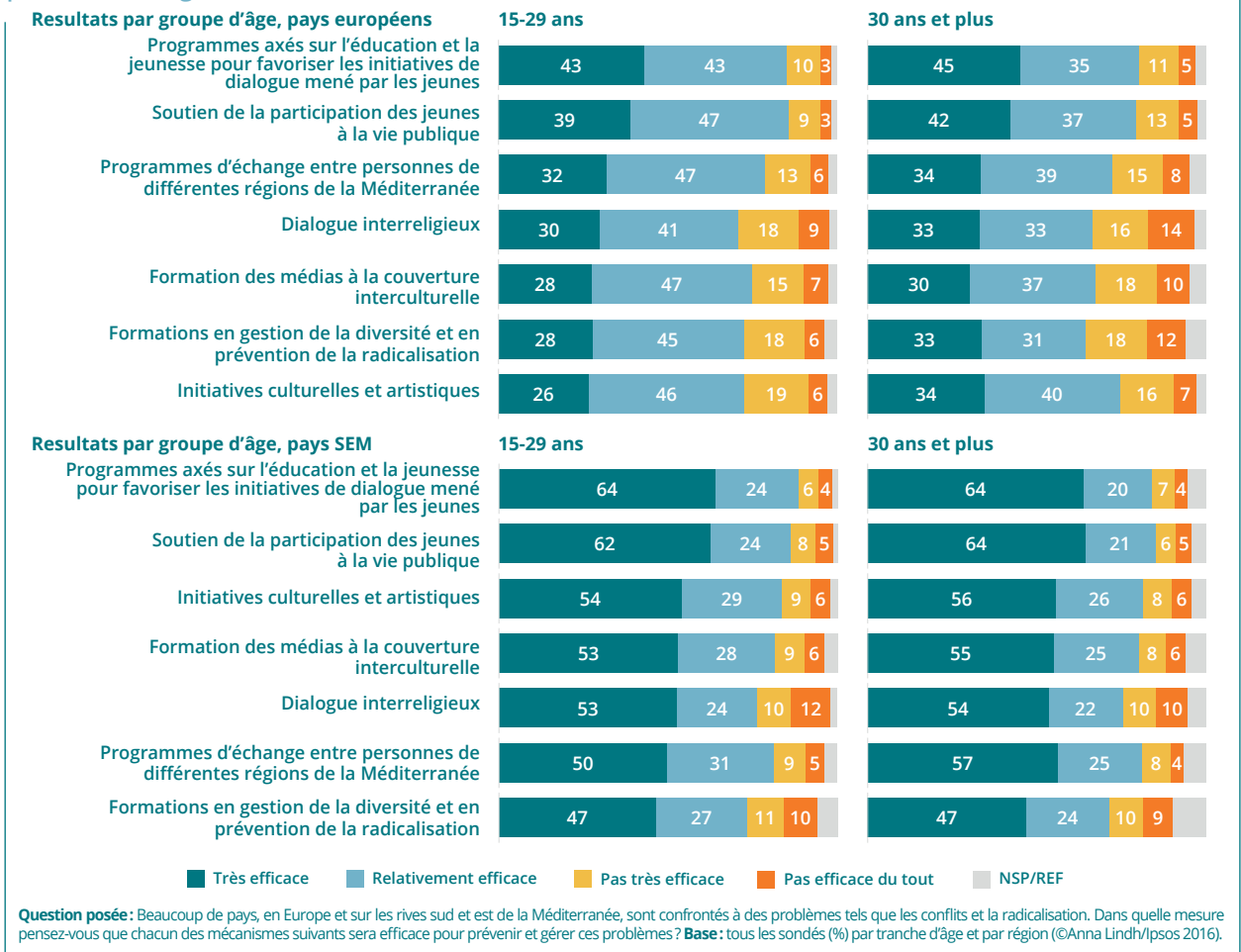




Chart 12.3

Perceptions sur les mécanismes de prévention et de gestion des conflits et de la radicalisation, par tranche d'âge



### Déradicalisation et initiatives menées par les jeunes

L'interaction interculturelle et la consolidation de la paix sont au centre de nombreux débats publics dans l'ensemble de l'espace méditerranéen. Le projet Slotervaart est un projet communautaire ayant pour but de renforcer la résilience face à la radicalisation aux Pays-Bas. Dans le cadre de ce projet, des débats et interactions ont été organisés entre musulmans et non-musulmans sur des thèmes relevant de l'Islam et sur des questions politiques. Les facteurs clés du succès de l'approche de sensibilisation adoptée par le projet étaient le mode d'interaction et l'implication avec la communauté élargie.

Le projet « Voix des jeunes arabes » est un autre programme régional efficace lancé en 2011 conjointement par la Fondation Anna Lindh et le British Council dans le but de renforcer les capacités et d'accroître les opportunités de débat mené par les jeunes dans toute la région arabe. Des centaines de jeunes ont pris part à ce programme visant à enrichir le dialogue démocratique par la formation, la participation des jeunes et l'échange de vues. Le programme a étendu et renforcé en 2017 pour devenir le programme « Voix des jeunes méditerranéens », afin d'augmenter le niveau d'échange entre jeunes européens et arabes et d'intensifier la composante de plaidoyer pour la jeunesse.

En réponse à l'appel mondial pour la mobilisation et l'autonomisation des jeunes, la première Stratégie du PNUD pour la jeunesse 2014-2017 (PNUD, 2014) met en avant le potentiel de la jeunesse pour jeter des ponts de dialogue entre les cultures. Elle aborde également les défis qui se posent aux jeunes et formule des recommandations pour leur autonomisation à travers le monde. Les objectifs de la stratégie sont: l'autonomisation économique des jeunes, l'engagement des jeunes comme force positive pour le changement transformationnel, et l'augmentation de l'engagement civique et de la participation des jeunes dans le processus décisionnel. Par ailleurs, le Conseil de Sécurité des Nations Unies de 2015 a adopté à l'unanimité la résolution 2250 appelant les États membres à accroître la représentation des jeunes dans le processus décisionnel à tous les niveaux et à créer des mécanismes pour permettre aux jeunes de participer de manière significative à la construction de la paix et à la résolution des conflits.

Bien sûr, beaucoup d'autres pays et organisations ont entrepris des actions profondes et exemplaires, mais nous ne pouvons tous les citer ici. Une étude intitulée *A comparison of youth-driven and adult-driven youth programs* (« Comparaison entre les programmes pour les jeunes menés par les jeunes et ceux menés par les adultes ») a mis en lumière l'importance de donner aux



jeunes l'opportunité de mener des initiatives qu'ils peuvent s'approprier davantage et qui leur permettent une plus grande autonomisation et une plus grande acquisition de compétences de leadership et de planification que les programmes menés par les adultes (Reed L. et al, 2005).

### L'ouverture et le dialogue comme base de la coopération euro-méditerranéenne

Les pays du pourtour méditerranéen sont reliés par l'histoire, la géographie et la culture. La curiosité apparente et l'intérêt mutuel constatés chez les sondés SEM et européens constituent les fondements d'une coopération plus efficaces à travers la région méditerranéenne. 53 % des jeunes d'Europe font état d'interactions avec des personnes d'autres pays, les jeunes ayant un grand intérêt pour les informations et les actualités des pays SEM étant à 69 % et les jeunes ayant un niveau élevé de tolérance à 57 %. Les jeunes des pays SEM sont 40 % à rapporter des interactions avec une personne d'Europe. Pour ce qui est des méthodes d'interaction, un élément particulièrement notable est la proportion relativement plus faible de jeunes européens passant par internet et les réseaux sociaux pour entrer en contact avec des personnes de pays SEM (7 % contre 32 % des jeunes des pays SEM). L'école est le principal lieu d'interaction interculturelle pour 30 % des jeunes européens, contre 7 % des jeunes SEM.

Les niveaux plus faibles d'interaction sont généralement imputés aux différences de langues et aux stéréotypes. En effet, malgré les moyens de communication modernes, la langue reste un obstacle dans les rencontres ou les interactions avec des personnes vivant de l'autre côté de la Méditerranée, chez les jeunes européens (75 %) plus que chez les jeunes des pays SEM (41 %). Les barrières culturelles et les stéréotypes jouent un rôle pour les jeunes Européens (37 %) plus que pour les jeunes de moins de 29 ans des pays SEM (25 % et 17 % respectivement). Dans tous les pays où la question a été posée, pas plus d'un sondé sur quatre ne s'est dit préoccupé par des difficultés à obtenir un visa ou par des avertissements aux voyageurs du pays d'origine (18 % et 14 % dans les pays SEM et UE respectivement).

Concernant les avantages potentiels de la coopération euro-méditerranéenne, une majorité de sondés des deux côtés de la Méditerranée estime que la diversité culturelle et la prévention de l'extrémisme représentent une perspective positive (80 % dans les pays de l'UE et 79 % dans les pays SEM). Parmi les autres domaines de coopération figurent la promotion de l'éducation et de la formation, l'égalité entre les sexes, l'autonomisation des jeunes par l'entrepreneuriat et l'innovation, le respect des droits de l'homme – notamment l'État de droit et la liberté, et l'engagement et le soutien des organisations de la société civile. Par rapport aux personnes plus âgées, les jeunes ont davantage confiance en les avantages potentiels en termes d'éducation, de formation, d'emploi et d'opportunités d'innovation.

Dans le contexte de la coopération et de l'intégration régionale, il est intéressant de noter la tendance des personnes à se déplacer dans la région. L'enquête montre, contrairement aux attentes, que lorsqu'on leur demande « Si vous pouviez commencer une nouvelle

vie, dans quel pays du monde le feriez-vous ? », à peine 36 % des Européens choisissent leur propre pays de résidence, contre 60 % des personnes dans les pays SEM. En revanche, dans les pays SEM, les jeunes sont plus enclins que les personnes plus âgées à faire leur vie dans un autre pays (50 % contre 35 %). Lorsqu'on leur demande de leur destination de préférence, 44 % des jeunes SEM citent l'Europe, 17 % citent d'autres pays SEM, 14 % citent l'Amérique du Nord et 12 % citent des pays du Golfe. D'un autre côté, à peine 16,5 % des jeunes Européens resteraient dans leur pays d'origine, 36 % iraient dans un autre pays européen et 22,5 % iraient en Amérique du Nord.

Les résultats chez les sondés des deux côtés de la Méditerranée indiquent une relation positive entre le niveau d'éducation et la tendance à émigrer. Par ailleurs, les jeunes représentent la plus grande proportion de sondés choisissant de commencer une nouvelle vie dans un autre pays (80 % dans les pays de l'UE et 43 % dans les pays SEM). Chez les jeunes d'Europe, où les pays ont des taux de croissance économique variables, la recherche d'opportunités d'éducation et d'emploi peut constituer la cause première de la migration, tandis que dans les pays SEM les considérations d'emploi peuvent être associées à des considérations politiques dans le choix de l'expatriation.

L'enquête montre également les liens sociaux qui existent actuellement entre les citoyens des deux rives de la Méditerranée, 72 % des sondés SEM affirmant avoir des parents et des amis dans des pays européens, contre une proportion moindre mais tout de même significative de 27 % d'Européens ayant des parents ou des amis dans des pays SEM. Ces liens peuvent probablement renforcer la coopération autour de la Méditerranée.

### Un appel à l'action

Les politiques régionales actuelles sont axées sur la sécurité et la défense plutôt que de cibler les causes profondes de la radicalisation. Les gouvernements, les organisations de jeunes et la société civile au Moyen-Orient doivent faire partie intégrante d'une politique globale qui cible les niveaux international, régional et local pour promouvoir le dialogue régional et la compréhension culturelle. Plusieurs initiatives des Nations Unies et de l'Union européenne ont mis en place des actions en ce sens. L'un des exemples les plus éminents est celui de la Fondation Anna Lindh, qui gère réseau de société civile le plus vaste et le plus divers dans la région euro-méditerranéenne, avec plus de 4 000 organisations, constituant ainsi une plateforme d'échange unique dans la région (ALF, 2015). Le cadre de collaboration euro-méditerranéen doit promouvoir l'interaction entre les États et les sociétés civiles des deux côtés de la Méditerranée, et chercher ainsi à créer une zone de paix et de stabilité fondée sur les principes de respect pour la promotion de la démocratie et des droits de l'homme. La jeunesse doit faire partie intégrante de cette approche : c'est elle qui est en train de réformer le monde, de bâtir des communautés, de développer des technologies et de faire tourner des économies.

**Abdelrahman ALDAQQAH** est membre du conseil de Horizons International en Palestine et membre du Comité pour les relations internationales et culturelles.

# Les voyages forment-ils la jeunesse?

Bernard ABRIGNANI

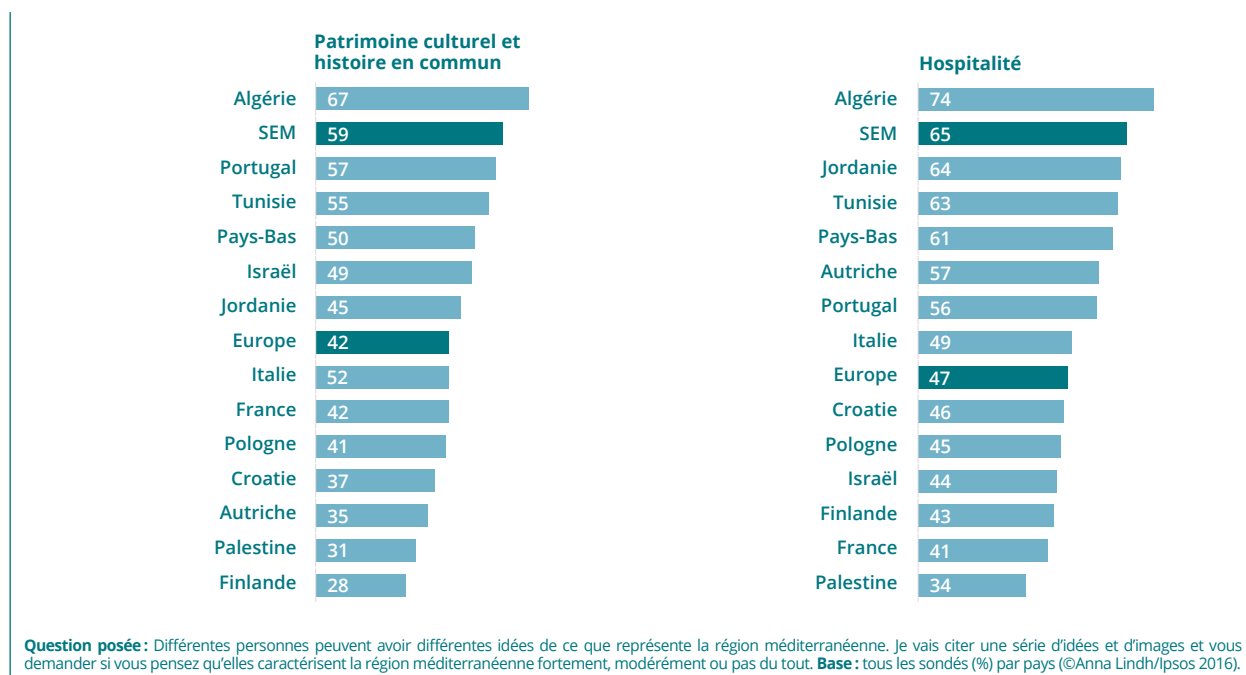
Bernard Abrignani pose la question de l'utilité des voyages et des échanges dans un monde où il est plus simple de voyager virtuellement en utilisant son ordinateur. Il soutient toutefois que sans rencontres directes, il est pratiquement impossible de connaître l'autre. L'auteur explique que les sondés de l'enquête FAL/Ipsos voient les différences et stéréotypes culturels comme des obstacles aux rencontres interculturelles et considèrent les programmes de dialogue axés sur les jeunes comme un moyen efficace de mieux vivre dans une société multiculturelle.

Pourquoi tourner sous forme d'interrogation cette célèbre phrase datant du XVI<sup>e</sup> siècle ? Le proverbe est souvent attribué à Montaigne, dans l'ouvrage « De l'institution des enfants », dans le livre I de ses Essais (écrit entre 1572 et 1592). Montaigne recommande pour les enfants la visite de pays étrangers (chapitre XXV) et en exprime l'utilité ainsi : « pour en Rapporter principalement les humeurs de ces nations et leurs façons, et pour froter et limer notre cervelle contre celle d'autrui ».

Les statistiques montrent que les échanges entre les deux côtés de la Méditerranée sont aujourd'hui plus importants que jamais. Chaque année, plus de 3500 jeunes et représentants de jeunes bénéficient des programmes d'échange existant dans l'UE. Cela tend

à prouver qu'il existe un besoin de ces programmes d'échange, et que ce besoin est appuyé par une grande motivation. « Vous pouvez déplacer des montagnes, ou au moins construire des ponts. » Dans cet article, j'examine les résultats de l'enquête Anna Lindh/Ipsos sur les tendances interculturelles pour appuyer ma thèse selon laquelle il existe un besoin de programmes d'échange. Bien que les questions de l'enquête ne se réfèrent pas spécifiquement aux programmes d'échanges de l'UE au sens strict, les résultats sont particulièrement pertinents lorsqu'ils sont basés sur des questions portant sur les modes d'interaction entre individus de pays européens et SEM, sur les barrières aux rencontres interculturelles et sur les mesures de dialogue pour combattre l'extrémisme.

**Chart 13.1** Caractéristiques de la région méditerranéenne – associations positives



## La région méditerranéenne est une région caractérisée par l'hospitalité

Aujourd'hui, trop de jeunes, en particulier au sud de la Méditerranée, voyagent par obligation : à cause de la guerre, de la dictature ou d'un manque de perspectives. Ils ne voyagent pas par plaisir. L'enquête Anna Lindh/Ipsos, dont le travail de terrain a été effectué dans la seconde moitié de 2016, montre que 38 % des sondés dans les pays SEM associent fortement la Méditerranée à l'instabilité et à l'insécurité, 39 % voient la région comme une source de conflit et 36 % estiment qu'elle est fortement caractérisée par une résistance au changement. Dans les pays européens, les sondés sont moins nombreux à associer fortement la région méditerranéenne à une résistance au changement, à une source de conflit ou à des problèmes d'instabilité et d'insécurité (entre 22 % et 26 %).

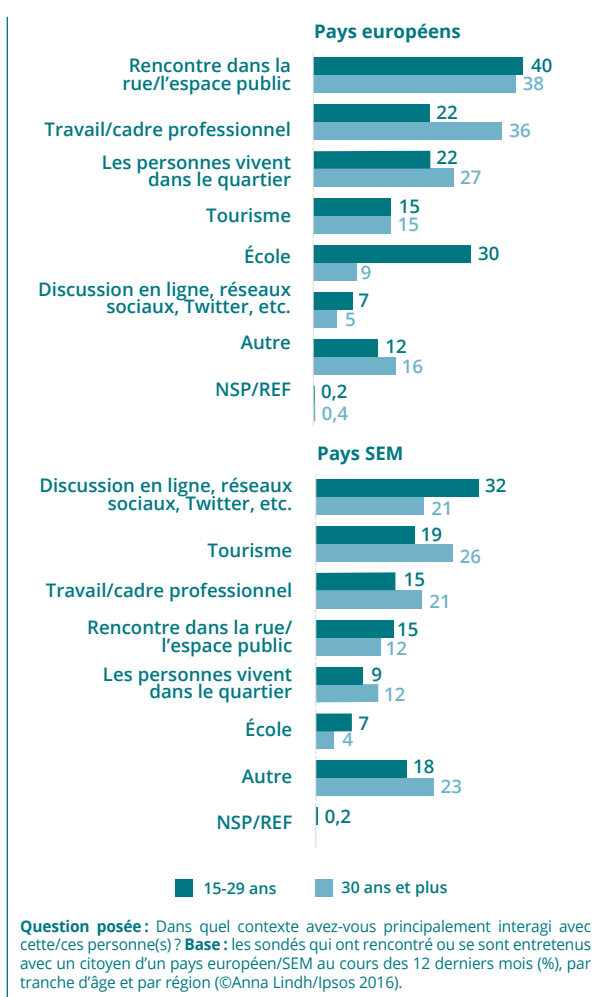
Bien que les résultats de l'enquête fassent apparaître, dans de nombreux pays, des associations négatives chez les sondés quand on leur demande de penser à la région méditerranéenne, en réalité les sondés sont beaucoup plus nombreux à associer la région à des idées et des images positives. Par exemple, la majorité des sondés dans les pays SEM estiment que la région est fortement caractérisée par l'hospitalité (65 %) et par un patrimoine culturel et une histoire en commun (59 %) (Graphique 13.1). Les jeunes ayant bénéficié des opportunités offertes par les programmes de l'UE pour la jeunesse ont fait l'expérience de cette hospitalité et sont revenus transformés. Ils ont appris à connaître, à découvrir, à apprécier et à ne plus craindre l'inconnu, crainte qui peut souvent entraîner la haine.

## Importance de la compréhension mutuelle et interculturelle

Au siècle des Lumières, des intellectuels mirent en doute la valeur éducative des voyages. En réponse, dans l'article « Voyage » de l'Encyclopédie de Jaucourt (1765), l'auteur exprime la fonction expérimentale du voyage et insiste sur l'utilité du contact personnel avec « le grand livre du monde ». Mais le voyage est-il toujours utile dans un monde où le virtuel a envahi le réel, où il est plus simple et plus sûr de voyager sur son ordinateur ?

L'enquête Anna Lindh/Ipsos montre que dans les pays européens, 40 % des jeunes (15-29 ans) qui ont rencontré ou parlé avec quelqu'un venant d'un pays SEM au cours des 12 derniers mois, disent avoir rencontré cette personne dans la rue ou dans un lieu public, et 22 % répondent que des personnes originaires de pays SEM vivent dans leur quartier. Dans les pays SEM, en revanche, les rencontres fortuites dans la rue ou dans le quartier sont moins fréquentes, et les principaux moyens d'interaction utilisés par les

**Chart 13.2**  
Méthode d'interaction dans les rencontres interculturelles, par tranche d'âge



jeunes sont les réseaux sociaux et les discussions en ligne (cités par 32 % des 15-29 ans ayant rencontré ou parlé à une personne d'un pays européen) (Graphique 13.2). Comme dans la précédente édition de l'enquête sur les tendances interculturelles (réalisée en 2012), l'étude confirme l'importance d'internet comme moyen de communication dans les pays SEM.

Peut-être suis-je naïf, mais je suis convaincu que sans une « rencontre du troisième type », c'est-à-dire un contact direct, il est difficile, voire impossible, d'apprendre à connaître l'autre tout en apprenant à se connaître soi-même. Les échanges et les visites de jeunes se sont révélées être un outil et un mécanisme important pour l'intégration européenne et culturelle ; les programmes de mobilité comme Jeunesse en Action, Erasmus, Tempus ou Leonardo da Vinci ont vu la participation enthousiaste de jeunes, d'enseignants et d'étudiants universitaires d'Europe et des pays voisins. Les effets positifs de ces programmes sont visibles : au-delà de la compréhension mutuelle et interculturelle, les participants apprennent de nouvelles langues et ont

l'opportunité d'établir des contacts et des liens durables avec leurs pays d'accueil. La Commission européenne a mené une enquête en 2011 pour évaluer l'impact des projets Jeunesse en Action. Les résultats de cette enquête confirment qu'en plus d'accroître la maîtrise de la langue étrangère, l'expérience de l'échange permet à pratiquement tous les participants d'être plus à l'aise avec le multiculturalisme et de mieux apprécier la diversité culturelle.

Les résultats de l'enquête Anna Lindh/Ipsos présentent cependant un tableau moins rose de la compréhension mutuelle et interculturelle. L'enquête demande aux sondés quelles seraient les principales barrières lors d'une rencontre ou d'une discussion avec une personne vivant ou originaire de l'autre côté de la Méditerranée. De manière compréhensible, la langue est considérée comme l'obstacle le plus important aux rencontres interculturelles. Cependant, lorsqu'on combine les chiffres concernant les différences culturelles et les stéréotypes, il apparaît clairement que ce dernier type d'obstacle ne peut être ignoré (Graphique 13.3). Il est d'ailleurs à noter que bon nombre de sondés n'ont eu au cours des 12 derniers mois aucun contact avec une personne de l'autre côté de la Méditerranée. Par conséquent, il peut leur être difficile de répondre à une question sur les obstacles aux rencontres interculturelles. Si l'on tient compte uniquement des réponses des sondés ayant des amis ou des parents dans un pays situé de l'autre côté de la Méditerranée (c'est-à-dire ceux qui ont pensé à leurs rencontres passées et aux obstacles qu'ils ont rencontrés), on constate une baisse nette du nombre de personnes évoquant la barrière de la langue, mais une augmentation considérable du

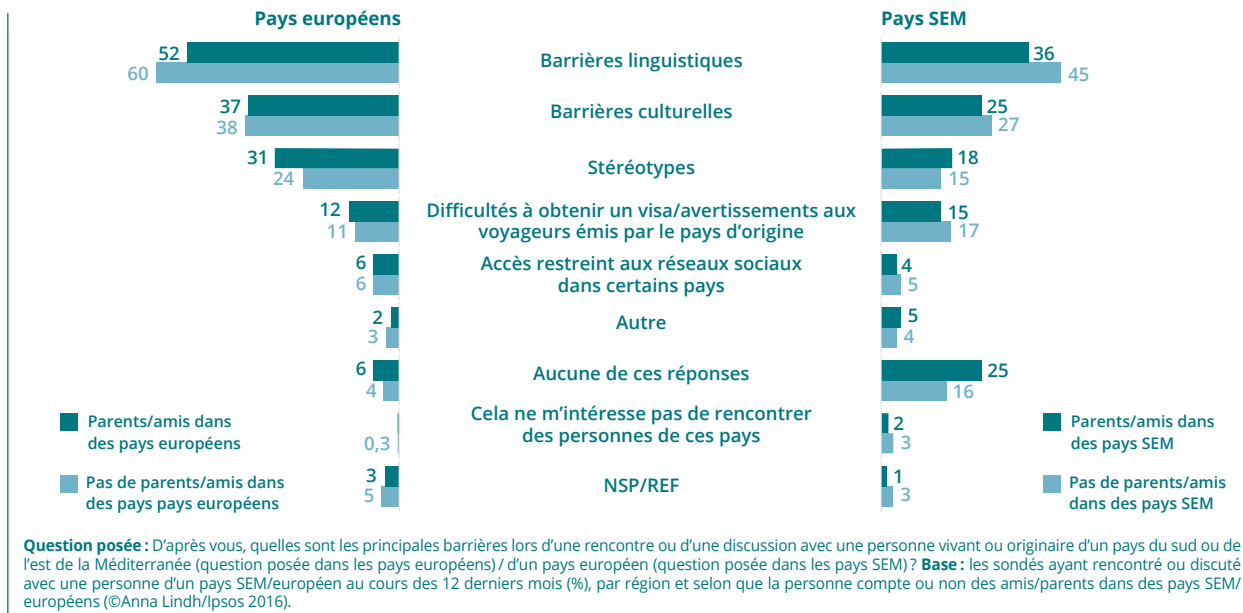
nombre de personnes préoccupées par les stéréotypes, en particulier en Europe.

### Les jeunes comme force motrice du changement dans la région

La région du sud de la Méditerranée est caractérisée par une importante proportion de jeunes étant devenus l'une des forces motrices dans leur pays, principalement en raison des récents changements dans le paysage politique et social suite au « Printemps arabe » et ses conséquences. Les jeunes cherchent à obtenir plus de dignité, plus de justice sociale et une meilleure situation économique leur permettant d'avoir une meilleure qualité de vie.

L'enquête Anna Lindh/Ipsos montre que les sondés de tous les pays examinés veulent que les jeunes soient le premier groupe cible des mesures de prévention et de gestion des conflits et de la radicalisation. Lorsqu'on leur demande d'évaluer l'efficacité de divers mécanismes de prévention et de gestion des conflits et de la radicalisation dans la région euro-méditerranéenne, environ 80 % des sondés dans les deux groupes de pays estiment que les programmes axés sur l'éducation et la jeunesse favorisant les initiatives de dialogue mené par les jeunes et le soutien de la participation des jeunes à la vie publique constitueraient des mesures efficaces pour lutter contre les conflits et la radicalisation. Il est également intéressant d'observer que 73 % des sondés dans les pays européens et 81 % des sondés dans les pays SEM pensent que les programmes d'échange entre personnes de différentes contrées de l'espace méditerranéen constitueraient un mécanisme efficace pour prévenir et gérer les conflits et la radicalisation.

**Chart 13.3** Obstacles aux rencontres interculturelles – Impact du fait d'avoir des amis ou des parents dans des pays SEM/européens



Les jeunes représentent en effet un grand potentiel pour leur région. C'est exactement ce que le programme EuroMed Jeunesse promeut par ses activités et ses initiatives, et c'est ce que le programme Erasmus+ doit continuer de mettre en avant. Le programme EuroMed Jeunesse a été créé en 1999 sur la base des expériences acquises avec les programmes d'échange en Europe, en tenant compte des besoins des partenaires méditerranéens. Organisé dans le cadre du Processus de Barcelone et de la Politique européenne de voisinage, le programme Jeunesse en Action a compté quatre phases, dont la dernière s'est terminée en 2016. Les objectifs généraux des programmes EuroMed Jeunesse, comme spécifié dans le document de programmation, étaient de faciliter l'intégration des jeunes dans la vie sociale et professionnelle et de stimuler la démocratisation de la société civile des partenaires méditerranéens en encourageant la citoyenneté active au sein des communautés locales, en promouvant la participation active des jeunes et en développant l'employabilité des acteurs concernés. En reconnaissant l'influence fondamentale de la jeunesse au sein des sociétés, une attention particulière a été accordée aux jeunes dans la région méditerranéenne et a été institutionnalisée en partant du cadre du Processus de Barcelone (1995). La déclaration de Barcelone en elle-même souligne que les « échanges entre jeunes doivent être le moyen de préparer les futures générations à une coopération plus étroite entre les partenaires euro-méditerranéens ».

### Rapprocher les rives de la Méditerranée

Les échanges entre jeunes requièrent la participation active de tous les groupes de jeunes dans la préparation et la mise en œuvre des activités, et doivent soutenir les projets et les activités dans lesquels des jeunes de différents horizons culturels, religieux et ethniques peuvent travailler ensemble. Les aspects suivants sont essentiels dans le soutien des projets d'échange entre jeunes :

**Participation des jeunes :** offrir aux jeunes des opportunités uniques de devenir des citoyens actifs et responsables dans leurs sociétés par la participation.

**Dialogue interculturel et apprentissage interculturel :** la richesse des sociétés européennes et méditerranéennes réside dans la diversité culturelle exprimée par la variété des communautés et des groupes religieux, ethniques et culturels qui sont présents dans la région depuis de nombreux siècles. Dans ce contexte, le dialogue interculturel et l'apprentissage interculturel sont essentiels pour combattre et vaincre les préjugés mutuels et le choc des civilisations.

**Démocratie :** partant du principe que la démocratie est aussi une forme d'enseignement (au sens étymologique

du terme « enseigner », « apporter ») nous devons accepter que les composantes de la démocratie soient diverses et que les jeunes doivent y être impliqués. Les décideurs politiques doivent être préparés à dépasser le piège de la simple « présentation » pour devenir des véhicules de l'expression de la démocratie représentative, préparant le terrain au passage à une réelle démocratie participative.

Dans les programmes euro-méditerranéens pour la jeunesse, il est frappant de voir que les jeunes de différents pays rencontrent des problèmes et des difficultés similaires. Les programmes euro-méditerranéens pour la jeunesse sont la preuve que les jeunes de la plupart des pays du bassin méditerranéen sont confrontés à de nombreuses difficultés, souvent similaires, dans leurs réalités locales. En partageant ces expériences, on peut commencer à remédier à ces difficultés. C'est ce que la communauté euro-méditerranéenne tente de faire. Après tout, « il y a des millions de jeunes dans le monde qui ont une chose en commun : ils sont dans une phase de préparation à la vie adulte, ils cherchent à assurer leur indépendance économique et à devenir des membres productifs de leurs sociétés. Pour y parvenir, les jeunes doivent pouvoir compter sur le soutien et l'aide de leur famille, bénéficier des conditions nécessaires pour vivre en paix, avoir accès à l'enseignement et aux soins de santé et avoir des temps libres productifs et agréables (Agence pour les programmes de l'Union européenne).

L'enquête Anna Lindh/Ipsos met en lumière une série de défis pour les futurs échanges entre jeunes des deux côtés de la méditerranée, mais nous montre également des opportunités pour ces échanges. Une large part des sondés estime que les rencontres interculturelles sont entravées par les différences et les stéréotypes culturels, et que ces obstacles seraient aussi préjudiciables aux échanges entre jeunes. D'un autre côté, les sondés des deux côtés de la Méditerranée considèrent les mesures de dialogue centrées sur les jeunes comme un moyen efficace pour nous aider à mieux vivre dans une société multiculturelle et à combattre l'extrémisme. Je voudrais conclure par la pensée que les échanges entre jeunes des deux côtés de la Méditerranée permettent de rapprocher nos deux rives et de tenter ainsi d'éviter ce qu'un illustre Andalou du XIII<sup>e</sup> siècle disait et qui est malheureusement devenu réalité aujourd'hui : « L'ignorance mène à la peur, la peur mène à la haine et la haine conduit à la violence. Voilà l'équation. » (Averroès, avocat, mathématicien, physicien, philosophe, scientifique, théologien, CE1126 – 1198)

**Bernard ABRIGNANI** est délégué général par interim de l'Agence Erasmus + France Jeunesse et Sports, coordinateur du Centre de ressources européen Salto EuroMed Jeunesse et bonnes pratiques.



# La dimension sociale de la migration dans les pays euro-méditerranéens

Ayman ZOHRY

Malgré la domination du discours sur la migration dans la région euro-méditerranéenne, la dimension sociale de la migration fait l'objet de moins d'études et de moins d'attention que les dimensions politique et économique. Dans cet article, Ayman Zohry explore la dimension sociale de la migration en analysant les résultats de l'enquête Anna Lindh/Ipsos concernant l'attractivité de l'Europe et de la région SEM comme lieux de vie. Son commentaire aborde les thèmes du vivre ensemble dans des sociétés multiculturelles, de l'acceptation des personnes d'horizons culturels différents et de l'impact des rencontres interculturelles sur les opinions des personnes.

Du fait de l'accélération et de l'augmentation de la mobilité due à l'instabilité politique dans le bassin méditerranéen, ainsi que des disparités économiques entre l'Europe et ses voisins du sud, les questions migratoires se trouvent au cœur du discours politique et public dans la région. La couverture médiatique des questions migratoires peut créer une image de la région méditerranéenne caractérisée par des problèmes de migration tenaces. Même si les opinions varient quant à ce que représente la région méditerranéenne, de nombreuses personnes associent la région à des problèmes migratoires. Pour l'enquête Anna Lindh/Ipsos, sept idées et images ont été soumises aux sondés pour que ceux-ci indiquent s'ils estiment que ces idées caractérisent fortement, modérément ou pas du tout la région méditerranéenne. L'une de ces idées était « les questions de migration ». La proportion de sondés considérant que la région méditerranéenne est fortement caractérisée par des questions de migration était de 40 % en Europe et de 60 % dans les pays SEM. Pour ce qui est des pays, cette proportion varie de 30 % en France à 70 % en Tunisie. L'Italie (59 %) et l'Algérie (66 %) présentent aussi une proportion élevée de sondés estimant que la région méditerranéenne est fortement caractérisée par des questions de migration.

Malgré ce discours sur la migration, la dimension sociale de la migration pour les pays/communautés d'émigration, d'une part, et l'arrivée d'immigrants et de réfugiés dans les pays d'accueil d'autre part, font toujours l'objet de moins d'études et de moins d'attention que les dimensions politique et économique de la migration. En outre, les rencontres interculturelles, leurs modes et leurs corrélats socio-culturels ne sont pas explorés suffisamment pour informer les décideurs politiques et leur permettre d'intégrer ces aspects dans la planification pour concevoir des politiques de migration plus cohérentes dans la région. L'enquête Anna Lindh/Ipsos offre des informations intéressantes et l'opportunité d'explorer la dimension sociale de la migration. La première partie de ce chapitre présente une analyse de l'attractivité de l'Europe et de la région SEM comme lieux

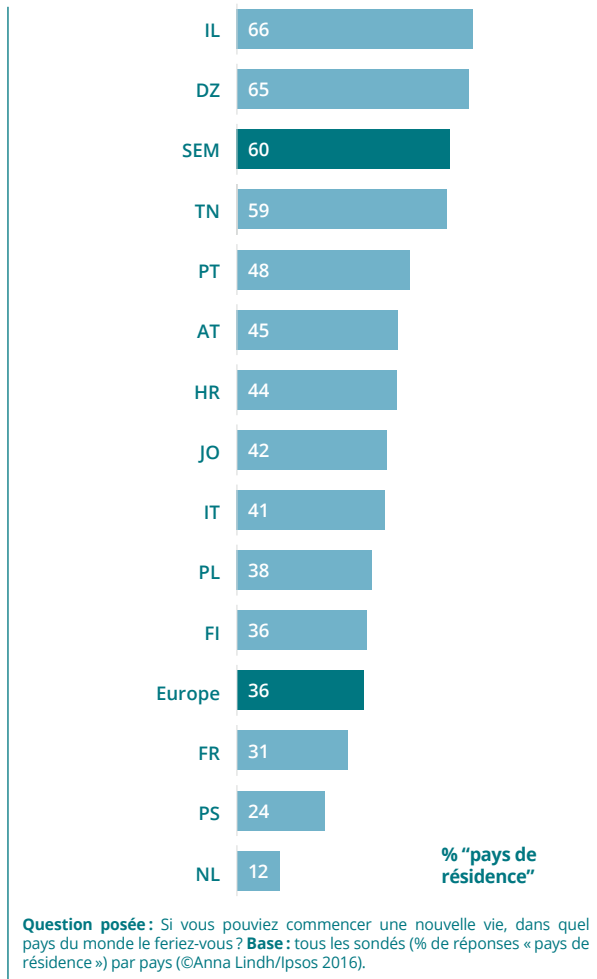
de vie. Le restant du chapitre traite de la question du vivre ensemble dans des sociétés multiculturelles et examine les résultats de l'enquête concernant l'acceptation des personnes d'autres cultures et l'impact des rencontres interculturelles sur les opinions des personnes.

## L'attractivité de l'Europe et des pays SEM comme lieux de vie

Dans la deuxième édition de l'enquête Anna Lindh/Ipsos, un auteur se penchait sur une idée fausse persistante sur la région méditerranéenne, selon laquelle une large proportion de citoyens souhaiterait quitter leur pays pour aller vivre ailleurs. En 2012, 58 % des sondés des pays SEM couverts par l'enquête affirmaient que leur pays de résidence serait celui où ils choisiraient de commencer une nouvelle vie. Ce chiffre était moindre dans les pays européens, où 40 % des sondés affirmaient qu'ils referaient leur vie dans leur propre pays. Dans la présente édition de l'enquête aussi, les sondés des pays SEM ont davantage tendance à vouloir entamer une nouvelle vie dans leur propre pays (60 %) que les sondés des pays européens (36 %). À l'examen des pays individuels, on constate que deux pays SEM présentent la plus haute proportion de sondés citant leur pays actuel comme pays où ils choisiraient de refaire leur vie : Israël (66 %) et l'Algérie (65 %). Pour ce qui est des pays européens, le Portugal a la plus haute proportion de sondés choisissant leur propre pays pour refaire leur vie (48 %), tandis que les Pays-Bas affichent la proportion la plus faible (12 %) (Graphique 14.1).

La proportion de sondés choisissant leur propre pays pour commencer une nouvelle vie est indicative de l'attractivité des pays comme lieux de vie, du point de vue de leurs résidents. L'enquête permet également d'analyser l'attractivité des pays européens et des pays SEM du point de vue de ceux qui préféreraient quitter leur pays et vivre ailleurs (Graphique 14.1). Cette analyse consiste à examiner les proportions de sondés qui referaient leur vie dans un autre pays et qui citent un pays européen ou un pays SEM comme pays de préférence pour le faire. Avant



**Chart 14.1****Pays de résidence comme pays choisi pour entamer une nouvelle vie**

d'effectuer cette analyse, il est cependant utile d'examiner les caractéristiques socio-démographiques des sondés qui quitteraient leur pays s'ils avaient la possibilité d'entamer une nouvelle vie.

De manière globale, la proportion de sondés indiquant qu'ils referaient leur vie dans un autre pays est de 39 % dans les pays SEM et de 61 % dans les pays européens. Pour ce qui est des variations entre hommes et femmes, on constate que dans les deux régions les hommes ont davantage tendance à vouloir refaire leur vie dans un autre pays. La relation entre l'âge et le souhait d'entamer une nouvelle vie dans un autre pays est négative dans les deux régions. Plus une personne est âgée, moins elle est susceptible de vouloir s'expatrier. Dans les deux régions, l'éducation accroît l'aspiration à entamer une nouvelle vie dans un autre pays. Enfin, pour ce qui concerne le statut professionnel, la proportion la plus élevée de sondés qui entameraient une nouvelle vie dans un autre pays est à chercher du côté des étudiants. Dans les pays européens, il n'y a pas de différence observable entre sondés salariés, indépendants et sans emploi. Dans les pays SEM, en revanche, la proportion de personnes qui s'expatrieraient est plus importante chez les sondés sans

emploi, suivis par les sondés salariés, et est moindre chez les sondés indépendants.

Si on considère uniquement les sondés qui quitteraient leur pays s'ils avaient la possibilité d'entamer une nouvelle vie, l'Europe apparaît comme la destination la plus attractive. Dans les pays SEM, 38 % des sondés qui préféreraient entamer une nouvelle vie dans un autre pays choisissent un pays européen. Au niveau des pays individuels, cette proportion va de 26 % en Jordanie à 56 % en Tunisie. La popularité de l'Europe est au plus haut chez les jeunes de la région SEM. Les sondés plus âgés ont davantage tendance à préférer rester dans la région SEM (ou s'expatrier dans un pays du Golfe). La proportion la plus importante de sondés SEM préférant rester dans la région SEM (mais pas dans leur pays actuel) est constatée en Jordanie (26 %), suivie de l'Algérie (23 %) et de la Palestine (21 %).

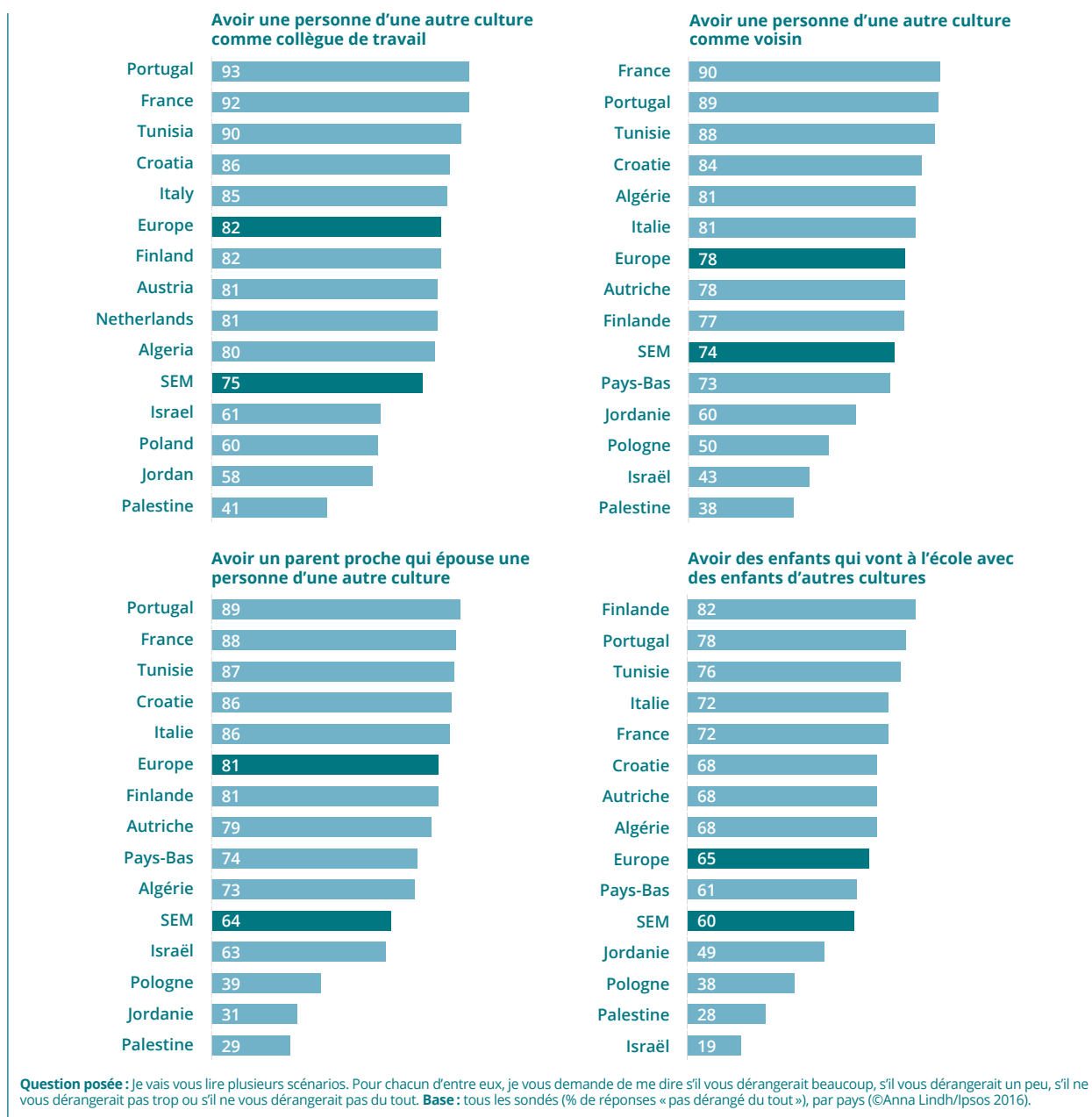
### Ouverture aux personnes d'autres cultures et aux rencontres interculturelles

La migration est menée et motivée par les réseaux de migration, qui aident le migrant (potentiel) à définir ses attentes quant à la vie dans le pays d'accueil. Les pays peuvent différer considérablement dans leur ouverture à recevoir des personnes d'autres cultures, comme l'illustre l'enquête Anna Lindh/Ipsos. La tolérance envers les personnes d'autres cultures a été mesurée à l'aide de quatre scénarios. Pour chacun des scénarios suivants, les sondés ont dû dire si ce scénario les dérangerait beaucoup, un peu, pas trop ou pas du tout : Avoir une personne d'une autre culture comme collègue de travail ; Avoir une personne d'une autre culture comme voisin ; Avoir un parent proche qui épouse une personne d'une autre culture ; Avoir un enfant qui va à l'école avec des enfants d'autres cultures.

À première vue, les résultats de l'enquête montrent un niveau élevé de tolérance dans les deux régions, la proportion moyenne de réponses « pas dérangé du tout » oscillant entre 65 % et 82 % en Europe et entre 60 % et 75 % dans la région SEM. Ces moyennes cachent cependant de grandes variations dans les résultats par pays individuels. Par exemple, pour le scénario « Avoir une personne d'une autre culture comme voisin », la France présente la plus haute proportion de sondés qui ne seraient « pas dérangés du tout » (90 %), suivie par le Portugal (89 %) et la Tunisie (80 %), tandis que la Palestine présente la plus faible proportion de sondés qui ne seraient pas dérangés du tout à l'idée d'avoir un voisin d'une autre culture (38 %). En ce qui concerne les mariages interculturels, la Finlande affiche la plus haute proportion de sondés qui ne sont « pas dérangés du tout » à cette idée (82 %), suivie à nouveau par le Portugal (82 %) et la Tunisie (76 %), tandis qu'Israël se classe en queue de peloton (19 % de sondés « pas dérangés du tout »). (Graphique 14.2).

Il a également été demandé aux sondés des deux régions d'indiquer s'ils avaient rencontré ou parlé avec une

**Chart 14.2** Ouverture à la diversité dans la sphère personnelle, par pays

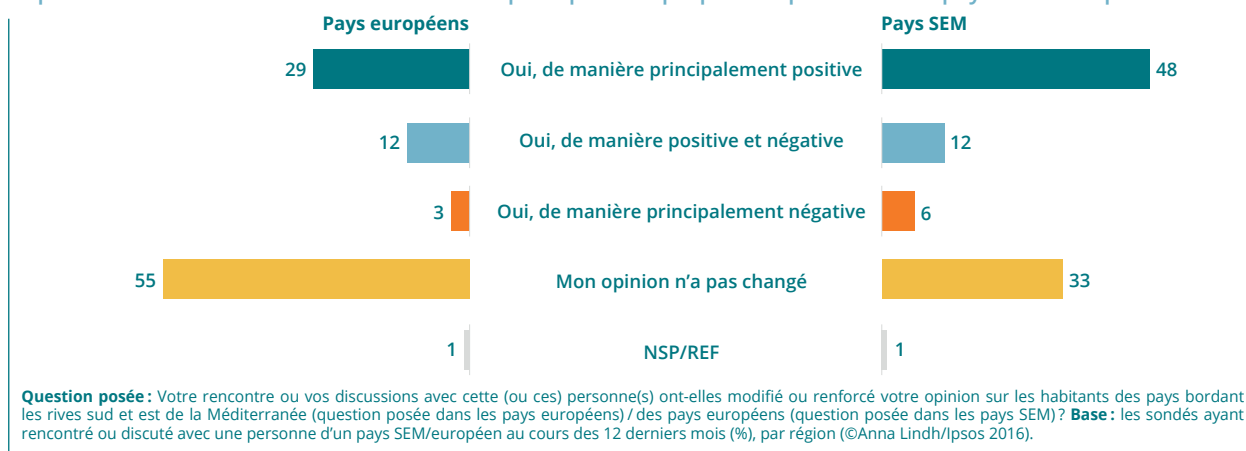


personne de l'autre région au cours des 12 mois précédant l'enquête. Les résultats de l'enquête Anna Lindh/Ipsos montrent que les sondés des pays européens sont plus susceptibles de faire des rencontres interculturelles : 53 % d'entre eux indiquent avoir rencontré ou s'être entretenus avec quelqu'un venant d'un pays SEM au cours des 12 derniers mois, contre 35 % des sondés SEM ayant rencontré ou discuté avec une personne d'un pays européen. Parmi les pays européens, l'Autriche présente la plus haute proportion de sondés ayant rencontré ou discuté avec une personne d'un pays SEM (66 %) et le Portugal la proportion la plus réduite (18 %). Dans les pays SEM, Israël affiche la plus haute proportion (46 %) et la Palestine la plus faible (26 %).

Dans les pays européens, les hommes sont plus susceptibles que les femmes d'avoir rencontré ou parlé avec quelqu'un venant d'un pays SEM (58 % contre 48 %) et la tranche d'âge affichant le plus de rencontres interculturelles est celle des 30-49 ans (59 %, contre par exemple 47 % chez les plus de 65 ans). Les rencontres interculturelles sont également plus fréquentes chez les personnes ayant un niveau d'éducation plus élevé : de 38 % chez les sondés à faible niveau d'éducation à 61 % chez les diplômés universitaires. Malgré la fréquence moindre des rencontres interculturelles dans les pays SEM, les différences de probabilité de ces rencontres entre les différents groupes socio-démographiques suivent le même schéma que dans les pays européens.

### Chart 14.3

#### Impact des rencontres interculturelles sur les perceptions à propos des personnes de pays SEM/européens



Une question plus importante dans le contexte de ce chapitre est toutefois de savoir si la rencontre avec une personne de l'autre région a modifié l'opinion de la personne, et le cas échéant, si le changement est positif ou négatif? 55 % des sondés européens indiquent que leur opinion n'a pas changé après avoir rencontré des personnes de pays SEM, 29 % disent que leur opinion a changé positivement, 12 % font état de changements positifs et négatifs, et seulement 3 % affirment que leur opinion a changé de manière négative. Quant aux sondés SEM, 48 % indiquent que leur opinion a changé positivement après avoir rencontré une personne d'un pays européen, 12 % disent que certaines rencontres avec des Européens ont amené un changement positif et d'autres un changement négatif, 33 % n'ont pas changé d'opinion et 6 % indiquent que leur opinion a changé de manière négative (Graphique 14.3).

Au niveau des pays, la Tunisie et la Palestine affichent la plus haute proportion de sondés affirmant que leurs rencontres avec des Européens ont modifié leurs opinions à propos d'eux de manière positive. La Pologne et la France sont les pays où cette proportion est la plus faible (23 % et 22 % respectivement). Dans le même temps, la France présente la plus haute proportion de sondés indiquant que leur opinion n'a pas changé (68 %), tandis que la Pologne se caractérise par un nombre plus important de sondés Rapportant un changement d'opinion négatif (15 % de changements « négatifs et positifs » et 5 % de changements « uniquement négatifs »). Les changements négatifs sont également plus fréquents en Palestine, en Jordanie, en Israël et au Portugal.

#### Enseignements tirés de l'enquête Anna Lindh/Ipsos

Ce chapitre tente d'examiner les résultats de l'enquête Anna Lindh/Ipsos sur les tendances interculturelles de manière à comprendre la dimension sociale de la migration, qui fait habituellement l'objet de moins de recherches que ses dimensions politique et économique. L'analyse peut être résumée comme suit :

Premièrement – Les questions migratoires ont acquis une place centrale dans le discours public dans la région, et une grande proportion de sondés considère que la région méditerranéenne est fortement caractérisée par des questions de migration.

Deuxièmement – L'idée selon laquelle un grand nombre de citoyens méditerranéens souhaiteraient quitter leur pays pour aller vivre ailleurs, est fautive. Dans la région SEM, la popularité de l'Europe pour commencer une nouvelle vie est au plus haut parmi les jeunes, tandis que les sondés plus âgés ont davantage tendance à préférer rester dans la région SEM (ou s'expatrier dans un pays du Golfe).

Troisièmement – Les pays couverts par l'enquête sont très différents en termes d'ouverture aux personnes d'autres cultures. Le niveau de tolérance envers les personnes d'horizons culturels différents est au plus haut dans des pays comme le Portugal et la France, mais est considérablement plus bas en Pologne, en Israël et en Palestine.

Quatrièmement – Les sondés des pays européens sont plus susceptibles de faire des rencontres avec des personnes de pays SEM. Les rencontres avec des Européens sont moins fréquentes dans les pays SEM. Dans les pays européens, les rencontres interculturelles ont tendance à ne pas avoir d'impact sur les opinions des sondés, tandis que dans les pays SEM elles sont plus susceptibles d'avoir un impact positif. En Palestine, en Jordanie, en Israël, en Pologne et au Portugal, les sondés ont plus tendance à affirmer que leurs rencontres avec des personnes de l'autre région ont modifié leurs opinions négativement.

**Ayman ZOHRY** est docteur et expert en études migratoires, Egyptian Society for Migration Studies (EGYMIG), et professeur adjoint à l'université américaine du Caire (AUC).

# Discours anciens et nouveaux : le rôle de la traduction dans le dialogue interculturel aujourd'hui

Alexandra BUCHLER

La traduction a été définie comme un aspect central du dialogue interculturel par la Fondation Anna Lindh. Analysant les tendances en termes d'intérêt mutuel dans la région, les schémas de rencontres interculturelles et la prépondérance croissante des médias numériques dans la sphère culturelle, Alexandra Büchler souligne la nécessité de diversifier la politique de traduction dans la région, en plaçant les jeunes et les nouveaux médias au centre du processus, et de concevoir de nouveaux outils et discours pouvant susciter l'empathie et permettre de mieux comprendre la question du vivre ensemble.

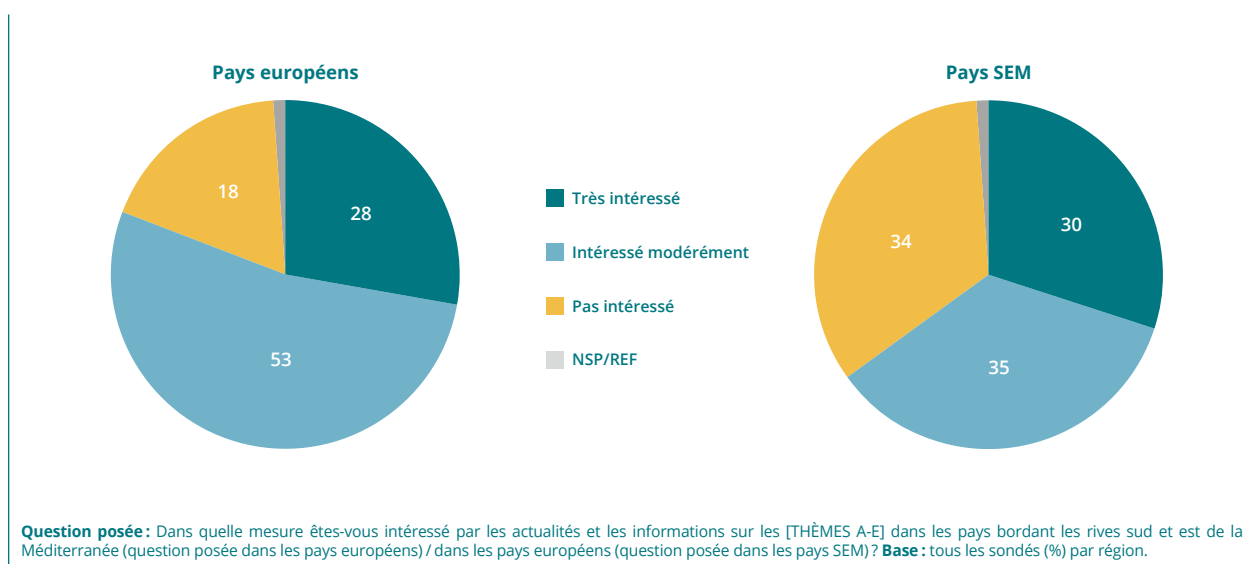
Pour sa troisième édition, l'enquête de la Fondation Anna Lindh et d'Ipsos sur les tendances interculturelles a choisi de mener une étude longitudinale retraçant la formation des perceptions mutuelles des citoyens vivant de part et d'autre de la Méditerranée au cours des huit dernières années, une période marquée par des transformations tumultueuses amenées par la crise financière et économique, les changements de régimes dans le monde arabe, la crise des réfugiés et la montée du fondamentalisme religieux d'une part, et le populisme de droite d'autre part.

Si l'on examine la manière dont les perceptions sur la Méditerranée et la coopération régionale ont évolué au fil du temps, l'un des constats les plus encourageants est la conviction, exprimée dans l'ensemble de la région, selon laquelle l'Union pour la Méditerranée et la politique de voisinage amèneraient des avantages.

La région continue d'être associée à des notions positives comme l'hospitalité, mais elle est aussi perçue comme une source de conflit et un lieu de troubles et d'insécurité. Sans surprise, l'une des caractéristiques les plus fréquemment citées dans le dernier sondage est celle qui associe la Méditerranée à des questions migratoires.

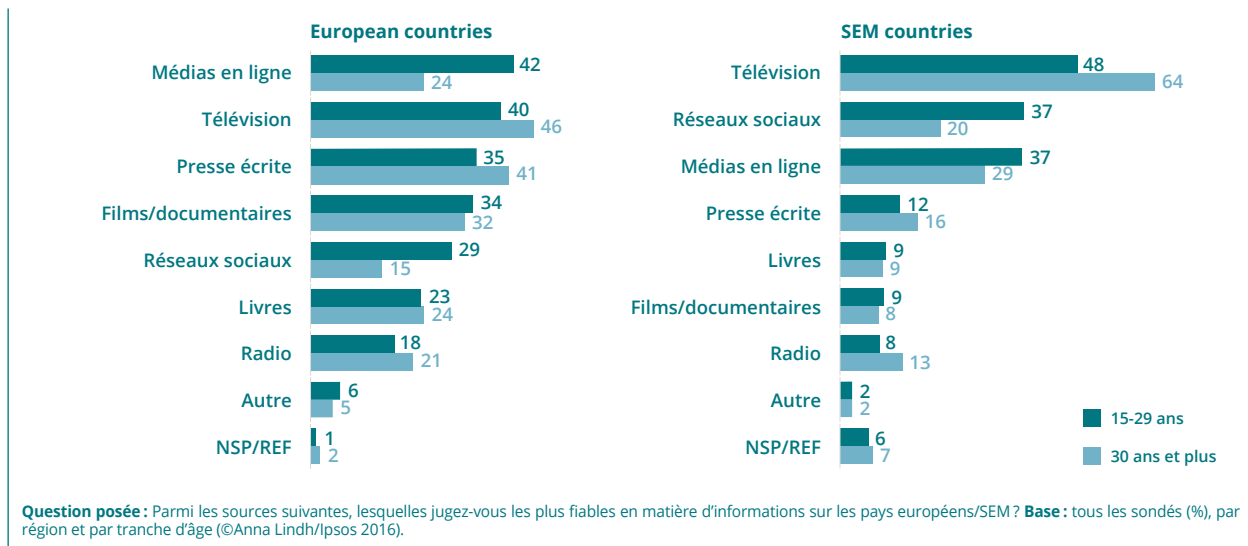
Si ces perceptions reflètent le contexte perturbé des dernières années, l'un des constats les plus parlants est la perception selon laquelle les médias contribuent à créer une image négative plutôt que positive de la région, et leur capacité limitée à changer les opinions et les perceptions. Parallèlement, le nombre important de sondés SEM déclarant ne rien avoir vu, lu ou entendu dans les médias sur l'Europe est déconcertant et soulève des questions sur la fiabilité des médias classiques comme source d'information objective.

**Chart 15.1** Intérêt pour les actualités et les informations sur la vie culturelle et le mode de vie dans les pays SEM/européens



## Chart 15.2

Médias jugés les plus fiables en matière d'informations interculturelles, par tranche d'âge



### Intérêt continu pour l'autre côté de la Méditerranée

Si aucune question de l'enquête 2016 ne porte spécifiquement sur les activités culturelles au sens strict, les résultats s'appliquent aux domaines de l'art, de la culture et de la traduction, en particulier les résultats aux questions portant sur l'intérêt pour la vie culturelle, les sources d'information, les rencontres interculturelles et les modes d'interaction entre citoyens européens et SEM.

Il est encourageant de constater qu'une proportion importante de sondés européens se disent « très intéressés » ou « relativement intéressés » par la vie culturelle et le mode de vie des pays SEM. Cet intérêt est légèrement moins marqué dans la direction opposée, mais il est clair que l'intérêt mutuel est important et en augmentation dans toute la région depuis le premier sondage (Graphique 15.1).

La question à poser est donc de savoir si l'expérience et l'implication culturelle directe peut contribuer à un changement positif dans les perceptions mutuelles et à une compréhension mutuelle plus profonde quand les médias ne sont pas là pour le faire. Comme le confirment les Rapports précédents, il existe un « appétit croissant de connaissance mutuelle » et une « demande croissante d'échanges, de mobilité et de contacts personnels ». Si les relations culturelles ont de tout temps joué un rôle d'outil d'influence discrète, ce n'est pas une vision « descendante » qui ne permettra pas de répondre à cette demande, mais bien une appropriation de l'espace commun et des politiques qui l'affectent. Autrement dit, une implication significative et durable portée par la société civile est ce qui est nécessaire dans les situations de changement politique

rapide qui peuvent parfois alimenter la méfiance dans les structures étatiques et qui appellent à des réponses tout aussi rapides du terrain en dépassant les lentes procédures de la bureaucratie d'État. C'est précisément en cela que la Fondation Anna Lindh peut continuer de jouer un rôle en mobilisant et en reliant les réseaux de la société civile pour communiquer, réfléchir et collaborer sur le changement social mû par la culture.

### La traduction comme activité essentielle pour le dialogue dans la région euro-méditerranéenne

Dans son cycle de programme précédent, la Fondation Anna Lindh citait la traduction comme un élément central du dialogue interculturel. Dans le Rapport 2010, Thierry Fabre plaidait pour la « circulation des pensées et de la littérature » par la mise en place d'une « initiative de traduction vaste et réfléchie, fondée sur la réciprocité et dans le cadre d'une perspective multilatérale », et affirmait qu'une « politique d'interconnaissance basée sur la traduction » constituait « une priorité stratégique ». La même année, la Fondation Anna Lindh a commandité une vaste étude des flux de traduction dans la région. Cette étude, publiée en 2012, établissait le relevé de la traduction dans 57 paires de langues, en prenant en compte non seulement les statistiques, mais aussi et surtout les « divers aspects et acteurs de la traduction, notamment les auteurs, traducteurs, éditeurs, libraires, bibliothécaires, critiques et bailleurs ». Elle se penchait également sur des questions transversales comme la traduction de divers genres comme la fiction, la littérature non romanesque, les livres pour enfants ou le théâtre, mettant en lumière les « défis de la traduction d'un point de vue économique, culturel et politique ».

L'étude avait pour but de fournir une base pour de futures recherches et des débats continus sur le sujet, avec pour objectif ultime la formulation d'un programme de traduction euro-méditerranéen. Les études individuelles résultant du relevé sont disponibles sur le site internet de l'organe coordinateur du projet, Transeuropéennes, et le résumé est téléchargeable sur le site de la Fondation Anna Lindh. Des conférences, des réunions et des projets organisés par les partenaires clés du projet (Transeuropéennes, Literature Across Frontiers et la Fondation Next Page) ont contribué à une réflexion de fond suivie sur la meilleure manière de stimuler la traduction dans la région, mais aussi à une mise en réseau nécessaire pour l'établissement de futurs contacts et initiatives.

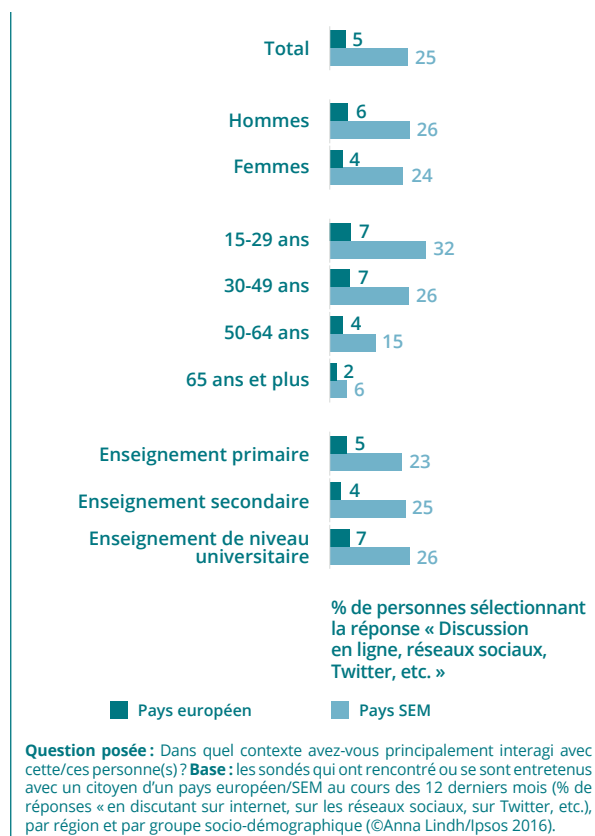
En juin 2016 s'est tenue la conférence Translation4Dialogue dans la ville côtière de Piran, annonçant la prochaine phase dans le processus de formulation d'un futur programme. Le relevé mettait l'accent sur la traduction des sciences humaines comme véhicule de transmission de savoir, reflétant souvent l'orientation académique des chercheurs et des chefs de projets, et la conférence 2016 a pu compter sur la participation d'organisations et de personnes actives dans l'écriture, la traduction, l'édition et les projets sur le terrain. De nombreuses questions ont été soulevées, notamment la nécessité de réunir les personnes dans des rencontres face-à-face, l'importance de cibler les enfants et les jeunes, l'importance du développement de compétences et la formation de la nouvelle génération d'écrivains, traducteurs, éditeurs, rédacteurs et opérateurs culturels, c'est-à-dire les acteurs clés qui seront amenés à leur tour à faire des interventions à différents niveaux. Le Manifeste pour la traduction émis par la conférence souligne le rôle des traducteurs comme « passeurs irremplaçables des œuvres et des savoirs, le truchement essentiel à nos cultures », et appelle à la mise en place d'une politique euro-méditerranéenne ambitieuse pour soutenir la traduction. Toutefois, en l'absence d'un financement dédié, dans quelle mesure une telle politique est-elle réalisable et quelles doivent être ses priorités ?

### Reconnaître le virage numérique

L'une des conclusions importantes de la dernière enquête Anna Lindh/Ipsos est la confirmation de l'importance accrue d'internet comme source d'information sur l'actualité et comme moyen d'interaction entre les citoyens d'Europe et des pays SEM, en particulier auprès de la jeune génération, la presse écrite et les livres arrivant en position relativement faible.

Au niveau de la méthode d'interaction dans les rencontres interculturelles rapportées par l'enquête, on constate une variation spectaculaire, le plus grand

**Chart 15.3**  
Les contacts sur internet et sur les réseaux sociaux comme méthode d'interaction dans les rencontres interculturelles, par région et par groupe socio-démographique



nombre de rencontres rapportées par les Européens se situant dans l'espace public, puis dans le milieu professionnel, dans le quartier et à l'école. Les contacts sur internet et sur les réseaux sociaux, suivis par le tourisme, occupent les premières places dans les pays SEM, le plus haut niveau d'incidence de ces rencontres étant rapporté par la tranche d'âge la plus jeune (Graphique 15.2 et 15.3). Internet a clairement une importance énorme, en particulier pour les jeunes dans les pays SEM, qui ont aujourd'hui moins d'opportunités de contacts directs suite aux restrictions de voyage accrues dans les deux directions, en raison de préoccupations de sécurité et de procédures d'obtention de visas rigides.

L'impact des contacts personnels sur les opinions à propos de l'autre groupe de pays est également variable : près de la moitié des sondés SEM rapporte un changement positif, tandis qu'un même pourcentage d'Européens ne fait état d'aucun changement, comme pour ce qui concerne l'impact des médias. De manière compréhensible, la langue est considérée comme l'obstacle le plus significatif aux rencontres interculturelles, suivie par les différences culturelles, mais le niveau de tolérance, en particulier



chez les résidents européens, est encourageant et contredit l'image souvent véhiculée par les médias populaires. Dans l'ensemble, les sondés des pays SEM apparaissent plus conservateurs, mais aussi plus curieux au sujet de l'Europe et ouverts à l'impact positif des rencontres personnelles. Des inférences constructives peuvent également être tirées des réponses aux questions concernant le niveau de tolérance envers les autres cultures, et en particulier les réponses suggérant que « les écoles sont des lieux où les enfants peuvent apprendre à vivre dans la diversité ».

### **Stratégie pour la traduction dans la région euro-méditerranéenne : une approche multi-facette de la diversité**

L'enquête Anna Lindh/Ipsos sur les tendances interculturelles permet de conclure qu'une politique de traduction pour une région aussi diverse que le bassin euro-méditerranéen ne peut pas être une politique globale et ne peut privilégier un seul média. La vision d'une « vaste initiative de traduction » avancée lors de réflexions antérieures sur le sujet, ne prend pas en considération la variété existant sur le terrain, que ce soit en termes de milieux et de marchés culturels et linguistiques ou en termes d'obstacles à la communication, à la diffusion et à l'interaction. Par ailleurs, l'accent qu'elle met sur la traduction de livres ne reflète pas le besoin d'un dialogue interculturel plus large ni les implications du passage au numérique.

Dans la planification d'une stratégie pour la traduction dans la région euro-méditerranéenne, une série d'exemples de bonnes pratiques pourraient être élaborés en études de cas et analysés pour isoler les éléments constitutifs d'une politique possible future. Parmi les initiatives fructueuses menées en Europe figurent celles-ci : la célébration de la culture et de la littérature contemporaines du monde arabe lors du festival biennal Shubbak à Londres auprès d'un public de 50.000 personnes ; le travail de la fondation Al Fanar pour le savoir arabe en Espagne, axé notamment sur la bande dessinée et le roman graphique, à l'initiative de la jeunesse et reflétant le caractère multiculturel de la société espagnole d'aujourd'hui ; les modèles de formation à court terme pour traducteurs littéraires créés par Literature Across Frontiers et la fondation Next Page, basée à Sofia. Les méthodologies peuvent s'inspirer de divers projets de sensibilisation en milieu scolaire opérant de manière flexible et ad hoc, plutôt que de tentatives d'influer sur l'entièreté du cursus. Faciliter le fonctionnement en réseau et les rencontres entre opérateurs culturels indépendants pour générer de nouveaux projets collaboratifs, et intégrer l'allocation de financements dans les programmes de bourses existants, plutôt que d'espérer l'émergence improbable de nouvelles sources de financement, constituent le

type d'approches réalistes qui pourraient rencontrer les besoins d'un terrain culturel, social et politique en rapide changement, et qui ont toutes les chances de réussir grâce à leur adaptabilité intrinsèque.

La jeunesse est sans nul doute la cible centrale et la plus urgente de toute initiative visant à déclencher des conversations susceptibles de nouer un dialogue euro-méditerranéen. Si nous voulons que l'écriture et la parole inspirent la jeune génération, nous devons adopter une approche non plus centrée sur la traduction de livres et de textes imprimés, mais une approche plus large recouvrant l'usage des médias numériques et audiovisuels et l'interaction avec les communautés et les publics.

Enfin, la reconnaissance du pouvoir de l'écriture créative pour générer l'empathie et la compréhension, et la prise en considération de la présence croissante de créateurs littéraires et d'artistes de pays SEM en Europe, doivent figurer au programme d'une politique de traduction visant à favoriser le dialogue. Non seulement ils racontent des histoires qui ont une influence immédiate sur les perceptions de leur culture d'origine, mais ils permettent également de comprendre les causes de la crise des réfugiés et l'expérience de la migration, créant de nouveaux récits qui caractérisent notre époque et offrent un modèle créatif pour mieux comprendre les questions entourant la cohabitation avec les communautés immigrées et renverser les stéréotypes.

**Alexandra BUCHLER** est directrice de Literature Across Frontiers.

# L'entrepreneuriat social créatif pour la cohésion et le développement

Teresa BEAN

Dans cet article, Teresa Bean s'appuie sur des exemples de bonnes pratiques et sur les données de l'enquête Anna Lindh/Ipsos pour montrer comment l'entrepreneuriat social créatif peut offrir un cadre de dialogue interculturel. L'auteur explique comment les entreprises sociales créatives peuvent apporter des solutions innovantes aux problèmes sociaux et conclut par une série de recommandations pour encourager l'essor de l'entrepreneuriat social créatif dans la région euro-méditerranéenne.

L'article cherche à donner un aperçu de l'entrepreneuriat social dans l'espace euro-méditerranéen, avec une attention particulière pour le secteur créatif. Il illustre comment l'entrepreneuriat social créatif peut offrir un cadre de dialogue interculturel. S'appuyant sur des exemples de bonnes pratiques et des données de l'enquête Anna Lindh/Ipsos sur les tendances interculturelles, l'article passe en revue le paysage actuel, avant de conclure par des recommandations pour soutenir l'écosystème d'entrepreneuriat social créatif dans la région euro-méditerranéenne. Ce faisant, cet article espère susciter la réflexion et le débat sur le potentiel de l'entreprise sociale créative comme voie vers le dialogue interculturel, l'action collaborative et la participation des jeunes dans l'espace euro-méditerranéen.

## Qu'est-ce que l'entreprise sociale ? Qu'est-ce que l'entreprise sociale créative ?

Les entreprises sociales recouvrent une variété d'entreprises opérant dans divers secteurs, ayant divers statuts légaux et présentant diverses structures organisationnelles. Il en existe plusieurs définitions utilisées en Europe, aux États-Unis et ailleurs. Par souci de simplification, nous définirons ici l'entreprise sociale comme une entité dont l'objectif essentiel est la poursuite de l'innovation sociale et du changement social dans divers secteurs. Il est toutefois important de souligner que les entreprises sociales mènent des activités commerciales pour générer des revenus en vue de réaliser ces objectifs sociaux.

La Commission européenne applique le terme « entreprise sociale » aux entreprises suivantes : celles pour qui l'objectif social ou sociétal de bien commun est la raison de l'activité commerciale, souvent sous la forme d'un niveau élevé d'innovation ; celles où les profits sont principalement réinvestis en vue d'atteindre cet objectif social ; celles où la méthode d'organisation ou le système d'appropriation reflète la mission de l'entreprise, en appliquant des principes démocratiques ou participatifs

ou en se focalisant sur la justice sociale (Commission européenne, Entreprises sociales, 2017). Le terme « entreprise sociale » est donc un terme générique désignant les entités qui poursuivent une mission sociale. Les coopératives, les organisations de commerce équitable et les entreprises communautaires sont des exemples d'entreprises sociales.

Si les entreprises sociales opèrent dans tous les secteurs économiques, cet article se concentre sur les secteurs de la création et de la culture. Les entreprises sociales créatives sont des entités dont les activités se situent dans les industries créatives et dont la mission est d'apporter des solutions novatrices aux problèmes sociaux. On relève plusieurs définitions de ce que constituent les « industries créatives » (parfois appelées industries culturelles), mais il existe un consensus selon lequel le secteur englobe une multitude de disciplines créatives. Parmi celles-ci figurent, de manière non exhaustive, la mode, la musique, le théâtre, le cinéma, la littérature, le design, les médias, les secteurs numériques, l'architecture, la radio et la télévision.

## Approches et résultats

L'expression créative est un cadre naturel pour faciliter le dialogue et le débat, car elle permet de communiquer des idées, d'exprimer des émotions ou de partager des expériences dans un environnement sûr et d'une manière qui ne serait peut-être pas possible avec des mots. Elle peut également provoquer une réflexion sur la manière dont les gens pensent, agissent et intériorisent leur réalité et comprennent la réalité des autres (Helguera 2011, Kester 2004, Kester 2011, Kester 2012, Koh 2015 et Thompson 2012). Comme l'affirme le Rapport 2015 de l'UNESCO sur les politiques culturelles, « les arts créatifs constituent un mécanisme puissant pour faciliter le développement durable au niveau sociétal. En particulier, les arts créatifs peuvent promouvoir l'intégration, abattre les barrières sociales et faciliter le dialogue interculturel entre groupes divers » (UNESCO, 2015, 157).

Une entreprise sociale a comme but principal, en tant qu'entité, d'atteindre des objectifs sociaux ou environnementaux. Elle combine ainsi la créativité avec un désir d'innovation sociale par l'entreprise et de proposer un modèle adéquat pour le dialogue interculturel dans la région. Les entreprises sociales culturelles peuvent constituer un moyen efficace de promouvoir le dialogue interculturel, les valeurs partagées et la conscience culturelle. Il est important de souligner la valeur des arts créatifs au-delà des aspects économiques et de considérer la créativité comme un véhicule pour le développement culturel et social.

Un certain nombre d'entreprises sociales créatives dans la région euro-méditerranéenne servent d'exemples représentatifs. Elles mettent en lumière la valeur de l'entreprise sociale créative dans la promotion du dialogue interculturel, de la cohésion sociale et de la participation citoyenne.

Creative Space Beirut est une école de stylisme au Liban qui promeut la participation économique pour les secteurs les plus marginalisés de la société. L'établissement dispense un programme gratuit de trois ans aux étudiants qui n'ont pas la possibilité de faire des études en raison de leur situation financière. Par cet enseignement gratuit, Creative Space Beirut cherche à briser le cycle de la pauvreté pour ses étudiants en leur apportant les compétences nécessaires pour assurer leur subsistance et celle de leur famille en travaillant dans la mode. Ainsi, l'école espère que la formation reçue par les étudiants ait un impact positif pour eux, mais aussi pour leurs familles et leurs communautés au sens large. L'école cherche à abattre les barrières économiques et sociales en facilitant l'intégration des groupes marginalisés grâce à ses programmes éducatifs. Plusieurs anciens étudiants de l'école ont trouvé un emploi dans l'industrie de la mode, ont monté leur propre entreprise ou ont entamé un Master au Moyen-Orient ou en Europe.

Drop Earrings Not Bombs est une entreprise sociale créative qui œuvre à l'intégration des réfugiés syriens

vivant en Turquie. Les réfugiés produisent des boucles d'oreille faites main qui sont vendues en ligne et dont les profits servent à aider les communautés réfugiées à Istanbul. Le projet apporte aux familles de réfugiés non seulement un revenu, mais aussi une formation et des opportunités d'emploi permettant aux réfugiés de reconstruire leurs vies en Turquie.

In Place of War est une entreprise sociale basée à l'université de Manchester, au Royaume-Uni. L'organisation soutient les communautés créatives dans des lieux en situation de conflit et de post-conflit et les communautés marginalisées par la formation, le fonctionnement en réseau, les projets collaboratifs et les opportunités de mobilisation.

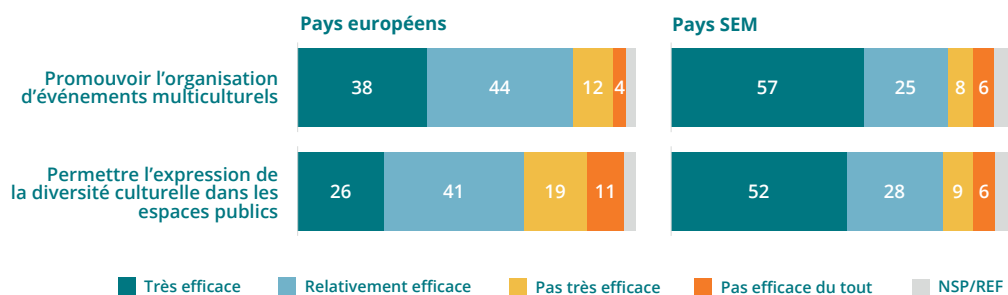
Voices, un projet musical international qui rassemble des artistes d'Europe, d'Afrique, du Moyen-Orient, d'Amérique latine et d'Asie, se produit et prend part à des conférences-débats au Royaume-Uni. Ces performances et discussions publiques encouragent le dialogue interculturel et la conscience culturelle auprès des artistes impliqués et auprès du grand public. Les artistes impliqués dans le projet en 2016 ont rapporté que le projet leur a permis de découvrir d'autres cultures et de mieux comprendre les problèmes auxquels sont confrontées les communautés dans d'autres parties du monde. L'importance de la mobilité et de la collaboration d'artistes est également soulignée par le Rapport de l'UNESCO sur les politiques culturelles, qui considère la mobilité des artistes comme « essentielle au maintien d'un monde hétérogène d'idées, de valeurs et de visions du monde » (UNESCO, 2015, 14).

### Les événements multiculturels comme voie à suivre pour la cohésion sociale

Les citoyens d'Europe et du sud de la Méditerranée s'accordent à affirmer que l'entrepreneuriat et l'expression culturelle peuvent constituer une voie à suivre afin de promouvoir la diversité et le multiculturalisme, comme le démontrent les résultats d'une récente étude. L'enquête Anna Lindh/Ipsos a été menée dans huit pays européens

#### Chart 16.1

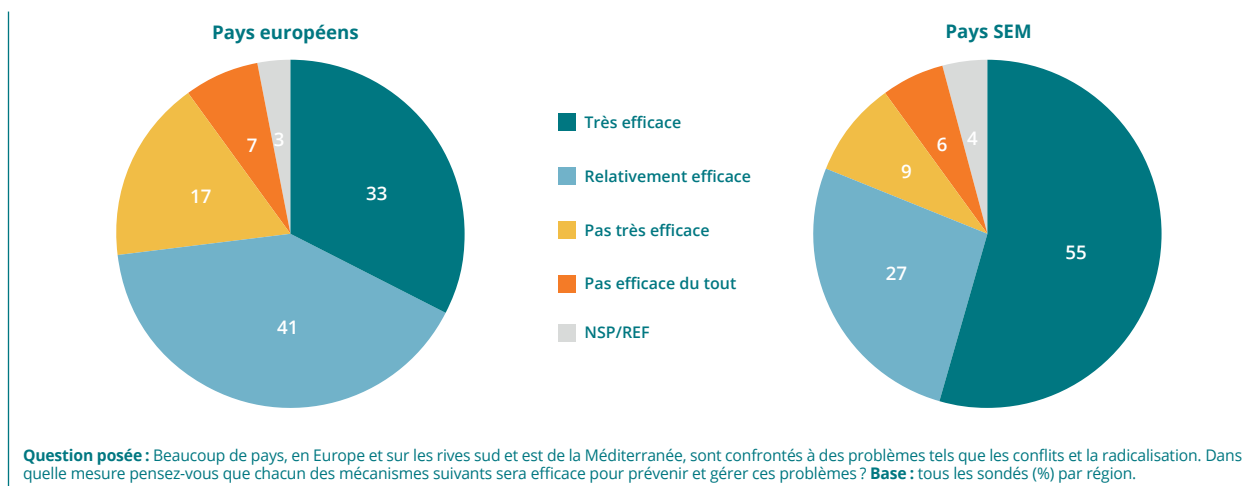
Mieux vivre ensemble dans des environnements multiculturels : permettre l'expression culturelle dans les espaces publics et organiser des événements multiculturels



**Question posée :** Les sociétés d'aujourd'hui sont de plus en plus diverses, rassemblant des personnes de différentes cultures et de différents pays. Selon vous, dans quelle mesure chacune des actions suivantes serait-elle efficace pour aider les personnes à mieux vivre ensemble dans un environnement multiculturel ?  
**Base :** tous les sondés (%) par région.

**Chart 16.2**

Efficacité des mécanismes de prévention et de gestion des conflits et de la radicalisation : initiatives culturelles et artistiques



(Autriche, Croatie, Finlande, France, Italie, Pays-Bas, Pologne et Portugal) et cinq pays du sud et de l'est de la Méditerranée (Algérie, Israël, Jordanie, Palestine et Tunisie). Mille participants par pays ont été invités à répondre à une enquête par téléphone (sauf en Israël et en Palestine, où les entretiens se sont déroulés en face-à-face). Les données recueillies montrent que les citoyens de plus de 15 ans s'accordent globalement à dire que la diversité religieuse est importante pour la prospérité de la société : 71 % des sondés européens et 72 % des sondés du sud de la Méditerranée sont d'accord avec cette affirmation.

Pour ce qui est de promouvoir la diversité et les sociétés multiculturelles, une majorité de sondés, tant en Europe (82 %) qu'au sud de la Méditerranée (82 %) considèrent que la promotion des événements multiculturels constitue un moyen efficace de faciliter la cohésion sociale. De même, la promotion de la diversité culturelle dans les espaces publics est considérée comme un outil efficace pour favoriser le multiculturalisme, tant par les sondés européens (67 %) que méditerranéens du sud (80 %) (Graphique 16.1). Au vu de ces résultats, la vision des arts créatifs comme véhicule pour la promotion de la conscience interculturelle apparaît conforme aux attitudes des citoyens à l'égard du multiculturalisme et de la cohésion sociale.

De la même manière, sur la question de la lutte contre la radicalisation, les résultats de l'enquête montrent l'intérêt qu'il y a à promouvoir l'entrepreneuriat social créatif dans la région. 82 % des sondés du sud de la Méditerranée et 74 % des sondés européens sont d'accord pour dire que les initiatives culturelles et artistiques sont efficaces pour lutter contre la radicalisation. De même, plus de 80 % des sondés considèrent que les programmes axés sur l'éducation et la jeunesse sont efficaces pour favoriser le dialogue mené par les jeunes (Graphique 16.2 et 16.3).

Les données de l'enquête illustrent clairement le soutien du public pour les initiatives artistiques créatives et pour la formation comme outil de dialogue interculturel. L'on peut donc supposer que le grand public soutiendrait largement la création d'entreprises sociales créatives dirigées par des jeunes.

### Mesures concrètes à mettre en place dans le domaine

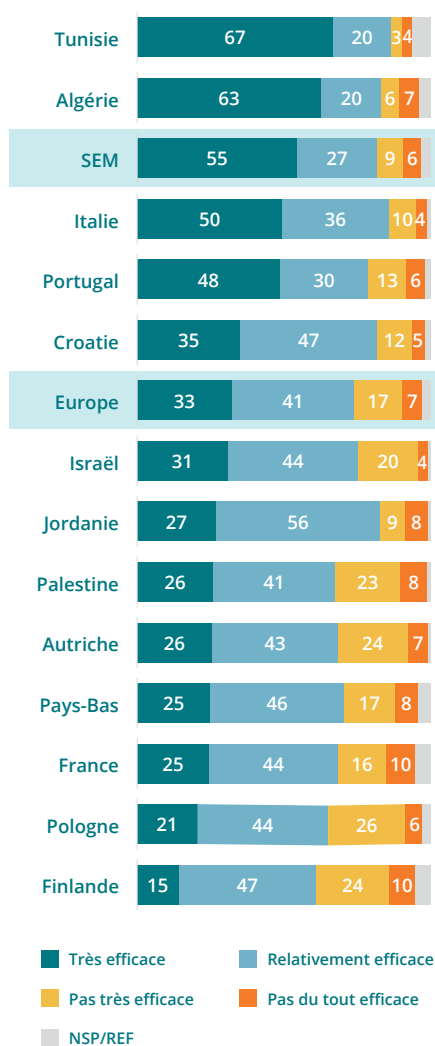
Les données de l'enquête, les exemples de bonnes pratiques et la littérature actuelle montrent que l'entreprise sociale créative peut jouer un rôle crucial en vue de promouvoir le dialogue interculturel et de relever les défis sociaux et environnementaux communs à l'ensemble de la région euro-méditerranéenne. Malgré certains indicateurs clés de l'existence d'un environnement propice au développement d'entreprises sociales créatives (le soutien public mis en évidence par l'enquête et l'adhésion institutionnelle illustrée par les politiques et stratégies mises en place, dont le programme de l'UE Europe Créative, les initiatives d'entreprises sociales et la politique culturelle de l'UNESCO), des défis importants subsistent. De ce fait, l'article conclura en formulant une série de recommandations pour encourager le développement d'entreprises sociales créatives dans la région euro-méditerranéenne.

Élaborer une définition pratique de l'entreprise sociale créative. Premièrement, il apparaît que le terme « entreprise sociale créative » n'est pas bien compris à cause des diverses définitions et interprétations des termes « entreprise sociale » et « industries créatives ou culturelles ». Ce manque de clarté contribue à créer dans certains pays un environnement limitant qui freine le développement des entreprises sociales créatives.

C'est pourquoi il est nécessaire d'élaborer une définition

**Chart 16.3**

**Prévention et gestion des conflits et de la radicalisation par des initiatives culturelles et artistiques, par pays**



**Question posée :** Beaucoup de pays, en Europe et sur les rives sud et est de la Méditerranée, sont confrontés à des problèmes tels que les conflits et la radicalisation. Dans quelle mesure pensez-vous que chacun des mécanismes suivants sera efficace pour prévenir et gérer ces problèmes ?  
**Base :** tous les sondés (%) par pays.

pratique qui soit accessible en plusieurs langues et pour les divers acteurs concernés (gouvernements, institutions intergouvernementales, organisations de la société civile, grand public, jeunes et artistes). En forgeant une définition universellement comprise, on facilitera le développement des entreprises sociales créatives et on améliorera leur visibilité.

Améliorer l'accès au financement pour les entreprises sociales créatives. La coopération avec les secteurs privés, les acteurs gouvernementaux et les entités intergouvernementales est nécessaire pour améliorer de nouveaux modes de financement répondant aux besoins des entreprises sociales créatives, comme l'investissement social à long terme ou le financement de

start-ups.

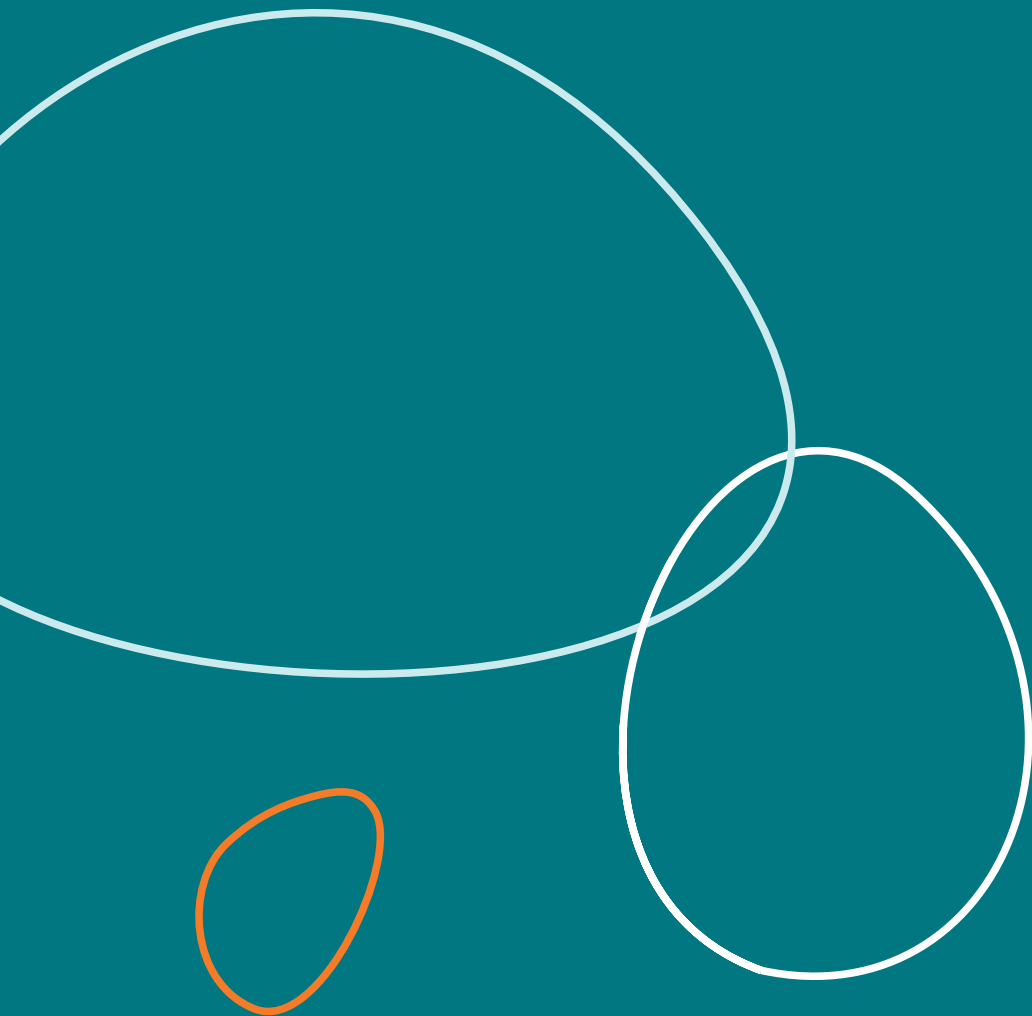
L'accroissement de la visibilité des entreprises sociales créatives constitue un outil pour obtenir l'adhésion des acteurs concernés par le dialogue interculturel. Pour attirer les investissements privés et publics et obtenir un cadre juridique plus favorable aux entreprises sociales créatives, il faut une plus grande visibilité et une plus grande sensibilisation. De même, pour encourager l'entrepreneuriat social créatif dans la région, il est fondamental de pouvoir communiquer de façon efficace non seulement sur les aspects économiques, mais aussi sur les bénéfices qu'offrent les entreprises sociales créatives pour la promotion du dialogue interculturel et de la conscience culturelle.

Renforcer les capacités et les infrastructures IT locales. La collaboration avec les établissements d'enseignement et les organisations de la société civile pour créer une culture de l'entreprise sociale créative et renforcer les capacités d'entrepreneuriat est essentielle pour favoriser le développement des entreprises sociales chez les jeunes. Des cours comme le programme de formation d'entrepreneur social et créatif de In Place of War offrent une bonne introduction à l'entrepreneuriat social créatif. De même, l'implication du secteur privé est également essentielle pour le soutien, l'accès aux marchés, les connaissances et l'accompagnement des entreprises sociales créatives. Il est par ailleurs fondamental d'assurer que les jeunes aient accès aux outils numériques appropriés pour développer les entreprises sociales créatives.

Des cadres financiers, juridiques et réglementaires améliorés. Il est nécessaire d'appliquer des stratégies de plaidoyer pour surmonter les contraintes de la réglementation. Cette nécessité est particulièrement pressante dans le sud de la Méditerranée, où les entreprises sociales créatives ne bénéficient pas d'un statut juridique spécial et où la création d'une entreprise est souvent complexe, chronophage et coûteuse.

Développement de réseaux divers. Il est essentiel pour le développement des entreprises sociales créatives d'établir des réseaux intersectoriels régionaux. Ces réseaux peuvent offrir un espace pour le dialogue interculturel entre jeunes du sud de la Méditerranée et jeunes Européens. L'implication du secteur privé est également essentielle pour le soutien, l'accès aux marchés, les connaissances et l'accompagnement des entreprises sociales créatives.

**Teresa BEAN** est directrice de recherche et d'éducation pour In Place of War.





# TENDENCES EN ÉVIDENCE

# L'intérêt renouvelé de la France pour la région euro-méditerranéenne

Taynja ABDEL BAGHY

Bien que la troisième édition du Rapport FAL sur les tendances interculturelles arrive en France dans un contexte difficile, Taynja Abdel Baghy analyse la manière dont les Français perçoivent la Méditerranée, les relations interculturelles dans leur propre société et dans le monde méditerranéen, et les rôles qu'ils s'attendent à voir jouer par la politique européenne de voisinage. Elle conclut que les sondés français gardent foi dans les notions de vivre ensemble, de tolérance et de méritocratie, et qu'ils placent des espoirs dans la jeunesse, l'éducation et la coopération régionale.

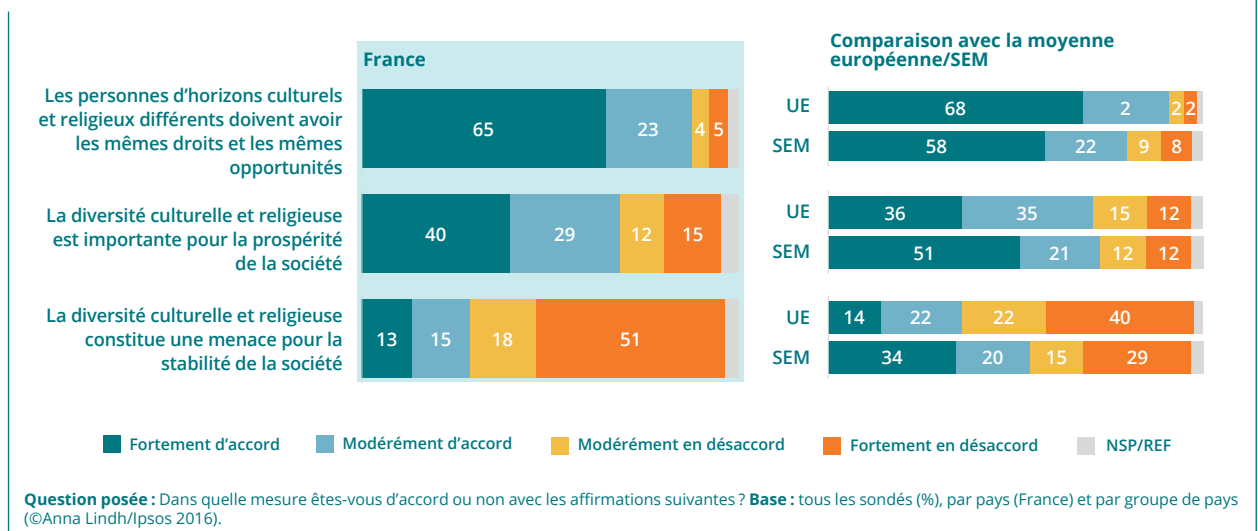
Au cours des huit années qui ont passé depuis la réalisation du dernier sondage d'opinion sur les tendances interculturelles en France, plusieurs événements ont influencé le débat politique. Au niveau européen, des mouvements populistes ont gagné en influence, notamment lors des élections européennes de 2014 qui ont vu le Front National français mener la vague eurosceptique. La décision du Royaume-Uni de quitter l'Union européenne (UE) suite à son référendum de juin 2016 a également eu un impact sur les perceptions de l'UE chez les Français. Au niveau méditerranéen, l'implication de la France dans la coalition internationale contre l'organisation dite État islamique en Irak et au Levant (EIL) et le phénomène des combattants étrangers d'origine française ont été largement couverts dans les médias. Et depuis 2015, pas moins de trois attaques terroristes majeures ont été perpétrées sur le sol français. C'est dans ce contexte pour le moins troublé que la troisième édition de l'enquête Anna Lindh/Ipsos

sur les tendances interculturelles a été commanditée puis réalisée de septembre à novembre 2016.

## Comment les citoyens français perçoivent-ils la région méditerranéenne ?

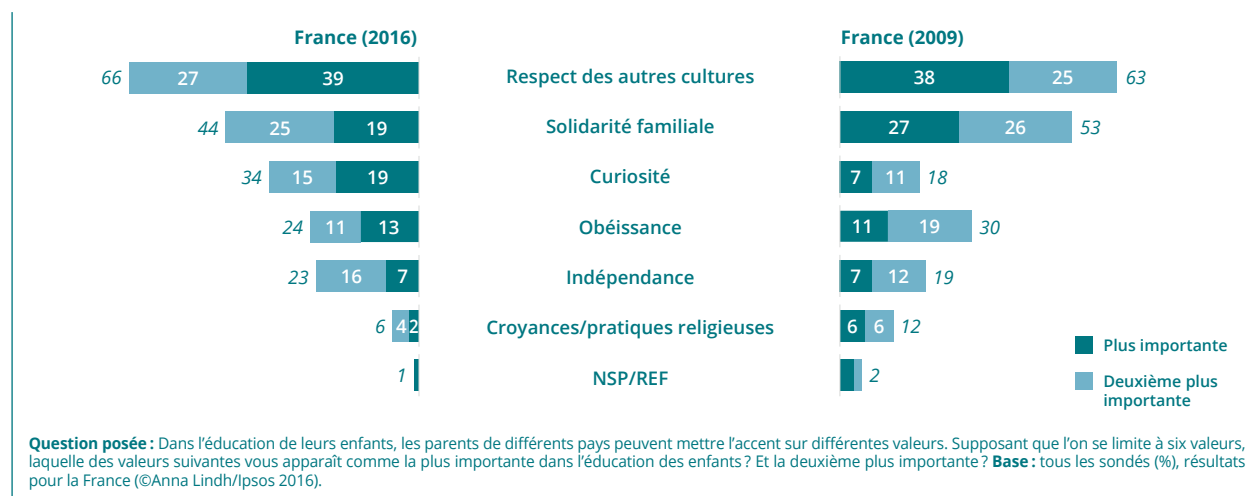
La caractérisation française de la région méditerranéenne a évolué, mais conserve néanmoins certains éléments clés par rapport aux résultats de 2009. Par rapport aux citoyens des autres pays européens et SEM, les Français sont moins susceptibles de percevoir la Méditerranée comme une région caractérisée par l'instabilité et l'insécurité (40 % de l'échantillon opte pour la réponse « ne caractérise pas du tout ») ou comme une source de conflit (41 %). Les premières réponses qui viennent à l'esprit des Français sont le mode de vie et la cuisine en commun, le patrimoine culturel en commun et le sens de l'hospitalité. Si l'on compare les perceptions de 2016 à celles de 2009, on constate que les Français en sont venus au fil des années à moins percevoir la

**Chart 17.1**  
Perceptions sur la diversité religieuse et culturelle en France



## Chart 17.2

### Valeurs clés dans l'éducation des enfants en France



région comme une source de conflit (41 % des sondés optent pour la réponse « ne caractérise pas du tout » en 2016, contre 27 % en 2009) ou comme une région réticente au changement (35 % en 2016 contre 25 % en 2009). Ce changement de perception peut être dû au Printemps arabe, qui a secoué de nombreux pays SEM depuis 2011.

### Changements clés dans les perceptions des relations interculturelles

Depuis 2009, la France a vu un renforcement de la notion de vivre ensemble et du concept d'intégration par opposition à celui de multiculturalisme. Les perceptions des Français sur la diversité culturelle et religieuse sont un premier indicateur du renforcement de ces concepts. Environ 9 sondés sur 10, en France, pensent que la diversité religieuse et culturelle ne doit pas empêcher les citoyens de jouir des mêmes droits et de bénéficier des mêmes opportunités. Un Français sur deux s'oppose fortement à l'affirmation selon laquelle la diversité culturelle religieuse constitue une menace pour la stabilité de la société, et 69 % pensent que cette diversité est importante pour la prospérité de la société (Graphique 17.1). Un événement survenu sur une plage du sud de la France en été 2016, lors duquel une dame d'âge moyen a été forcée par la police d'ôter son voile (dit « burkini »), a suscité de vives émotions dans toute la France (et au-delà) et a révélé la gestion politique ambivalente de cette question relevant de la diversité religieuse et culturelle en France.

L'écrasante majorité des sondés français affirment ne pas être dérangés du tout à l'idée d'avoir une personne de culture différente comme collègue de travail ou comme voisin, ou à l'idée que leurs enfants aillent à l'école avec des enfants de cultures différentes (entre 82 % et 92 % ne seraient « pas dérangés du tout »). Mais lorsqu'il s'agit de l'éventualité qu'un membre de la famille épouse

une personne de culture différente, 19 % des sondés admettent qu'ils auraient des difficultés avec cette possibilité. Ce chiffre représente un élément important de l'approche française des échanges interculturels, mais il doit être replacé dans son contexte : il faut garder à l'esprit que la réponse des Français est similaire à celle observée dans d'autres pays européens (19 % seraient « un peu dérangés » ou « très dérangés ») et meilleure que celle observée dans les pays SEM (27 % en moyenne dans l'ensemble des pays SEM sondés).

En ce qui concerne les valeurs transmises dans l'éducation des enfants, une valeur clé pour les sondés français est le respect des autres cultures (citée par 66 % des sondés comme première ou deuxième valeur la plus importante). Les croyances et pratiques religieuses, en revanche, ne représentent pas une valeur clé (citée par 6 % des sondés seulement). Cette valeur de tolérance n'est pas seulement essentielle à la manière dont les Français remplissent leur rôle de parent, mais aussi aux valeurs d'indépendance et de curiosité. Même si le sens de la solidarité familiale reste important, les sondés étaient moins nombreux à sélectionner cette valeur en 2012 qu'en 2009 (une baisse de 9 points). Une baisse similaire est observée pour la valeur de l'obéissance, tandis que la valeur de curiosité gagne en importance (de 18 % en 2009 à 34 % en 2012) (Graphique 17.2).

### Les Français cultivent un intérêt soutenu et attentif pour la région euro-méditerranéenne d'aujourd'hui

Dans la région euro-méditerranéenne d'aujourd'hui, les Français affichent un niveau d'intérêt plutôt élevé (supérieur au niveau observé en 2009) pour la vie culturelle et le mode de vie, la situation politique et la situation économique des pays SEM (entre 71 % et 77 % des sondés se disent au moins modérément intéressés). Ils sont cependant moins susceptibles de cultiver un

intérêt pour les croyances et pratiques religieuses des pays SEM. Les résultats de l'enquête montrent que l'intérêt des Français pour les croyances religieuses ne suit pas la tendance d'un intérêt accru pour d'autres aspects de la vie des citoyens des pays SEM, et ce manque d'intérêt peut certainement s'expliquer par la forte culture laïque française.

En ce qui concerne l'influence des médias sur un éventuel changement d'opinion des Français à propos des pays SEM, les résultats de l'enquête montrent qu'en réalité, une courte majorité des sondés (53 %) dit ne pas avoir subi l'influence des médias pour former son opinion sur les personnes des pays SEM. Il faut garder à l'esprit que les médias dans lesquels les Français ont le plus confiance sont, par ordre d'importance, la presse écrite, la télévision, les films et documentaires, la radio et les livres. Les médias en lignes et les réseaux sociaux sont jugés fiables par moins de sondés en France (à peine 18 % et 14 % citent respectivement ces sources comme les plus fiables). Par ailleurs, la confiance dans les médias en ligne et les réseaux sociaux semble moindre en France que dans d'autres pays européens et SEM. Lorsque les sondés disent que leurs opinions sur les citoyens SEM ont été influencées par quelque chose qu'ils ont vu, lu ou entendu dans les médias, ce changement d'opinion est plus susceptible d'être négatif (15 %) que positif (7 %). En effet, la couverture médiatique du Printemps arabe et de ses conséquences, y compris certains épisodes mortels, a marqué les perceptions françaises. À cela s'ajoutent les multiples attaques terroristes largement couvertes dans les médias, si bien que les Français

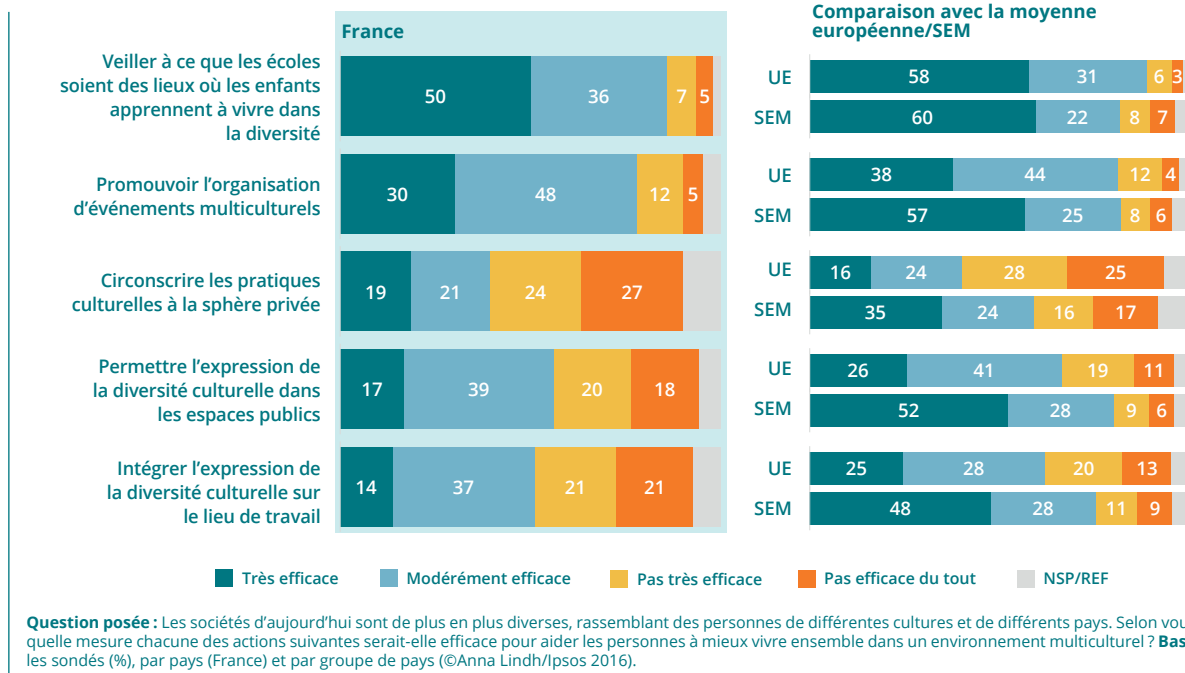
semblent montrer une plus grande méfiance envers les informations partagées en ligne.

L'intérêt soutenu des Français pour la région méditerranéenne se matérialise également par leur vision de la coopération dans le cadre de la politique européenne de voisinage (PEV). Dans un contexte de crise de confiance en l'UE, avec seulement 38 % de sondés affirmant leur confiance en l'UE dans une enquête Euractiv en 2016, on pourrait croire que les Français s'attendent eux aussi à voir peu de bénéfices à la PEV. Pourtant, les Français pensent que leur société va très certainement bénéficier de la coopération dans le cadre de la PEV dans les domaines de l'entrepreneuriat, l'innovation et l'emploi des jeunes (44 %), l'éducation et la formation (50 %) le soutien des ONG et organisations de la société civile (48 %) et la prévention de l'extrémisme (52 %).

En ce qui concerne les possibilités d'améliorer la réponse à la crise des réfugiés, peu de bénéfices sont escomptés par la voie de la PEV (28 % des sondés s'attendant même à ne voir aucun bénéfice). Le pays est par ailleurs confronté à des situations complexes, en particulier dans des zones frontalières comme la frontière nord avec le Royaume-Uni, où se situe la « jungle de Calais ». Sur la question de la durabilité environnementale, qui tenait une place importante dans l'agenda politique français en 2015 avec l'organisation de la conférence de Paris sur le changement climatique (COP 21), le niveau de scepticisme (20 %) quant à savoir si l'on peut attendre des bénéfices de la coopération dans le cadre de la PEV est plus élevé que le niveau moyen observé dans les pays européens (17 %) et SEM (12 %).

**Chart 17.3**

### Opinions des Français sur les actions pouvant aider les citoyens à mieux vivre ensemble dans les environnements multiculturels



## La jeunesse, une ressource capitale et sûre pour la région euro-méditerranéenne

Une tendance intéressante pouvant être observée tout au long de l'enquête est l'espoir que placent les Français dans la jeunesse, et ce dans plusieurs domaines. Cet espoir s'explique principalement par la vision de l'éducation comme la principale ressource pour favoriser le changement, une vision nourrie par la croyance fondamentale des Français dans l'école républicaine et la méritocratie. Lorsqu'on leur demande quels types d'actions peuvent aider les citoyens à mieux vivre ensemble dans un environnement interculturel, plus de 8 sondés français sur 10 jugent opportun de faire des écoles des lieux où les enfants apprennent à vivre dans la diversité. Les Français semblent croire avant tout au pouvoir de l'éducation, dont la mission perçue est de permettre aux citoyens, quelle que soit leur origine sociale, culturelle ou religieuse, d'accéder à de meilleures opportunités économiques, et d'aider les citoyens à mieux vivre ensemble. Un autre constat important de l'enquête est que l'investissement dans la jeunesse apparaît comme la première solution choisie par les sondés français pour prévenir et gérer les conflits et la radicalisation (Graphique 17.3). Ce résultat est un indicateur du niveau d'espoir que les citoyens français continuent de placer dans la jeunesse, même dans un contexte où des milliers de jeunes Français se sont engagés comme combattants étrangers pour l'organisation État islamique. Le fait que plusieurs programmes nationaux de déradicalisation aient été mis en place, avec des résultats variables, a peut-être réaffirmé dans l'esprit de nombreux sondés l'idée selon laquelle la prévention constitue l'approche la plus efficace pour gérer ces problèmes complexes et sensibles.

En résumé, dans une Europe occidentale traversant une crise de confiance politique et de valeurs libérales, et dans une atmosphère de méfiance envers l'Union européenne, les sondés français semblent dresser un portrait de la France dans la région euro-méditerranéenne comme un pays qui reste intéressé par cette région. Les citoyens de France apparaissent tout aussi enclins à entretenir des relations interculturelles avec des pays de la région euro-méditerranéenne qu'il y a huit ans, même s'ils semblent affirmer beaucoup plus certains aspects clés de leur identité aujourd'hui. Leur croyance dans les notions clés de vivre ensemble, de tolérance et de méritocratie s'est accentuée au fil des années, en dépit de plusieurs épisodes brutaux secouant les fondements de ces croyances. Le Printemps arabe et ses conséquences n'ont pas eu d'impact négatif sur la perception des pays SEM, comme on aurait pu s'y attendre. La France semble cependant connaître plus de difficultés avec l'impact de la crise de la migration et des réfugiés, qui a ébranlé les opinions sur l'intégration en France.

Si le taux de chômage chez les jeunes reste élevé en France (25 % des jeunes de 18 à 25 ans sont sans emploi, source : INSEE), les Français nourrissent toujours un grand espoir en l'avenir et voient les jeunes comme la ressource la plus essentielle pour relever les défis qui se posent à la région euro-méditerranéenne, non seulement sur des plans socio-économiques mais aussi en termes de compréhension interculturelle. Pour ce faire, les Français cultivent les valeurs de développement éducatif, de curiosité et d'indépendance. Il s'agit là d'un domaine où la politique européenne de voisinage semble toujours être un outil fiable, et la méfiance des Français vis-à-vis de l'UE contraste avec leur intérêt pragmatique pour les politiques euro-méditerranéennes en matière d'affaires économiques, sociales et éducatives. Si le sud et l'est de la Méditerranée ne représentent pas un eldorado pour les sondés français (peu de sondés en France entameraient une nouvelle vie dans un pays SEM s'ils en recevaient l'opportunité), la région n'est pas non plus vue comme une source de mécontentement ou de peur. Au lieu de cela, au cours des huit dernières années, les citoyens français ont renoué une relation positive avec les pays méditerranéens et leur culture, et partagent davantage de choses qu'auparavant avec d'autres pays européens et SEM en termes de compréhension interculturelle.

**Taynja ABDEL BAGHY** est consultante indépendante spécialiste des questions de paix, de développement et de sécurité en Afrique et dans les pays du MENA.

# L'hospitalité italienne face aux flux migratoires croissants

Khalid CHAOUKI

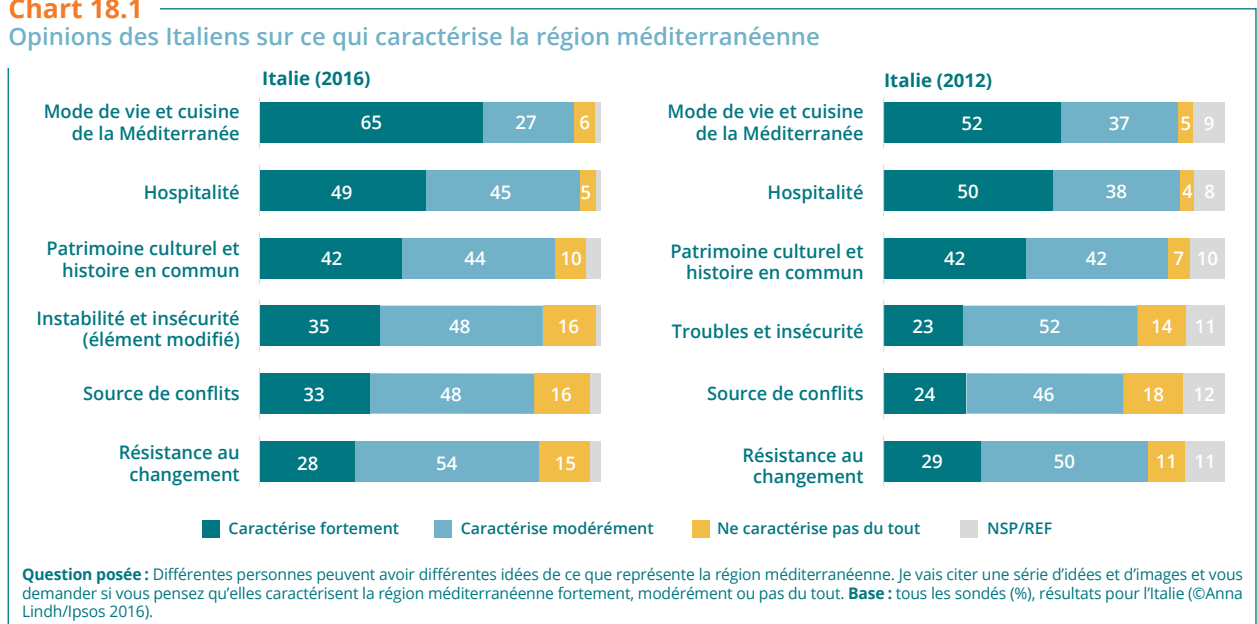
Khalid Chaouki relève l'augmentation du pourcentage de sondés italiens estimant que la région méditerranéenne est fortement caractérisée par l'instabilité et les conflits par rapport à 2012 et aux autres pays européens examinés. Si cette hausse reflète potentiellement une perception négative, l'auteur note également que les sondés italiens sont plus susceptibles d'accepter la diversité et de reconnaître les bénéfices potentiels de la coopération euro-méditerranéenne.

Les Romains appelaient la Méditerranée « Mare Nostrum ». Ils la définissaient ainsi pour réaffirmer leur volonté impérialiste et leur désir d'étendre leur empire vers le sud, au-delà de la Méditerranée. Deux mille ans plus tard, ce scénario a changé du tout au tout : au lieu d'une unité politique, nous avons deux rives de la Méditerranée qui ne sont plus unies sous un seul pouvoir mais se sont morcelées en une série d'états indépendants. Ces deux rives ont connu des temps difficiles au cours des dernières années, pour plusieurs raisons, et la solution ne semble pas à portée de main. La région méditerranéenne connaît de nouveaux conflits appelant plus que jamais des réponses efficaces et coordonnées de la part de la communauté internationale, de manière à œuvrer à la restauration de la paix et au développement socio-économique de l'ensemble de la région.

Les Italiens sont plus conscients que jamais de cette réalité, et l'enquête Anna Lindh/Ipsos sur les tendances interculturelles montre, par rapport à 2012, une hausse du pourcentage de sondés italiens estimant que la région méditerranéenne est fortement caractérisée par l'instabilité et les troubles (23 % en 2012 contre 35 % en 2016 et 26 % en moyenne dans les pays européens sondés en 2016) et la voyant comme une source de conflit (24 % en 2012 contre 33 % en 2016 et 25 % en moyenne dans les pays européens sondés en 2016) (Graphique 18.1).

Il est du devoir de chacun de trouver des solutions à la crise qui dure maintenant depuis plusieurs années et de maintenir les canaux de dialogue et de communication ouverts entre les rives sud et nord de la Méditerranée. Par rapport à d'autres peuples européens sondés dans l'enquête Anna Lindh/Ipsos, les Italiens sont davantage

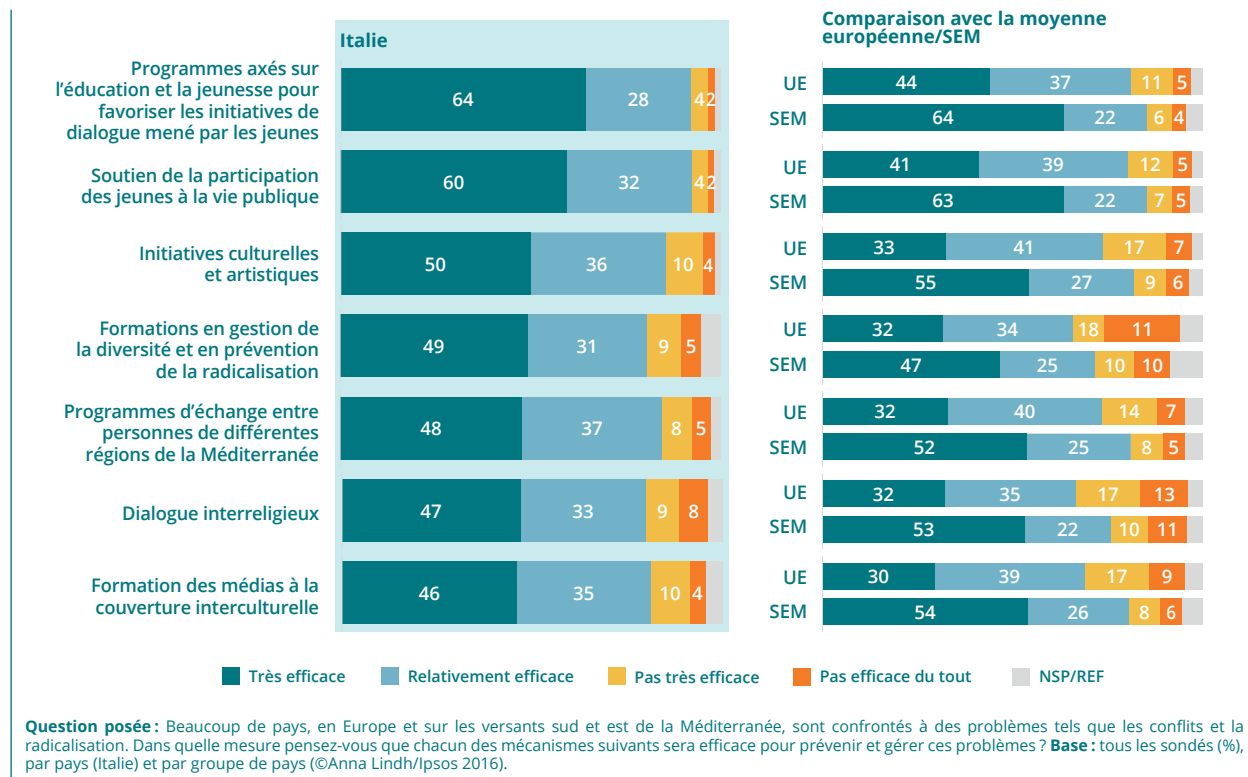
**Chart 18.1** Opinions des Italiens sur ce qui caractérise la région méditerranéenne





## Chart 18.2

### Opinions des Italiens sur l'efficacité des mécanismes de prévention et de gestion des conflits et de la radicalisation



convaincus des bénéfices potentiels de la coopération euro-méditerranéenne, en particulier pour la promotion de l'égalité homme-femme, les opportunités éducatives, le respect de la diversité culturelle et la prévention de l'extrémisme. Entre les données recueillies en 2016 et celles recueillies en 2016, on observe également chez les Italiens une progression importante de l'opinion selon laquelle le projet euro-méditerranéen peut apporter des bénéfices aux populations de la région.

La paix dans la région méditerranéenne est la fondation la plus sûre pour construire une société basée sur le respect de la diversité et pour garantir une culture et une éducation mettant l'accent sur l'enfance et les besoins des enfants. L'éducation est en effet l'arme la plus puissante contre toute forme de radicalisation, mais aussi contre l'islamophobie, car elle favorise la cohésion et le développement collectif dans un cadre de valeurs partagées. L'enquête Anna Lindh/Ipsos constate qu'en Italie, 64 % des sondés considèrent l'éducation et les initiatives menées par la jeunesse comme un moyen efficace de prévenir et de lutter contre la radicalisation, contre une moyenne de 44 % en Europe. Les sondés italiens croient également en la valeur de la participation des jeunes à la vie publique (60 % y voient un outil efficace) et en la valeur des initiatives culturelles et artistiques (50 %) dans la lutte contre la radicalisation (Graphique 18.2).

Il est clair, aujourd'hui, que la radicalisation violente est le résultat de l'ignorance et de la pauvreté, deux facteurs qui empêchent d'imaginer un futur et qui favorisent l'émergence d'une spirale de violence et de peur que nous devons maintenant interrompre. La pauvreté, le chômage (surtout chez les jeunes), la corruption, l'exclusion sociale et l'inégalité sont les causes profondes de la radicalisation violente. Ces phénomènes nous préoccupent parce que nous voyons qu'ils gagnent du terrain et affectent plus particulièrement les jeunes générations, faisant peser une grave menace sur la sécurité des citoyens et la stabilité des pays.

C'est pour cette raison que je crois nécessaire d'élaborer des stratégies communes pour prévenir la radicalisation violente. La stratégie que nous devons mettre au point doit être mondiale, mais également spécifique, car elle devra prendre en compte la situation particulière de chaque pays. Dans cette optique, je pense que la coopération entre les États au sud et au nord de la Méditerranée joue un rôle central. Économiquement, les deux côtés de la Méditerranée sont depuis longtemps plus interconnectés que ne le pensent la plupart des gens (il suffit de penser aux nombreuses entreprises européennes – italiennes en particulier – opérant en Afrique du Nord dans la construction d'infrastructures, d'écoles et d'hôpitaux, et créant de l'emploi dans ce domaine). Ceci peut également expliquer le grand intérêt des Italiens, par Rapport aux

Européens, pour les actualités et les informations sur la vie culturelle et le mode de vie des pays du sud et de l'est de la Méditerranée (35 % contre 28 % en moyenne dans les pays de l'UE), pour la situation politique dans ces pays (31 % contre 28 %) et pour leur situation économique (26 % contre 23 %).

Dans ce contexte, la coopération consiste à établir des ponts de dialogue et des échanges de savoir-faire, partager des valeurs communes de respect des droits de l'homme et des différences culturelles, et enfin jeter les fondations d'une économie méditerranéenne saine qui considère l'emploi des jeunes comme une valeur et un atout à préserver. En effet, une jeune personne satisfaite et accomplie est une personne que nous sommes parvenus à préserver du désespoir, qui conduit souvent à la radicalisation. Je pense que l'avenir des sociétés méditerranéennes va partir une nouvelle fois des jeunes. Ceux-ci sont structurellement plus ouverts à la compréhension d'autres cultures, ils sont plus interconnectés et capables d'avoir des échanges sereins avec des jeunes d'autres pays en faisant fi de tout préjugé. Il revient donc à la jeune génération de construire une société intégrée capable de mettre un terme aux guerres et aux conflits, d'améliorer l'emploi et de garantir les droits des travailleurs.

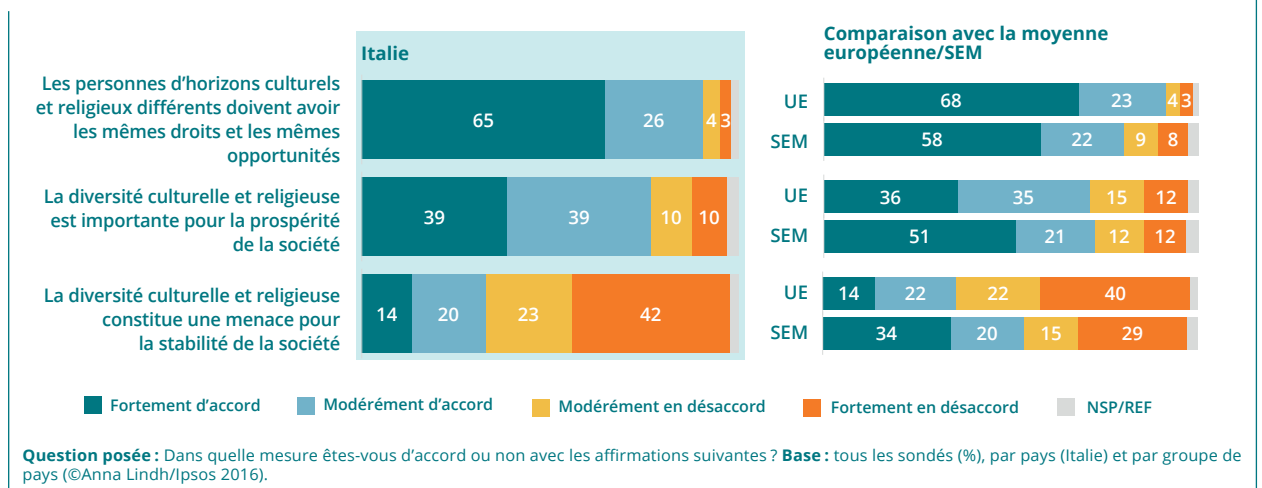
Mais tout ceci ne peut être accompli qu'en surmontant les peurs et les failles idéologiques et en pratiquant un dialogue constant et conscient. Les conflits dont nous avons été les témoins au cours des dernières années, des révolutions arabes à la guerre civile syrienne (qui continue hélas de faire des victimes), ont entraîné un exode de masse vers l'Europe. Nous parlons ici d'une crise humanitaire d'une ampleur colossale, d'une situation d'urgence qui affecte principalement des pays bordant la Méditerranée qui subissent déjà les conséquences migratoires de conflits antérieurs et qui doivent gérer ces situations dans un état proche de

l'effondrement, souvent sans soutien économique et logistique adéquat.

Depuis le 18 octobre 2013, l'Italie est en première ligne avec l'opération Mare Nostrum, la plus grande opération de sauvetage humanitaire jamais déployée par un gouvernement, qui s'est poursuivie jusqu'au 31 octobre 2014. L'opération a été menée avec du personnel et du matériel maritime et aérien de la marine, de l'armée de l'air, des Carabinieri, de la police financière, de la commanderie portuaire et de la garde côtière, ainsi qu'avec du personnel du corps militaire de la Croix-Rouge italienne, du ministère de l'Intérieur et de la police d'État. La marine italienne a réalisé 558 interventions en l'espace d'une année, portant secours à 100 250 réfugiés et migrants, saisissant six navires et arrêtant 728 trafiquants d'êtres humains. Les sondés italiens associent la Méditerranée avant tout à des questions migratoires, une association faite bien plus fréquemment par les Italiens que par les autres sondés européens (59 % contre 44 %).

Bon nombre de personnes secourues ont demandé l'asile politique en Italie, et l'on mise aujourd'hui sur leur intégration dans le tissu social italien. En conséquence du nombre accru de migrants arrivant en Italie, on constate une hausse du nombre d'Italiens ayant interagi avec des personnes du sud ou de l'est de la Méditerranée (SEM) au cours des 12 derniers mois, par rapport à 2012 (65 % en 2016 contre 44 % en 2012). Ces rencontres se produisent principalement dans des lieux publics (55 %, dans le quartier (27 %) et dans un cadre professionnel (26 %). Si 29 % des sondés ayant rencontré ou discuté avec une personne d'un pays SEM affirme que leur opinion à propos de ces personnes n'a pas changé en conséquence de cette rencontre, 23 % rapportent un changement positif et 3 % seulement un changement négatif. D'après les sondés, les principaux obstacles aux rencontres interculturelles sont de nature

**Chart 18.3**  
Perceptions sur la diversité religieuse et culturelle en Italie



culturelle et linguistique et ont trait à des stéréotypes intégrés. Pour surmonter ces obstacles, des politiques d'intégration structurées et efficaces sont nécessaires. Ces personnes doivent d'abord se sentir en sécurité puis apprendre la langue italienne comme premier et principal vecteur d'intégration.

L'enquête Anna Lindh/Ipsos dresse un tableau positif de la propension des Italiens à accepter la diversité dans la société et dans leur sphère personnelle. Nous constatons en effet que la première valeur que les parents italiens souhaitent transmettre à leurs enfants est le respect des personnes d'autres cultures (69 % des sondés italiens sélectionnent cette valeur parmi les six qui leur sont soumises, soit une augmentation de 4 points par Rapport à 2012). En outre, une grande majorité des sondés en Italie estiment que les minorités culturelles et religieuses doivent avoir les mêmes droits et que la diversité culturelle est une source de prospérité pour la société italienne (Graphique 18.3). Même si un Italien sur trois pense que la diversité peut constituer une menace pour la stabilité de la société, une part plus importante (42 %) des sondés s'oppose catégoriquement à cette vision. Même dans la sphère personnelle, on constate chez les Italiens un niveau élevé d'acceptation des autres cultures, que ce soit sur le lieu de travail, dans le quartier, à l'école de leurs enfants ou dans leur famille quand un parent épouse une personne d'une autre culture.

L'Italie doit encore travailler dur pour encourager la coexistence de différentes cultures. À l'heure actuelle, l'école est le principal lieu où les enfants nés en Italie de parents étrangers apprennent notre langue et les règles du vivre ensemble tout en voyant des matières comme les mathématiques, la géographie et la grammaire. C'est à l'école que les enfants apprennent à être des citoyens capables de respecter les différences et les spécificités de chacun, et ce sont les enseignants qui leur donnent les outils nécessaires pour surmonter les stéréotypes et les préjugés au nom de l'égalité véritable. Pour une vaste majorité d'Italiens, veiller à ce que les écoles soient des lieux où les enfants apprennent à vivre dans la diversité constitue un moyen efficace pour aider les citoyens à mieux vivre ensemble dans un environnement multiculturel. Notre pays doit soutenir et investir de plus en plus dans les écoles qui apprennent aux enfants à reconnaître la diversité et à respecter l'identité culturelle de chacun en la considérant comme une ressource.

### La Méditerranée est une région caractérisée par son hospitalité

Il est clair, au regard de l'enquête Anna Lindh/Ipsos, qu'il existe un large consensus estimant que la Méditerranée est une région fortement caractérisée par son mode de vie et sa cuisine. Cet élément, en plus de nous unir, nous rend uniques au monde. L'importance

que nous accordons aux ingrédients frais dans la préparation de nos repas fait partie intégrante de notre identité de Méditerranéens. L'huile d'olive, par exemple, constitue la base des traditions culinaires italienne et arabe et représente un élément très fort de l'identité méditerranéenne. L'olivier est un arbre méditerranéen qui pousse aussi bien en Italie qu'en Grèce, en Espagne, en Tunisie et en Palestine. La qualité de l'huile que produit la région méditerranéenne est reconnue partout dans le monde, et notre huile et l'un de nos produits d'exportation les plus importants. Elle incarne par ailleurs pleinement la tradition méditerranéenne de l'accueil de l'autre : c'est une règle d'or, tacite mais très importante dans la culture et la tradition des pays de la rive sud de la Méditerranée, une règle que les pays européens sont en train de redécouvrir, surtout depuis quelques années avec les récentes vagues migratoires (47 % des sondés européens considèrent que l'hospitalité caractérise fortement la région, contre 5 % seulement qui affirment que la région n'est pas du tout caractérisée par son hospitalité). Accueillir un étranger chez soi, ouvrir sa porte au voyageur, offrir le gîte aux gens de passage, tout cela relève d'un trait distinctif de l'identité méditerranéenne. C'est une grande vertu qui repose sur la confiance et l'ouverture à l'autre, et qui est transmise de génération en génération.

Ce sont là des sources d'espoir, car l'identité méditerranéenne est une mosaïque d'histoires, de coutumes, de religions et de couleurs différentes, mais aussi le fruit de racines communes. Des racines solides qui nous permettent de reconnaître que nous sommes semblables même dans la diversité, des racines fortes que nous devons affirmer et partager le plus possible car elles sont un antidote à l'extrémisme et à la tentation de vouloir toujours avoir raison et imposer nos propres raisons. La Méditerranée est forte dans la diversité, nous apprenons aux jeunes la valeur du pluralisme pour construire des communautés solides et pacifiques, unies dans les valeurs communes du respect et de l'appréciation des différences.

**Khalid CHAOUKI** est président du Centre Culturel Islamique d'Italie et un journaliste professionnel

# Maintenir la cohésion sociale dans une population croissante et diverse en Jordanie

Mustapha TABBA and Nedal ALMASRI

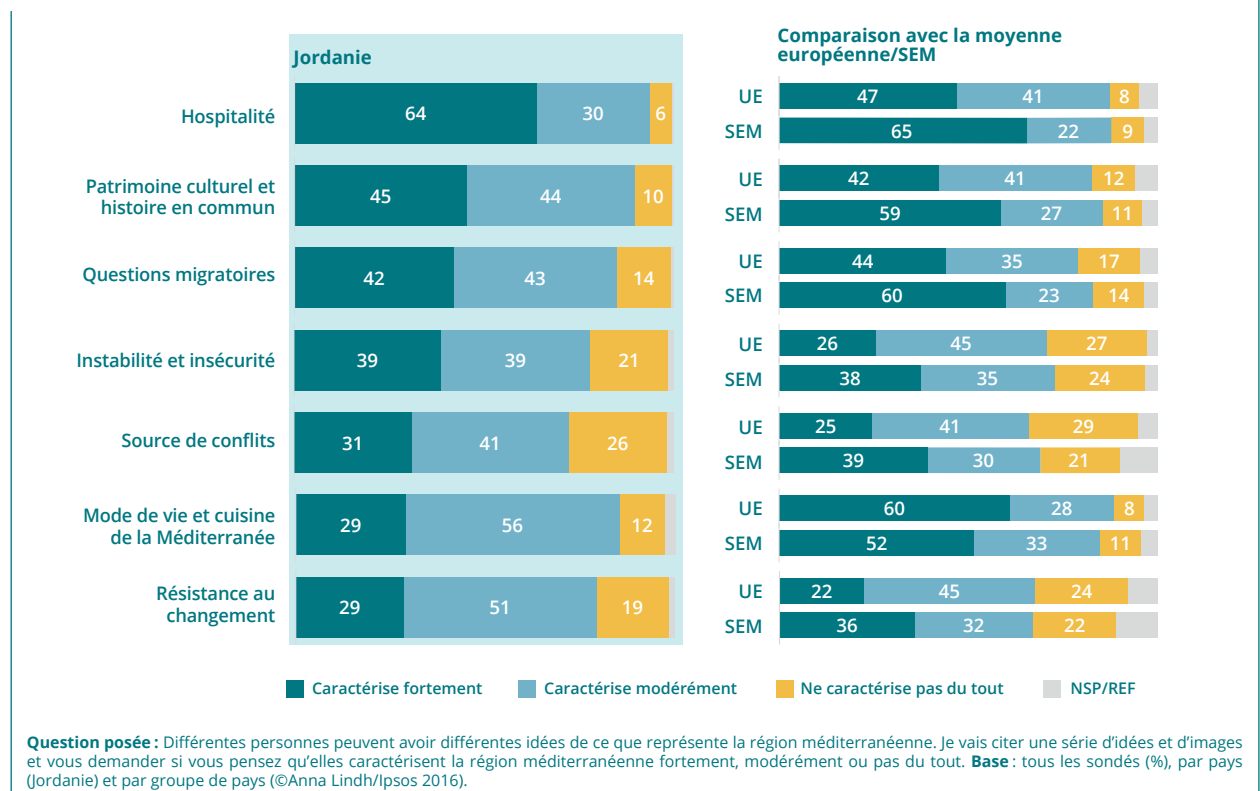
Les difficultés rencontrées par de nombreux pays SEM ces dernières années ont poussé de nombreuses personnes à chercher refuge en Jordanie, ce qui a intensifié les contacts entre les locaux et les cultures et normes des nouveaux venus. Dans cet article, Mustapha Tabba et Nedal Masri évaluent la manière dont les Jordaniens ont géré cette vague d'interaction culturelle. À travers l'enquête FAL/Ipsos, les auteurs examinent d'une part comment l'État et le peuple de Jordanie perçoivent les nouveaux venus, et d'autre part comment ils gèrent leur propre diversité.

Pour mieux comprendre comment la Jordanie s'associe à d'autres pays bordant la Méditerranée, il est important de prendre du recul et de se pencher sur les événements qui ont eu lieu récemment dans la région, et plus particulièrement dans le monde arabe. Les réformes politiques en Tunisie et en Égypte, déclenchées par le Printemps arabe, se sont suivies d'éruptions d'instabilité au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, principalement dans des pays voisins tels que la Libye, le Yémen et la Syrie. Bien sûr, avant ces événements, la guerre en Irak avait déjà

profondément marqué la situation dans la région. Tout en préservant la stabilité et la solidarité en ces temps difficiles, la Jordanie n'a cessé d'être en première ligne en termes de soutien aux personnes déplacées des pays voisins ayant traversé ou traversant actuellement des changements politiques.

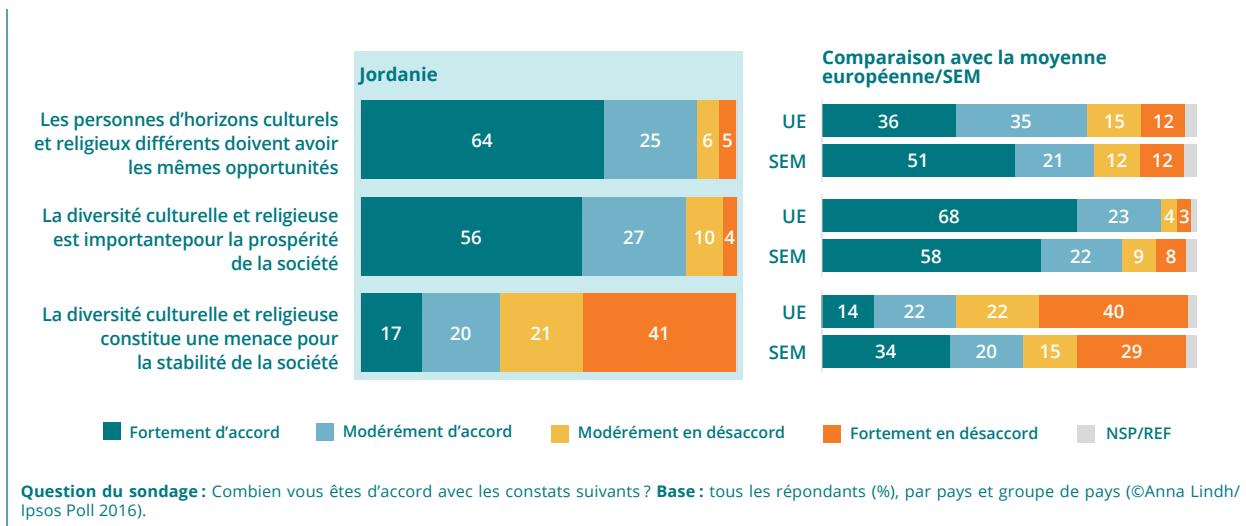
Depuis l'éruption de la guerre civile en Syrie il y a près de six ans, la région a connu l'un des plus grands déplacements de réfugiés depuis des années, le HCR recensant aujourd'hui 4,8 millions de Syriens accueillis

**Chart 19.1** Opinions des Jordaniens sur ce qui caractérise la région méditerranéenne



## Chart 19.2

### L'attitude des Jordaniens face à la diversité culturelle et religieuse



dans des pays voisins. À elle seule, la Jordanie accueille près d'1,3 million de réfugiés syriens recensés et non recensés, ce qui équivaut à presque 15 % de la population jordanienne (recensement, 2015). Le royaume compte également d'autres groupes de migrants et fait aujourd'hui figure de refuge dans une région en mutation. Avec l'afflux croissant de réfugiés venant y chercher asile, la Jordanie se trouve davantage exposée aux cultures et normes de ces nouveaux résidents, ce qui génère des échanges culturels directs entre le pays et ses voisins arabes et méditerranéens.

### Une nouvelle définition de l'hospitalité

Les Jordaniens étant davantage en contact avec les pays arabes voisins, leurs sentiments à l'égard de la Méditerranée sont influencés par ces interactions. Pour les Jordaniens, la Méditerranée est plus qu'une destination de vacances idéale glorifiée pour son mode de vie et sa cuisine exotique. D'après l'enquête Anna Lindh/Ipsos réalisée en 2016, les pays du sud de la Méditerranée sont presque deux fois plus susceptibles que la Jordanie d'associer la Méditerranée au mode de vie qu'elle évoque. Même si les pays méditerranéens ont incontestablement l'image d'une destination touristique parfaite où la plupart des gens rêvent de passer des vacances un jour, les Jordaniens sont plus enclins à faire l'éloge de la région pour son hospitalité. De fait, par Rapport au sondage réalisé en 2012 par la Fondation Anna Lindh, la perception de la Méditerranée comme étant fortement caractérisée par l'hospitalité a augmenté de presque 7 points chez les Jordaniens (64 % en 2016 contre 57 % en 2012) (Graphique 19.1). Cela n'a rien d'étonnant, car les Jordaniens eux-mêmes s'enorgueillissent de leur hospitalité, une qualité profondément ancrée dans l'identité jordanienne. Ce

sentiment est également présent dans d'autres pays arabes bordant la Méditerranée, comme l'Algérie et la Tunisie. En Jordanie, cependant, le besoin naturel de faire preuve d'hospitalité ne s'exprime pas seulement au niveau familial et/ou individuel : il est aussi très profond au niveau national, comme en atteste la position mondiale du pays en matière de réfugiés et son acceptation des groupes migrants, qu'ils soient syriens, palestiniens, irakiens, yéménites ou libyens. « Nous ne pouvons ignorer les réfugiés et les laisser dans leur isolement. Il faut faire preuve d'intelligence et penser avec son cœur » a déclaré le Roi Abdullah II de Jordanie dans un entretien accordé à CNN, illustrant une nouvelle fois la volonté du peuple jordanien de se montrer solidaire et hospitalier dans un esprit humanitaire.

### Opportunités limitées dans une population croissante

Les infrastructures actuelles du royaume limitent toutefois cette hospitalité. Il apparaît dans cette édition de l'enquête Anna Lindh/Ipsos que de nombreux Jordaniens sont devenus un peu plus réservés quant à l'égalité de droits et d'opportunités pour les personnes d'autres cultures et religions (Graphique 19.2). Il est intéressant de constater que ces sentiments sont plus fréquents chez les jeunes (15-29 ans), eux-mêmes confrontés à des difficultés dues aux opportunités restreintes. Il convient de noter que les jeunes représentent une part importante de la population jordanienne et constituent un point essentiel de presque tous les programmes stratégiques nationaux. Ils sont les forces vives du pays et jouent un rôle important dans le maintien de la cohésion sociale.

Malgré une baisse notable de 8 points sur cet indicateur par Rapport à l'édition précédente, les



Jordaniens restent plus ouverts à l'idée de l'égalité pour les personnes d'autres cultures que les autres pays du sud et de l'est de la Méditerranée qui ont participé à l'enquête. L'un des principaux obstacles au plaidoyer pour l'égalité de droits et d'opportunités pour tous les résidents de Jordanie peut être attribué au volume croissant de ressources nécessaire au pays pour répondre aux besoins de ses propres citoyens et à ceux d'une population réfugiée en expansion, et en particulier des Syriens déplacés. Aussi, le tissu même de l'économie, de la législation et de la sécurité du pays a été façonné par les troubles connus dans la région, ainsi que par l'afflux de réfugiés.

Un exemple clair de cette situation réside dans la dégradation des conditions d'emploi dans le royaume, un problème national qui touche les jeunes au premier des chefs. La concurrence à l'emploi est en hausse entre travailleurs Jordaniens et Syriens, tant via les canaux officiels qu'informels. Cela attire toute l'attention des organisations internationales qui sont envoyées pour améliorer les infrastructures d'emploi dans le pays, avec un accent particulier mis sur la formation professionnelle. Cependant, la question de savoir qui bénéficie de ces programmes peut constituer un problème sous-jacent mettant un frein à l'acceptation générale et à l'intégration des nouveaux résidents qui entament une nouvelle vie en Jordanie.

### Attitudes vis-à-vis de la cohésion sociale nationale

Les Jordaniens sont néanmoins fiers de leur persévérance durant cette période de pression et des politiques qui ont été adoptées par le royaume pour faire face à la crise des réfugiés dans la région. La population est assez ouverte à la diversité culturelle et religieuse, comme le montre l'enquête Anna Lindh/Ipsos : 9 Jordaniens sur 10 affirment que la diversité culturelle et religieuse est importante pour la prospérité de la société (Graphique 19.2) Les Jordaniens présentent le plus haut score pour cet indicateur par rapport à d'autres pays sondés, et un score considérablement supérieur à ceux des pays du sud de la Méditerranée. Pour renforcer la position du pays sur cette question, la proportion de Jordaniens tout à fait d'accord pour dire que la diversité culturelle et religieuse est liée à la prospérité de la société, est passée de 54 % en 2012 à 64 % dans l'édition actuelle de l'enquête, ce qui indique une acceptation croissante des personnes d'origines différentes.

Si le public semble bien accepter les personnes d'origines différentes et semble tolérant envers les autres à différents égards - avoir une personne d'une autre culture comme voisin ou comme collègue, qui est une attitude liée à la vertu d'hospitalité évoquée ci-

dessus -, quelque chose semble retenir les Jordaniens en ce qui concerne l'inclusion de personnes d'autres cultures dans les écoles.

Sur ce point, la tolérance est nettement moindre que dans les pays européens, et presque équivalente au niveau affiché par la Palestine voisine (Graphique 19.4). La présence plus importante de groupes de réfugiés, en particulier syriens, et leur accès aux écoles publiques et privées en Jordanie, sont susceptibles de donner lieu à des chocs de cultures que les parents ne peuvent pas contrôler. Cela peut créer un conflit d'intérêt pour les parents et/ou les parents potentiels qui sont déterminés à inculquer à leurs enfants les valeurs traditionnelles jordaniennes. Pour les Jordaniens, les valeurs qu'ils transmettent à leurs enfants sont essentielles à la préservation de l'identité jordanienne. Conformément à la direction générale qu'emprunte le pays vers l'ouverture, les valeurs jordaniennes en matière d'éducation des enfants ont évolué et ne sont plus focalisées sur le renforcement des valeurs religieuses – une pratique qui depuis l'édition 2012 de cette enquête a chuté de 24 % en tant que valeur la plus importante dans l'éducation des enfants. Toutefois, le manque de contrôle dans les échanges culturels qui existent entre les enfants jordaniens et leurs condisciples d'autres nationalités reste préoccupant et est susceptible d'affaiblir la solidarité familiale que les Jordaniens placent parmi les valeurs les plus importantes dans l'éducation de leurs enfants.

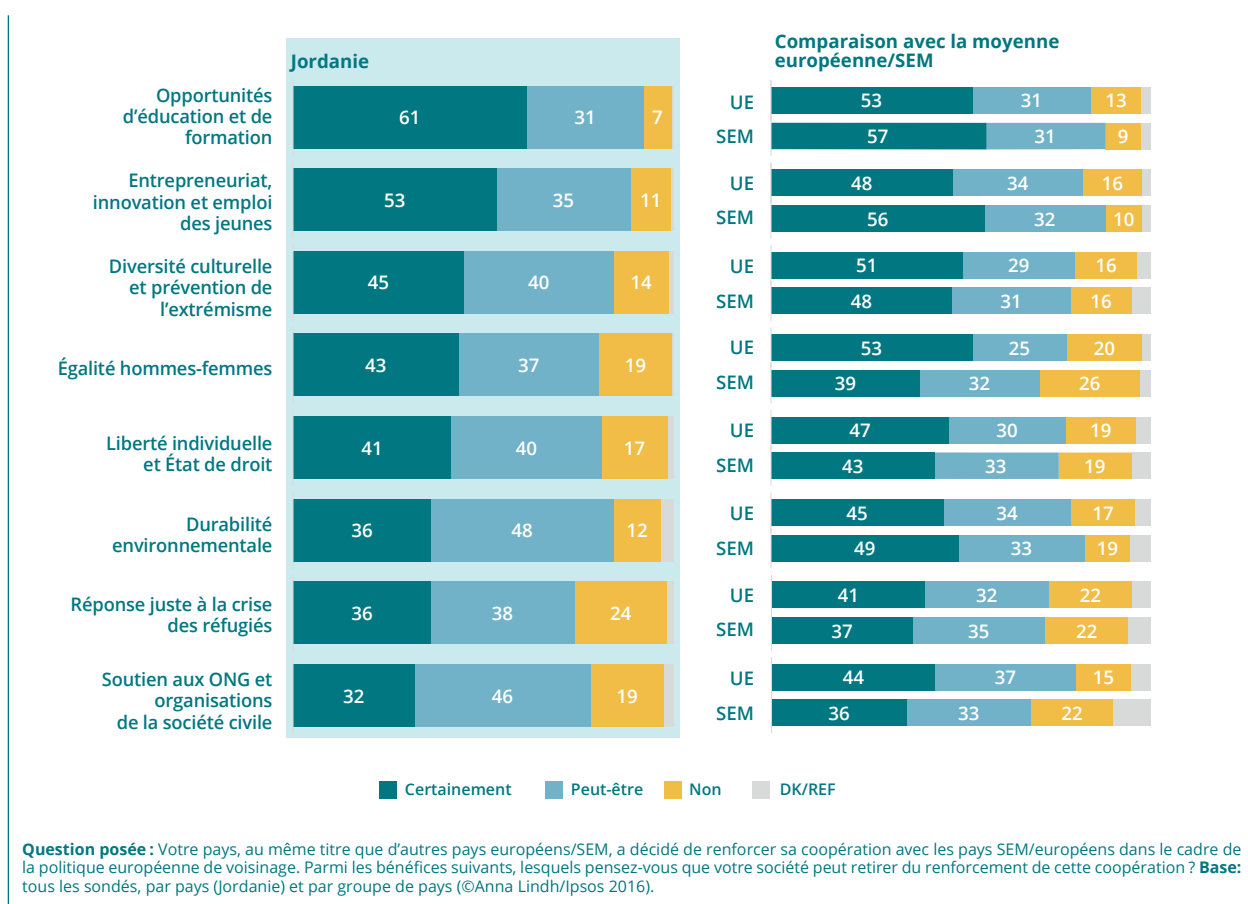
Encourager la mise en place de systèmes dans les écoles pour apprendre aux enfants à vivre dans la diversité est considéré par beaucoup comme un outil potentiellement efficace pour aider les personnes à s'intégrer et cultiver une société qui accepte ces différences culturelles. Cette mesure requiert toutefois l'intervention du ministère de l'Éducation, qui est déjà submergé par les contraintes d'infrastructures et de ressources dans l'état actuel des choses. Cette situation appelle à la collaboration de la communauté internationale et des organisations non gouvernementales opérant dans le pays.

Ces organisations ont joué un rôle actif pour aider la Jordanie à alléger les pressions associées à l'accueil de personnes déplacées. Leur initiative a cependant pour objectif d'aider le gouvernement et les décideurs politiques à répondre aux besoins de base des réfugiés et des groupes les plus nécessiteux de la population jordanienne. Les programmes centrés sur les échanges culturels au niveau national peuvent contribuer à établir la confiance sur base de la peur que ressent le public de l'instabilité sociétale pouvant résulter de la diversification culturelle et religieuse.



Chart 19.3

## Opinions des Jordaniens sur les bénéfices potentiels de la coopération euro-méditerranéenne



### Progression par la coopération économique et éducative

Le peuple jordanien a pu constater directement l'importance de la collaboration avec ses pays voisins pour faire face aux troubles et à l'instabilité qui caractérisent particulièrement le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord depuis de nombreuses années. Les Jordaniens se sont fait leurs opinions à propos de la Méditerranée d'un point de vue arabe qui est assez ouvert d'esprit pour la région, tout en étant conforme aux aspects traditionnels de la société jordanienne. Sur la base de cette ouverture, la Jordanie a vu sa population croître en recevant des personnes en quête d'un refuge. La capacité du pays à gérer les échanges culturels sur son territoire doit cependant être développée, ce qui attire une intervention internationale accrue.

L'aide en ces temps difficiles étant vue par les Jordaniens comme une initiative internationale, il n'est pas étonnant que 36 % de la population estime qu'une réponse juste à la crise des réfugiés soit l'un des nombreux avantages certains de la coopération dans le cadre conceptualisé de la politique européenne de voisinage. Comme dans

d'autres pays sondés, les avantages majeurs que voient les Jordaniens à leur participation à un tel cadre tournent autour du développement personnel, une majorité de citoyens estimant que les « opportunités d'éducation et de formation » et « l'entrepreneuriat, l'innovation et l'emploi des jeunes » représentent des gains certains pour le pays. Cela montre la nécessité pour les Jordaniens de se doter des outils et des compétences nécessaires pour continuer de s'adapter aux changements des climats économique, culturel et social dans le pays et dans la région (Graphique 19.3). La volonté indéniable des Jordaniens de rechercher le progrès, même dans les temps les plus difficiles, est admirable et constitue la force motrice de l'optimisme de la population. Il est à espérer que cette qualité puisse se transmettre aux autres résidents s'installant en Jordanie et connaissant eux aussi des difficultés et un état de transition.

**Mustafa TABBA** est directeur opérationnel de Ipsos Mena.

**Nedal ALMASRI** est chargé de recherche senior chez Ipsos en Jordanie.

# Tendances interculturelles et changements sociaux en Pologne

Konrad PEDZIWIATR

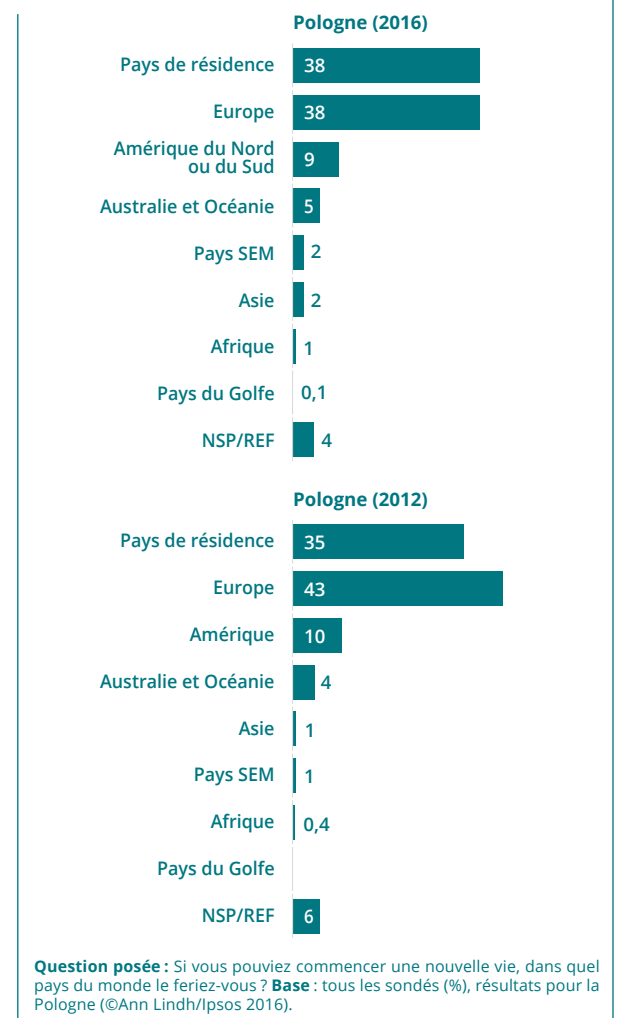
Konrad Pędziwiatr brosse un panorama de la société polonaise avec en toile de fond les résultats de l'enquête Anna Lindh/Ipsos et les transformations sociales qu'a connues la Pologne depuis l'effondrement du régime communiste. Dans cette présentation, l'auteur se penche sur les changements et les constantes dans les valeurs des citoyens polonais, sur leur perception et leur intérêt pour l'espace euro-méditerranéen, et sur l'ampleur de leurs rencontres interculturelles avec des personnes d'autres horizons culturels.

Depuis l'effondrement du communisme en 1989 puis l'accession du pays à l'Union européenne en 2004, la Pologne a subi de profondes transformations sociales, politiques et économiques. Malgré la modernisation rapide qui a résulté notamment en une forte augmentation du nombre d'inscriptions dans des établissements d'enseignement supérieur (l'indice brut de scolarisation de la Pologne était inférieur à 10 % en 1990 et a passé la barre des 40 % en 2016 – MniSW, 2016) et une hausse du niveau de vie et de l'espérance de vie (de 70 ans en 1990 à presque 78 ans en 2016 – GUS, 2016b), la Pologne reste un pays assez religieux, où presque 43 % de la population adulte assiste à des offices religieux (Czapiński & Panek, 2015). Si le nombre de pratiquants décroît de manière constante depuis le début des transformations systémiques, quand environ 50 % de la population assistait régulièrement à des offices religieux (Czapiński & Panek, 2015 ; ISKK, 2015), le rythme du processus de sécularisation est plutôt lent (surtout si l'on compare avec les pays d'Europe occidentale – Davie, 2002), et les dernières études montrent même une possible inversion. Ainsi, une des récentes études quantitatives à grande échelle montre que le nombre de pratiquants réguliers est passé de 41 % en 2011 à presque 43 % en 2014 (Czapiński & Panek, 2015). Les prédictions sociologiques suggérant un déclin de la religion consécutif à l'avancement de la modernité (par ex. Berger, 1967) ne se sont donc pas réalisées dans un pays où la population est très homogène sur le plan ethnique et religieux (en particulier si l'on compare à la Pologne avant la Seconde Guerre mondiale) et où l'Église catholique joue un rôle important dans la sphère publique du pays (Pędziwiatr, 2015).

La modernisation rapide n'est pas le seul processus important qui a façonné la société polonaise au cours des dernières décennies : l'exode de main-d'œuvre excédentaire après la levée des barrières insurmontables à la mobilité en Europe suit à la chute

du Mur de Berlin (Okólski, 2007) a aussi eu un rôle important. Le processus migratoire s'est nettement accéléré quand la Pologne a rejoint l'UE, certains pays (notamment le Royaume-Uni et l'Irlande) ayant ouvert

**Chart 20.1**  
Pays préférés des sondés polonais pour entamer une nouvelle vie



leur marché de l'emploi aux citoyens des nouveaux États membres. Le dernier recensement, réalisé en 2011, dénombrait plus de 2 millions de citoyens polonais vivant à l'étranger depuis au moins 3 mois, sur un total de 38 millions (GUS, 2013). Bien que le rythme de la migration décélère depuis plusieurs années, la modernisation de l'économie commençant à générer une demande stable de main-d'œuvre étrangère, la Pologne reste un pays d'émigration plutôt que d'immigration.

Il est intéressant de constater dans les résultats de l'enquête Anna Lindh/Ipsos qu'alors qu'en 2012, 35 % des sondés polonais choisissaient leur propre pays pour entamer une nouvelle vie et 43 % d'entre eux optaient pour l'Europe, cette situation a changé en 2016. Aujourd'hui, un nombre égal de personnes considèrent la Pologne et les pays d'Europe occidentale comme pays de naissance préférable (Graphique 20.1). Cette tendance est clairement liée à l'affaiblissement des pressions sur le marché de l'emploi poussant les citoyens à quitter le pays (le taux de chômage est passé de 20 % en 2002 à environ 8,5 % aujourd'hui – GUS, 2017b) et à la croissance du PIB du pays (de 7 500 € par habitant en 2005 à 11 200 € en 2016 – GUS, 2017c), qui se traduit par une amélioration générale de la situation économique des familles polonaises.

### Valeurs fondamentales et perceptions de l'égalité homme-femme

Malgré les transformations dynamiques, les valeurs fondamentales de la société polonaise restent assez stables. L'Enquête sur les valeurs des Européens montre que les Polonais continuent de citer la famille, puis le travail, puis la religion comme valeurs les plus importantes (Jasińska-Kania, 2012). Même si la majorité des Polonais acceptent le modèle familial traditionnel, de récentes études montrent une acceptation croissante du divorce, du concubinage hors-mariage, des familles recomposées, de la contraception et des relations sexuelles avant le

mariage (CBOS, 2013b ; Slany, 2007). L'enquête Anna Lindh/Ipsos montre que la solidarité familiale est l'une des valeurs essentielles que les Polonais souhaitent inculquer à leurs enfants. Cette valeur était citée comme la plus importante ou la deuxième plus importante par 59 % des Polonais en 2012 et par 57 % des Polonais en 2016. D'autres valeurs jugées très importantes sont le respect des autres cultures et l'indépendance (47 % et 33 % des sondés les citent comme première ou deuxième valeur en ordre d'importance) (Graphique 20.2).

La force du modèle familial traditionnel dans le pays est également visible dans les résultats de l'enquête concernant la perception du rôle des femmes dans la société. Une majorité de citoyens pensent que les femmes jouent déjà un rôle important dans la vie économique, culturelle et sociale et dans le processus décisionnel. Par contraste avec d'autres pays européens, seule une minorité de 38-39 % affirme que les femmes devraient jouer un rôle plus important dans ces sphères. L'enquête réalisée en 2013 par le centre de recherche polonais a constaté qu'une majorité d'hommes et une minorité de femmes pensaient que les hommes et les femmes jouissaient de droits égaux dans la vie publique et sur le marché de l'emploi (CBOS, 2013a).

### Perception et intérêt pour la région SEM

La perception qu'a la société polonaise de la région méditerranéenne est relativement stable et n'est pas trop éloignée des opinions d'autres pays européens examinés. Généralement, les Polonais voient la région méditerranéenne sous le prisme du mode de vie et de la cuisine, de l'hospitalité, du patrimoine et de l'histoire en commun. Ce sont également les principaux éléments cités par d'autres pays et sondés européens pour caractériser les pays SEM. Une perception moins généralisée voit la région comme un lieu de conflits, d'instabilité et de résistance au changement. En ce qui concerne les principaux changements dans la perception de la région

**Chart 20.2**  
Valeurs clés dans l'éducation des enfants en Pologne

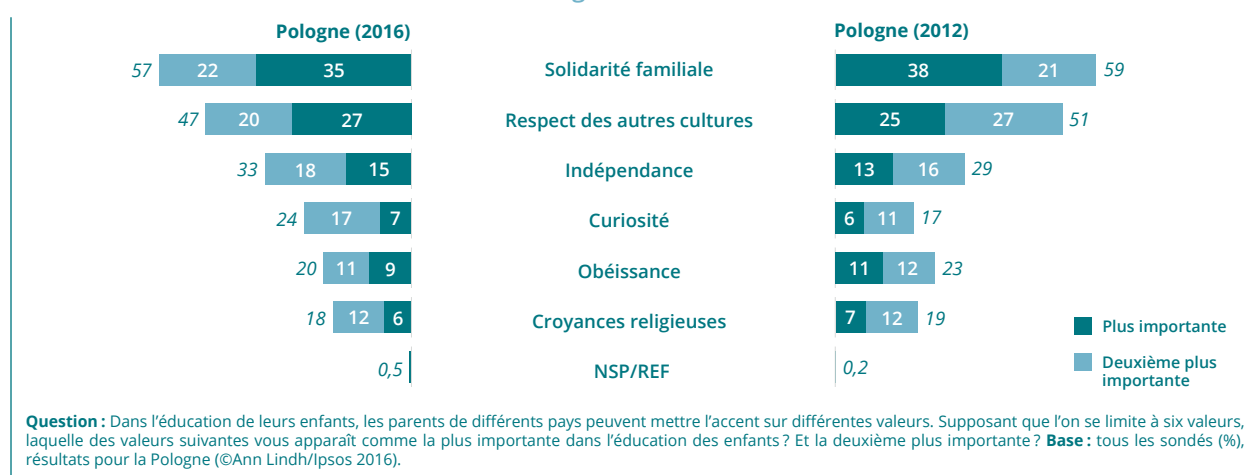
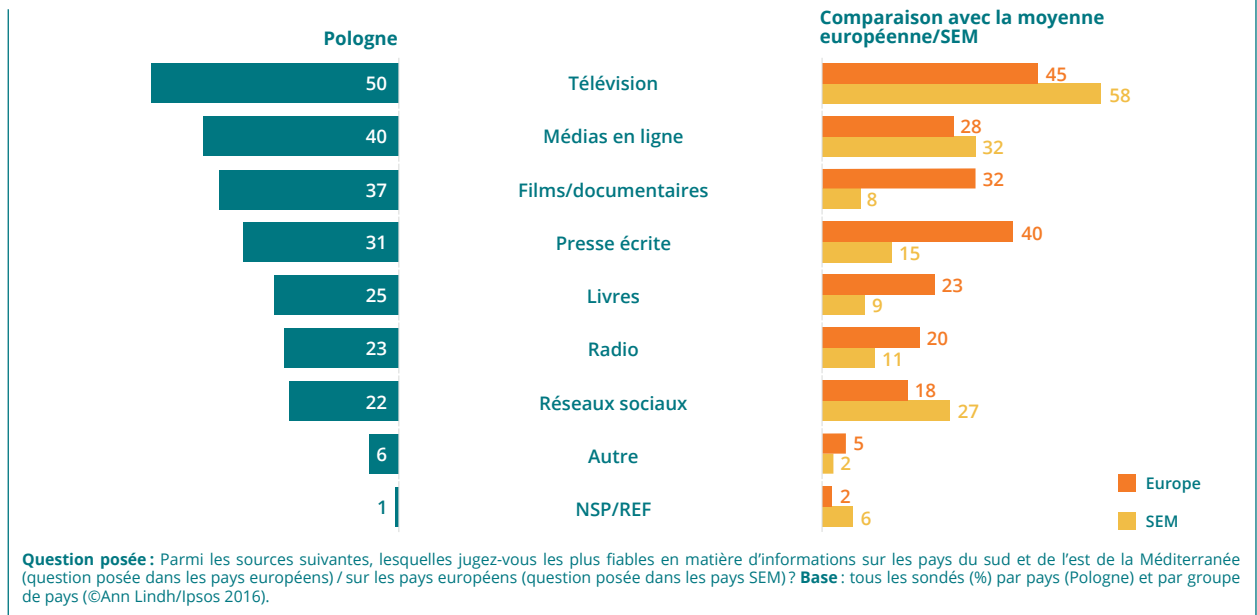


Chart 20.3

## Médias jugés les plus fiables en matière d'informations interculturelles en Pologne



au cours des deux dernières années, on constate qu'en 2016, les Polonais sont environ 10 % de moins qu'en 2012 à associer fortement la région à un mode de vie et un régime spécifique, ainsi qu'à l'hospitalité.

À la fin de l'année 2016, davantage de personnes voyaient la région sous le prisme des problèmes migratoires (une nouvelle catégorie dans le sondage) que sous celui de l'hospitalité. Bien que la crise migratoire n'ait pas eu d'influence directe sur la Pologne, le pays n'étant ni un pays de transit ni une destination de mobilité migratoire accrue en provenance du Moyen-Orient et du Nord de l'Afrique, les Polonais sont plus nombreux que les citoyens des autres pays européens sondés à affirmer que cet aspect caractérise fortement la région. Dans le même temps, il convient de rappeler qu'au cours des deux dernières décennies, la Pologne a grandement contribué à la mobilité dans l'Union européenne, 2 millions de ses citoyens vivant à l'extérieur du pays en quête d'emploi et de meilleures conditions de vie (GUS, 2016a). Cette perception de la région SEM, comme je le soutiens par ailleurs, est étroitement liée à la politisation et la médiatisation de la crise de la migration lors des élections parlementaires polonaises de 2015 et au lendemain de ces élections (Pędziwiatr, 2016, 2017). Il en résulte, entre autres, une surestimation importante du nombre de musulmans vivant dans le pays. Toutes les sociétés de l'UE analysées dans l'étude d'Ipsos Mori « Perils of Perception » surévaluent le nombre de musulmans dans leurs pays (par exemple, la population musulmane est estimée à six fois ce qu'elle est réellement en Italie, presque cinq fois en France et quatre fois en Belgique), mais les Polonais sont les champions incontestables de ces surestimations en Europe, estimant que 7 % de la population totale de leur pays est musulmane (alors que

les musulmans représentent au maximum 0,1 % de la population) et que 13 % de la population polonaise sera musulmane d'ici 2020 (Ipsos Mori, 2016).

Par ailleurs, l'enquête Anna Lindh/Ipsos montre que les Polonais ont un intérêt très limité pour les actualités et les informations sur la situation politique et économique dans la région SEM. À peine un sondé sur quatre ou sur cinq affirme être très intéressé respectivement par les actualités et les informations sur la région SEM. Les citoyens polonais sont encore moins intéressés par la vie culturelle, les croyances et pratiques religieuses et le sport dans la région. Il convient de préciser que ce désintérêt est mutuel est que de l'autre côté de la Méditerranée, l'intérêt des sondés pour les pays européens (sauf pour les sports – en particulier le football) ne dépasse pas non plus les 30 %. Par ailleurs, l'enquête montre également qu'une majorité de sondés polonais affirme que les médias n'ont pas d'impact sur ses opinions à propos des personnes du sud et de l'est de la Méditerranée. Dans le cas des personnes qui ont changé d'opinion après avoir été exposées à des informations sur la région dans les médias, 15 % déclarent un changement négatif et 7 % seulement rapportent un changement positif. Un quart des personnes interrogées, cependant, n'ont rien vu, lu ou entendu sur la région SEM dans les médias polonais. L'on peut également voir dans l'enquête Anna Lindh/Ipsos une importance croissante des médias en ligne comme source clé d'informations interculturelles. En Pologne, où 80 % des ménages avaient accès à internet à la fin de l'année 2016 (GUS, 2017a), 40 % des personnes considèrent les médias en ligne comme la source d'information la plus fiable sur la région SEM. Ce chiffre est nettement supérieur à ceux constatés dans d'autres pays européens, où 28 % des sondés

en moyenne citent les médias en ligne comme source d'information, et dans les pays SEM, où 32 % des sondés sont dans ce cas (Graphique 20.3). La télévision reste la principale source d'information sur la région SEM pour les Polonais, mais ce rôle est en déclin, en particulier au profit des médias en ligne et des réseaux sociaux qui gagnent en importance.

### Rencontres interculturelles limitées

Comme indiqué précédemment, la Pologne est sortie de la Seconde Guerre mondiale en ayant de très petites minorités ethniques et religieuses, et ce pour la première fois de son histoire longue de plus d'un millénaire. Cette nouvelle réalité dans laquelle près de 95 % de la population est d'ethnie polonaise et 88 % est de religion catholique (GUS, 2015) est qualifiée de « super-homogène » par certains anthropologues (Buchowski, 2016) voulant souligner le caractère unique de ce nouvel arrangement social où catholicisme et nationalisme sont en outre très entrelacés. L'enquête Anna Lindh/Ipsos confirme les limites des rencontres interculturelles dans une telle société. Alors que la majorité des Européens (53 %) sondés ont rencontré ou ont discuté avec une personne d'un pays SEM au cours des 12 derniers mois, à peine 29 % des Polonais ont eu un contact avec une personne d'un pays SEM au cours de cette période. Ceux qui ont eu un contact avec une personne de la région l'ont eu principalement dans un cadre touristique, lors d'une rencontre dans la sphère publique ou dans un cadre professionnel. Ce constat est confirmé à d'autres études réalisées en Pologne et montrant qu'un Polonais sur dix connaît personnellement une personne de confession musulmane (CBOS, 2015) et que les attitudes négatives vis-à-vis de l'Islam se développent en l'absence de contacts avec des musulmans ou avec le monde musulman. Bien que les résultats des rencontres interculturelles soient variables, l'enquête confirme que plus le contact est intensif, plus la personne fait état d'un résultat principalement neutre ou positif. Pour presque trois quarts des Polonais, le principal obstacle aux rencontres interculturelles avec des personnes de pays SEM est de nature linguistique.

Par rapport à 2012, les Polonais sont moins nombreux à penser que la diversité culturelle et religieuse est importante pour la prospérité de la société. Alors qu'en 2012, 36 % de sondés étaient tout à fait d'accord et 45 % étaient plus ou moins d'accord pour dire que la diversité était importante, en 2016 ils n'étaient plus que 18 % à être tout à fait d'accord et 38 % à être plus ou moins d'accord avec cette vision. Dans cette société relativement homogène, la diversité culturelle suscite la crainte, et l'on y constate par conséquent un niveau de tolérance moindre à son égard que dans d'autres contrées d'Europe. Par exemple, alors que 65 % des sondés européens affirment ne voir aucun problème à ce qu'un parent proche épouse une personne de culture

différente, les Polonais ne sont que 38 % à partager cet avis. Les Polonais ne voient pas non plus d'avantages substantiels à la coopération euro-méditerranéenne. Alors que d'autres nations européennes sondées voient des gains importants dans cette coopération, que ce soit dans le domaine éducatif, environnemental, culturel ou professionnel, à peine un Polonais sur trois y voit un gain clair. Cette réticence à s'engager de façon plus dynamique dans la coopération euro-méditerranéenne s'explique en partie par la position géographique et géopolitique du pays, mais résulte également de l'élan nationaliste/patriotique que connaît la société polonaise depuis plusieurs années et des décisions politiques de revoir à la baisse certains partenariats européens et euro-méditerranéens.

**Konrad PEDZIWIATR** est professeur à l'université d'économie de Cracovie.

# Les Tunisiens et leur affiliation à la région méditerranéenne

Dalenda LARGUECHE

Dans cet article, Dalenda Larguèche analyse les perceptions qu'ont les Tunisiens de l'espace méditerranéen, l'impact des rencontres interculturelles sur la perception des autres et l'évaluation que font les Tunisiens des mesures et des actions permettant aux citoyens de mieux vivre ensemble dans des environnements multiculturels, ainsi que leur perception des résultats attendus de la coopération euro-méditerranéenne. L'auteur examine les perceptions actuelles et l'évolution de ces perceptions depuis le Rapport Anna Lindh 2012.

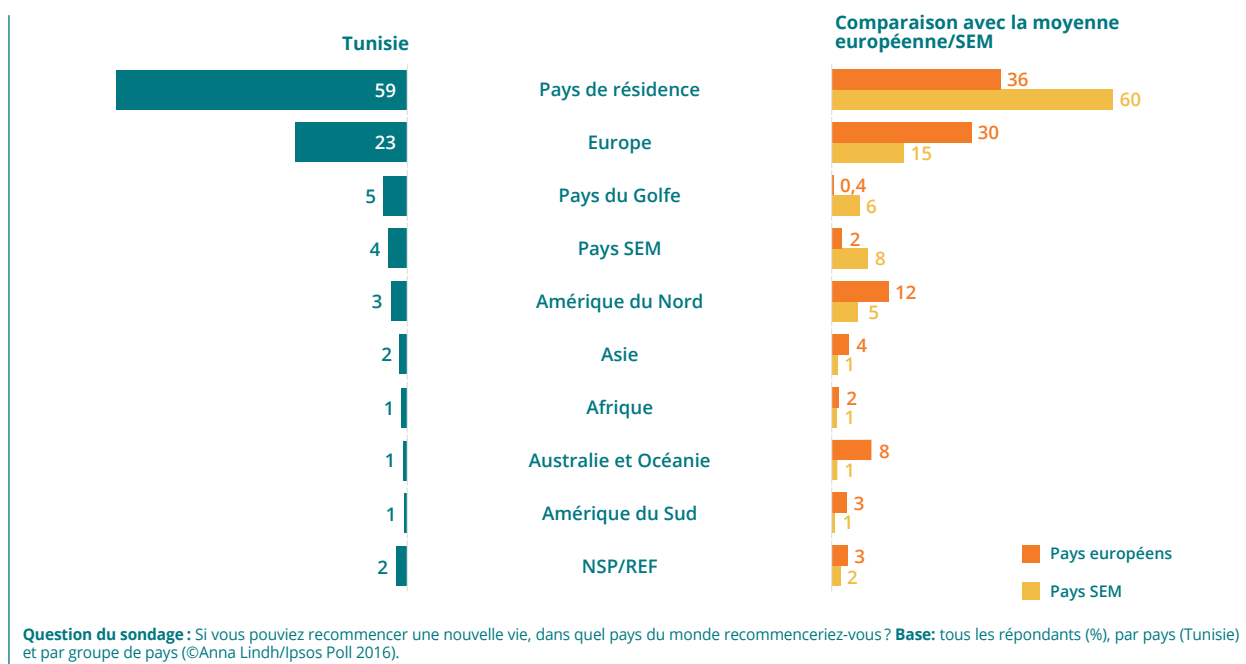
Le principe de bon voisinage suppose un partage d'un ensemble de valeurs. La principale valeur est celle qu'on accorde à cet espace que l'on partage et dans lequel se vit le voisinage : la Méditerranée. Berceau d'une civilisation particulière, la Méditerranée a été de tout temps aussi bien un espace de partage et de rencontre qu'une frontière qui divise.

La prégnance symbolique que les habitants des deux rives donnent à cet espace est un indicateur de l'aptitude d'ouverture d'un peuple à une citoyenneté trans-étatique, une citoyenneté de partage. Dans quelle mesure le tunisien est-il ouvert à la multi-culturalité ? Les données de l'enquête sont significatives sur l'ouverture du tunisien.

La Méditerranée est principalement perçue comme un espace d'accueil : 85% des tunisiens la voient comme telle en 2016 avec une légère régression par Rapport à 2012 (90%). Une régression qu'on pourrait lier aux problèmes liés à la migration clandestine et au refoulement des migrants.

On remarque aussi une baisse concernant la perception de la Méditerranée comme espace culturel et historique commun (de 86% en 2012 à 79% en 2016) qui pourrait s'expliquer par la montée de l'islamisme et la tentative de remodelage de la personnalité de base du Tunisien autour de l'idée de l'arabité et de l'islam. Un point qui peut être confirmé par les réponses à la question sur les valeurs de l'éducation, où 60% des Tunisiens considèrent les croyances et les pratiques religieuses

**Chart 21.1** Lieu préféré pour commencer une nouvelle vie pour les Tunisiens





sont fondamentales dans l'éducation des enfants contre 9% en Europe. Il faut souligner que les constituants tunisiens, à majorité islamistes, avaient refusé en 2013 d'inclure l'appartenance à la Méditerranée comme déterminant de base de la Tunisie. Ce dictat idéologique va à l'encontre de la personnalité historique et culturelle tunisienne qui est profondément méditerranéenne.

On registre aussi un changement significatif d'attitude chez le Tunisien quant au lien entre Méditerranée et source de conflit d'une part, et résistance au changement d'autre part, entre 2012 (73% et 77%) et 2016 (62%) qui peut être lu comme un gain de confiance dans la politique de la rive nord de la Méditerranée vis-à-vis de la Tunisie durant toute la période de transition.

Peuples de migration, les Tunisiens restent plus attachés à leur pays de résidence que les Européens : 59% contre 36%. Un phénomène à lier à l'histoire des mobilités des Européens dans les empires coloniaux et renforcé par la naissance de l'espace de l'UE comme expérience de citoyenneté déterritorialisée (Graphique 21.1). Toutefois, le tunisien autant que les populations du SEM pensent immédiatement à l'Europe quand il s'agit de choisir un autre lieu potentiel de résidence, plutôt que s'orienter vers les pays du Golfe pourtant pays musulmans et assimilés à la richesse, ou à l'Amérique du Nord ou toute autre zone du monde. Une autre preuve que la Méditerranée est une unité culturelle plus forte que l'unité religieuse.

### L'impact des rencontres multiculturelles sur l'image de l'autre

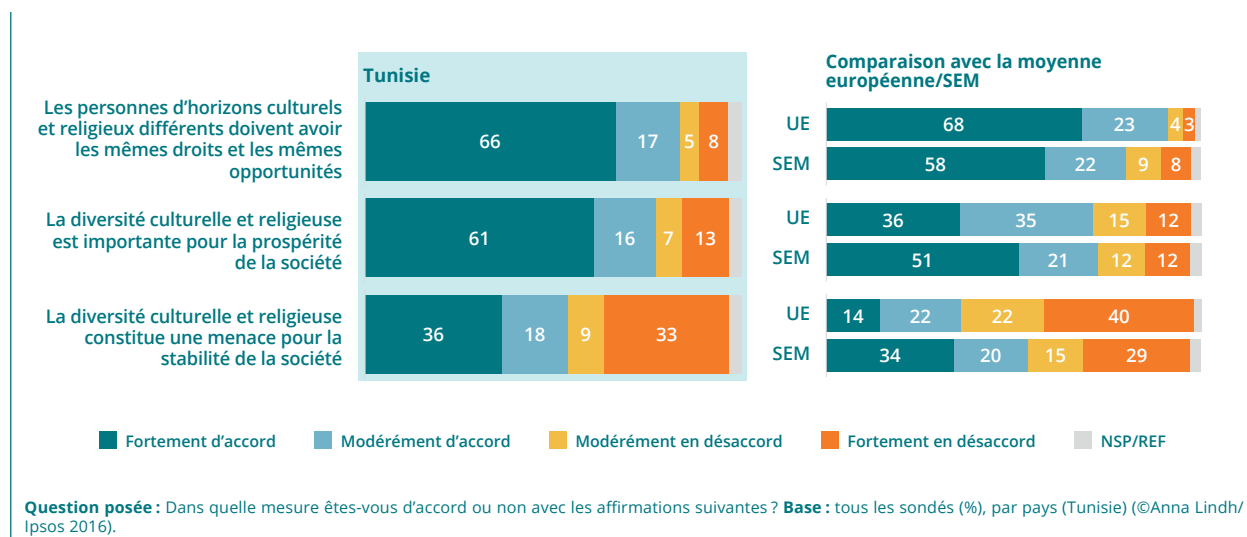
Bien que 75% des répondants tunisiens aient un parent ou un ami en Europe, seulement 37% d'entre eux ont parlé ou rencontré un Européen au cours des 12 derniers mois.

Ce qui marque une baisse par Rapport à 2012, que l'on peut expliquer par le contexte post révolutionnaire, les menaces terroristes, la baisse de l'affluence des touristes et la baisse des investissements européens en raison du contexte de crise. Ainsi, les interactions dans un cadre d'affaires sont passées de 31% en 2012 à 15% en 2016 et les rencontres dans la rue et l'espace public de 18% à 9% pour la même période, comme d'ailleurs les interactions via les réseaux sociaux de 32% à 23%. Cependant les interactions virtuelles figurent en tête des modes de rencontre en 2016.

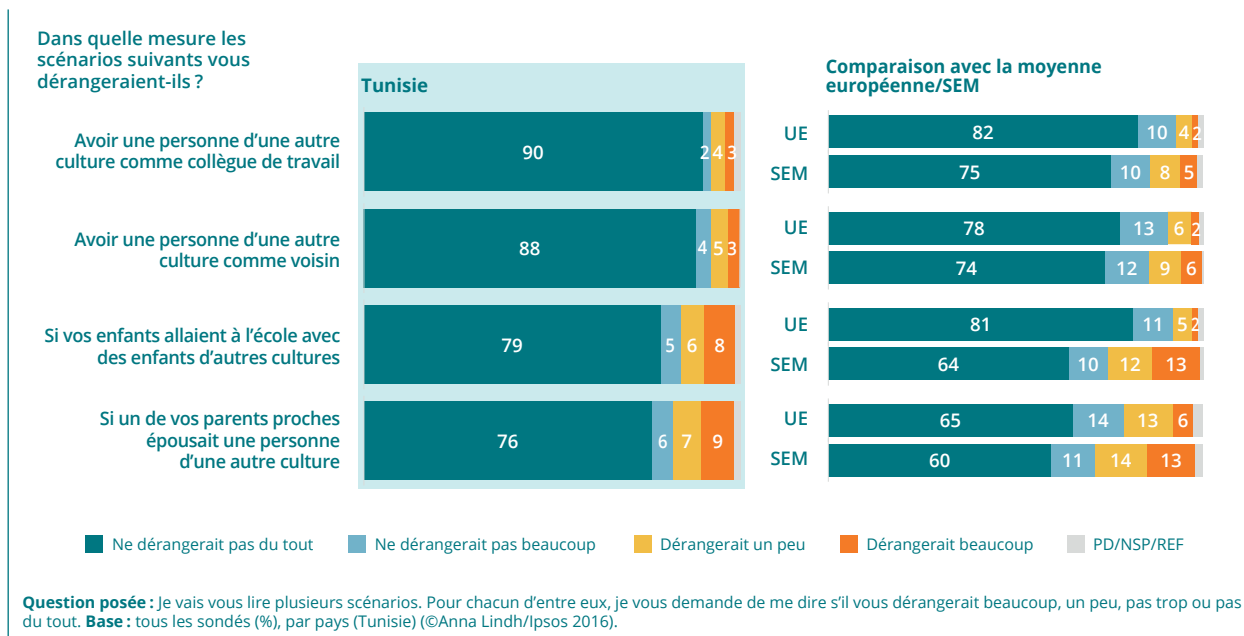
La rencontre produit un changement d'avis positif envers les Européens rencontrés parmi 19% des participants tunisiens contre 15% des Européens et 17% des habitants des du SEM. Ne pas être prisonnier d'apriori sur l'autre, changer d'opinion vers le positif est un signe d'ouverture et les tunisiens sont plus ouverts que les Européens et les habitants des pays du SEM. D'ailleurs, seulement 1% des tunisiens interviewés déclarent ne pas être intéressés par les rencontres alors que 35% parmi eux estiment qu'il n'y a pas de barrières à la multiculturalité. Les barrières culturelles ne comptent pour eux que dans une proportion de 12%, alors qu'elles sont de 38% chez les Européens et de 25% chez les participants du SEM et que les barrières linguistiques qui comptent pour 57% chez les Européens se limitent à 38% chez le Tunisien et à 39% chez les participants dans le SEM.

Les attitudes envers la diversité sont néanmoins plus contradictoire, puisque d'un cote il y a une montée du taux des personnes interviewées en 2016 par Rapport à 2012 qui considèrent la diversité culturelle et religieuse comme menace pour la stabilité de la société (54% des participants tunisiens et autant parmi ceux du SEM contre 39% en 2012) ainsi que 60% qui estiment les

**Chart 21.2**  
Perceptions sur la diversité religieuse et culturelle en Tunisie



**Chart 21.3**  
Tolérance des Tunisiens envers les personnes de culture différente



croyances et les pratiques religieuses parmi les valeurs éducatives fondamentales et la religion comme facteur d'unité de la société.

D'autre part, 77% des participants tunisiens et 72% des participants du SEM et 82% des Européens estiment que la diversité est importante pour la prospérité de la société (Graphique 21.2). Il faut avouer que les Tunisiens n'ont pas encore résolu le problème de la sécularité de la citoyenneté garanti par la constitution de 2014. Mais au de-là de cette considération générale, la progression dans le taux serait plus à lier au climat d'ouverture médiatique et de liberté d'expression du fait que le Tunisien a appris à parler en toute sécurité sur toutes les questions même religieuse.

Il faut noter qu'indépendamment de la conjoncture, sur la question proprement religieuse, le tunisien reste fortement attaché à l'homogénéité du dogme et à l'absence de clivages confessionnels au sein de ce qu'on appelle l'Islam tunisien. Paradoxalement, cette conviction ancrée chez le tunisien a servi de rempart idéologique contre les radicalismes de toute sorte. L'homogénéité devient une valeur absolue au point de considérer toute atteinte à cette unité religieuse une menace pour sa 'tunisianité', pour la stabilité et la cohésion du corps social dans son ensemble.

Le taux des tunisiens liant la diversité culturelle et religieuse aux menaces pour la société est également contradictoire avec le taux de ces derniers qui acceptent d'avoir des collègues de travail ou un voisin d'un environnement culturel différent (92%) ou qui n'ont aucune objection à ce que leurs enfants fréquentent

ou même épousent des personnes d'un environnement culturel différent (84% et 82%). Ces taux plus proches de ceux des Européens (92%, 92%, 79%) que de ceux des habitants des pays du SEM (87%, 74%, 71%) montrent qu'il y a plus de similarités entre les tunisiens et les habitants du sud et du nord de la Méditerranée que de différences (Graphique 21.3).

Au niveau du système des valeurs on observe une évolution de la société tunisienne. Bien qu'on observe que la place de l'indépendance de l'individu (13%) est inversement proportionnelle à celle de l'obéissance : 39% pour le tunisien contre 43% SEM et 20% pour l'Européen, et la place mineure accordée à la curiosité (4%) parmi les valeurs éducatives ; on observe une ouverture dans la mesure où l'éducation à la solidarité familiale est passée de 59% en 2012 à 46% en 2016 s'approchant ainsi de l'Europe (49%) et que le respect des autres cultures comme valeur éducative est passé de 25% en 2012 à 34% en 2016 se distinguant ainsi du reste des pays du SEM (28%).

La coopération euro-méditerranéenne devrait prendre en compte les réformes de l'école dans le sens d'une éducation pour les valeurs universelles et l'émancipation de l'individu.

### Un consensus euro-méditerranéen pour un bon vivre ensemble

Au nord, au sud et à l'est de la Méditerranée, il y a un consensus sur la nécessité de fonder le multiculturalisme par l'éducation et l'école, avec un accord de 90% des tunisiens et 89% des Européens.

Par ailleurs, promouvoir l'organisation d'évènements multiculturels, permettre l'expression de diversité culturelle dans les espaces publics et incorporer la diversité culturelle dans les lieux de travail sont des procédés pour lesquels les participants tunisiens optent (87%, 85% et 81%) pour faciliter le vivre ensemble multiculturel. Pays d'ouverture culturelle et de festivité, la Tunisie signe son appartenance à la zone culturelle SEM tout en s'en distinguant et en se montrant plus tolérante que l'Europe ou les pays du SEM en ce qui concerne le recours aux expressions de la diversité culturelle dans les espaces publics (85% contre 67% et 80%).

Aussi exposés aux risques de radicalisation et de conflits, les tunisiens comme les habitants des pays du SEM expriment sensiblement les mêmes priorités et préconisent les mêmes solutions : encourager la participation des jeunes dans la vie publique (89%), l'enseignement et les programmes pour la jeunesse (88%); initiatives culturelles et artistiques (87%); programmes d'échange impliquant les jeunes de la zone Med (84%); médias recevant formation pour le dialogue multiculturel (83%); dialogue interreligieux (81%); et formation dans la gestion de la diversité et la prévention de la radicalisation (72%).

La préconisation de la formation des médias pour le dialogue multiculturel (83%/69%) et du dialogue interreligieux (81%/69%) comme mesures à prendre pour prévenir la radicalisation et les conflits, montre une conscience, chez les habitants du SEM en général et des tunisiens en particulier, du rôle joué par les médias et par la propagande religieuse dans ce qui est convenu d'appeler 'le printemps arabe' et dans la radicalisation des jeunes et les conflits. Elle donne une indication sur une politique de voisinage pour la paix et la sécurité autour du bassin méditerranéen.

Il faut souligner la suspicion dont font objet les médias en Tunisie et dans les pays du SEM: 44% et 38% n'ont pas recours aux médias pour avoir une idée sur ce qui se passe autour d'eux et dans le monde. Ces résultats sont à expliquer, pour la Tunisie, par des décennies d'absence de liberté d'expression et de presse attelée aux directives du pouvoir en place. 21% des tunisiens et 26% des habitants du SEM pensent que l'image qu'ils ont des autres avait été transformée vers le négatif par l'effet des médias alors que la proportion des tunisiens qui croient que les médias ont changé positivement l'image des peuples de l'Europe et du Sud et de la Méditerranée est seulement de 17%.

### Les avantages de la coopération inter-méditerranéenne

Que peut apporter une politique de voisinage européenne pour la rive sud de la Méditerranée ? Vient en premier lieu l'esprit d'entreprise, l'innovation et l'emploi des

jeunes pour 91% des tunisiens. L'enseignement et la formation viennent en deuxième place et, une approche commune aux problèmes de l'environnement vient en troisième place. Ces gains sont suivis par les attentes envers le respect de la diversité culturelle et la prévention de l'extrémisme, une politique d'égalité des sexes, de libertés individuelles et d'État de droit. Bien qu'assez significative, la question de la réactivité avec les réfugiés vient en avant dernier lieu pour les tunisiens et pour les habitants du SEM, avant le support pour la société civile et les ONG (73% et 69%).

Les attentes du tunisien d'une coopération euro-méditerranéenne sont stables de 2012 à 2016 et on enregistre juste un changement dans les priorités. Ainsi la diversité culturelle et la prévention de l'extrémisme classée en 2012 comme première attente (90%) se trouve en 2016 relayée au troisième plan (84%) pour céder la première place à l'esprit d'entreprise, l'innovation et l'emploi des jeunes (91%): la peur de l'extrémisme ayant cédé la place à la peur d'une crise économique qui viendrait à bout de l'État explique cette attente d'une coopération avec l'Europe. La durabilité environnementale vient également en 2016 avant la diversité culturelle et la prévention de l'extrémisme tout en occupant le même ordre de priorité qu'en 2012 (87%), tandis que la question de l'égalité entre les sexes, de libertés individuelles et d'État de droit restent constantes (82%, 83%). Ces attentes des tunisiens enregistrées à quatre ans d'écart montrent très peu de différences dans leurs attentes et des autres groupes objets de l'enquête et justifient une affinité culturelle qui peut servir de fondement à une politique commune de voisinage euro-méditerranéenne.

**Dalenda LARGUECHE** est une historienne tunisienne et professeur d'histoire moderne et d'études féministes. Elle est membre du Conseil scientifique de l'Université de Tunis, de l'Université de Manouba, du Laboratoire des régions d'héritage et de ressources de Tunis et du Centre américain pour les études sur le Maghreb.

# ANNEXES

## Questionnaire de l'enquête Anna Lindh/Ipsos sur les tendances interculturelles

L'enquête sur les tendances interculturelles commanditée par la Anna Lindh et réalisée par Ipsos a été menée dans huit pays européens (Autriche, Croatie, Finlande, France, Italie, Pays-Bas, Pologne et Portugal) et cinq pays/territoires du sud et de l'est de la Méditerranée (Algérie, Israël, Jordanie, Palestine et Tunisie).

La population cible est constituée de toutes les personnes âgées de 15 ans ou plus et résidant dans le pays/territoire. Le questionnaire a été traduit dans les langues principales de chaque pays. Le travail sur le terrain a eu lieu entre le 19 septembre 2016 et le 8 novembre 2016. Au cours de cette période, 1 000 entretiens ont été réalisés dans chacun des pays/territoires couverts. Une méthodologie CATI (entretien par téléphone assisté par ordinateur) a été appliquée dans la plupart des pays, à l'exception d'Israël et de la Palestine, où les entretiens ont eu lieu en face-à-face.

Le questionnaire a commencé avec l'introduction suivante: «Bonjour / après-midi / soirée, je m'appelle [NOM], j'appelle au [nom de l'agence], une société de recherche. Nous menons une enquête sur la perception qu'ont les gens des tendances interculturelles et du changement social. L'enquête est menée dans 13 pays, à la fois des pays européens et des pays de la rive sud et est de la Méditerranée, et est financée par la Fondation Anna Lindh. Le questionnaire prendra environ 10 minutes à compléter. Toutes les informations que vous fournissez sont strictement confidentielles et ne seront utilisées qu'à des fins de recherche seulement ».

### 1. Représentation de la Méditerranée et intérêt mutuel

**1.1 Différentes personnes peuvent avoir différentes idées de ce que représente la région méditerranéenne. Je vais citer une série d'idées et d'images et vous demander si vous pensez qu'elles caractérisent la région méditerranéenne fortement, modérément ou pas du tout.**

A.. Le mode de vie méditerranéen et la cuisine méditerranéenne .....	1	2	3	8	9
B.. Une source de conflit .....	1	2	3	8	9
C.. Un patrimoine culturel et une histoire en commun .....	1	2	3	8	9
D.. L'hospitalité .....	1	2	3	8	9
E.. La résistance au changement .....	1	2	3	8	9
F... L'instabilité et l'insécurité.....	1	2	3	8	9
G.. Les questions migratoires .....	1	2	3	8	9

**Dans quelle mesure diriez-vous que ces idées caractérisent la Méditerranée ?**

Fortement .....	1
Modérément .....	2
Pas du tout .....	3
[Je ne sais pas] .....	8
[Je refuse de répondre].....	9

**1.2 Si vous pouviez commencer une nouvelle vie, dans quel pays du monde le feriez-vous ?**

- Question ouverte
- Europe
- Amérique du nord
- Amérique du sud
- Pays Sem
- Afrique
- Asie
- Australie
- Etc. liste des pays

**1.3 Dans quelle mesure êtes-vous intéressé par les actualités et les informations portant sur les thèmes suivants dans les pays européens/SEM ?**

A.. La situation économique .....	1 2 3 8 9
B.. La vie culturelle et le mode de vie .....	1 2 3 8 9
C.. Les croyances et pratiques religieuses .....	1 2 3 8 9
D.. La situation politique .....	1 2 3 8 9
E.. Les activités sportives .....	1 2 3 8 9

**Diriez-vous que vous êtes :**

Très intéressé .....	1
Modérément intéressé .....	2
Pas intéressé .....	3
[Je ne sais pas].....	8
[Je refuse de répondre].....	9

**1.4 Votre pays, au même titre que d'autres pays européens/SEM, a décidé de renforcer sa coopération avec des pays de l'autre rive de la Méditerranée dans le cadre de la politique européenne de voisinage. Parmi les bénéfices suivants, lesquels pensez-vous que votre société peut retirer du renforcement de cette coopération ?**

A.. Entrepreneuriat, innovation et emploi des jeunes.....	1 2 3 8 9
B.. Opportunités d'éducation et de formation.....	1 2 3 8 9
C.. Liberté individuelle et état de droit.....	1 2 3 8 9
D.. Égalité entre hommes et femmes.....	1 2 3 8 9
E.. Durabilité environnemental.....	1 2 3 8 9 e
F... Réponse juste à la crise des réfugiés .....	1 2 3 8 9
G.. Reconnaissance de la diversité culturelle et prévention de l'extrémisme.....	1 2 3 8 9
H.. Soutien aux ONG et aux organisations de la société civile .....	1 2 3 8 9

**Pensez-vous qu'il y aura assurément un bénéfice, qu'il y aura peut-être un bénéfice ou qu'il n'y aura pas de bénéfice ?**

Assurément.....	1
Peut-être .....	2
Pas de bénéfice .....	3
[Je ne sais pas].....	8
[Je refuse de répondre].....	9

**2. Valeurs et perceptions mutuelles**

**2.1 A. Dans l'éducation de leurs enfants, les parents de différents pays peuvent mettre l'accent sur différentes valeurs. Supposant que l'on se limite à six valeurs, laquelle des valeurs suivantes vous apparaît comme la plus importante dans l'éducation des enfants ?**

La curiosité .....	1
L'obéissance .....	2
Les croyances/pratiques religieuses .....	3
L'indépendance.....	4
La solidarité familiale .....	5
Le respect des autres cultures .....	6
[Je ne sais pas].....	8
[Je refuse de répondre].....	9



**B. Et la deuxième plus importante ?**

La curiosité .....	1
L'obéissance .....	2
Les croyances/pratiques religieuses .....	3
L'indépendance .....	4
La solidarité familiale .....	5
Le respect des autres cultures .....	6
[Je ne sais pas] .....	8
[Je refuse de répondre] .....	9

**2.2 A. Et selon vous, laquelle de ces six valeurs est la plus importante aux yeux des parents qui élèvent des enfants en Europe ?**

La curiosité .....	1
L'obéissance .....	2
Les croyances/pratiques religieuses .....	3
L'indépendance .....	4
La solidarité familiale .....	5
Le respect des autres cultures .....	6
[Je ne sais pas] .....	8
[Je refuse de répondre] .....	9

**B. Et la deuxième plus importante ?**

La curiosité .....	1
L'obéissance .....	2
Les croyances/pratiques religieuses .....	3
L'indépendance .....	4
La solidarité familiale .....	5
Le respect des autres cultures .....	6
[Je ne sais pas] .....	8
[Je refuse de répondre] .....	9

**2.3 A. Et selon vous, laquelle de ces six valeurs est la plus importante aux yeux des parents qui élèvent des enfants dans les pays bordant les rives sud et est de la Méditerranée ?**

La curiosité .....	1
L'obéissance .....	2
Les croyances/pratiques religieuses .....	3
L'indépendance .....	4
La solidarité familiale .....	5
Le respect des autres cultures .....	6
[Je ne sais pas] .....	8
[Je refuse de répondre] .....	9

**B. Et la deuxième plus importante ?**

La curiosité .....	1
L'obéissance .....	2
Les croyances/pratiques religieuses .....	3
L'indépendance .....	4
La solidarité familiale .....	5
Le respect des autres cultures .....	6
[Je ne sais pas] .....	8
[Je refuse de répondre] .....	9

## 2.4 Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou non avec les affirmations suivantes ?

- |   |               |
|---|---------------|
| A. La diversité culturelle et religieuse constitue une menace pour la stabilité de la société .....                               | 1 2 3 4 5 8 9 |
| B. Les personnes d'horizons culturels et religieux différents doivent bénéficier des mêmes droits et des mêmes opportunités ..... | 1 2 3 4 5 8 9 |
| C. La diversité culturelle et religieuse est importante pour la prospérité de votre société .....                                 | 1 2 3 4 5 8 9 |

Diriez-vous que vous êtes :

- |                               |   |
|-------------------------------|---|
| Tout à fait d'accord .....    | 1 |
| Plutôt d'accord .....         | 2 |
| Plutôt pas d'accord .....     | 3 |
| Pas d'accord du tout .....    | 4 |
| [Je ne sais pas] .....        | 8 |
| [Je refuse de répondre] ..... | 9 |

## 2.5 Selon vous, dans chacun des domaines suivants, les femmes devraient-elles jouer un rôle plus important, égal ou moins important que celui qu'elles jouent actuellement dans votre pays ?

- |  |           |
|--|-----------|
| A.. La vie économique et le monde des affaires ..... | 1 2 3 8 9 |
| B.. Les décisions politique .....                    | 1 2 3 8 9 |
| C.. La vie culturelle et sociale .....               | 1 2 3 8 9 |

Diriez-vous que les femmes doivent jouer un rôle :

- |                               |   |
|-------------------------------|---|
| Plus important .....          | 1 |
| Égal .....                    | 2 |
| Moins important .....         | 3 |
| [Je ne sais pas] .....        | 8 |
| [Je refuse de répondre] ..... | 9 |

## 2.6 Au cours des 12 derniers mois, avez-vous vu, lu ou entendu dans les médias quelque chose qui ait influencé votre opinion des citoyens des pays européens/SEM ?

- |  |   |
|--|---|
| Oui, de manière positive .....   | 1 |
| Oui, de manière négative .....   | 2 |
| Oui, j'ai vu, lu ou entendu quelque chose, mais je n'ai pas changé d'opinion ..... | 3 |
| Non, je n'ai rien vu, lu ou entendu dans les médias à propos de ces pays .....     | 4 |
| [Je ne sais pas] .....   | 8 |
| [Je refuse de répondre] .....  | 9 |

## 2.7 Parmi les sources suivantes, lesquelles jugez-vous les plus fiables en matière d'informations sur les pays européens/SEM ? Veuillez sélectionner au maximum trois sources.

- |   |    |
|---|----|
| Films/documentaires .....   | 1  |
| Télévision .....  | 2  |
| Presse écrite (journaux, magazines, etc.) .....                     | 3  |
| Médias en ligne (sites d'actualité, magazines en ligne, etc.) ..... | 4  |
| Livres .....  | 6  |
| Réseaux sociaux (Facebook, Twitter, blogs etc.) .....               | 7  |
| Radio .....   | 8  |
| Autre .....   | 9  |
| [Je ne sais pas] .....  | 88 |
| [Je refuse de répondre] .....                                       | 99 |

### 3. Interaction et dialogue

#### 3.1 Au cours des 12 derniers mois, avez-vous rencontré ou parlé avec une personne d'un pays européen/SEM ?

Oui .....	1
Non .....	2
[Je ne sais pas] .....	8
[Je refuse de répondre] .....	9

[DEMANDER SI Q3.1=1]

#### 3.2 Dans quel contexte avez-vous principalement interagi avec cette/ces personne(s) ?

Dans un contexte professionnel .....	1
Dans un contexte scolaire .....	2
Dans un contexte touristique .....	3
Dans des discussions en ligne, sur les réseaux sociaux, sur Twitter .....	4
Ces personnes vivent dans mon quartier .....	5
Dans la rue/l'espace public .....	6
Autre .....	7
[Je ne sais pas] .....	8
[Je refuse de répondre] .....	9

[DEMANDER SI Q3.1=1]

#### 3.3 Votre/vos rencontre(s) avec cette/ces personne(s) ont-elles modifié ou renforcé votre opinion sur les habitants des pays européens/SEM ?

Oui, de manière principalement positive .....	1
Oui, de manière principalement négative .....	2
Oui, de manière positive et négative .....	3
Non, mon opinion n'a pas changé .....	4
[Je ne sais pas] .....	8
[Je refuse de répondre] .....	9

#### 3.4 D'après vous, quelles sont les principales barrières lors d'une rencontre ou d'une discussion avec une personne vivant ou originaire d'un pays européen/SEM ?

Les barrières linguistiques .....	1
Les barrières culturelles .....	2
Les stéréotypes .....	3
Les difficultés à obtenir un visa / les avertissements aux voyageurs émises par le pays d'origine .....	4
L'accès restreint aux réseaux sociaux dans certains pays .....	5
Autre .....	6
Aucune de ces réponses .....	7
[Cela ne m'intéresse pas de rencontrer des personnes de ces pays] .....	8
[Je ne sais pas] .....	88
[Je refuse de répondre] .....	99

#### 3.5 Je vais vous lire plusieurs scénarios. Pour chacun d'entre eux, je vous demande de me dire s'il vous dérangerait beaucoup, un peu, pas trop ou pas du tout.

A. Avoir une personne d'une autre culture comme collègue de travail .....	1 2 3 8 9
B. Avoir une personne d'une autre culture comme voisin .....	1 2 3 8 9
C. Avoir un parent proche qui épouse une personne d'une autre culture .....	1 2 3 8 9
D. Avoir un enfant qui va à l'école avec des enfants d'autres cultures .....	1 2 3 8 9

**Vous seriez :**

Pas dérangé du tout.....	1
Pas trop dérangé .....	2
Un peu dérangé .....	3
Très dérangé.....	4
[Sans objet].....	7
[Je ne sais pas].....	8
[Je refuse de répondre].....	9

**3.6 Beaucoup de pays, en Europe et dans les pays du sud et de l'est de la Méditerranée, sont confrontés à des problèmes tels que les conflits et la radicalisation. Dans quelle mesure pensez-vous que chacun des mécanismes suivants sera efficace pour prévenir et gérer ces problèmes ?**

A. Programmes d'échange entre personnes de différentes régions de la Méditerranée .....	1 2 3 8 9
B. Dialogue interreligieux .....	1 2 3 8 9
C. Initiatives culturelles et artistiques.....	1 2 3 8 9
D. Formation des médias à la couverture interculturelle .....	1 2 3 8 9
E. Formation de professionnels gouvernementaux et d'acteurs non gouvernementaux à la gestion de la diversité et à la prévention de la radicalisation.....	1 2 3 8 9
F. Programmes axés sur l'éducation et la jeunesse pour favoriser le dialogue mené par les jeunes.....	1 2 3 8 9
G. Soutien de la participation des jeunes à la vie publique.....	1 2 3 8 9

**Pour chacun de ces mécanismes, diriez-vous qu'il est :**

Très efficace .....	1
Relativement efficace.....	2
Pas très efficace .....	3
Pas efficace du tout .....	4
[Je ne sais pas].....	8
[Je refuse de répondre].....	9

**3.7 Les sociétés d'aujourd'hui sont de plus en plus diverses, rassemblant des personnes de différentes cultures et de différents pays. Selon vous, dans quelle mesure chacune des actions suivantes serait-elle efficace pour aider les personnes à mieux vivre ensemble dans un environnement multiculturel ?**

A. Veiller à ce que les écoles soient des lieux où les enfants apprennent à vivre dans la diversité.....	1 2 3 8 9
B. Permettre l'expression de la diversité culturelle dans les espaces publics.....	1 2 3 8 9
C. Intégrer l'expression de la diversité culturelle sur le lieu de travail.....	1 2 3 8 9
D. Promouvoir l'organisation d'événements multiculturels .....	1 2 3 8 9
E. Circonscrire les pratiques culturelles à la sphère privée .....	1 2 3 8 9

**Pour chacune de ces actions, diriez-vous qu'elle est :**

Très efficace .....	1
Relativement efficace.....	2
Pas très efficace .....	3
Pas efficace du tout .....	4
[Je ne sais pas].....	8
[Je refuse de répondre].....	9

## 4. Démographie

### D1. Vous êtes...

Un homme .....	1
Une femme .....	2

### D2. Quelle est votre année de naissance ?

[Don't know] .....	8
[Refused] .....	9

### D3. Êtes-vous né(e) ou vos parents sont-ils nés dans un autre pays que [PAYS] ?

Oui, je suis né(e) dans un autre pays.....	1
Oui, mes parents sont nés dans un autre pays .....	2
Mes parents et moi sommes nés dans un autre pays .....	3
Non .....	4

[SI D3=1, 2 ou 3]

### D3A. Dans quel(s) pays ?

[Don't know] .....	8
[Refused] .....	9

### D4. Quel est le plus haut niveau d'instruction que vous ayez atteint ?

Je n'ai jamais suivi d'enseignement officiel / je n'ai pas terminé le cycle d'enseignement primaire .....	1
J'ai terminé le cycle d'enseignement primaire.....	2
J'ai terminé le cycle d'enseignement secondaire .....	3
J'ai terminé un cycle d'enseignement technique/professionnel après l'école secondaire .....	4
J'ai terminé un cycle d'enseignement de niveau universitaire.....	5

### D5. Appartenez-vous à une religion ou à une confession religieuse ? Si oui, laquelle ?

N'appartient pas à une confession religieuse.....	1
Catholicisme .....	2
Protestantisme .....	3
Orthodoxie (russe, grecque, etc.).....	4
Judaïsme .....	5
Islam .....	6
Hindouisme .....	7
Bouddhisme .....	8
Autre .....	9
Luthéranisme .....	10
[Je ne sais pas] .....	88
[Je refuse de répondre].....	99

**D6. Indépendamment de votre appartenance à une religion particulière, dans quelle mesure diriez-vous que vous êtes religieux ? Sur une échelle de 0 à 10, où 0 équivaut à « pas religieux du tout » et 10 à « très religieux », où vous situeriez-vous ?**

Pas religieux du tout .....	0
.....	1
.....	2
.....	3
.....	4
.....	5
.....	6
.....	7
.....	8
.....	9
Très religieux .....	10

**D8. Diriez-vous que vous vivez dans une zone rurale ou un village, dans une petite ville ou une ville moyenne, ou dans une grande ville ?**

Zone rurale ou village .....	1
Petite ville ou ville de taille moyenne .....	2
Banlieue d'une grande ville .....	3
Grande ville.....	4

**D9. Laquelle des descriptions suivantes correspond le mieux la composition de votre ménage ?**

Ménage d'une seule personne .....	1
Couple marié ou cohabitant sans enfants, ou sans enfants à charge.....	2
Parent seul avec un ou plusieurs enfants à charge.....	3
Couple marié ou cohabitant avec un ou plusieurs enfants à charge.....	4
Autre .....	5

**D10. En ce qui concerne votre occupation actuelle, diriez-vous que vous êtes indépendant, employé, travailleur manuel ou sans activité professionnelle ?**

Indépendant.....	1
Employé.....	2
Travailleur manuel.....	3
Sans activité professionnelle / sans emploi rémunéré.....	4

[DEMANDER SI D10=1]

**D10a. Cela veut-il dire que vous êtes...**

Agriculteur, forestier, pêcheur .....	11
Propriétaire d'un magasin, artisan .....	12
Profession libérale (avocat, médecin, comptable, architecte, etc.)..	13
Directeur d'une entreprise.....	14
Autre .....	15



[DEMANDER SI D10=2]

**D10a. Cela veut-il dire que vous êtes...**

Employé dans une profession libérale (avocat, médecin, comptable, architecte).....	21
Directeur ou membre de direction générale .....	22
Cadre moyen .....	23
Fonctionnaire .....	24
Employé de bureau .....	25
Employé autre (vendeur, infirmier, etc.).....	26
Autre .....	27

[DEMANDER SI D10=3]

**D10a. Cela veut-il dire que vous êtes...**

Superviseur / contremaître (chef d'équipe, etc.).....	31
Travailleur manuel qualifié .....	32
Travailleur manuel non qualifié .....	33
Autre .....	34

[DEMANDER SI D10=4]

**D10a. Cela veut-il dire que vous êtes...**

Personne au foyer.....	41
Étudiant (à temps plein) .....	42
Demandeur d'emploi .....	43
Au service militaire.....	44
Retraité .....	45
Autre .....	46

**D12a. Possédez-vous un téléphone portable ?**

Oui .....	1
Non .....	2
[Je ne sais pas] .....	8
[Je refuse de répondre].....	9

**D12b. Ce téléphone portable est-il votre seul téléphone ou possédez-vous également chez vous un téléphone fixe qui est utilisé pour passer et recevoir des appels ?**

Je possède une ligne fixe à la maison .....	1
Je ne possède qu'un téléphone portable .....	2
[Je ne sais pas] .....	8
[Je refuse de répondre].....	9

**D15. Avez-vous des parents ou des amis qui vivent dans des pays européens/SEM ?**

Oui .....	1
Non .....	2
[Je ne sais pas] .....	8
[Je refuse de répondre].....	9

## Annex 2

# Index des graphiques

### APERÇU D'ENSEMBLE

Graphique 1.1	Caractéristiques de la région méditerranéenne .....	20
Graphique 1.2	La région méditerranéenne est-elle caractérisée par des questions migratoires ? .....	21
Graphique 1.3	Pays de résidence comme pays préféré pour entamer une nouvelle vie .....	22
Graphique 1.4	Pays préférés des sondés des pays SEM pour entamer une nouvelle vie .....	22
Graphique 1.5	Intérêt pour les actualités et les informations sur les pays SEM/européens.....	23
Graphique 1.6	Médias jugés les plus fiables en matière d'informations sur les pays SEM/européens .....	23
Graphique 1.7	Médias jugés les plus fiables en matière d'informations sur les pays SEM/européens, par tranche d'âge .....	24
Graphique 1.8	Rôle des médias dans la formation des perceptions sur les personnes des pays SEM/européens..	25
Graphique 1.9	Rencontres avec des personnes de pays SEM/européens .....	25
Graphique 1.10	Rencontres interculturelles : méthode d'interaction .....	26
Graphique 1.11	Méthode d'interaction dans les rencontres interculturelles, par tranche d'âge .....	26
Graphique 1.12	Impact des rencontres interculturelles sur les perceptions à propos des citoyens des pays SEM/européens .....	27
Graphique 1.13	Obstacles aux rencontres interculturelles .....	27
Graphique 1.14	Valeurs clés dans l'éducation des enfants .....	28
Graphique 1.15	Perceptions à propos des valeurs clés pour les parents qui élèvent des enfants dans les pays SEM/européens .....	28
Graphique 1.16	Opinion des Jordaniens à propos de l'affirmation : « Les personnes d'horizons culturels et religieux différents doivent bénéficier des mêmes droits et des mêmes opportunités » .....	29
Graphique 1.17	Tolérance envers les personnes de culture différente.....	30
Graphique 1.18	Mieux vivre ensemble dans des environnements multiculturels : les écoles en tant que lieux où les enfants apprennent à vivre dans la diversité.....	30
Graphique 1.19	Efficacité des mécanismes de prévention et de gestion des conflits et de la radicalisation .....	31
Graphique 1.20	Bénéfices potentiels de la coopération euro-méditerranéenne.....	32
Graphique 1.21	Bénéfices potentiels de la coopération euro-méditerranéenne : une réponse juste à la crise des réfugiés .....	33

### ANALYSE DES TENDANCES INTERCULTURELLES EUROMED

Graphique 2.1	Pays préférés pour commencer une nouvelle vie .....	37
Graphique 2.2	Valeurs clés dans l'éducation des enfants, par pays .....	38
Graphique 2.3	Perceptions sur les rôles des femmes dans la société, par pays (% de réponses « un rôle plus important »).....	39
Graphique 3.1	Perceptions sur les valeurs clés pour les parents qui élèvent des enfants dans les pays SEM.....	41
Graphique 3.2	Perceptions sur les valeurs clés pour les parents qui élèvent des enfants en Europe .....	41
Graphique 3.3	Rôle des médias dans la formation des perceptions sur les personnes des pays SEM/européens..	42
Graphique 4.1	Efficacité du dialogue : actions centrées sur les jeunes et programmes d'échange .....	45
Graphique 4.2	Efficacité du dialogue : résultats par tranche d'âge.....	46
Graphique 4.3	Efficacité du dialogue : résultats selon le niveau de tolérance des individus .....	47
Graphique 5.1	Perceptions sur la diversité religieuse et culturelle .....	48
Graphique 5.2	Rencontres interculturelles : méthode d'interaction .....	49

Graphique 5.3	Actions pouvant aider les citoyens à mieux vivre ensemble dans des environnements multiculturels..	50
Graphique 6.1	Accord avec des affirmations sur la diversité culturelle et religieuse, par méthode de rencontre interculturelle .....	53
Graphique 6.2	Impact des rencontres interculturelles, par type de rencontre .....	54
Graphique 6.3	Impact des rencontres interculturelles, par valeur clé des sondés dans l'éducation des enfants .....	54
Graphique 7.1	Valeurs clés dans l'éducation des enfants, par région .....	56
Graphique 7.2	Tolérance envers les personnes de culture différente.....	57
Graphique 7.3	Impact des rencontres interculturelles sur les perceptions à propos des citoyens des pays SEM/européens .....	58
Graphique 8.1	Opinions des Européens sur les actions pouvant aider les citoyens à mieux vivre ensemble dans les environnements multiculturels .....	61
Graphique 8.2	Opinions des Européens sur l'efficacité des mécanismes de prévention et de gestion des conflits et de la radicalisation.....	62
Graphique 8.3	Tolérance envers les groupes d'horizons culturels différents et niveau de religiosité dans les pays SEM .....	63
Graphique 9.1	Impact des médias sur les opinions à propos de la région méditerranéenne .....	65
Graphique 9.2	Médias jugés les plus fiables en matière d'informations sur les pays SEM/européens .....	65
Graphique 9.3	Médias jugés les plus fiables en matière d'informations interculturelles, par pays .....	66
Graphique 10.1	Intérêt pour les actualités et les informations sur les pays SEM/européens.....	68
Graphique 10.2	Le rôle des médias dans la formation des perceptions sur les habitants des pays SEM/européens, par pays .....	69
Graphique 10.3	Les réseaux sociaux comme l'une des sources jugées les plus fiables en matière d'informations sur les pays SEM/européens, par pays .....	70
Graphique 11.1	Perceptions sur les rôles des femmes dans la société, par groupe de pays .....	72
Graphique 11.2	Perceptions sur les rôles des femmes dans la société, par pays .....	73
Graphique 11.3	Perceptions sur les rôles des femmes dans la société, par sexe et par pays.....	74
Graphique 12.1	Perceptions sur la diversité religieuse et culturelle, par tranche d'âge .....	76
Graphique 12.2	Perceptions sur la région méditerranéenne dans les pays européens, par tranche d'âge .....	77
Graphique 12.3	Perceptions sur les mécanismes de prévention et de gestion des conflits et de la radicalisation, par tranche d'âge .....	78
Graphique 13.1	Caractéristiques de la région méditerranéenne – associations positives .....	80
Graphique 13.2	Méthode d'interaction dans les rencontres interculturelles, par tranche d'âge .....	81
Graphique 13.3	Obstacles aux rencontres interculturelles – Impact du fait d'avoir des amis ou des parents dans un pays SEM/européen.....	82
Graphique 14.1	Pays de résidence comme pays préféré pour entamer une nouvelle vie .....	85
Graphique 14.2	Ouverture à la diversité culturelle dans la sphère personnelle, par pays.....	86
Graphique 14.3	Impact des rencontres interculturelles sur les perceptions à propos des citoyens des pays SEM/européens .....	87
Graphique 15.1	Intérêt pour les actualités et les informations sur la vie culturelle et le mode de vie des pays SEM/européens.....	88
Graphique 15.2	Médias jugés les plus fiables en matière d'informations interculturelles, par tranche d'âge.....	89

Graphique 15.3	Les contacts sur internet et sur les réseaux sociaux comme méthode d'interaction dans les rencontres interculturelles, par région et par groupe socio-démographique .....	90
Graphique 16.1	Mieux vivre ensemble dans des environnements multiculturels : permettre l'expression culturelle dans les espaces publics et organiser des événements multiculturels .....	93
Graphique 16.2	Efficacité des mécanismes de prévention et de gestion des conflits et de la radicalisation : initiatives culturelles et artistiques .....	94
Graphique 16.3	Prévention et gestion des conflits et de la radicalisation par des initiatives culturelles et artistiques, par pays .....	95

### TENDANCES EN ÉVIDENCE

Graphique 17.1	Perceptions sur la diversité religieuse et culturelle en France .....	98
Graphique 17.2	Valeurs clés dans l'éducation des enfants en France .....	99
Graphique 17.3	Opinions des Français sur les actions pouvant aider les citoyens à mieux vivre ensemble dans les environnements multiculturels .....	100
Graphique 18.1	Opinions des Italiens sur ce qui caractérise la région méditerranéenne .....	102
Graphique 18.2	Opinions des Italiens sur l'efficacité des mécanismes de prévention et de gestion des conflits et de la radicalisation .....	103
Graphique 18.3	Perceptions sur la diversité religieuse et culturelle en Italie .....	104
Graphique 19.1	Opinions des Jordaniens sur ce qui caractérise la région méditerranéenne .....	106
Graphique 19.2	L'attitude des Jordaniens face à la diversité culturelle et religieuse .....	107
Graphique 19.3	Opinions des Jordaniens sur les bénéfices potentiels de la coopération euro-méditerranéenne ..	109
Graphique 20.1	Pays préférés des sondés polonais pour entamer une nouvelle vie .....	110
Graphique 20.2	Valeurs clés dans l'éducation des enfants en Pologne .....	111
Graphique 20.3	Médias jugés les plus fiables en matière d'informations interculturelles en Pologne .....	112
Graphique 21.1	Lieu préféré pour commencer une nouvelle vie pour les Tunisiens .....	114
Graphique 21.2	Perceptions sur la diversité religieuse et culturelle en Tunisie .....	115
Graphique 21.3	Tolérance des Tunisiens envers les personnes de culture différente .....	116

## Annex 3

# Bibliographie

Assemblée générale des Nations Unies (2015). Plan d'action pour la prévention de l'extrémisme violent. 24 décembre 2015. New York : Assemblée générale de l'ONU. <https://www.un.org/counterterrorism/ctitf/fr/plan-action-prevent-violent-extremism> [consulté en août 2017].

Banque mondiale (2014). L'éducation au Moyen-Orient et Afrique du Nord, 2014. <http://www.banquemondiale.org/fr/region/mena/brief/education-in-mena> [consulté en août 2017].

Banting, K. et Kymlicka, W. (2013). *Is there really a retreat from multiculturalism policies ?* New evidence from the multiculturalism policy index, *Comparative European Politics*, 11 (5), 577-598.

Berger, P. L. (1967). *The Social Construction of Reality : A Treatise in the Sociology of Knowledge*. Londres : Anchor.

Berry, J. W. (2013). *Intercultural Relations in Plural Societies*. Dans S. Guo et Wong L. (éd.), *Revisiting Multiculturalism in Canada* (pp. 37-49). Rotterdam : Sense Publisher.

Buchowski, M. (2016). *Making Anthropology Matter in the Heyday of Islamophobia and the "Refugee Crisis" : The Case of Poland*. *Český Lid*, (103), 51-67.

Cantle, T. (2008). *Community Cohesion: a New Framework for Race and Diversity*. Basingstoke : Plagrave Macmillan.

Cantle, T. (2012). *Interculturalism: The New Era of Cohesion and Diversity*. Londres : Plagrave Macmillan.

Cantle, T. (2016). *The case for Interculturalism, plural identities and cohesion*. Dans N. Meer, T. Modood et R. Zapata-Barrero (éd.), *Multiculturalism and Interculturalism: Debating the dividing lines* (pp. 133-157). Édimbourg : Edinburgh University Press.

Cantle, T. (2016). *The case for Interculturalism, plural identities and cohesion*. Dans N. Meer, T. Modood et R. Zapata-Barrero (éd.), *Multiculturalism and Interculturalism: Debating the dividing lines* (pp. 133-157). Édimbourg : Edinburgh University Press.

Casey, L. (2016). *The Casey Review: a review into opportunity and integration*. Londres : Department of Communities and Local Government.

CBOS (2013a). *Równouprawnienie płci? (« Égalité de genre ? »)*. Varsovie : Centrum Badania Opinii Społecznej.

CBOS (2013b). *Wartości i normy (« Valeurs et normes »)*. Varsovie : Centrum Badania Opinii Społecznej.

CBOS (2015). *Postawy wobec islamu i muzułmanów (« Attitudes envers l'Islam et les musulmans »)*. Varsovie : Centrum Badania Opinii Społecznej.

Chopin, T. (2015). *Euroscepticism and Europhobia : the threat of populism*. <http://www.robert-schuman.eu/en/european-issues/0375-euroscepticism-and-europhobia-europe-under-the-test-of-populism> (consulté en janvier 2017). *European Issues*, n.375 (décembre). Fondation Robert Schuman

Czapiński, J. et Panek, T. (2015). *Diagnoza społeczna 2015. (« Diagnostic social »)* Varsovie : Rada Monitoringu Społecznego.

Davie, G. (2002). *Europe, the exceptional case: parameters of faith in the modern world*.

Devarajan, S. et Mottaghi, L. (2016). *MENA Economic Monitor: Economic and Social Inclusion to Prevent Violent Extremism*. Middle East and North Africa (MENA) Economic Monitor. Washington DC, Groupe de la Banque mondiale.

Fataliyeva, S. (2016). *Preventing the radicalisation of children and young people by fighting the root causes*. Strasbourg : Conseil de l'Europe, Assemblée parlementaire. <http://www.refworld.org/docid/58373e674.html> [consulté en août 2017].

Fondation Adyan (2016). *Beirut Declaration on Educational Reform for Preventing Violent Extremism in Arab Societies*. Beyrouth : Fondation Adyan. <http://www.adyanonline.net/course/view.php?id=103> [consulté en juillet 2017].

- Fondation Adyan/UCL (2017). *White Paper for Interreligious Collaboration and Policy Making in Addressing Radicalization and Violent Extremism*. <http://www.adyanonline.net/course/view.php?id=107> [consulté en juillet 2017].
- Fondation Anna Lindh (2015a). *The Anna Lindh Review 2005-2015*. Alexandrie : Fondation Anna Lindh.
- Fondation Anna Lindh (2015b). *Working together towards 2025*. <http://www.alfpolska.org/public/editor/file/Summary%20of%20strategy%20and%20Work%20Plan%202015.pdf> [consulté en juin 2017].
- Guidikova, I. (2015). *Intercultural integration: a new paradigm for managing diversity as an advantage*. Dans R Zapata-Barrero (éd.), *Interculturalism in cities: Concept, policy and implementation*. Cheltenham: Edward-Elgar Publishing. pp.136-151.
- GUS (2013). *Migracje zagraniczne ludności. Narodowy Spis Powszechny Ludności i Mieszkań 2011* (« Migrations internationales de personnes à la lumière du référendum de 2011 »). Varsovie : Główny Urząd Statystyczny.
- GUS (2015). *Struktura narodowo-etniczna, językowa i wyznaniowa ludności Polski* (« Structure ethno-nationale, linguistique et religieuse de la population de Pologne »). Varsovie : Główny Urząd Statystyczny.
- GUS (2016a). *Informacja o rozmiarach i kierunkach czasowej emigracji z Polski w latach 2004–2015* (« Informations sur l'ampleur et les directions de l'émigration temporaire de Pologne entre 2004 et 2015 ») Varsovie : GUS.
- GUS (2016b). *Rocznik Demograficzny 2016* (« Rapport démographique annuel 2016 ») Varsovie : Główny Urząd Statystyczny. Tiré de <http://stat.gov.pl/obszary-tematyczne/roczniki-statystyczne/roczniki-statystyczne/rocznik-demograficzny-2016,3,10.html>.
- GUS (2017a). *Spółeczeństwo informacyjne w Polsce w 2016 roku* (« Société de l'information en Pologne en 2016 »). Tiré de <http://stat.gov.pl/obszary-tematyczne/nauka-i-technika-spoleczenstwo-informacyjne/spoleczenstwo-informacyjne/spoleczenstwo-informacyjne-w-polsce-w-2016-roku,2,6.html> le 22 avril 2017.
- GUS (2017b). *Stopa bezrobocia w latach 1990-2017* (« Taux de chômage entre 1990 et 2017 »). Tiré de <http://stat.gov.pl/obszary-tematyczne/rynek-pracy/bezrobocie-rejestrowane/stopa-bezrobocia-w-latach-1990-2017,4,1.html> le 24 avril 2017.
- GUS (2017c). *Wskaźniki ekonomiczne* (« Indicateurs économiques »). Tiré de <http://stat.gov.pl/infografiki-widzety/wskazniki-ekonomiczne> le 24 avril 2017.
- HCR (2016). *The sea route to Europe: the Mediterranean passage in the age of refugees*. Genève : HCR. <http://www.unhcr.org/5592bd059.pdf> [consulté en août 2017].
- Helguera, P. (2011). *Education for Socially Engaged Art*. New York: Jorge Pinto Books
- Ipsos Mori (15 décembre 2016). *Perceptions are not reality: what the world gets wrong*. Tiré de <https://www.ipsos-mori.com/researchpublications/researcharchive/3817/Perceptions-are-not-reality-what-the-world-gets-wrong.aspx> le 17 décembre 2016.
- ISKK. (2015). *Dominicantes 2014*. Varsovie : Instytut Statystyki Kościoła Katolickiego. Tiré de [www.iskk.pl](http://www.iskk.pl).
- Jasińska-Kania, A. (2012). *Zmiany wartości Polaków a procesy transformacji, europeizacji i globalizacji* (« Transformation des valeurs chez les Polonais et processus d'eupéanisation et de mondialisation »). Dans A. Jasińska-Kania. *Wartości i zmiany : Przemiany postaw Polaków w jednoczącej się Europie* (pp. 319–341). Varsovie: Scholar.
- Kester. G. (2004). *Conversation Pieces: Community and Communication in Modern Art*. Californie: University of California Press.
- Kester. G. (2011). *The One and the Many: Contemporary Collaborative Art in a Global Context*. Duke University Press.
- Kester. G. (2012). *Gallery as Community: Art, Education, Politics, Whitechapel Gallery*.
- Koh, J. (2015). *Art-Led Participative Process: Dialogue and Subjectivity within Performances in the Everyday*. Helsinki: University of the Arts.
- Kymlicka, W. (2015). *The essentialist critique of multiculturalism: theories, policies, ethos*. Dans V. Uberoi et T. Modood (éd.), *Multiculturalism Rethought: Interpretations, dilemmas and new directions* (pp. 209-249). Édimbourg: Edinburgh University Press.



- Kymlicka, W. (2012). *Multiculturalism: Success, Failure, and the Future*. Bruxelles : Institut des politiques migratoires.
- Kymlicka, W. (2016). *Solidarity in diverse societies: beyond neoliberal multiculturalism and welfare chauvinism*. Dans *Comparative Migration Studies*, 3 :17 ; 2-19.
- Mansouri, Fethi et Zapata-Barrero. (2017). *Postscript: What Future for Intercultural Dialogue?* Dans *Interculturalism at the Crossroads: Comparative Perspectives on Concepts, Policies and Practices*, édité par Fethi Mansouri. Paris : UNESCO Publishing. pp.317-329.
- MNiSW (2016). *Szkolnictwo Wyższe w Polsce* (« Enseignement supérieur en Pologne »). Varsovie : ministère des Sciences et de l'Enseignement supérieur.
- Okólski, M. (2007). *Europe in movement: migration from/to Central and Eastern Europe*. CMR Working Papers, (22/80).
- Pędziwiatr, K. (2015). *Church and State Relations in Poland with Special Focus on the Radio Station Mary*. Dans D. Westerlund et G. Simons (éd.). *Religion, Politics and Nation-Building in the Post-Communist Countries* (pp. 163–178) Londres: Ashgate.
- Pędziwiatr, K. (2016). *Islamophobia in Poland: National Report 2015* (European Islamophobia Report 2015) (pp. 423–441) Istanbul: SETA.
- Pędziwiatr, K. (2017). *Islamophobia in Poland: National Report 2016* (European Islamophobia Report 2016) (pp. 411–443) Istanbul: SETA.
- PNUD (2014). *Stratégie du PNUD pour la jeunesse 2014-2017 : Autonomisation des jeunes pour un avenir durable*. New York : PNUD. <http://www.undp.org/content/dam/undp/library/Democratic%20Governance/Youth/UNDP-Youth-Strategy-2014-2017-FR.pdf> [consulté en août 2017].
- Pratchett et al (2010). *Preventing Support for Violent Extremism through Community Interventions: A Review of the Evidence*. Londres : Department for Communities and Local Government.
- Purinton, T. et Hodgkins, A. (2016). *The liberal arts as antidote to political extremism in Mideast*, Jordan Times. Amman, Jordanie : Jordan Times. <http://jordantimes.com/opinion/ted-purinton-and-allison-hodgkins/liberal-artsantidote-political-extremism-mideast> [consulté en juin 2017].
- Reed, L., Walker, K. et Pearce, N. (2005). *A comparison of youth-driven and adult-driven youth programs: balancing inputs from youth and adults*. *Journal of community psychology* 33:1(57-74).
- Slany, K. (2007). *Jaka jest polska rodzina? : spojrzenie demografa i socjologa* (« À quoi ressemble une famille polonaise? Un regard de démographe et sociologue »). *Zeszyty Karmelitańskie : Pismo Poświęcone Duchowości*, 1, 42–47.
- Tabbara, N. (2015). *New perspectives for EuroMed Education: Cross-Cultural Education for Intercultural citizenship*. *Quaderns de la Mediterranea*. Barcelona : IEMED [http://www.iemed.org/observatori/arees-danalisi/arxiu-adjunts/qm22/4Quaderns\\_NewPerspectivesEducation\\_NTabbara.pdf](http://www.iemed.org/observatori/arees-danalisi/arxiu-adjunts/qm22/4Quaderns_NewPerspectivesEducation_NTabbara.pdf) [consulté en juillet 2017].
- Thompson, N. (2012). *Living as Form: Socially Engaged Art from 1991–2011*. MIT Press.
- UNESCO (2007). *Principes directeurs de l'UNESCO pour l'éducation interculturelle*. Paris : UNESCO. <http://unesdoc.unesco.org/images/0014/001478/147878f.pdf> [consulté en juillet 2017].
- UNESCO (2017). *Éducation à la citoyenneté mondiale : l'approche de l'UNESCO*. Paris : UNESCO. <https://fr.unesco.org/ecm/approche> [consulté en juillet 2017].
- Union européenne (2016). *L'UE dans le monde, édition 2016*. Luxembourg : Office des publications de l'Union européenne.
- Vertovec, S. (2010). *Towards post-multiculturalism? Changing communities, conditions and contexts of diversity*, *International Social Science Journal*, 61, 83–95.
- Wood, P. (2015). *Meet me on the corner? Shaping the conditions for cross-cultural interaction in urban public space*. Dans R. Zapata-Barrero (éd.), *Interculturalism in cities: concept, policy and implementation* (pp. 53-75). Cheltenham: Edward-Elgar Publishing.
- Wood, Ph. et Landry, C. (2008). *The intercultural city: planning for diversity advantage*. Londres: Earthscan.
- Zapata-Barrero R. (éd.) (2015). *Interculturalism in cities: concept, policy and implementation* (pp. 185-196). Cheltenham: Edward-Elgar Publishing.

Zapata-Barrero, R. (2015). *Conclusions: Three building blocks for taking interculturalism seriously*. Dans R. Zapata-Barrero (éd.), *Interculturalism in cities: concept, policy and implementation* (pp. 185-196). Cheltenham: Edward-Elgar Publishing.

Zapata-Barrero, R. (2016a). *Theorising Intercultural Citizenship*. Dans N. Meer, T. Modood et R. Zapata-Barrero (éd.), *Multiculturalism and Interculturalism: Debating the dividing lines* (pp. 53-76) Édimbourg: Edinburgh University Press.

Zapata-Barrero, R. (2016b). *Intercultural Governance Index: an exploratory study on Spanish Cities*. Dans *Mondi Migranti : Revista de studi e ricerche sulle migrazioni internazionali*. Milano : Franco Angeli, 2, 149-178.

Zapata-Barrero, R. (2017). *The Intercultural Turn in Europe: Process of Policy Paradigm Change and Formation*. Dans F. Mansouri (éd.), *Interculturalism at the Crossroads: Comparative Perspectives on Concepts, Policies and Practices*. Paris: UNESCO Publishing. 169-193.

### Sources web :

#### La migration dans le monde

Organisation internationale pour les migrations  
<https://www.iom.int/fr/la-migration-dans-le-monde>

#### Cités interculturelles :

Programme Cités interculturelles (ICC)  
<https://www.coe.int/fr/web/interculturalcities>

SSIIM: UNESCO Chair on the Social and Spatial Inclusion of International Migrants  
 Urban Policies and Practices  
<http://www.unescochair-iuav.it/en/>

URGENT: Urban Re-Generation: European Network of Towns  
[http://www.alda-europe.eu/newSite/project\\_dett.php?ID=89](http://www.alda-europe.eu/newSite/project_dett.php?ID=89)

ALDA: European Association for Local Democracy.  
<http://www.alda-europe.eu/newSite/>

#### Entreprises sociales créatives

Creative Space Beirut.  
<https://www.creativespacebeirut.com/>

Drop earrings not bombs.  
<http://www.dropearingsnotbombs.org/home/>

Commission européenne. Entreprises sociales. 2017.  
[http://ec.europa.eu/growth/sectors/social-economy/enterprises\\_fr](http://ec.europa.eu/growth/sectors/social-economy/enterprises_fr)

UNESCO. Repenser les politiques culturelles. 2015.  
<http://unesdoc.unesco.org/images/0024/002428/242867F.pdf>

In Place of War.  
<https://inplaceofwar.net/>

## Annex 4

### Biographies

Taynja ABDEL BAGHY

est consultante indépendante spécialiste des questions de paix, de développement et de sécurité en Afrique et dans les pays du MENA (Moyen-Orient et Afrique du Nord). En tant que spécialité de la paix et du développement dans ces régions, elle a travaillé comme consultante pour les Nations Unies à Bruxelles et, précédemment, pour le ministère français des Affaires étrangères à Paris. En 2016, Taynja Abdel Baghy est coauteure du Rapport Understanding African armies pour l'Institut d'études de sécurité de l'Union européenne. Avant cela, elle a travaillé pour l'International Crisis Group et le Programme des Nations Unies pour le développement.

Bernard ABRIGNANI

est délégué général par intérim de l'Agence Erasmus + France Jeunesse et Sports, coordinateur du Centre de ressources européen Salto EuroMed Jeunesse et bonnes pratiques et directeur de projet du Centre d'assistance technique et stratégique pour le programme EuroMed Jeunesse IV. Il dirige plusieurs collections d'ouvrages de pédagogie et de recherche, ainsi que de guides pratiques. Il est l'auteur de nombreuses publications, dont un manuel de gestion de projet, un guide de formation pour les conseils de jeunes et d'enfants, ainsi que d'articles traitant de pédagogie et de participation des jeunes.

Abdelrahman ALDAQQAHA

est membre du conseil de Horizons International en Palestine et membre du Comité pour les relations internationales et culturelles. En tant qu'activiste social et chercheur, il œuvre à l'autonomisation des jeunes générations en promouvant les échanges et les dialogues culturels. Ses projets de recherche portent sur l'engagement social des jeunes dans la société civile. Il a participé à de nombreuses conférences mondiales et programmes d'échange concernant le Moyen-Orient. Abdelrahman est diplômé en entrepreneuriat à l'université de l'Indiana, aux États-Unis, et docteur en médecine à l'université An-Najah, en Palestine.

Nedal ALMASRI

est directeur de recherche chez Ipsos Jordanie. Il a conçu et dirigé des travaux de recherche locaux et régionaux pour des organismes gouvernementaux, sans but lucratif et privés dans la région MENA. Son travail au sein d'un organisme d'étude de marché et de sondage d'opinion de premier plan au niveau mondial lui a apporté une compréhension approfondie de la façon dont les gens pensent et agissent, ainsi qu'une capacité à anticiper les changements dans leur comportement. Nedal Almasri consulte et dirige des recherches et des sondages examinant les attitudes et les pratiques des Jordaniens et d'autres peuples du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord.

Nabil AL SHARIF

Directeur exécutif de la Fondation Anna Lindh. Ancien sénateur, Ambassadeur et Ministre du Royaume Hachémite de Jordanie, Dr Al-Sharif a une vaste expérience dans la coopération internationale. Il était auparavant Ambassadeur de Jordanie au Maroc, en Mauritanie et au Sénégal. Il a également travaillé dans les domaines des médias et de la communication, de son rôle de Ministre des Affaires des médias à celui de rédacteur en chef du quotidien arabe «Ad-Dustour» et de Président du Jordanian Media Institute (JMI).

Hatem ATALLAH

Directeur exécutif de la Fondation Anna Lindh (2015-2017), a une riche expérience diplomatique en tant qu'ambassadeur tunisien dans plusieurs pays, dont les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Afrique du Sud et l'Éthiopie. Il a également été représentant permanent auprès de l'Union africaine, de la Commission économique pour l'Afrique, du PNUE et d'ONU-Habitat. Il a été nommé conseiller diplomatique du gouvernement

tunisien jusqu'en février 2015. Il a participé à de nombreux sommets et réunions ministérielles et il a organisé de nombreuses activités et débats culturels.

#### Teresa BEAN

est directrice de recherche et d'éducation pour In Place of War, une entreprise sociale qui soutient les communautés créatives dans des endroits en situation de conflit et de post conflit et dans les pays en développement. Ses recherches portent sur les réponses communautaires artistiques aux conflits et sur la consolidation de la paix et l'entrepreneuriat social créatif comme voies vers le développement. Elle a également écrit un cours, le programme de formation d'entrepreneur social et créatif, qui a été mis en place dans 14 pays. Le programme a été récompensé par l'université de Manchester pour sa contribution exceptionnelle à l'élargissement de la participation en 2017.

#### Alexandra BUCHLER

est directrice de Literature Across Frontiers, la plateforme européenne pour l'échange littéraire, la traduction et le débat sur les politiques, et initiatrice de plusieurs projets littéraires euro-méditerranéens au cours des dix dernières années. Elle travaille comme gestionnaire culturelle depuis plus de trente ans, en plus d'être traductrice littéraire et éditrice. Son principal domaine d'intérêt est l'échange littéraire et la traduction entre l'Europe et d'autres régions du monde, ainsi que les politiques et financements qui s'y rapportent. Elle s'exprime fréquemment sur ce sujet lors de rassemblements internationaux.

#### Khalid CHAOUKI

est né à Casablanca et a grandi en Italie. Ses langues maternelles sont l'italien et l'arabe. Il est un journaliste professionnel et président du Centre Culturel Islamique d'Italie. Il a été membre de la Chambre des députés en Italie et il s'est consacré à une réforme visant à reconnaître les migrants de deuxième génération en Italie comme des citoyens italiens. Pour lui, la politique est synonyme de passion et d'engagement, c'est un moyen de changer les choses et de construire le monde qu'il souhaite.

#### Shana COHEN

est professeur affiliée et chercheuse associée au département de sociologie de l'université de Cambridge. Elle a travaillé comme directrice adjointe de l'institut Woolf, spécialisé dans l'étude des relations interconfessionnelles. Elle possède un doctorat en sociologie de l'université de Californie à Berkeley et a travaillé de façon intensive avec des organisations communautaires au Maroc, aux États-Unis, en Angleterre et en Inde.

#### Femke DE KEULENAER

est directrice de recherche à l'Institut international de recherche sociale d'Ipsos. Elle possède plus de dix ans d'expérience dans la recherche sociale internationale et la réalisation de sondages. En tant qu'experte en méthodologie d'enquête, en modélisation statistique et en analyse de données, Femke a travaillé sur de nombreux grands projets internationaux, notamment pour la Commission européenne, EUROFOUND et l'OCDE. Titulaire d'un doctorat en sciences politiques et sociales, Femke dispense également des cours de statistiques en tant que professeur invité à la KU Leuven.

#### Nabil FAHMY

a été ministre des Affaires étrangères d'Égypte de juillet 2013 à juin 2014. Il a servi pendant plus de trente ans dans le corps diplomatique égyptien, notamment comme ambassadeur d'Égypte au Japon de 1997 à 1999 et aux États-Unis de 1999 à 2008. Après sa carrière dans la diplomatie, il est devenu doyen fondateur et professeur de pratique à la School of Global Affairs and Public Policy (GAPP) de l'université américaine du Caire (AUC). Durant son éminente carrière diplomatique, Nabil Fahmy a servi dans de nombreux gouvernements et occupé de multiples postes internationaux.

#### Paul GILLESPIE

est chroniqueur et éditorialiste au Irish Times et chargé de recherche principal à la School of Politics and International Relations, University College Dublin. Il est membre actif du réseau EuroMed Media, un groupe de journalistes d'Europe, du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord actifs travaillant sur des questions de liberté et de bonnes pratiques dans les médias. Ses domaines de recherche sont l'intégration européenne

et les identités politiques, le régionalisme comparatif, la région euro-méditerranéenne, les relations irlando-britanniques, les médias et la politique étrangère.

#### Elisabeth GUIGOU

Présidente de la Fondation Anna Lindh depuis 2015, est née à Marrakech, au Maroc. Elle a été ministre des Affaires européennes (1990-1993) et a été élue en 1994 en tant que membre du Parlement européen. En 1997, elle devient membre de l'Assemblée nationale française et devient la première femme ministre de la Justice (1997-2000) avant d'être ministre de l'Emploi (2000-2002). Elle a été conseillère régionale de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur et adjointe au maire de Noisy-le-Sec.

#### Eleonora INSALACO

est directrice de la recherche interculturelle et de la programmation la Fondation Anna Lindh. Elle est l'éditrice de trois éditions consécutives du «Rapport Anna Lindh sur les tendances interculturelles dans la région EuroMed» (éditions 2010, 2014 et 2017) et du «Manuel Anna Lindh sur l'éducation à la citoyenneté interculturelle dans la région EuroMed». Elle est diplômée du Collège d'Europe, avec une expertise académique et professionnelle en études islamiques et en relations euro-méditerranéennes dans les domaines de l'éducation, de la recherche, de la jeunesse, de la société civile, de la culture et des médias.

#### Dalenda LARGUECHE

est une historienne tunisienne et professeur d'histoire moderne et d'études féministes. Elle est membre du Conseil scientifique de l'Université de Tunis, de l'Université de Manouba, du Laboratoire des régions d'héritage et de ressources de Tunis et du Centre américain pour les études sur le Maghreb. Elle est professeur invité dans plusieurs universités américaines et européennes, y inclus l'École pratique des hautes études, l'Université de Toulouse-Jean-Jaurès, l'Université de Arizona et l'Université de Berkeley.

#### Rima MARROUCH

est productrice freelance basée à Londres. Ces trois dernières années, elle a principalement travaillé pour la BBC en arabe, Reuters Video News, CBS et Al Jazeera. Elle a obtenu une maîtrise en journalisme à l'université de New York en bénéficiant d'une bourse d'étude Fulbright. Avant de s'installer à Londres, elle a travaillé à Beyrouth comme productrice de terrain pour la National Public Radio (NPR), couvrant principalement la Syrie. Elle a reçu le Prix méditerranéen de journalisme 2012 de la Fondation Anna Lindh.

#### Aliki MOSCHIS - GAUGUET

est membre du conseil consultatif de la Fondation Anna Lindh depuis 2007. Experte de la diplomatie culturelle, Aliki Moschis-Gauguet est présidente-fondatrice du réseau FAM, qui, sous l'égide de l'UNESCO depuis 1998, œuvre à la promotion du dialogue interculturel entre pays euro-méditerranéens. Elle a été élue « Femme de l'Europe 2004 » par le Parlement européen pour son action interculturelle. Elle est également vice-présidente de l'Institut Robert Schumann en charge des relations euro-méditerranéenne et consule honoraire de France à Rhodes.

#### Alpsalan ÖZERDEM

est professeur en consolidation de la paix et codirecteur du Centre for Trust, Peace and Social Relations de l'université de Coventry, au Royaume-Uni. Le professeur Özerdem est spécialiste de la réinsertion des ex-combattants et de la construction étatique post-conflit. Il est l'auteur de nombreuses publications et est notamment (co)auteur/éditeur de *Post-war Recovery: Disarmament, Demobilisation and Reintegration*; *Managing Emergencies and Crises*; *Peace in Turkey 2023: The Question of Human Security and Conflict Transformation*; *Child Soldiers*; *Youth in Conflict and Peacebuilding*; *Local Ownership in International Peacebuilding*; et *Peacebuilding: An Introduction*.

#### Sofie PAUWELS

était chargée senior de recherche à l'Institut de recherche sociale d'Ipsos à Bruxelles. Pour la troisième édition du sondage d'opinion Anna Lindh sur les tendances interculturelles et les changements sociaux dans la région euro-méditerranéenne, Sofie a été impliquée dans toutes les phases du projet, de la conception du questionnaire à la gestion de la traduction en passant par la réalisation du travail de terrain et la transmission et le suivi des résultats.

**Konrad PEDZIWIATR**

est professeur à l'université d'économie de Cracovie. Ses domaines d'expertise sont la sociologie de la migration et de la religion, les mouvements sociaux, l'Islam et les communautés musulmanes en Europe, l'islamisme dans les pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord, l'immigration en Pologne et la politique migratoire polonaise. Récemment, il a participé à divers projets de recherche, dont Islamism and Pluralism – Islamist Movements in Egypt and Tunisia after the Arab Spring et Islamophobia in Germany, Poland and Russia. Il est titulaire d'un doctorat à la KU Leuven.

**Inès Safi**

est chercheuse, polytechnicienne, en physique quantique sur le campus Paris-Saclay-Orsay au CNRS. Elle développe des théories reconnues et utilisées sur le plan international. En parallèle, elle contribue, à travers des tribunes et des conférences, à réhabiliter la place des sciences, du féminin et de l'altérité en Islam. Elle est co-auteure de livres portant sur le dialogue entre sciences, philosophie et religion (Éd. AlBouraq, Paris, 2012 et Éd. ISESCO 2013).

**Mustapha TABBA**

est directeur opérationnel de Ipsos Moyen Orient, Afrique du Nord et Pakistan et directeur d'Ipsos Public Affairs dans la région. Il est diplômé de l'Université du Maryland avec une licence en BSc. Marketing, a fondé Marketing Consultants en 1991 et a rejoint Ipsos en 1998. Il a officié comme président du chapitre jordanien de l'Association internationale de la publicité et est membre fondateur de la YEA en Jordanie. Il est également membre du CA de la RHAS. Il a officié au conseil d'administration du chapitre YAL.

**Nayla TABBARA**

est directrice de l'Institut de la citoyenneté et de la gestion de la diversité de la Fondation Adyan, au Liban. Elle est docteur en sciences des religions à l'École pratique des hautes études de Paris-Sorbonne et à l'université Saint Joseph de Beyrouth, et professeur d'université en études religieuses et islamiques. Elle est l'auteur de diverses publications dans les domaines de la théologie islamique des autres religions, de l'éducation à la diversité interreligieuse et interculturelle, de l'exégèse coranique et du soufisme. Elle travaille à l'élaboration de programmes d'enseignement (formel et non formel) sur l'éducation multiconfessionnelle et la citoyenneté inclusive.

**Mohamed TOZY**

est professeur de sciences politiques à l'Université Hassan II, Casablanca, Maroc et Aix-en-Provence, France. Il a été directeur de l'École de Gouvernance et d'Économie de Rabat à l'intérieur de l'Université Polytechnique Mohamed VI et membre du comité consultatif pour la révision de la Constitution. Ses recherches portent sur les affaires religieuses et islamistes du Maroc contemporain, l'anthropologie du monde méditerranéen, la sociologie de la religion et les systèmes politiques des pays arabes. Parmi les nombreux livres publiés, " Monarchie et Islam politique au Maroc (1984) et "L'Islam au quotidien".

**Emilia VALSTA**

est étudiante en deuxième année de master à l'université américaine du Caire. Elle y étudie la sécurité internationale, avec une attention particulière pour le terrorisme. Elle est également assistante de recherche de l'ancien ministre égyptien des Affaires étrangères Nabil Fahmy et stagiaire à UN Women. Après avoir bouclé son premier cycle universitaire en relations internationales à l'université de Colombie-Britannique, au Canada, Emilia a pris la direction du Caire pour entamer son master. Ses recherches portent notamment sur la radicalisation chez les femmes, la théorie de la sécurisation, la coopération inter-organisationnelle entre groupes non étatiques et les politiques de contre-terrorisme.

**Ricard ZAPATA-BARRERO**

est professeur au département de sciences politiques et sociales à l'université Pompeu Fabra de Barcelone. Il mène des recherches sur des questions contemporaines de démocratie libérale dans des contextes de diversité. Il est directeur du GRITIM-UPF (groupe de recherche interdisciplinaire sur l'immigration) et du master en études migratoires à l'UPF. Il est également membre du conseil d'administration du réseau IMISCOE, le plus grand réseau de recherche sur l'immigration en Europe, ainsi que de plusieurs conseils éditoriaux de revues scientifiques et conseils consultatifs gouvernementaux. Site web académique : <http://dcpis.upf.edu/~ricard-zapata/>





Co-financé par  
l'Union européenne

